

Radio-Télévision : Sherlock Holmes à New-York

londe

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE :- N- 14742 - 8

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUIN 1992

Une initiative de Bruxelles après le « oui » irlandais au traité de Maastricht

L'Europe continue

dissements

Torre Torrestides, l'artin t

anni des repères a Parer des dérod

différens.

- Appronara quan relapos ça bri s

or fond du code (

. The state of the charter of Stimmer moure des repert

Tar ibr ba gåte a moder

the the course pes à la se Trans 2 Atro alle e l'école

- Lis . It adult les notes sa

Tit Battente, C glandaria.

des enteretissages premail

a the same or passe proce.

efter trick personal

oir obtenir

Aportation

the term of the court and

Marin, am 56a de des

tawa i dire capabe degle

Titt des in de pere es

The Control of the Co

and the second s

52 fr. 6- or ents de la va te i cance his mus bas tabboils

> électoral exprima la victoire d'une Irlande moderne, confianta en l'avenir et résolument amarrée à la Communauté, A l'heure du vote, co petit pays e fait pré-valoir son intérêt bien compris sur les peurs et les doutes attiés par un « cartel des non» pour le moins hybride.

L'Irlande - il est vrai - ne pouvait s'offrir le luxe du quant à soi. Bouder Maastricht lui eût coûté olen plus qu'au Danemark, tant elle tire avantage de son apparte-nance à l'Europe des Douze. Elle en est la première bénéficiaire, recevant six fois plus d'argent de la Communauté qu'elle n'en donne. La classe politique, presqua tout entière acquise su cours, le patronat, les syndicats et les dirigeants paysans ont done ou beau jeu de mettre en garde contre le désastre économique qu'aurait entraîné un succès du « non »; dens-un pays où un adulte sur cinq est chômeur.

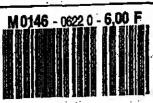
MAIS at chacun avait tes Myeux fixes sur Dublin, le refus danois, au second rejet, du traité de Maastricht int aussit, en effet, sans doine été fatal, et freine severement l'élan européen. L'irlande e hourqueement démenti avec éclat ces prévisions de Cassandre, suscitant la satisfaction et le soulagement

C'est une mauvaise nouvelle pour les « eurosceptiques » de tout poll, qui attendaient d'irlando - quoique sans trop d'illu-sions - une nouvelle « divine surprise » qui leur eût permi» de porter le coup de grâce à Meas-tricht. L'ecte de foi irlandals, salué comme li se doit par M. Jacques Delors, va permettre au conseil européen de Lisbonne de sa tenir, les 26 et 27 juin, dans une ambience plus sereine. dans une ambiance plus sereine.
Rien ne devrait y empêcher
désormais la reconduction pour deux ans de mandat de M. Defors à la tête da la Com-

MAIS le enui » irlandais Min'efface pas la erion » danois. Les Douze vont devoir muner de la la ronne de la ronne Cepuis 30 les trouver, comme ils l'ont promis à Cepuis 30 les mécanismes juridiques pour «seuver» Maastricht et inciter le Denemark à rentrer au bercall européen. A cet égard, la baile sera bientôt dans le camp britannique, Londres assurant la résidence de la Communeuté à partir du 1 " Juillet. En bon prag-matique, M. John Major tentera d'obtenir des Douze qu'ils clari-SCIENCES définissent plus nettemans de la définisse de la définissent plus nettemans de la définissent de la definissent de la definiss saux de compétence entre les

Le syndrome dancis - autant que l'encouragement irlandais -facilitera cette quête salutaire, M. Delors y étant nuvertement favorable, même s'il n'adhère pas à toutes les idées britanniques. Grâce à l'Irlande et en accondent l'étape déclaive du référendum français, le refus dancie pourrait n'avoir été notes neidements de la condent de la con endant les travaux de ratificaion, l'Europe continue.

Lire nos informations page 6



Les Douze sont invités à des réformes en vue de l'élargissement de la CEE

le succès messif du « oui » au référen- sans tarder, dans le perspective de dum organisé dens ce pays. Les l'adhésion de nouveaux membres, la douze ministres des affaires étren- réforme des institutions commugères, réunis samedi 20 juin à Luxem- nautaires. En France, le Parlement est bourg, devaient examiner le projet de convoqué le 23 juin pour approuver la rapport fait par la Commission sur

Les partenaires européens de l'Ir-. l'élargissement de la Communauté, lande ont accueilli très favorablement M. Delors recommande de préparer révision de la Constitution.

Nouveau modèle BRUXELLES

(Communautés européenne

Encouragés par les résultats du référendum irlandais, les ministres des affaires étrangères des Douze reprenaient, samedi 20 juin à Luxembourg, la préparation du Conseil européen qui se tiendra les 26 et 27 juin à Lisbonne, S'agis-sant de l'élargissement, MM. Jac-ques Delors et Frans Andriessen, le président de la Commission européenne et le vice-président chargé des relations extérieures, devaient faire part aux Douze des premières réflexions de la Commission et ils rédigeront, à la hunière de leurs réactions, un can-

port pour le Conseil européen de Lisboune. PHIUPPE LEMAITRE its et nos informations page 7

Liv seed page 17: durcissement du litige commercial entre les Etats-Unis et l'Europe



Accord sur un processus de partition

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La Tchécoslovaquie va se scinder en deux Etats distincts

tre depuis les élections législatives du 5 juin, le dirigeant tchèque M. Klaus et son homologue slovaque M. Meciar sont parvenus à un eccord, dens le nuit du vendredi 19 eu samedi

A l'issue de leur quatrième rencon-ments tchèque et slovaque doivent négocier les modalités de la partition d'ici eu 30 septembre. La liste d'un gouvernement fédérel restreint de transition sera soumise la semaine prochaine au président Havel, dont on 20 juin, sur un processus de partition se demande s'il sera toujours candidat de la Tchécoslovaquie. Les gouverne- à l'élection présidentielle du 3 juillet.

Chacun pour soi en Europe centrale

Lorsque, pendant l'hiver 1989-1990, le communisme s'est effondré, l'Occident, où l'on aime les classifications nettes et simples, a rapidement distingué deux groupes de pays dans ce que l'on avait pris coutume d'appeler «l'Europe de l'Est»: ceux dont les chances de rejoindre rapidement l'Enrope «civilisée» étaient assez bonnes - Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie - et ceux qui, en revanche, auraient beaucoup plus de mal à se débarrasser de l'héritage du totalitarisme, doublé du handicap balkanique - Bulgarie, Roumanie, Albanie.

Cette répartition des rôles devait évidemment être quelque peu malmenée par l'effondrement de l'Union soviétique, puis par la guerre en Yougoslavie. Aujourd'hui, l'éclatement de la Tchécoalovaquie achève everser les connées en Europe cen trale. Il sonne aussi le glas des initiatives existantes de coopération régionale.

L'une des tentatives réginnales, fortement encouragées par les Occidentaux dans l'espoir de préserver la stabilité dans la région, fut le « triangle de Visegrad », scellé en février 1991 par une réunion

hautement symbolique des trois nouveaux dirigeants démocratiques d'Europe centrale: le Tchécoslovaque Vaclav Havel, le Polonais Lech Walesa et le Hongrois Joz-sef Antall. C'était aussi, espéraient les diri-geants ouest-européens, le moyen de faire patienter ces trois pays désireux d'intégrer au plus vite la CEE et de leur faire, en quelque sorte, s'exercer à l'intégration à trois avant d'en envisager une à quinze ou

Mais l'Europe centrale est aujourd'hui bien mal en point. Deux des trois pays les plus prometteurs, la Pologne et la Tchécoslovaquie, sont sans gouvernement depuis deux semaines.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire aussi

Le cauchemar yougoslave (II) : un autre Saddam ? par ANDRÉ FONTAINE .page 4

«Manifeste» à Beaubourg Pour fêter son quinzième anniversaire

le Centre Pompidon expose le meilleur de ses collections

«Menifeste»? Drôle de nom pour une exposition. C'est celui qu'a choisi la nouvelle équipe dirigeante du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, à Paris, pour mieux se conneître elle-même et se faire mieux conneître.

Pour fêter dignement le quinzieme anniversaire du Centre Pompidou - « Beaubourg » omme I'on dit familierement, il fallait un événement de première grandeur; facon de retrouver un peu du lustre des premiers temps, ceux de Pontus Hulton et des grands ren-dez-vous ennuels, façon de faire oublier, aussi, des armées de crise au sommet d'une institution bêtie sur les illusions ressembleuses de mei 1968. Impossible de ne pas déceler.

dans cette cmanifestation» qui met en jeu toutes les disciplines artistiques et en scène tous les espaces et toutes les collec-tions du Centre pendant l'été, une sorte de conjuration : Beaubourg n'est qu'une permi les Institutions de l'Etat saisies per le syndrome du Millénaire : la samé, la justice, l'éducation, la culture aussi aujourd'hul, vou-draient avoir assez de force. d'énergie, de projets pour abor-der l'horizon 2000. La têche est effrayante pour beaucoup, passionnante pour certains. Dans cette affaire, les artistes ont leur mot à dire.

Lire pages 14 et 15 les articles do GENEVIÈVE BREERETTE. FRÉDÉRIC EDELMANN, PHILIPPE DAGEN et LAURENCE BENAIM

Israel: un scrutin sans vrai

Privilégiant les problèmes de sécurité, pour se disputer un même électorat, les travaillistes et le Likoud ont éludé les questions essentielles

JÉRUSALEM

de notre correspondent

Sauf retournement d'opinion ou enup de théâtre de dernière heure — à ne jamais exclure dans un pays officiellement en guerre avec quatre de ses voi-sins immédiats, Palestiniens compris - le parti travailliste conduit par M. Itzhak Rabin, pourrait redevenir, au lendemain des élections générales du 23 juin, la première force politique d'Israel. C'est, en tout cas, ce que prédisent tous les sondages.

Pourtant, le système électoral israélien étant ce qu'il est, mis à part un improbable raz-de-marée majoritaire qui réglerait la ques-

dans l'histoire politique de l'Etat juif, il faudra sans daute des semaines de marchandage entre les divers partis pour déterminer si la prochaine coalition gouvernementale sera de droite ou de gauche, voire d'«unité nationale». En fait, même s'il obtient moins de sièges à la Knesset que son grand rival travailliste, le Likoud de M. Itzhak Shamir peut très bien, avec ses alliés d'extrême droite et quelques partis religieux, conserver les rênes

Qui donc, de M. Shamir, tenant du pouvoir, ou de son pugnace challenger, aura l'insigne honneur de prononcer cet été un grand discours inaugural sur la pelouse de...

tion mais qui scrait sans précédent la Maison Blanche? Lequel de ces deux septuagénaires deviendra encore une fois (M. Rabin a déjà été premier ministre), le « nouveau» chef de cette jeune nation -que M. George Bush a promis de récompenser par nne invitation dans sa résidence d'été, et ce, « quel qu'il soit » ?

Si abusifs ou cyniquement chargés les termes de l'équation puis-sent-ils paraître, c'est bien ainsi, en définitive, que de nombreux Israéliens, recrus de difficultés économiques et fatigués de l'interminable conflit avec les Arabes, perçoivent le problème soumis à

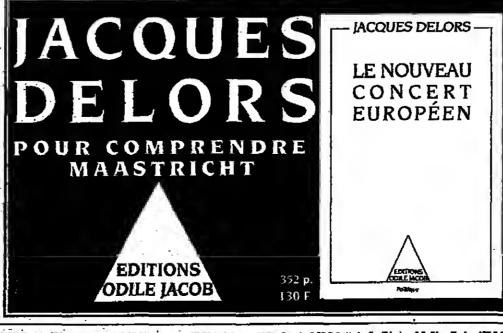
> PATRICE CLAUDE Lire la suite page 5

M. Jean-Louis Bianco au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Louis Bienco, ministre da l'équipement, des transports et du logement, invité de l'émission hebdomadaire « Le grend jury. RTL-le Monde », dimanche 21 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

CHRONIQUE DES MARCHÉS

monétaire et obligetaire ■ Matières premières ■ Marché International des capi-



HEURES LOCALES

Chemins verts dans Paris

Les habitants du 13º arron dissement ont de la chance leur maire va leur offrir un itinéraire de promenade à tra-vers parcs municipaux: et jardins privéa. Entra la Manufacture des Gobelins et la Butte-aux-Cailles, les piétons pourront parcourir 2 kilomè-tres à l'abri des nulsances

urbaines.
Lire page 13 l'article
de MARC AMBROISE-RENDU

de DOMINIQUE DHOMBRES

DATES

If y e cent vingt-cinq ans l'Alaska à la Russie. Lire page 2 l'article

A L'ETRANGER : Atrice, 4.50 DA ; Norce, 8 DH; Turisle, 750 st.; Alemagne, 2.50 DM; Aveiche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Carada, 2.25 S CAN; Antibat/Réunion, 9 F; Côta-d'hoire, 465 F CFA; Denemark, 14 KRD; Espagne, 190 FTA; G.B., 86 p.; Grace, 2.20 DR; Irlanda, 1,20 S; Italia, 2 200 L; Eurembourg, 42 FL; Horyage, 14 KRN; Paya-Bes, 2,76 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 16 761 : [1] 40-65-25-25 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
4852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-85-25-25
Téléopieur: (1) 49-80-30-10
Télex: 281.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Société anonyme des lecteurs du Monde



Jacques Lesourne, président Michel Cros, directeur géséral Philippe Dupuis, directeur 15-17, rue du Colomel-Pierre-Avia

75902 PARIS CRDEX 15 TEL: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F Tolkin: 46-24-73. Social final SARL le Monde et de Médias et Régies Empe SA

da e Monde » (6) mission paritaire des journa et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microfilms (index du Monde su (1) 40-66-29-33

TÉLÉMATIQUE posez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

	TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBA PAYS-BAS	PAYS PAYS PAYS PAYS PAYS PAYS PAYS	
	J meis	460 F	572 F	790 F	
	6 mais	890 £	1 123 F	15001	
	t 20	16265	206 F	2960 F	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus og per MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abounts aout invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abouné.

7

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

g mots

Prénom : Adresse:

Code postal:.

Localité :

PP. 7804 PF

Le Monde

ir it sout a monité de direction ; se Lasoume ; géant tur de la publication drumo Freppet teur de la rédection Jacques Guiu

Rédacteurs en chef

Yves Agnés

Anciera directeur

Il y a cent vingt-cinq ans

Les Etats-Unis achètent l'Alaska à la Russie

SA MAJESTÉ l'empereur de toutes les Ruscies s'engage par cette convention à cèder aux Elats-Units convention à cèder aux Elats-Unis tout le territoire actueilement possèdé par Sa Majesté sur le continent d'Amérique ainsi que les îles contiguês. En considération de ladite cession, les Etats-Unis s'engagent à payer, dans un délai de dix mois, 7.2 millions de dollars en or au représentant diplomatique de Sa Majesté. » Paraphé le 30 mass 1867 aux petites heures du matin, le traité était ratifié par les deux gouvernements le 20 juin à Washington. Le versement de la somme ton. Le versement de la somme elle-même posera quelques pro-blèmes, comme on va le voir... Ainsi se terminait l'aventure

Ainsi se terminait l'aventure américaine de la Russie commencée sur l'ordre de Pierre le Grand. Agonisant, l'empereur avait reçu à Saint-Pétersbourg, en janvier 1725, le capitaine de marine de première classe Vitus Bering. Ce dernier appartenait an groupe d'officiers danois et norvégiens qui constituait l'ossature de la marine créée par l'empereur. Il avait pour mission, en navignant à partir du. par l'empereur. Il avait pour mis-sion, en naviguant à partir du Kamchatka, d'a établir où com-mence la côte américaine». La tra-versée de la Sibérie était déjà toute 2 une aventure. Bering partit avec u des charpentiers et des forgerons et fit construire en trois mois, à Kamit construire en trois mois, a Kain-chatka-Ostrog, un navire, le Saint-Gabriel, sur lequel, avec quatre officiers, un médecin et trente-neuf hommes d'équipage, il allait reconnaître le détroit séparant l'Asie de l'Amérique auquel on donners son nom. Lors d'une expé-faise vitte de l'Amérique auquel on donners son nom. Lors d'une expedition ultérieure, en 1741, il effectuail un relevé des côtes américaines. C'est là qu'il mourut du scorbut, le 8 décembre 1741. Sur sa tombe fut placée une croix de bois qui portait l'inscription suivante: « Nous avons édifié ceci en souvenir de notre capitaine et en signe de notre prise de possession de cette terre pour l'Empire

> Le commerce des peaux

Les Russes ne se haterent pas de donner un sens concret à cette « prise de possession ». Une base permanente ne fut installée qu'en 1784, à Kodiak. L'Alaska (un nom uit signifiant «le continent») était seulement effleuré par des chasseurs de peaux de loutres marines qui ne venzieni à terre que l'espace d'une saison. Cathe-rine II accorda en 1789 une charte à la Compagnie américaine des marchands-aventuriers Chelekhov et Gollgov en leur donnant le monopole de chasse et de commerce sur toutes les régions de la côte américaine qui entreraient effectivement sous leur contrôle.

La Compagnie avait pour bul principal le versement de divi-dendes à ses actionnaires, dont de nombreux membres de la famille impériale. Les bureaux se trou-vaient à Irkoutsk, en Sibérie, et le conseil d'administration à Saint-Pétersbourg. En 1845, il fallait cinq mois à un courrier rapide pour atteindre la capitale impériale. La même année, on recensait 38 000 personnes sur l'ensemble du territoire de la Compagnie, dont une écrasante majorité d'Indiens. Les Russes n'étaient que 640, dont 482 à Novo-Arkangelsk. Il y avait aussi 1 500 « créoles », nés de mariages entre Russes et femmes indiennes une pratique vivement encouragée par les autorités pour maintenir la mélange des races.

L'administration impériale s'ef força aussi de faire venir des «citoyens-colons» qui, en échange d'un engagement à demeurer sur place à vie, recevaient un lopin de terre. Il n'y avait pas foule de can-didats, puisque, lors de la vente de l'Alaska, en 1867, ils n'étaient que 94 dans ce cas_

La colonie vivait du commerce des peaux, des pêcheries, de l'huile de baleine et du commerce du thé venu de Chine. Elle employait survenu de Chine. Elle employait surtout les habitants des îtes, les
Aléoutes, du moins ceux dont les
parents n'avaient pas été décimés
an siècle précédent par les premières expéditions russes, particulièrement brutales. Ceux-ci dépensaient l'hiver au jeu et en boissons
alcoolisées l'argent qu'ils avaient
aggné pendant la campagne d'été
de chasse au phoque et à la loutre
marine. Un témoin les décrit ainsi
dans leur campagnent d'hiver dans lour campoment d'biver:

«Plusieurs familles vivent ensemble.
Ils s'étendent un peu partout dans la pièce dans toutes les poses imagita piece aans toutes les poses image-nables, joyeux. bavards, entiere-ment nus et indifférents de l'être. La fumée des lampes à huile et des fourneaux, la viande crue qui sèche, les corps nus enduits de graisse et parfumes d'onguents primitifs creent une atmosphère indescripti-

Cette colonie étail rentable. même si elle l'était devenue un peu



moins au fil des ans en raison de la concurrence des fourrures cana-diennes, de meilleure qualité, vendues sur la place de Londres. De 1797 à 1859, la Compagnie a versé chaque année à ses actionnaires un dividende qui a varié entre 13 et 20 roubles pour chaque action d'une valeur nominale de 150 rou-Pourquoi done vendre

La réponse est simple : pour ne pas subir l'humiliation de devoir un jour céder cette colonie de force, et sans compensation finan-cière. La faiblesse de l'armée russe avait été criante lors de la guerre de Crimée (1854-1855) avec la Grande-Bretagne et la France. Le grand due Constantin, frère du tsar Alexandre II; écrit ainsi au ministre des affaires étrangères Gorcha-koy, dans une lettre datée de Nice, le 3 avril 1857 : « Dans l'éventualité d'une guerre avec une puissance maritime, nous ne sommes pas en mesure de défendre nos colonies... Les Etats-Unis d'Amérique derraient, dans le cours naturel des évènements, se montrer désireux de conquérir tout le continent nordméricain et se heurteront inévitablement avec nous tot ou tard. Il n'y a pas le moindre doute qu'ils n y a pas le monute aoute qui is saistraient alors la colonie sans grand effort et que nous ne serions jamais en position de la reprendre... Il serait donc profitable de résoudre de manière amicale, profitable pour nous, un problème qui autrement se trouvera résolu d'une façon désavantageuse pour nous et de

surcroit par conquête...» La ruée sur l'or en Californie, en 1849, avait bouleversé l'équilibre démographique sur la côte pacifi-que. Le gouvernement russe jugeait plus important l'annexion du bas-sin de l'Amour, à la frontière chinoise, que le maintien de sa colonie américaine, militairement indéfendable. Il était enfin plaisant de jouer un mauvais tour aux Britanniques, vainqueurs de la guerre de Crimée, en cédant aux Américains un territoire qui prenait en tenaille les possessions de Sa Graciense Majesté sur le Pacifique.

Mouraviev, gouvernent de la Sibérie orientale, plaidait dans le même seus dès 1853 dans un rapport à l'empereur. Il faisail remarquer que, vingt ans plus tôt, la Compagnie avait proposé l'annexion de la Californie è qui à cette époque n'appartenait prasiquement à personne ». Or celle ci, après la ruée vers l'or, était devenue un Esta de l'Union et îl était évident, avec le recul, que l'annexion aurait avec le recul, que l'annexion aurait été irréalisable. L'avancée des Etats-Unis, e maintenant plus que famais avec le développement des emins de feracitait irrésistible:

Le tear Alexandre II convaincu, des pourpailers secrets out lieu en 1858 et 1859. L'ambassadeur de Russie à Washington à pour mission e de suggérer avec prudence et sans se commettre l'idée qu'il poursie à céder ses colonies sur des bases favorables ». Mais la guerre de Sécession interrompt le proces-

Des tractations nocturnes arrosées de punch

Celui-ci reprend dès la défaite des Sudistes. Le tsar ayant échappé à un attentat le 4 avril 1866; le Congrès lui adresse ses félicitations et un envoyé spécial est chargé de se rendre à Saint-Pétersbourg pour les transmettre au souverain. L'atmosphère est done propriet aux mosphère est done propice aux négociations. Le ministère russe des finances se livre à une évalua-tion de la Compagnie, fondée sur ses revenus annuels sur une période de vingt-cinq ans, auxquels il convient d'ajouter les sommes investies par le gouvernement. Le total est de 7442 800 roubles, soit

un pen moins de 5 millions de dollars.

L'ambassadeur de Russie, le baron de Stoeckl, commence cependant par demander 10 millions de dollars an secrétaire d'État William Seward; Ce dernier fait une contre-proposition de 5 millions, puis de 5,5 millions. Le 22 mars 1867, il consent à aller jusqu'à 7,2 millions de dollars. L'ambassadeur repoit l'accord de l'empereur le 29 au soir pour ce montant et se rend aussitôt chez le secrétaire d'Étai. C'était la première fois dans l'histoire qu'une antorisation de signer un traité antorisation de signer un traité était ainsi donnée par télégramme.

A cette beure tardive, le secré-A cette beure tardive, le secre-taire d'Etat jouait au whist en famille dans son salon. L'ambassa-deur misse fui proposè de reveair le lendemain. Mais William Seward ac dit prêt à rédiger le traité le soir même. C'est 17 donc aux petiles heures de l'aube du 30 mars, et après quelques verres de punch que le document fut de puneh, que le document fut inalement rédigé et paraphé.

William Seward avait été fortement influence dans sa decision par Robert Walker, ancien secré-taire au Trésor, ardent propagandiste de l'expansionnisme améri-cain. Ce dernier affirme avoir milité pour l'acquisition de l'Alaska des 1845. Il va jouer un grand rôle dans l'épisode étrange qui suit la signature du traité: le difficile vote de la Chambre des représentants pour l'allocation des 7,2 millions de dollars (2).

Le traité est en esset ratifié le Le traité est en ellet ratifié le 9 avril an Sénat par 37 voix contre 2. Mais il reste la Chambre (car il faut un vote de celle-ci pour toute attribution budgétaire), où de nombreuses voix s'élèvent qui affirment que l'Alaska, un territoire glacé et parfaitement inutile, ne vaut pas cette somme. Les représentants sont en outre blessés que le Sénat

ait procédé avant eux. Il y a entin une certaine M. Perkins, qui a des amis influents à la Chambre et demande qu'on retire à son profit du montant qui sera versé à la Russie quelque 500 000 dollars que lui doil, selon elle l'« autocrate russe». Le tsar n'aurait pas

acquitté la facture des armes que son mari, décédé depuis, lui aurait expédiées pendant la guerre de Cri-mée... Personne ne se soncia du sort des Indiens

Robert Walker se met an travall.

La venve Perkins est bientôt nentralisée, car ses prétentions soul
peu fondées. Walker rédige et fait
publier un long article en faveur de
l'acquisition de l'Alayka dans le
Daily Morning News de Wasbington. L'Alaska y est décrit comme
un pays de secagne, su climat
e charminist, but fou pouve de l'or
at le rolle et ch les beteux out cà la pelle» et où les bateaux ont du mal à aborder en raison de l'abondance du saumon dans les estuaires des fienves... La Chambre vote finalement le 14 juillet 1868 l'allocation des 7,2 millions de dol-

Car was

ME 3 2 24

CE I'M

.

11:41

D'AL PA

Une partie de cette somme n'ira jamais en Russie mais va servir à indemniser, en remerciement de leurs efforts, Robert Walker et quelques autres. Une commission de la Chambre est chargée d'enquêter sur ces paiements, révéles per la presse. Il apparaîtra plus tard que lui-même a touché au moins 26 000 dollars « pour services rendus en aidant à promou-voir le vote sur l'acquisition de l'Alaska», et que le baron de Stoecki a distribué des «enveloppes» considérables à des journalistes et à des membres du. Congrès pour emporter la décision.

La passation des pouvoirs eur licu le 18 octobre 1867 à Sitka, où deux cents soldats américains deux tents soldats américains avaient débarqué. Le pavillon impérial fut solennellement amené. En Russie, la cession fut très défa-vorablement accueillie par l'opi-nion, au point que la censure inter-dil an journal Golos, qui avait critiqué cette mesure, d'écrire à nouveau sur l'événement...

Les soldats américains se conduisirent très mal, violant des femmes russes, au point que la plupart des Russes décidèrent de quitter l'Alaska, bien que le traité leur laissat la possibilité de rester et d'acquerir la eitoyenneté américaine. Personne ne se soucia beau-coup du sort des Indiens, pourtant de loin les plus nombreux. Le traité stipulait seulement que « les tribus sauvages seront assujetties aux lois et règlements que les États-Unis pourront adopter de temps à autre à l'égard des tribus aborigènes du page »

L'événement que le gouverne-ment impériai redoutait, une raée vers l'or, eut finalement lieu en 1896, Dawson City, qui n'était for-mée que de quelques cabanes de bûcherons en 1896, comptait 5 000 habitants l'année suivante et 30 000 en 1897, attirés par le métal ieune 1 antes erand toutsmétal jaune. L'antre grand tour-uant fut celui de la guerre froide, lorsque l'Alaska s'est couvert de bases militaires et de stations de radar. L'ancienne colonie russe est enfin devenue, en 1959, le 49 Etat de l'Union.

DOMINIQUE DHOMBRES

(1) Yoir l'Histoire de la Russie d'Ambrique et de l'Alaska, de Michel Ponia-towski, Horizons de France, Paris, 1958, d'où sont tirées la plupart des informa-tions constante dans et article. (2) Alaska and its History, de Mogan & Sharmand I Iniversity of Washington

sont en outre blessés que le Sénat "GRAND JURY" RTL-Le Monde

III MINING

la Russie

C. C. C. C. C. C.

是 医乳色菌

1.0022

1 min 1 min

 $u = f_{-\mathbf{r}} f$

1 5 C. of

1 P. 1

me and

wherethe is in.

ETRANGER

M. Klaus et M. Meciar ont annoncé ensemble un accord sur la partition de la Tchécoslovaquie M. Havel a toulours dit qu'il ne solliciterait pas un

dirigeant tchèque Vaclav Klaus et son homologue . slovaque Vladimir Meciar ont émergé de leur quatrième rencontre, commencée vendredi après-midi 19 juin à Bratislava, pour annoncer un accord sur la partition de la Tchécoslovaquie, née en 1918. C'est M. Meciar qui a lu le texte de l'accord (voir ci-dessous) devant la presse, au milieu de la nuit.

Puis les deux hommes, nous rapporte de Praque notre correspondante Catherine Monroy, ont répondu à quelques questions, « Nous avons fait le maximum que nous ayons pu faire, a déclaré M. Klaus. Il n'était pas possible de parvanir à un accord plus large. Cet accord est juste. Sur le plan personnel, je vous rappelle que je suis le seul politicien tchèque, et l'ODS le seul parti, à avoir

Au bout de quatorze heures de discussions, le fait campagna en Slovaquie pour une fédération vernement fédéral restreint qui assurera la contiraisonnable. En tant qu'homme politique, i'ai agi en mon âme et conscience».

> M. Meciar, lui, a demandé à ses supporters de sa montrer e tolérants », « Nous ne nous battrons pas, nous na nous disputerons pas. Nous essaierons de nous comprendre. Il y avait un grand risque de ne pas s'entendre et, que cela mêne à la destruction. Nous nous sommes rapprochés, Nous sommes satisfaits d'y âtre parvenus au moyen de pourparlers ». Sur le plan pratique, la dirigeant sicvaque a précisé que les soldats serviraient dans leur propre Rápublique at que les forces armées

> Les partis de MM. Klaus et Meciar se sont par ailleurs mis d'accord sur la formation d'un gou-

> > vers l'Est

l'adhésion à la CEE - mais missi la situation géographique, puisque nous étions tous trois limitrophes de l'Union soviétique et pris en sand-wich entre l'Est et l'Ouest.» Or la partition de la Tchécoslovaquie abontirait en effet a priori à rap-procher la partie tchèque de l'En-rope de l'Ouest et à rejeter la Sio-vaquie, frontalière de l'Ukraine.

vaquie, frontalière de l'Ukraine,

Les Palonais craignent par ail-leurs que l'une ou l'autre des par-ties tente de les impliquer dans les

inévitables tensions que ne man-

quera pas de pravoquer le « divorce» tchécoslovaque. Déjà

avant les élections tchécoslovaques du 5 juin, indique-t-on de source polnnaise, les Sinvaques avaient tente d'établir des liens bilatéraux

avec Varsovie, qui avait décliné

l'offre pour ne pas avoir l'air d'en-courager la partitinn. Les choses sont désormais un peu plus claires, mais qui sera le partenaire privilé-gié de Varsovie : Prague ou Bratis-

nuité de l'Etat tchécoslovaque jusqu'à la scission du pays en deux Républiques indépendantes. Le cabinet fédéral comportera un premier ministre, quatre vice-premiers ministres et cinq ministres pour les portefeuilles des affaires étrangères, de l'intérieur, de la défense, des finances et de l'économie. La composition devrait en être annoncée la semaine prochaine. Cette structure correspond en fait à l'idée que le mouvement de M. Meciar se faisait d'une confédération, et certains observateurs à Praque n'excluent pas que les Slovaques tentent de pérenniser ce gouvernement que les Tchèques voient comme un gouvernement de liquidation. La manière dont le président Havel voit son avenir dans ce contexte restait, samedi, incertaine.

nouveau mandat, le 3 juillet prochain, si la Fédération éclatait. Or il a, cette semaine encore, alors que la situation s'assombrissait de plus en plus, confirmé sa candidature, tout en soulignant que l'organisation d'un référendum sur le sort du pays était à ses yeux essentielle. A ca sujet, M. Klaus a estimé qu'un référendum « n'est pas impossible mais pas obligatoire non plus ». Le présidant qui, selan son entourage, avait

prévu de se rendre vendredi soir à Bratislava rencontrer MM. Klaus et Meciar esi tout se passait bien » n'v est finalement pas allé et s'est contenté de se tenir informé des discussions par téléphone. Il devrait recevoir les deux hommes la semaina

Chacun pour soi en Europe centrale

Première à avoir lance, en 1989, nne andacieuse transition vers l'économie de marché, la Pologne morque le pas depuis plusieurs mois, paralysée per la confusion politique qui règne à Varsovie. Même sa politique étrangère fait l'nbjet de polémiques internes entre atlantistes et partisans de relations étroites avec l'Est. La Tchécoslovaque n'existera sans doute plus dans quelques mois ou, dans le meilleur des cas, se débattra dans des procédures de délimitation de la souveraineté et de partage des compétences entre les deux républiques. La -Hongrie paraît encore couler des jours relativement tranquilles, mais sa santé politique est, dans une bnane mesure, liée à celle du premier

BULGARIE: condamination de l'ancien chef des services de rensei-guements de Sotta. Le genéral Via-

dimir Todorov, a été condamné

vendredi 19 juin 195 la section mili-taire de la Cour-supreme de Bulgarie

à quatorze mois de prison pour

avoir détruit une partie du dossier concernant l'affaire Markov; L'écri-

vain Gucorgui Markov a été assas-

siné en 1978 à Londres à l'eide

d'une arme mystéricuse surnommée «le parapluie bulgare». Scion le ver-dict, le crime a été perpétré avec la

complicité de l'ancien vice-ministre

de l'intérieur, M. Stolan Savov, qui s'est suicidé la veille de l'ouverture.

du procès, en janvier dernier. Au

ministre Antall - qui est très manvaise, - et l'éparpillement de mino-rités hongroises hors de ses fron-tières rend ce pays plus vulnérable que les deux autres aux tensions ethniques qui embrasent la région. Ces incertitudes s'ajoutent à l'absence de structures collectives de sécurité dans la région depuis la mort du pecte de Varsovie en février 1991.

> «La Russie, pourquoi la Russie?»

«Si la Tchecoslovaquie se scinde, la situation en Europe centrale va se trouver dramatiquement modi-fices, souligne le ministre polonais de la défense, M. Janusz Onyszkie-wicz. « Nos trols pays avaient en commun des objectifs politiques -

HAUT-KARABAKH Les Armeniens affirment avoir stoppé les Azéris Le ministère arménien de la défense a assuré vendredi 19 juin,

que l'offensive azèrie de ces derniers jours dans le Haut-Karabakh avait été artitée. Mais les deux camps, qui ont fait oppel à des renforts, semblaient se préparer à une épreuve de force pour le contrôle d'une entrée stratégique de l'enclave montagneuse. Des milliers de réfugiés ont continué à fuir les zones de combats. Dans la ville frontalière arménienne de Goris, des officiers ont précisé que les deux camps étaient en train de renforcer leurs positions près du corridor menant à Choucha, L'Azerbaidian a accusé l'Arménie d'utiliser ce corridor pour acheminer des armes aux combattants arméniens à l'intérieur de l'enclave, où les autorités locales ont décrété cette semaine l'état d'urgence pour un mois. Environ deux mille personnes ont

été tuées ces quatre dernières années dans les affrontements liés au Haut-Karabakh, peuplé majoritairement par des Arméniens mais placé sous l'administration de Bakou depuis 1923. - (Renter.)

Un outre facteur à prendre en considération est le changement politique intervenu à Prague avec la victoire électorale de M. Vaclav Klaus, le chef de file de la droite tchèque, dont les positions diplo-matiques: sourceheaucoup seous nnancées que celles du président Havel et de son ami Jiri Diens-Alavai et de son ami Jin Diens-abiere qui, a, dirigé la diplomatie tenécoslovaque depuis la «révolu-tion de velours».

Fasciné par le monde anglo-saxon, M. Klaus ne perd jamais une occasion de souligner que la Pologne et la Hongrie sont « à la trassac et de Foura évidence » la

traîne » et, de toute évidence, n'a pas l'intention de s'embarrasser d'un «triangle de Visegrad» pour faire antichambre. Déparrassé du faire antichambre. Débarrasse du fardeau slovaque, il va se sentir les mains plus libres pour rejnindre l'Oecident. « M. Klaus et ses conseillers n'ont jamais compris l'intérêt que l'on pouvair avoir à mener une diplomatie vers l'est », relève un analyste tchèque. « La Russie? Pourquoi la Russie? C'est ce qu'ils se disent. » Le risque, estiment certains critiques de M. Klaus est m'avant de tomber M. Klain, est qu'avant de tomber dans l'orbite occidentale, la Bohême-Moravie sans le contre-poids slovaque va surtout tomber dans l'orbite allemande – l'Allemagne est déjà de loin le premier investisseur étranger en République tchèque.

Quant à la Hongrie, elle se retrouve face à la Slovaquie (qui lui a appartenu pendant près de

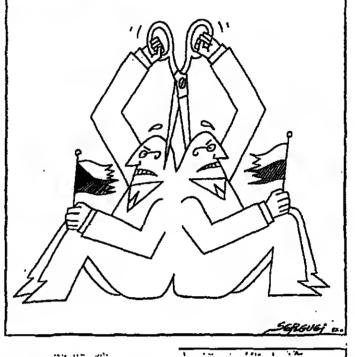
Andrews State of Stat

mille ans) où vit une minorité magyare de 560 000 personnes. Plus diplomate qu'il n'en a l'air, le dirigeant nationaliste slovaque Vla-dimir Meciar a pris soin de multiplier les contacts, ces dernières semaines, avec le consul général hongrois à Bratislava, devant lequel il a voulu, selon une source diplomatique hongroise, se montrer rassurant, notamment à propos du barrage de Gabcikovo-Nagymaros, devenu à présent un différend slovaco-hongrois. Dennis les élections tchécoslovaques Budapest a, d'ailleurs, gardé un profil bas à propos de la minorité hongroise de Slova-

Les relations avec la CEE se trouvent également bouleversées. La république tchèque va-t-elle seule hériter du traité d'association avec Bruxelles, nn les Sinvaques, moins avancés économiquement, y auront-ils droit aussi? Plus que jamais, Tchèques et Hongrois vont tenter de faire valoir leurs propoets

cartes. Désormais en Europe centrale, c'est chacun pour soi.

SYLVIE KAUFFMANN



tional sont créés, l'ODS et l'HZDS

Voici le texte intégral de la déclaration politique sur la procédure de séparation de la Tchécoslovaquie an deux Etats indépendants, signée samedi 20 juin, à Bratislava, par MM. Klaus et Mecler :

L'HZDS (Mouvement pour une Slovequie démocratique de M. Meciar) et l'ODS (Pard démo-cratique civique de M. Klaus) sont conscients de leur hauta responsabilité historique devant le situation issue des élections de 1992 en République tchèque et en République slovaque, et ils ont décidé de la résoudre ensemble par la voie constitutionnelle.

Afin d'essurer la continuité de tous les organes constitutionnals de la Fédération et de tous les us enternés après novembre 1989, its se sont mis d'accord sur la formation du gouvernement fédéral et sur son programme, qui fait partie de leur accord politique. lis constatent les divergences de

pour les Républiques tchèque et stovaque, comme seule forme raisonneble et fonctionnelle de l'Etat commun, une Fédération constituent un seul sujet de droit interna-tionel. Pour l'HZDS, c'est une confédération des deux Républiques, checune étant sujet de droit international. L'ODS ne considère pas la confédération de deux sujets de droit international comme un Etat commun, mais comme une Union de deux Etats indépendants. L'ODS préfère à la confédération deux Etats indépendants, e'est-àdire la séparation constitutionnelle

la structure da l'Etat. L'ODS volt

tion que leur rôle commun est d'Initier par tous les moyens légaux le processus qui mènera evant le 30 septembre 1992, à un accord des deux Conseils nationaux pour redéfinir la structure de l'Etat. Si leurs programmes électoraux et de deux Etats sujets de droit interna-

Es considèrent dans cette situe-

de l'Etat actuel.

ennsidèrent qu'il faudra, dans l'intérêt de leurs relations d'amitié et de bon voisinage, chercher des formes de cohabitation et un cadre de coopération en harmonie avec leurs traditions et leurs besolns actuels et futurs.

is proposent que dans le cas de la disparition de la fédération, les deux Conseils nationaux adoptent les lois pour intégrer en leur sein les décutés élus au Parlament fédérai. Les principes du programme du gouvernement fédéral Bent les deux sujets, qui, régulièrement, s'infor-meront et se consulteront au niveau du Parlement fédéral, leurs directions se rencontrant en fonction de l'évolution de la situation. Cet accord ne concerne pas les

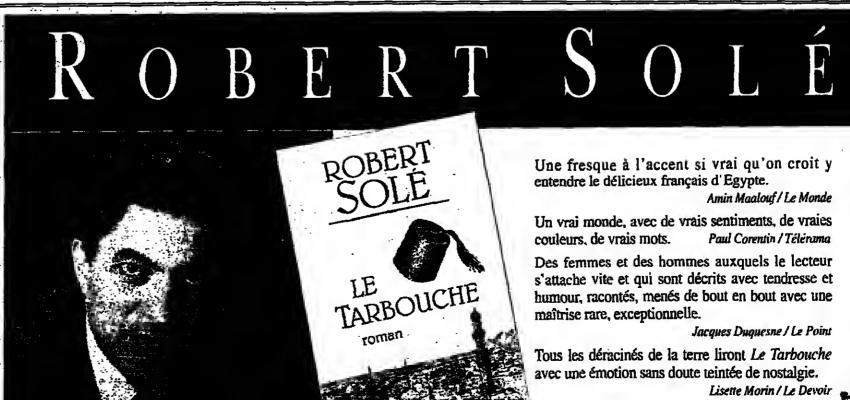
relations que l'ODS et le HZDS ont avec d'autres pertis politiques.

L'ODS et le HZDS s'engagent à conclure un accord sur les autres organes centraux de l'Etat avant le 31 juillet 1992.

moment de sa mort, en septembre 1978, Gueorgui Markov travaillait à la section bulgare de la radio BBC. - (AFP) . . u GÉORGIE : M. Chevardnadze accese Mascon d'agression. - Le diri-geant géorgien, Edouard Chevard-nadze, a accesé, vendredi 19 juin, la Russie de soutenir ouvertement les séparatistes d'Ossétie du Sud, située en Géorgie, qui cherchent à s'unir avec ieurs voisins d'Ossétie du Nord, rattachée à la Russie, rapporte l'agence Itar-Tass. Dans un commuragence initiass. Dans in communique, il affirme que des hélicoptères arborant les couleurs de l'armée de l'air resse ont attaqué jeudi des positions de la garde nationale géorgienne en Ossétie du Sud, tuant et blessant plusieurs personnes. — (AFP,

p LITUANIE: elections législatives le 25 octobre. - Des élections législa-tives se dérouleront en Lituanie le 25 octobre, a t-on amonce officielle-ment vendredi 19 juin à Vilnius. Soixante et onze des cent quarante et un députés seront élus au scrutin majoritaire, les soixante-dix autres à la proportionnelle, selon un système retenn au terme de négociations entre les réformateurs favorables au premier système et l'opposition. -

 TURQUIE : denx cent quarante morts dans le sud-est annialien en quarante jours, seion un bilas officiel. - Selon un bilan fourni mercredi 17 juin par le super-préfet de Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien à majorité kurde, soixante membres des forces de. l'ordre turques et cent quatre-vingt membres de la guérilla kurde, menée essentiellement par les sépa-ratistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été tués en quarante jours dans différents accrochages. Selon ce bilan, cinquante-sept personnes unt été arrêtées depuis le 6 mai et plusicurs centoines d'armes individuelles, dont vingt lance-roquettes, ont été saisies. - (AFP.)



Editions du Seuil 🍱

II. - Un autre Saddam?

Dans un premier articla (le Monde du 20 juin), André Fontaine a analysé tout ce qui différencie, maigré une assimilation de plus en plus répandue, le cas de la Bosnie-Herzégovine de celui du Koweit. il montre eujourd'hui qu'en revancha la comportement du président serbe Milosevic présente bien des points communs avec celui de M. Saddam Hussein, et s'interroge sur les moyens de met-tre fin au cauchamar yougn-

par André Fontaine

Si le cas de la Bosnie o'a que de lointains rapports avec celui du Koweit, beaucoop de traits apparentent en revanche le comportement de M. Slobodan Milosevie à celui de M. Saddam Husseio. La presse occidentale o'est pas seule à faire le parallèle : les onmbreux opposants que le président serbe compte dans soo propre pays, comme en témoignent ootammeot la fronde des étudiants et la réprobation affichée du patriarcat ortho-doxe de Beigrade, l'ont surnommé «Slobo-Saddam».

Les deux hommes n'ont pas seulement en commun d'être des appa-ratchils dont l'ambition a étoufié le scrupule: ce que peut contribuer à expliquer chez le président serbe, au regard toujours douloureux, la dou-ble éprenye du sulcide de ses pareots, et d'noe grave maladie

chronique. Ils ne croicot l'uo et l'autre qu'en la force et la ruse. Ils se comportent en chefs de peuple se comportent en cnets de peuple qui se soucient comme d'une guigne du malheur des autres, ceux-ci fus-sent-ils majoritaires là où ils vivent, comme e'est le cas pour les Kurdes d'Irak ou les Albanais du Kosovo. Enfin et surtout ils c'hésitent ras. Enfin et surtout ils o hésitent pas pour asseoir leur pouvoir, à encou-rager l'esprit de revanche engendré chez beaucoup de leurs compa-triotes par des siècles d'oppression.

Ce o'est pas par hasard que le «raïs» irakien, qui est oé dans le même village que Saladin, s'est voulu la réncamation de celui qui reprit, il y a huit cents ans, Jérusalem aux croisés: il avait beau être leuda il rects le reunle arabe. kurde, il reste, pour le peuple arabe, qui n'a jamais pardonné à la chré-tienté le «viol» des eroisades, le dernier des siens à l'avoir défaite. De même M. Milosevie a-t-il moins De meme M. Milosevie a-t-il moins bâti sa popularité sur ses attaques contre la bureaucratie que sur la force avec laquelle il a promis à ses supporters, en 1988, au cours d'immenses meetings, de « gagner, cette fois, la bataille du Kosovo».

> La bataille du Kosovo

Qu'est-ce à dire? La bataille de Kosovo Polje, du « Champ des merles», remnute, elle ausi, à la nuit des temps, puisqu'elle n'est postérieure que de deux siècles à la postérieure que de deux siècles à la recooquête de Jérusalem. Il y a helle hirette que les Serbes ont récu-



péré leur patrie sur les Turcs qui, au prix de pertes écrasantes, l'avaient alors purement et simple-

Mais voilà: ce Kosovo, qui fut noo seulement le berceau du premier royaume serbe, mais le lieu sacré nu l'Eglise ortbodoxe a permis, à l'ombre de aes vénérables coupoles, toojours visibles aujourd'uni à Pec, à Visegrad ou à Deveaul, la survie de l'identité, et donc de l'espoir, serbe, ce Kosovu qui est de l'espoir, serbe, ce Kosova qui est aux Serbes ce que la Judée et la Samarie sont aux juifs, voilà qu'il est peuplé à plus de 90 %, aujour-d'hui, d'Albanais.

L'explication est simple : beao-coup de Serbes ont quitté jadis leur pays occupé pour gagner soit la Bosnie, certes elle aussi, à l'époque, aux mains du sultan, mais où l'oo vivait sensiblement mieux, soit la région dite des «confins militaires» (1) où ils aidaient les Autrichiens, sans leur être assujettis, à contenir les Tures, soit la province bongcoise de Vnivodioe, récupérée, sur les mêmes Tures après l'échec, en 1683, du deuxième siège de Vienne.

Ao fur et à mesure que s'en allaient les Serbes, d'autres pre-naient leur place. Des Turcs, bien sûr, doot les descendants constisûr, doot les descendants consti-tuent une partie, difficile à évaluer, de ces Musulmans avec un M majuscule, de Bosnie-Herzégovine et d'ailleurs, dont on a parlé hier. Mais aussi des Albanais, qui, après la disparitinn à la fin do quinzième siècle de leur héros national, Skan-derbeg, s'étraient laissé convertir à Pislam et mis an service du sultan. l'islam et mis an service du sultan. Beaucoup d'entre eux occupèrent des postes très importants, conquis des postes tres importants, conquis souvent l'épée à la main, comme ce fut le cas pour le khédive Mchmet Ali, fondateur de l'Egypte moderne, que sa famille gouverna jusqu'à l'abdication, eo 1952, du roi

Antant dire qu'aux yenx des Serbes, les Albanais du Kosovo des-ceodent de gens qui not pris leur place, de collaborateurs de ces place, de collaborateurs de ces mêmes Turcs contre lesquels ils o'ont en de cesse, dès le début du dix-neuvième siècle, de rassembler tous les Slaves du Sud (ce que signi-fie le mot yougoslave). Il fallait dans ces conditions la férule et l'es-reit de décision de Tito pour impoprit de décision de Tito pour impo-ser aux Serbes, à la Libération, la création d'une province autonome du Kosovo, où les Albanais se gouvernaient en fait eux-mêmes.

Soo idée, qui devait fortement cootribuer à sa brouille avec Staline, était de faciliter ainsi l'entrée dans la Fédération yougoslave, non senlement, par le biais de la Macédoine, de la Bulgarie, slave du sud par défioition, mais de la toute jeune République normaisire d'Albapar denotion, mais de la totte jeune République populaire d'Alba-nie. Le fondateur de celle-ci, Enver Hodja, devait d'ailleurs vivre jus-qu'à sa mort, en 1985, dans la han-tise d'une tentative d'absorption par Relevade. C'est en accorde partie use d'une tenrative d'absorption par Belgrade. C'est en grande partie parce qo'il craignait de faire les frais de la réconciliation soviéto-yougoslave qu'il alla se jeter, un temps, dans les bras de Mao.

Rien d'étonnant, dans ces condi-tions, si la coexistence albano-serbe au Kosovo 2 été constamment mar-quée d'incidents graves, et si la quec a metaents graves, et si la prise en main du pouvoir par les Albanais, après l'élimination pour « dogmatisme », en 1966, du minia-tre fédéral – serbe – de l'intérieur, re federal – serbe – de l'interieur, Rankovic, a entraîné un exode serbe. Résultat : les Albanais consti-tuent aujourd'hui plus de 90 % de la population, ce qui o'empeche pas les Serbes de les considérer comme des intrus. Anesi bien l'une des males Serbes de les considerer comme des intrus. Aussi bien l'une des premières décisions de la République serbe, lorsque le pouvoir fédéral a commencé à se déliter, a-t-elle été de faire approuver par référendum, en 1990, à une écrasante majorité, une nouvelle Constitution dont l'originalité principale est de remetl'originalité principale est de remettre en cause le statut des deux-régions autonomes - la Voïvodine,

où vit une importante minorité hungroise, et le Kosovo, nu la population albanaise se voit impo-ser une administration de type colo-

La loi de la vendetta

C'est là pent-être que le bât blesse le plus dans l'attitude de M. Milosevic. Il faut que la main droite ignore totalement ce que fait la main gauche pour refuser aussi effrootément à des Albanais qui constituent l'immense majorité de la population do Kosovo le droit d'autodétermination que l'on revendique avec autant d'insistance pour les minorités serbes de Croatie et de Bosnie. D'autant plus qu'outre sa promesse de « gagner cette fois la bataille du Kosovo», certaine phrase de «Slobo-Saddam» sur la « pureté ethnique» fait craindre un retour massif des Serbes sur la terre de leurs ancêtres, dont oo imagine sans peine de quel prix de sonffrance il serait payé par les actuels habitants de la région autonome. La loi de la vendetta qui caractérise depuis si loggremps les rapports des deux longtemps les rapports des deux peuples de connaîtrait plus alots de limites.

Beaocoup redoutent en toot cas que la mise au pas du Kosovo oe soit d'ores et déjà programmée par un homme dunt il est clair qu'il un homme dant il est clair qu'il o'eotend pas attaquer tous ses objectifs à la fois. L'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Turquie, et même l'Arabie saoudite ont déjà montré de diverses manières que l'évalution de la situation dans ces régions les préoccupait au plus hant point. Budapest ne resterait pas plus indifféreote à des actions contre la minorité de Voïvodine que ne l'ont fait Vienne et Bonn lors de l'offenfait Vienne et Bonn lors de l'offen-sive fédérale contre la Slovénie et la Croatie. D'une manière plus génécroatie. D'une manière plus gene-rale, il tombe sous le sens qu'une remise en cause par la force des frontières d'Etats membres des Nations unies ne saurait être entérinée sans que l'oo coure le risque de voir d'autres Elats, y compris le cas écbéant l'Ailemagne, en faire

Une succession de bêtises

L'Europe et les États-Unis ne pouvaient malheureusement com-mettre, face à cette tragédie, davan-

a) Obsédés, et on les comprend, par le risque de voir s'atomiser, oon seulement la Fédération yougoslave, mais la soviétique, la pin-part des Occidentaux ont longtemps part des Occidentaux ont longtemps cru devoir écarter, avec plos ou moins de netteté, toute éventualité de reconnaissance de Républiques qui proclameraient leur indépendance. L'armée fédérale en a tiré la conclusion qu'elle pouvait impunément attaquer la Slovénie et la Croatie, alors qu'elles o'ont fait qu'exercer le droit de sécessiun reconnu par la Constitution titiste de 1974.

b) La France, qui ne perdait pas mue occasion ao même moment de proclamer sa solidarité avec elle, s'est opposée avec vivacité à l'Alles'est opposée avec vivacité à l'Alle-magne lorsque celle-ci a pris posi-tion en faveur de la reconnaissance des deux Républiques sécession-nistes. Or, Réprade, en retirant ses treupes de Slovénie, avait déjà accepté, pour ce pays au moins, le fait accompti. Le souvenir des deux guerres mondiales, de la fratemité d'armes franco-serbe pendant la première, des atrocités des Oustachis durant la seconde, la crainte, après la réunification, d'un retour

au Drang nach Osten, à la poussée des Germains vers l'est, ont évi-demment pesé. Mais un membre du gouvernement au moins, M. Bernard Kouchner, avait compris de nard Kouchner, avait compris de longue date, pour s'être souvent rendu sur piace, qu'il y avait tout de même dans l'affaire un agresseur et des agressés, et qu'il faudrait bien tôt ou tard le dire, ce qui impliquait pour commencer que l'on reconnaisse l'existence des

e) Les Douze o'oot pas eru,
«finute de temps» (sic), devoir prendre position sur cette question lors
de leur sommet de Maastriebt
en décembre. Ils ont donné ainsi le
sentiment qu'ils s'eo désintéres-

saient.

d) Bonn, du coup, a fait cavalier seul, étalant ainsi au grand jour les divisions et l'impuissance de l'Europe communautaire au moment précis où celle-ci prétendait se doter d'une politique étrangère et de sécu-

e) Les autres reconnaissances sont intervenues, dans ces conditions, au moment où elles ne servaient plus à

f) Tout en différant, pour ne pas déplaire à la Grèce, la reconnais-sance de la Macédoine, oo s'est empressé d'ouvrir les portes des Nations unies à une Bosnie-Herzé-govine dont la population serbe est très: combrence tandis que la govine dont la population serbe est très: oombreuse, tandis que la musulmane o'atteint pas la muitié de l'ensemble. Avec cette-consé-quence que l'identité nationale de la République, à la différence de celle de la Serbie, de la Croatie, et de la Slovénie, est rien moins que démontrée.

g) Les observateurs les plus qua-lifiés mettaient en garde contre le risque de voir la Bosuie à feu et à sang dès la reconnaissance de son sang dès la reconnaissance de son indépendance. Envoyer des « casques bleus» à titre préventif aurait peut-être permis de le conjurer. Personne n'a voulu en entendre parler. Est-ce parce que la facture des opérations d'interposition est de plus en plus lnurde, et que les Américains, entre autres, traînent lourdement les pieds pour acquitter leur quoté-part? quote-part?

L'héritage laissé par Tito

Loin d'être tontes rattrapables, les erreurs oot tendance à s'addi-tionner. Celles que l'on vient d'énu-mèrer ne sont que peccadilles à côté de celles qui ont été commises en oe cenes qui ont ete commisse en 1918 par des oégociateurs trop ignorants de l'Histoire et qui se soot souvent comportés comme si le priocipal adversaire était, non pas l'Empire des Hnhenzollern, mais cette Autriche Hongrie an sein de laquelle bieo des oationalités avaient réussi à cohabiter pendant des siècles et dont beaucoup de gens ont d'ailleurs aujourd'bui la nostalgie.

Oo peut aussi se demander si Oo peut aussi se demander si Churchill a été bien inspiré, pendant la seconde guerre mondiale, de parier sur Trio, qu'il jugeait le plus à même de tuer des Allemands alors que le Kremlin était tout prêt à patronner – comme à la même époque en Chine – une cohabita-tion des résistants de toutes cou-

De son côté, Tito, auquel soo courage indomptable face à Hitler puis à Staline avait donné un formidable prestige, a trop délaissé les problèmes internes de soo pays pour se consacrer à la grande entreprise du oon-alignement. Il a trop laissé s'nipposer, afio de mieux étayer son propre pouvoir, les diverses Républiques. Il o'a pas su passer la main de son vivani, et a cru qu'après sa disparition, une direction collégiale et tournante, au sein de laquelle chaque République disposerait d'un droit de veto, serait en mesure d'arbitrer les inévitables conflits entre les hommes, les entreprises, et par-dessus tout les De son côté, Tito, auquel soo les entreprises, et par-dessus tout les nationalités.

nationalités.

Ce que l'oo peut faire, aojourd'hui, devant un tel gâchis, ne saute pas aux yeux. Reste tout de même, semble-t-il, quelques évidences :

semble-t-il, queiques evidences:

a) L'un des aspects les plus consternants de l'actuel confint est la tranquillité d'âme avec laquelle Croates et Serbes se traitent mutuelleme ot de Tchetniks et d'Oustachis, comme si l'on était torsiont en pleine suerre mondiale. toujours en pleine guerre mondiale. La vérité est que chaque camp se sent si sûr de l'infamie de l'adversaire et de son propre bon droit que les jugements muralisateurs de l'ex-téricor relèvent à ses yeux de la terieor resevent a ses year de la plus complète hypocrisie. On l'a déjà vu, notamment sous Franco ou Nasser, les plus nobles condamnations ont souvent pour effet de ras-sembler les masses autour de leurs

ches attaqués.
b) Il n'est pes prouvé cependant
a priori que ce son le cas pour les
Serbes. Ils étaient suffisamment

entrés dans l'univers de la consommation, avant le déclenchement du drame, pour vivre mal les restrictions de toutes sortes que la guerre, et maintenant les sanctions leur ont imposées. Le réveil de l'opposition auquel no assiste actuell

c) Raison de plus pour que l'ac-tion extérieure ne cherche pas tant à punir, par des mesures vexatoires, des gens dont la grande masse sont convaincus de leur innocence — ce à quoi conduisent par exemple les sanctions dites «sportives» — qu'à convaincre M. Milosevic et les siens qui ont montré, comme M. Saddam Hussein, qu'èls savent reculer quand il le faut, qu'on ne les taissers pas u le faut, qu'on ne les laissera pas gagner la guerre qu'ils ont imposée à la Bosnie. Compte teou de la précarité de la situation économi-que du pays, l'embargo décrété par les Nations unies pourrait être plus efficace que dans d'autres conflits. Encure faut-il qu'à la différence de ce qui se passe à la frontière irako. il le faut, qu'on ne les laissera pas encure raut-u qu'à ta difference de ce qui se passe à la frontière irakojordanienne il soit respecté. On ne saurait tout à fait écarter dans ce but l'hypothèse d'actions ponctuelles. Et peut-être sera-t-il oécesraise pour matter fin au sière de saire pour mettre fin au siège de Sarajevn de recoorir ao raid réclamé par le président Lzetbego-vitch. Mais aller plus lnin serait prendre un gros risque : la densité de la population, le relief, rendent de la population, le relief, rendent totalement impossible une répéti-tion de l'opération « Tempète du désert», et elle déboucherait pres-que fatalement, dans ces régions où tout bramme dort avec un fusil, à des années de sanglante guérilla.

d) En revanche, la multiplication des actions humanitaires ne contribue pas seulement à diminuer le malheur des victimes; elle fait comprendre aux populations et, qui sait, à leurs dirigeants, qu'nn cherche sériencement à leur users cherche sérieusement à leur venir en aide. Elle facilite ainsi l'ouverture de l'indispensable dialogue.

e) On aide à engager ce dialogue tir de la goerre en imaginant ce que pourrait être la paix. On . getrouve accident problèmes principaux:

- La nature des relations entre les diverses Républiques ex-fédé-rées. Un lecteur du Monde, « met-teur en scène d'origine yougoslave ». M. Vuko Tripkovic, préconise l'or-ganisation dans chaeune, sous contrôle international, d'un référen-dum sur la question : « Voulez-vous vivre dans l'union (ou confédération vivre dans l'union (ou confédération ou association, terme à déterminer) des Etats souverains your lous?», étant entendu que la majorité dans chaque Etat devrait seule être reto-nue pour la aréation de cette union. Pourquoi pas?

- Le sort des minnrités vivant sur le territoire de la plupart des Républiques, qui accepteront diffi-cilement la souveraineté d'une autre nation que la ieur.

Protéger les droits des minorités

L'importance de ces deux chapitres met en immière la nécessité de tres met en inniere a le plus net-préciser le plus vite et le plus net-tement possible les contours de ce que devrait être l'ordre européen de demain, où les droits des minorités bénéficieraient d'une garantie extérienre incontournable et où l'on serait d'autant moins tenté de remettre en cause les frontières par la force qu'elles auraient perdu petit à petit de leur étanchéité, et de leur signification.

Dans un tel contexte, l'apre débat suscité par le traité de Maastricht, texte confus, interminable, souvent mal rédigé, dont la lecture attentive devrait d'abord enseigner à un esprit non prévenu qu'il ue mérite ni cet excès d'honneur ni cette indini cet excès d'honneur ni cette indi-gnité, ne pouvait plus mai tomber. S'il devait conduire à cette conclu-sion que l'Europe, décidément, est impossible, comment convaincre les belligérants yougoslaves de s'enten-dre? La première urgence est donc bien de remettre le train européen sur les rails. A défaut, il ne resterait bientôt plus qu'à recopier la phrase terrible écrite par le diplomate bri-tannique Harold Nicholson dans le savoureux ouvrage Peacemaking, savoureux ouvrage Peacemaking, dans lequel il raconte et commente la négociation, à laquelle il avait participé, du traité de Versailles : « Nous voulions européaniser les Balkans, et nous avons balkanisé l'Europe... »

(1) Confins se dit en serbo-croste Kra-jina: les Serbes qui vivent dans la «République autonome de Krajina» pro-clamée l'an dernier, descendent de ces émigrés là.

Le Monde ABONNEMENTS VACANCES

	Vous êtes abonné(e)
Removes nous an mous from	(ORE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VALACIONES urs à l'avance le bulletin ci-dessour sans orbiter de nous indiquet verez ce numéro en heut et à gauche de la « une » de votre jourcei).
ADRIG INTERNA & SECTION 1	
VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ :	Land d'avraget
Commenter vacances (voti	re abormement sera prolongé d'autent)
a Suspension variant	8ú
Transfert sur le lieu de va	cances (France métro;-sitaine uniquement)
du	&u
Votre adresse de vacence	PRENOM
PICKII	
ADRESSE	
	Vile
Code postal	<u></u>
	-bf(a)
	Vous n'étes pes sources vos vacances
RECEVEZ L	Vous n'êtes pas abotiments E MONDE SUR LE LIEU DE VOS V ACANCES IS jours à l'avance ce bulletin accompagné da votre règlame
Reguraz-nous au moins 1	FRANCE DURÉE FRANCE 2 mois (52 m²)
Mensohan	PRANCE FRANCE
DURCE	FRANCE
-7 - 1	78 F 2 mois (52 n°)
2 semants (13 n=)	114 F 3 mois (78 m²)
3 samenas (19 n=)	165 F
3 semanes (19 n-)	A 7 HAIL
VOTRE ABONNEMENT	VACANCES:
AOLUE MACINI	ðu 8u
DURÉE	
	/ ACANCES : PRÉNOM
NOM	
AD05555	
ALMESSE	
Code postal	Ville
VOTRA ADRESSE HA	BITUELLE :
ADRESSE	
Corie poetal	Ville
	O Carte Backs 11
VOTRE REGLEMENT	: Cheque fourt
	: a Chèque joint
Expire	
Core et signature	

A NOS ABONNÉS

A envoyer à « LE MONDE », Service abonnements 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Vous faites partie des abonnés qui reçoivent encore actuellement notre journal sous bande. Nous avons le plaisir de vous informer que le numéro du Monde daté du mardi 23 juin vous sera adressé à plat, votre adresse étant imprimée directement par jet d'encre sur la partie supérieure gauche de la « Une ». Cette modification technique est destinée à vous garantir une meilleure qualité de service.

• Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 juin 1992 5

AFRIQUE

ISRAEL: après la rencontre entre M. Arafat et les délégués des territoires occupés

PROCHE-ORIENT

Tempête pour un baiser palestinien

Brack, a the gast server

THE HATT AT SATISFANT.

ME TO THE TAXABLE PARTY.

The figure of the fact of the state of the s

The west destroy and the

Marine Constitute

ting the dense of the

Mark Water Clark W. J.

pain Britaine in the same of

THE LAND WEST THE 24

Company of the second second

service series : "

a de Callegrando, gain. I de la com-

we a water out of

parties on the second

with the thirt betrette it.

price distribute of the

A TO THE METERS OF THE

HARLESON LINE AT - PARTY LAND

编 精情 唐 强阳中 四十二十

post the second second

the plant taphedistricts in 1 Acres

week was designed

THE PARTY SPINES

The second second

FRE A. SPIE APRILL

Prince 1

The same of the sa

The second second

The same of the sa

-Laboratoria (S. C. S. C

東京 (1888年 - 1888年 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 - 18884 -

Section of the sectio

Allegan residents

triffer for the mi

The state of the s

The remain of the same

de jeur jour 201

CHECK - DOUBLE

Charles of Malacenta and the control of Malacenta and the control of the control

Combine of Process of the Party of the Party

The most a set men.

the state of the state of the

A SECTION AND DESCRIPTION

1 17771476 22

1. The state of th Service Control of the William

TA OF THE LAST CHARGE OF THE CONTROL OF T

Partiette in the

See The See

The standards

de notre correspondant

Mª Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations de paix. posant tendrement sa joue sur l'épaule gauche de M. Yasser Arsist après avoir reçu un cheste baiser sur le front, devant les

caméras de la télévision... La scène e été mantrée cent fois depuis jeudi sair et fixée à des millions d'exemplaires, vendredi 19 juin, dans toute la presse

ell s'agit d'une violation délibérée de la loi israéllenne : s'est exclamé le ministre de la police M. Runnie Mila: Dès que ces gens rentreront en Israel, ils seront arrêtés et nous leur appli-querons toutes les rigueurs de la iégislation en vigueur.» Filmée à Amman en compagnie du chef de l'OLP, «organisation terroriste» avec lequelle tout contact est en principe interdit per la loi, M. Achraoui n'est pas la seule visée per les foudres du ministre. Aussi bien M. Hayder Abdel Chaffi, chef de la délégation palestinienne à Medrid, que M. Fayçel Husseini, leader

pés, ont été vus en compagnie de l'homme au keffieh.

«Cette rencontre, s déclaré la premier ministre, M. itzhak Shamir, est contraire aux engage-ments pris par les Palestiniens et aux accorda passés avec les co-parrains du processus de paix.» « Des mesures légales seront prises », a-t-il promis aux politicions d'extrême droite.

En fait, ce n'est pas la pra-mière fois, loin de là, que ces Palestiniens consultant directa-ment celul à qui ils n'ont cessé de proclamer leur ellégeance (le Monde du 20 juin). Jusqu'ici, efaute de prauve», les autorités israéllennes avaient toujoure fermé les yaux. La différence, cette fols, est que non seule-ment il existe une preuve filmée du délit mais que les intéressés

Interrogée de Jordanie sur sa procheine errestetion, Ma Achraoui s déclaré que ce serait estupide et sans fonde-ment». La loi israélienne, a-t-elle poursuivi, ene nous concerne pas, nous sommes des Palestiniens. Nous n'avons commis aucun crime. Personne ne nous

direction politique». Reste que les Américains eux-mêmes, semblent furieux de l'opération, et ils ont fait part vendredi soir, par la voix d'un porte-parole du département d'Etat de feur « irritations, l'OLP ne faisant epas parties officiellement du processus de paix en cours. Pourquoi cette provacation

surprise de la part des Palesti-

niens? « Il nous fallait ranforme l'image de notre délégation car celle-ci a'est détériorée», a affirmé un proche de M. Husseini à la télévision israélienne. Et comme pour confirmer ses dires, un groupe de Palestiniens manifesteit en même moment, vendradi soir, devant sa résidence à Jérusalem-Est. Autre explication fournie per M. Ehud Yaari, l'un des melleurs analystes israéliens des affaires srebes ; « ils ont sans doute pansé que la veille de nos élections constitueit la meilleur moment pour essayer d'imposer, au vu et au su de tous, le rôle de l'OLP dans les négociations en cours.»

Au-delà de la manœuvre politicienne, la grave crise interne, déclenchée il y a quelques semaines au sein du Likoud par l'idole des foules jaives orientales, M. David Lévy, chef de la diplomatie, s illustré, mieux que les sondages, la crise de confrance qui 's cru ces dernières années entre les sans grade de la société israélienne et le pouvoir en place. Les travaillistes ont estimé que c'était là leur

AFRIQUE DU SUD : après le massacre dans une cité noire

Le Congrès national africain condamne le gouvernement

digne de gouverner ce pays», « déclaré M. Chikane. « Ce na sont pas des animaux, ce sont des êtres humains. Ils ont été tués comme

des mouches », s lancé Mgr Tutu, prix Nobel de la paix.

national africain (ANC), M. Cyril Ramaphosa, a condamné le gou-

vernement, eu cours d'une confé-rence de presse. Il e cité les propos

Le secrétaire général du Congrès

JOHANNESBURG

de notre correspondent

Le président de la République sud-africaine, M. Frederik De Klerk, devait se rendre, samedi 20 juin, dans le ghetto noir de Boipatong, au sud de Johannesburg, ou treate-neuf personnes unt été massacrées dans la nuit de mercredi à jeudi (le Monde du 20 juin). Jeudi, il avait exprimé son indignation et présenté des condolérnoes aux familles des vicdoléances aux familles des vic-

Vendredi, l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Turu, et le révérend Frank Chikane, président du Conseil sud-africain des Estises. se sont render à Boiperong, où ils net prié avec les résidents de la cité. «Le gouvernement doit assu-mer la responsabilité de ce qui s'est passé. S'il ne le fait pas, il n'est pas

□ ALGÉRIE : les islamistes prédi-

sent une « explosion» lors du pro-chain procès de leurs dirigeants. — Apparus, vendredi 19 juin, sur les murs des mosquées d'Alger, des

tracts du Front islamique du saint (FIS) ont mis en garde le gouverne-

ment contre le procès des dirigeants du musvement dissous, duet

MM. Abassi Madani et Ali Belhadi, prévu le 27 juin devant le tribunal militaire de Blida, «Le procès est le début d'une explosion dans le pays.

La junte signe sa propre mort. Nous riposterons avec force», menace Porganisation clandestine. — (AFP, Reu-

□ CONGO : les élections législatives

reportées de trais jours. - Le premier ministre André Milongo e annoncé

vendredi 19 juin le report à mer-

tenus par M. De Klerk, lors de sa dernière visite ufficielle à Tukyo, coefient à des bummes d'effaires que son gouvernement avait « un plan pour contrer les actions de masses», telles celles annuecées mardi par l'ANC. « Le massacre d'innocentes victimes par des hordes

bien être la seconde phase de ce plan», a estimé M. Ramaphosa. M. Hernus Kriel, le ministre de l'intérieur, e pour sa part exigé que

> parmi les anciens dignitaires impliqués dans des scandales financiers, citant notamment l'ancien ministre des travaux publics, le colonel Benoît Moundélé Ngolio. - (AFP.) RWANDA; la France se déclare «préoccupée». - La France suit avec

> «préoccupation» l'évalution de la situation au Rwanda et souhaite que le dialogue engagé entre le gouverne-ment et les rebeiles du Front patriotique rwandais (FPR) « se traduise sur la terrain», a déclaré vendredi 19 juin à Paris le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay. «La France a deux compagnies sur place dont la mission exclusive est d'assurer la sécurité et la protection de nos ressortissants et des communaués étrangères», a-t-il pré-cisé. Jeudi, une source officielle à Kigali avait affirmé que de violents combats, qui unt commencé le 5 juin, se poursuivaient, - (AFP.)

> O SOUDAN: les groupes rebelles radistes amonceut leur réunification.
>
> - Les deux factions rebelles au Sud-Soudan oet annoncé, vendredí

ques au gouvernement si la collusion de la police et des assailfants e'était pas prouvée. « Notre gouvernement n'a jamais tué qui que ce soit », a-t-il affirmé.

Vendredi, la situation était très tendue dans la cité noire. Plusieurs centaines de policiers patrouillaient et retenaient les occupants du fover pour travailleurs migrants - sous contrôle de l'inkhata, le mouvement ennservateur à dominante zouloue, - d'nù a été lancée l'atttaque. Derrière les grilles du foyer. plusieurs centaines de Zoulous ont passé leur journée à danser, chanter et lancer des cris de guerre, ce brandissant des armes tradition-

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Khartoum e remporté une série de victoires à leurs dépens. Des responsables des deux branches de l'Armée populaire de libération dn Sondan (APLS) unt ajnuté, au cours d'une conférence de presse, qu'ils s'étaient mis d'accord sur une possible sécession de sud du pays à la suite de l'échec des négociations avec le gou-vernement, le mois dernier au Nigéria. - (AFP, Reuter.)

□ MAROC : les élections prévues après un référendam sur la réforme de la Constitution. — Selon un haut-responsable gouvernemental qui s'expri-mait, vendredi 19 juin, dans l'anonymat, les élections communales, professionnelles et législatives devraient être organisées, y compris au Sabara occidental, à partir du mois de septembre. Ces trois scrutins seront précédés d'un référendum portant sur la réforme de la Constitutinn. Les amendements envisageunde que de 19 juin, à Nairobi, leur prochaine raient un renforcement des uraient lieu réunification, après dix mois de sépa- du Parlement. — (AFP, Reid raient un renforcement des pouvoirs

Un scrutin sans vrai débat

Chacun le sait, une victoire travailliste aurait l'evantage d'accélé. rer la mise en œuvre de l'autonomie limitée promise en 1978 aux Palestiniens - mais à l'époque, ils n'étaicet pas preseurs - et elle eméliurerait du même coup les chences d'obtenir de Washington les milliards de dollars dont le pays a un preent besoin pour intégrer grants qui s'impatientent actuellement dans des « centres d'absorption suppossed as a

Dans une campagne électorale digee de ce nom, l'essentiel du débat aurait pu tourner autour des conséquences de ces deux facteurs. Que sera l'avenir d'Israel? Et le difficile - développement de son écnnumie, sa place eu Proché-Orient, ses relations evec 1,8 mil-lion de Palestiniens des territoires occupés, ses rapports evec le mande erabe? La crise de confiance avec l'unique super puis-sance qui reste sur la planète peut-elle être surmantée? La religion doit-elle être devantage séparée de l'Etat? Doit-on continuer de consacrer un tiers du budget national à la défense, e'est-à-dire trois fois plus que pour l'éducation natio-nale, qui est en pleine crise?

Presque tous les éditorialistes de la presse locale, de droite comme de ganche, l'net écrit et répété: «Les wais problèmes d'Israel n'au-ront jamais été aussi cruellement absents d'un débat pré-électoral » De l'evis général, cette longue cam-pagne aura été la plus terne que l'Étet hébreu ait jamais vécu. Rébarbatifs jusqu'au bâillement, Rébarbatifs jusqu'au bâillement, les candidets dits sérieux se sont souvent fait comme un devoir de dissimuler leurs divergences minimes pourtant, sur bien des points —, voire de s'abriter derrière les graeds fantômes du Panthéon national: Menahem Begin, Golda Meïr, Mosbe Dayan, Ben Gourinn... Comme si les vivonts n'avaient pas la taille requise pour occuper dignement la scène centrale de la vie nationale.

Dissinulations ... travaillistes

Dans le dernier numéro du Jeru-salem Report, un bimensuel politi-que de qualité. M. Zeev Chafets, rédacteur en ehef, résumait ainsi brutelement un sentiment très répandu : « Jamais pareille collec-tion de médiocrités, de charlotans, de cinglés et d'escrocs n'auront été en concurrence pour obtenir nos en concurrence pour obtenir nos voix». Dans leurs spots télévisés notamment, les politiciens d'israel n'ant recuie, poursuit-il, « devant aucun mensonge, ni aucune absurdités. Cette dégradation du débat politique – certains parlent irrévérencieusement de son e américanisation » — expliquerait, selon lui, «la dimension irréelle» de la consultation. C'est un peu comme si elle n'avait pas lieu en Israel mais « ailleurs, dans un autre pays et à une autre époque».

Incertain de son pouvoir de séduction personnel, M. Shamir qui, il est vrai, a du annuier de numbreux meetings faute d'audi-teurs, s'est montre le moins pos-

sible et il s même refusé na second faux duel télévisé que lui proposaient les travaillistes an nom de M. Rabin. Dans le même temps, fatigué des longues années de pur-gatoire où son ancien chef de file — M. Shimon Pérès — semblait l'avoir embourbé, le vieux parti de Ben Gourion a donné l'impression de tout faire pour dissimuler et son programme et ses jeunss «colombes» les plus fournillentes

MM. Abraham Burg on Nissim Zvilli, des gens de talent, ont été à l'accomment de une peine vus à la télévision. Centrée antour de la personnalité du candi-dat, ancien ebef d'état-major, ancien ministre de la défense, ancien ministre de la défense, ancien chef du guvernement (1974-1977), ancien béros de la guerre des six jours, ancien ambassadeur, ancien « casseur » de l'Intifada palestinienne, la campagne travailliste a d'abund porté sur la campagne de l'Intifaction de la campagne de l'Article de l'acceptant de l'Article de sécurité. Si l'on a assez peu montré les civils parmi les dix-sept nouveaux venns de la liste de qua-rante-cinq candidats choisis iors des primaires, les six généraux qui y figurent ont été en revanche pré-sentés comme une sorte de garantie coutre les dérapages gauchisants.

Le malaise des Sépharades

Objectif tactique: obtenir la soutien d'une partie des 30 à 40 % d'électeurs traditionnels du Likoud qui, à en croire les sondages, se décirraient encore indécis trois jours avant la consultation. Un pbénomène sans précédent qui illustrerait le désarroi ambiant. A tort ou à raison, les stratèges des deux camps ont estimé que c'est là, dans ce vivier de petites gens sou-vent décus par la politique écono-mique du ponvoir en place et en même temps attachés à l'idéologie «shamirienne» du « Grand Israel» (territoires occupés inclus), que réside la victoire.

Les travaillistes unt perdu le pouvoir il y a quinze ans parce que Menahem Begin evait su séduire les couches défavorisées de Sépha-rades, ces juifs orientaux venus du Maghreb et des pays erabes. Or, même s'ils zont loin de former un bioc unitaire, les Sépharades qui représentent quand même 55 % de la populatioe et plus des deux tiers de l'éléctorat traditionnel du parti au pouvoir, ont aujourd'hui le sen-timent d'évoir été floués, sacrifiés au profit des nouveaux immigrants ashkénazes, les «Russes».

□ IRAK : près de 60 kilos d'eranium sonstraits à la surveillance internationale. - Selon les conclusions de la douzième mission d'inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en Irak, du 26 mai an 4 juin 1992, les eutorités irakiennes ont sonstrait à la surveillance de cet organisms près de soixante kilos d'uranium naturel. Le directeur de l'Agence a précisé, vendredi 19 juin, que 36 kg d'uranium enrichi se trouvant dans des réacteurs de recherche doivent encore être évacoés d'Irak. - (AFP.)

credi, pour des raisons «logistiques», du premier tour des élections législapour ne pas la laisser passer.

Quitte à empranter à la droite un discours plus musclé, quitte à y

discours plus musclé, quitte à y dans le recensement des électeurs. Il e d'aptre part laissé entendre que de perdre un peu de leur âme... PATRICE CLAUDE

LOIN DES CAPITALES

Les statuettes mutilées de Wutai Shan

. WUTAI SHAN

de notre envoyé spécial

PRÈS plueleurs minutes de négociations, le moine secepte d'ouvrir la salle de l'un des temples de la montagne sacrée, qui renferme son paradis boud-dhique, une composition statuaire de plu-sieurs dizaines de mètres de long recouvrant tout un pan de mur et le plafond. Dès le premier coup d'œil, on comprend pourquei le religieux était réticent à montrer cette partie de l'édifice à des étrangers.

Chacune des centaines de statuettes porte les stigmates d'une mutilation sacriège : yeux crevés, doigts coupés, plus rarement bras tronçonné, tête arrachée. L'un des bouddhas « perdu son nez. Las personnages ont beau être d'argile, la violence maniaque qui émans de cette scène muette est comparable à celle d'un chamier.

«C'étalt la révolution culturelle», dit simplement le moine. Les gardes rouges de Mao Zedong, qui se croyaient lancés à l'essaut de la culture encienne, se livrèrent à une profanation aystématique. Mais, en même tampe, la manière dont les statuettes ont été défigurées montre à quel point cette destruction fenatique était prisonnière de l'ordre culturel contre lequel elle se voulait dingée : elles ont été symboliquement mutilées, mais non détruites. Une terreur secrète retint le bras des gardes rouges.

Partout en Chine, on peut constater cette caractéristique du cataclysme culturel que provoque Meo. Si des temples et des monu-ments historiques furent rasés, le furent plus souvent saccagés. Il n'est pas rere, par exemple, de découvrir un pan de centaines de bouddhas dont pas un, si petit soit-il, n'a conservé sa tête. Cette terrifiente minutie ne s'explique que par le rapport extrêmement embigu que le Chine, toute communiete qu'elle se prétende, entretient avec son

Le phénomène, en ce haut lieu du bouddhisme chinois, perdu dans des montagnes culminant à trois mille mètres, à une journée de voiture eu sud-ouest de Pékin, n'est pas nouveau. Wutai Shan, les Mants-aux-Cinq-Terressee, fut un de ces sites au l'éternel drame. C'était un centre monastique de pre- un paysage montagneux désolé, où le prin-

mier plan dès la dynastie des Wei du Nord, «barbares » sinisés qui régnèrent pendent presque deux siècles, à partir de l'an 386 de notre ère, sur une partie de la Chine septen-

Un nid d'aigle religieux

En 844, l'un des demiers empereurs Tang ordanne une persécution cantre le boud-dhisme, venu de l'Inde, qui allait provoquer la destruction de dizaines de malfers de monas-



Shan. Tous les moines, sauf les plus vieux, furent réduits à l'état laic.

Trois ans plus tard, les temples furent reconstruits. L'empereur Wuzong, qui sveit voulu éradiquer le bouddhisme, venait de mourir. En agissant comme ils l'ont fait, onze siècles plus tard, les gerdes raugee ant renoué, somme toute timidement, evec une des réactions de rejet de la Chine des Han face aux intrusions culturelles ellogènes. Une donnée récurrente de la culture chinoise que l'historiographie de l'empire du Milieu s'est toulours refusé à analyser.

De ce choc de civilisations qui ellait en précéder tent d'autres aux confins chinnis, que reste-t-il à Wutai Shan? Un lieu mai repport conflictuel entre le pouvoir et les que reste-t-il à Wutzi Shan? Un lieu mai apports culturels étrangers tourns jadis au connu des Chânois, nid d'aigle religieux dans



tempe est de plueieurs semaines en retard sur les environs. Et, pour l'industrie touristique, un espoir. Le village e été reconstruit en style traditionnel, plusieurs hôtels s'y sont instellés. Les ministères y envoient leura cadres méritants, leurs employés d'élite. Des groupes de Chinois d'outre-mer et de Japonels commencent à y venir en pèlennage.

Même la police y met du sien : l'endroit reste théoriquement fermé eux étrangere, meis ceux-ci sont les bienvenus, du moment qu'ils e'enregistrent au commissariat. Rien à voir, décidément, evec Pékin, où les autorités continuent d'interdire - du mains sur le papier - aux résidents étrangers de se rendre en province en voiture.

La sérénité des grands sites bouddhiques qui règne ici ferait presque oublier l'existence, Inintaine, du gouvernement central, ce régime communiste dont l'un des héros historiques, le maréchal Nie Rongzhen, teneit les monts Wutei Shan durent la guerre civile. Nie vient de s'éteindre à Pékin, à l'âge de quatre-vingttreize ane. La route qui remonte vera Pékin témoigne du décalage croissant entre le gou-vernement et le pays profond. Parcourue par un intense trafic de camions, elle falt penser eux routes des paye d'Asie du Sud-Est eu moment de leur décollège économique, vollèt une quinzaine d'années, avec ses alignements de gargotes et même – miracle qui dit tout en pays socieliste - d'innombrables statione d'essence ouvertes la nuit. Longtemps victime des horaires administratifs communistes. qui ferment toutes les pompes en fin d'aprèsmidi, le secteur des carburants semble revivre dans une semi-privatisation mal définie, mais salutaire pour les transports.

Revenir, après cette expérience, en fin de eoirée, dans Pékin fait l'effet d'un retour è l'ère gleciaire du communisme. La ville semble morte. Ses faubourgs, tristes alignements de tours de béton peu éclairées au pied desquelles serpentent des périphénques déserts, contrastent evec le grouillement du pays qui l'entoure. Lentement mais sûrement, la Chine résile se met à l'heure de l'ouverture, sbandanne les vieux réflexes tatalitaires au bureaucratiques. Seuls, à Pékin, les cercles les plue conservateure du régime qui font abstacle aux réformes ne s'en sont pes

FRANÇIS DERON

DIPLOMATIE

Après la victoire massive du « oui » en Irlande au traité de Maastricht

faveur de la ratification du traité de Meestricht des réactions limitées et, dans l'ensemble, plutôt toutefois expliquer en quoi. Du côté britannique, (68,7 % des voix) a été salué par la président de le Commission de Bruxelles, M. Jecques Delors, é Copenhague, Camille Olsen. comme la victoire de « l'intégration » sur « l'isolement ». Pour M. Delors, cette ratification e était vitale » pour l'Irisnde. Le ministre des affaires commentaire à ce sujet, tandis que son ministre étrangères portugels, M. Joachim de Deus Pinheiro, dont le pays préside actuellement la CEE, e sen, félicitait son homologue de Dublin et lui souexprime le souhait que ce « oui » soit « le premier haitait bonne chance, en estimant que son succès

Le vote massif des Irlandais, jeudi 18 juin, en d'une série». Au Danemark, ce résultat e suscité ne pouvait être que positif pour le Danemark, sans contradictoires nous signale notre correspondante

Le premier ministre, M. Schlüter (conservateurl, e refusé catégoriquement de faire le moindre des affaires étrangères (libéral), M. Ellemann-Jen-

c'est le soulagement qui domine, rapporte notre correspondant à Londres, Laurent Zecchini : un «non» irlandais aurait eu pour effet de porter un coup probablement fatal é un traité européen que les Britanniques considèrent comme le meilleur compromis possible pour la Grande-Bretagne. Ce ment face à une opinion et à des partis politiques

qui ont fait preuve de peu d'enthousiasme européen depuis le rejet danois. Le premier ministre, M. John Major, a donc immédiatement saisi l'occasion que constitue le vote irlandeis en faveur de la ratification du traité de Maastricht pour porter le fer dans son propre camp contre le cian des « eurosceptiques », dont l'un des porte-perole, Sir Teddy Taylor, e réaffirmé, vendredi 19 juin, que le vote de l'Iriande renforce la position du gouverna- traité était « nul et non avenu » depuis le vote du

Fierté et soulagement à Dublin

Uo sentiment de fierté et de soulagement plane sur l'Irlande depuis que les résultats officiels du référendum sur Maasttieht soot connus. Fierté, pour ce petit pays de 3,6 millions d'habitaots, d'avoir sorti l'Europe du mauvais pas dans lequel le « oon » danois l'avait plongé. Soulagement pour les qua-tre formations principales, qui avaient appelé à ratifier Maastricht de constater que leur crédit o'était pas entamé, contrairement à ce que l'on peut coostater dans d'autres pays européens où les partis traditionnels enregistrent des votes de

Soolagement également de voir la manne européenne ne pas s'éloigner d'une île qui connaît un taux de chômage de près de 20 % et qui a grandement bénéficié, cootrairement à la Grèce, de son cotrée dans l'Europe en 1972 (la contribotion des foods structurels eurodemi-poiot do taux de croissance de 4 %).

Comme l'evait souhaité le premier ministre, M. Albert Reynolds (Fianna Fail, droite nationaliste), lors de sa deruière iotervectico evant le serutio, c'est donc uo evant le serutio, c'est donc uo « oui » massif (68,7 %) que les Irlandais ont apporté à Maastricht et à l'Europe, dépassant sinsi de vingt points les prévisions des soodages les plus optimistes réelisés

quelques heures evant le scrutin. Les résultats affinés montrent que la culture européenne a solidement pris pied daos certaines régions. Les agriculteurs, malgré une vigoureuse campagne des groupes «pro-life» hostiles à l'avortement, o'ont pas laissé la fibre conservatrice l'emporter sur le dynamisme insufflé par la politique agricole commone. Ils oot fortement epporté leurs voix su «oni». Le fait que le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, se soit exprimé, dans les derniers jours, avec beaucour d'enthousiasme en avec beaucoup d'eothousiasme eo faveur du Fonds de cohésion destiné sux pays membres de la Communauté les moins privilégiés, a compensé les doutes émis quant à la réalité des fameux 6 milliards de livres que l'Irlande est supposée devoir recevoir ces prochaines

Faible participation

La conclusioo récente des négociations sur la réforme de la politique agricole commune, avec des bénéfices coosidérables pour l'Ir-Isode, s également influencé les

Dans la majorité des circonscrip-tions, on compte deux fois plus de «oui» que de «non», et dans certaines oo coregistre une majorité

25 % pour le «non» (dans les com-tés de Clare, de Mayo (onest du pays) et de Waterford (sud-est). Même dans les circonscriptions de la capitale où le taux de chômage atteint parfois 70 %, les «oui» l'ont emporté partout

« Une nouvelle espérance de vie»

La faible participation jette tou-tefois uoe ombre au tableao en soulignant le fait qu'une bonne partie de la population ne s'est pas sentie concernée par un débat qui était devenu ésotérique par bien des aspects, mélaot les questions de l'avortement et de la neutralité aux aspects économiques et monétaires complexes du traité lui-

Pout le premier mioistre, l'Ir-lande s « souvé » l'Europe et « insufflé une nouvelle espérance de vie à tout le traité de Maastricht ». «C'est une victoire extraordinoire pour l'Irlande», a affirmé, triom-phant, le responsable de la diplo-matie irlaodalse, M. David Andrews, qui peut désormais prendre son billet pour Lisbonne l'âme eo paix. Les quatre partis de le majorité et de l'opposition, soudés par le «oui» l'espace d'un référendum – ce qui représente uo consecut serve présédate dons le conseosus sans précédeot dans la

vie politique irlandaise, - oot epplaudi ce résultat qui valide leur démarche.

Cela dit, la campagne menée dans les circooscriptions par les représentants de la formation prin-cipale do pays, le Fianna Fail, e été, de l'avis général, très médio-ere, cootrastant avec la ferveur manifestée par leurs partenaires au gouvernement (le Monde du 18 juin). Les démocrates progressistes, membres de la coalition gouvernementale, ont fait campagne de façon méthodique, sur les ondes de la radio, à la télévision, au sein des circonscriptions — et. ce en des circooscriptions - et ce en dépit de ressources très limitées. Le responsable de la campagne de ce parti, M. Pat Cox, oe cachait pas, evant le scrutin, soo irritatioo de voir le premier mioistre et le Fianna Fail meoer une campagne tristouoette et sans sucun souffle eo se cootentant de mettre en avant les livres qui pourraient tom-ber dans l'escarcelle de l'Irlande.

Le résultat du référeodum a marqué également une cuisante défaite pour la coalition hétéroclite des anti-Maastricht, ao premiet rang desquels figuraient les groupes « pro-life » emmeoés par le sénateur Des Hanafin (exclu du groupe du Fianna Fail). Ces mouvements, inspirés de ceux qui existent aux Etats-Unis, oot benéficié du souclergé qui, dans leurs sermons, ont inséré de façon subtile le message anti-Maastricht. L'épiscopat, pour sa part, a refusé, dans sa déclaration sur le référendum, de se pronoocer pour le « oui » ou poor le

Ce vote, comme le souheitait M. Reynolds, donne une indication iotéressante pour le prochain référendum de novembre sur l'avortement. Il pourrait traduire le souhait des Irlandais de voir assouplie la législation actuelle sur l'avortement (eutorisation de « voyager» et information). Mais cette prochaine bataille, au cœur de la très catholique Irlande, devrait être particulièrement passionnée.

> PIERRE SERVENT · (avec notre correspondant à Dublin Joe Mulholland)

Les résultats officiels

Nombre d'électeurs: 2 542'840 Oui: 1 001 076 (68,7 %) Non: 448 645 (31,3 %) Taux de participation: 57.3.

Les réactions en France

Le ministre de la justice, M. Michel Vsuzelle, s'est félicité, vendredi 19 juin, à Grasse, d'apvendredi 19 juin, a Grasse, o ap-prendre «une bonne nouvelle chaque jour» après le vote favorable des Irlandais zo traité de Maastricht. «Les Irlandais ont fait preuve d'intel-ligence et de générosité, ce qui ne m'étonne pas de leur part», a-t-il dit. Pour M= Elisabeth Guigon, ministre délégué aux affaires européennes, oui s'emprimait sur FR 3 le «oui » qui s'exprimait sur FR 3, le « oui » massif » enregistré en Irlande « mon-tre que le référendum danois a créé un électrochoc salutaire ». M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, s'est félicité, lui aussi, des « deux bonnes nouvelles pour l'avancée de la construction européenne» que consti-tuent le succès du «oui» en Irlande et le vote de la révision constitutionnelle à l'Assemblée nationale.

«Le «oui» massif de l'Irlande est un puissant encouragement à pour-suivre sans délai la rotification du traités, a déclaré le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, selon qui « le « oul » des Irlandais ramène à sa juste proportion le « nons des Danois». « Il s'agit d'un cas particulier pour le Danemark, et non d'un précédent pour l'Europe, a-t-il dit.» M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, estime que le pourcentage des «oui» en triande «montre qu'il peut exister une dynamique popu-laire en Europe, capable de mettre en échec la coalition des «non» et les tentations du repli ».

La ratification d'un pays à l'autre

Belgique : un large consensus malgré quelques inquiétudes

Le projet de loi de ratification du traité de Meestricht devrait être approuvé fin juillet par la Chambre des représentants, puis, à la rentrée parlementaire, par le Sénat. Il n'y e pes de problème de mejorité pour le gouvernement et il n'est pas question de référen-

٦

BRUXELLES

de notre correspondant

«Maastricht : et si le «non» l'amportait en France?», titrait récemment la Libre Belgique. Le royaume suit en effet avec inquié tuda l'évolution des opinions publiques à l'étranger, mais, pour se pert, son engagement tradition-nal pour l'accélération de la construction européenne n'e pas changé, malgré les mouvements d'humeur manifestés çà et là. Presque personne n'a trouvé à redre à la superbe déeinvolture avec laquells le gouvernement e passé outre à un avis consultatif du Conseil d'Etat qui subordonnait la ratification à une réforme des dispositions constitutionnelles quant au vote des étrangers.

Bien que la procédure du référendum ne soit pas prévue clairement dans la Constitution, elle est possible, su moinn à titra Itatif, comme le montre un précédent au sujet du maintien de guerre mondiale. Même les adversaires les plue résolus du traité ne s'eventurent pas à demander un vote populaire, vu l'état d'esprit de la majorité des Belges.

Ceux-ci ont dea inquiétudes quant à le place qui leur sera faite dans une Communauté élargie d'ici à la fin du siècle, mais, pour le moment, ils sevent bien que la présidence tournante et les votes à l'unanimité ou à la majorité qualifiée permettent aux petits pays de louer un rôle intéressant. La présence da la Commission, du Conseil et d'une partie du Parlament à Bruxelles contribue évinment à attacher la majorité de la population à la réussite du projet des Onze. Ici, rien n'est jamais simple sur le plan juridique. Outre l'autorisation de ratification per les deux chambres du Parlament, il faudra celle des Conseils des Communautés flamende et francophone pour les matièras relavant de leur compétence (environnepeut même que l'avis des régions wallonne at bruxelloise soit requis. Dans tous les cas de figure, la coalition gouvernementale entre socialistas et sociaux-chrétians semble essuréa d'obtenir les majorités requises, d'autant que le soutien des libéraux, autre grande formation traditionnella, psraît

D'ores et déià, un comité d'avis de la Chambre a approuvé à une large majorité une proposition de résolution an favaur du traité. Avec toutefoia le souhait d'una modification de ce traité avant la Conférence intergouvernementala prévue pour 1996. Cela pour préparer notammant l'Union auro-péenne à l'adhésion de nouveaux Etats membres et appliquer progressivement les procédures communautairea aux matières relevant de la coopération intergouverne-

Ecologistes et nationalistes flamands

Au cours de ce débat, les écologistes francophones (qui ont 10 sièges sur 212 à la Chambre) ont déclaré qu'ils ne voteraient pas la ratification. Cette position pourrait évoluer, d'autant que calle des Vostes flamantes pareits moies Verta flemands paraît moina rigide. Toujours hors des formationa gouvernamentales, le parti nationaliste de la Volksunia (10 députés), en proie à des divisions intestinea, ne e'est pas encore prononcé clairement.

En revancha, pour les 12 élua du Visams Blok, c'est un «non» sans état d'éme. Au siège du parti défenseur des valeurs et particularitéa flamandes, on déciara sana ambages qu'on ne veut pas d'un droit de vote aux étrangers de la Communauté qui permettrait aux francophones d'avoir le majo-rité dans certaines communes

mixtes. «La monnale unique pourrait être une mesure technique acceptable, mais elle sera una arme politique entre les mains des eurocrates», déclara par ailleurs un responsable.

Le «non» est rare dans las associations représentatives et les syndicats. Malgré les mesures d'austérité que la gouvernament étudie actuellement afin de satisfaire aux futurs critères de convergence pour l'union monétaire, la traité n'est mis en accusation ni par la Confédération syndicale chrétienne ni par la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB, proche des socia mais indépendante). Des améliorations sont cependant souhaitées et des critiques sont formulées plus librement depuia le «non»

Le président da la FGTB, M. François Janssens, écrit dans le dernier numéro de la revue Syndicats que les institutions communautaires « sont tout sauf démocratiques » car « technocratiques et ignorant la voix des élua qui conetituent la Parlement européen». A l'unisson avec certains députés européens de la Belgique qui réclament une «Union sociale» au même titre que l'Union politi-que et monétaire, M. Janssens poursuit : «On taxe davantage les aziaires que les dividendes; les travellleurs restent au pays, alors que les capitaux vont n'importe où pour autant qu'ils y trouvent leur compte, »

De son côté, la fédération petronsis déplora l'attitude danoise mais proclame: «Plua d'Europe ne peut conduire à une saisie croissante des autorités eur le PNB des Communautés, En principe toute dépense supplé-mentaire é l'échelon européen doit être compensée par une réduction sur le plen national, » Le consensus politique pour le «oui» dissimute de moins en moins bien des divergences entre partenaires sociaux sur la répartition des sacrifices financiers à consentir.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Luxembourg : un cas à part en raison de la forte présence d'étrangers

Le projet de loi en vue de la ratification du traité de Maastricht devrait être approuvé par le Chambre des députés luxembourgeois, le 2 juillet. Le gouvernement e exclu le procédure de référendum, dont le résultat eût été incertain en raison des sentiments partagés de la population.

LUXEMBOURG de notre envoyé spécial

Récemment, les Luxembourgeois ont trouvé dans leur boîte aux lettres une brochure enflemmée, en allemand, du Mouvement national, parti d'extrêma droite qui n'obtint que 4 % des voix aux demières élections, mais euquel les craintes populaires devant l'octroi du droit de vote aux citoyens de l'Union » donnent des alles. C'est que le grand-du-

ché est vraimant un ces à part parmi les Douze : 113 000 res-

sortissants CEE sur uns popula-tion totale de 400 000 per-

Des Français et des Belges, mais aurtout des Portugels (45 000) et des Italiens (20 000) qui constituent le main-d'œuvra de base dans un pays où l'immigration maghrébine ast Insigni-fiante. Les femmes de ménage ont-elles faire élire le maire dans la cepitale, où les Luxambour-geois sont 34 000 face à 25 000 «étrangers» venus de le Communauté? Ce fantauma exiate an tout cas dans la commune de Larochette devenue un passage obligé das envoyés spécisux perce que le population originaire des onze autras pays y atteint

Glorieuse incertitude du droit l Contrairement à ea qui s'est passé dans le Belgique voisine, dont le Constitution est pourtant très comparable à calle du Luxembourg, le Conseil d'Etat e estimé qu'il n'y avait pes lieu de modifier les priides de le loi fondamantale ralatifs au droit de vote avant de ratifier le traité de Maastricht (A Bruxelles, la gouvernement est passé outre à l'evie consultatif différent). Le premier ministre, M. Jacquas Santer, en est fort alse, at il fait valoir qua, de toute façon, il demandera des « dérogations » lors de la discussion de la firture directive sur le vote daa étran-

«Maastricht, un succès pour le Luxembourg », affirmient des placards gouvernementaux dans les journaux et des séquences à la télévision, en pertent du feit que le grand-duché assumeit la présidence tournants de la Communauté, eu premier aamestre de 1991, quand furant dégagées certaines besea du traité. Le 22 avril, une déclaration du gouvernement eux députés e souligné les aspects positifs du dossier : d'una part, «une petite nation comme le nôtre ne peut que bénéficier de la politique extérieure et de sécurité commune qui lui attribue un pouvoir de codécision dont, indéniablement, il ne dispose pas actuell ment»; d'autre part, « qui pourrait nier les avantages que présente un passeport « fort », protégeant quelque 340 millions d'hommes, per rapport au passeport d'une si

La fin des «niches»

raud actuellement dans l'opposition. « On est un peu coincés. avoue avec une franchise méri-toira M. Mario Hirsch, porte-parole du Parti démocratique. On ne peut pas sa permettre de renier l'héritage de Gaston Thorn (ancien premier ministre qui pré-aida la Commission de Bruxelles de 1981 à 1985), mais on s de sérieuses réserves à faire sur la hate du pouvoir. »

Parmi les griefs des libéraux, il a le facilité svec Isqualis y a le facilité svec isquais M. Santer paraît prendre son parti

«niches», comma on dit eu Luxembourg pour perier das avantages fiscaux visant à attirer les capitaux étrangers. «L'ouverture progressive des frontières a permis à l'économie luxembourgeoise de tirer un avantage intelligent et rémunérateur des disharmontes fiscales avec ses voisins, de la souplesse de son administration et de se situation géographique», reconnaît un rapport au Consell nationel das libéraux. Mais, on «doit sujourd'hui se battre pour protéger les niches con-tre l'égalisation des conditions de concurrence dans un marché véritablement sans frontières ».

hite 2 (... j. stouring bigarbin -

21...

7

Par crainte des réactions populairea au sujet du droit de vote. les libéraux ont renoncé à leur exigence antérieure d'un référendum (il y e en a eu troia au Exembourg depuis le début du siècle). Mels ils veulent feire entendre leur différence au Parlement en reprochant au gouvernsment de ne pas avoir bataillé davantage pour obtenir à Maas-tricht des protocolas ou des déclarations préservent les intérêts spécifiques du grand-du-ché, tel le droit au secret bancaire. Ila astiment euasi qu'il « valait mieux attendre de voir ce qui elisit ae passer dens les autres pays, au lieu de se préci-piter pour ratifier les premiers, de façon peut-être é seuver ce qui pouvait l'être encore».

Au contraire, M. Santer veut se présenter au Conseil européan de Lisbonne en meilleur élève de la classe, en mesure de promettre que, quelquea jours après ce sommet, son Perlement autorisera la ratification. On lui prête l'intention d'en tirer argumant pour demander que le siège de la future banque centrale soit attribué au Luxembourg. Sa déclaration du 22 avril le disait sann embages : «La dialectique fruste qui caractérise tout référendum n'est en eucun cas de nature à fournir au gouvernement les arguments dont il a bezoin à

Les réactions en France

paradic de la paradición de la paradició There is note interest to annual de treite de Mare the level day one the present eifer et a. Cenergene, me. the section of the first party page. minger mie mitritet enteren et gentem intrage in the last tree, the

Victoria de Betat 1.0 7.00

g : un cas a part

orte presence d'étrangen CONTRACT NO. 10 TO NO. 10 Transit to The second secon

The second product of the second seco Separate 20 'er 20 Company of the last

THE PARTY OF PROPERTY

politiques communes nécessiterait une augmentation massive des ressources budaétaires.

100 - 100 -

1000

The second secon

10 mg

Préservation de l'efficacité de la Communanté

- Un élargissement qui affaiblirait la capacité décisionnelle de la Com-

par la Commission Voici les principaies extraits du manauté serait une erreur tragique Comment faire pour qu'elle puisse fonctionner avec plus de membres? Cette question o'a pas été abordée à

début 1993. La Commission expli

que que les négociations avec les pays candidats de l'AELE (Autriche, Finlande, Suède, Suisse) devraient commencer une fois le traité de Manstricht ratifié et une fois acquis

l'accord des Douze sur le budget de

la Communanté, ce qui est prévo pour la fin 1992 ou, en cas d'acci-

Des institutions

nha fédérales

Ce nouveau modèle institutionnel

de nature presque obligatoirement plus « fédéral » que l'actuel – c'est bien la une des difficultés de l'exer-

cice, mais comment y échapper? -

sera mis au point parallèlement aux négociations d'adhésion, «en consul-tation» avec les pays candidats.

mental pour l'avenir de l'Europe unie. Le schéma institutionnel nou-

velle manière fera partie, si le

nautaire auquel les pays candidats seront invités à souscire.

PHILIPPE LEMAITRE

Conseil la suit, de l'acquis con

Le schéma proposé

La Commission considère que les Donze devront conserver la maîtrise

dent, pour le printemps 1993.

L'élargissement de la CEE

Nouveau modèle

Idée centrale dans le « schéma »

présenté nux ministres : les Douze doivent veiller à ce que l'élargisse-ment n'affecte pas la capacité déci-sionnelle de la Communanté. Le

négliger e serait une erreur trogique ». Il n'est pas possible, souligne la Commission, « d'éluder certains

changements fondamentaux » dont elle-même ne précise pas la nature.

Pour l'immédiat, la Commission

propose de donner mandat à «un

groupe de personnalités indépen-dantes» qui ferait rapport sur les modifications souhaitables des insti-

tutions eavant de lancer les négocia-

tions d'adhésion». A la manière du comité Spaak, à l'aube du Marché

commun, ou du comité d'experts sur

l'Union économique et monétaire présidé par M. Delors, ce groupe de haut niveau (certains parient déja d'en confier la présidence à M. Hans

Dietrich Genscher) aurait pour mis-sion de proposer un modèle institu-tionnel pour permettre à la Commu-

nanté de demain de fonctionner

sans devoir réviser à la baisse son

niveau d'ambition politique et éco-

Ce rapport devrait être prêt rapi-

Il y a déjà sept candidats et d'au-

tres pays out également l'intention de poser leur candidature. On peut donc

se demander s'il y aura une Commi-

démarches doivent être parallèles.

Conditions à remplir

par les futurs membres

phiques et historiques à des éléments

culturels. Il o'est ni possible ni

opportun de tracer des maintenant

les frontières précises de la future

union européenne. Pour des raisons

d'ordre pratique, le rapport ne traite

pas des Etats indépendants de l'an-

cienne Union soviétique autres que

- Acceptation de l'acquis comm

adéquat. Les candidats qui ne peu-

vent pas remplir cette condition ne

peuvent être intégrés et pâticaient même d'une adhésion.

- Les candidats doivent accepter

et être capables de suivre la politique

étrangère et de sécurité commune qui

sora mise en place. Il faut des enga-

сошиние

(...) L'adoption de l'acquis commu-

nantaire par les Etats membres de l'AELE ne leur poserait que relative-ment peu de problèmes. Ils sont bien

placés pour les critères de passage au

stade final de l'UEM. La plupart ont un PNB par tête plus élevé que la

moyenne communautaire et ils

apporterent une contribution positive

an budget. Les conditions économi-

ques et sociales sont très différentes

dans les autres pays européens qui

auraient beaucoup de peine à adop-

ter l'acquis communautaire et sont

loin de remplir les critères d'entrée

dans l'UEM. Leur intégration aux

Politique ·

gements formes et précis.

les Républiques baltes.

arrangements transitoires.

de l'homme.

dement, à la fin de l'année ou an

Le rapport se fonde sur l'hypo-thèse d'une mise en œuvre du traité de Maastricht, c'est à dire sur l'hypo-thèse d'une adhésion à l'Union. - Il est impossible (...) d'éluder cennins changements fondamentaux.
Même l'afrivée d'un petit nombre de nouveaux membres obligerait à procéder à des changements qui vont au-delà des simples ajustements arithmétiques.

nauté à 20, 30 ou davantage de - L'élargissement étant porteur membres, sans même les Républiques de l'ancienne Unioo soviétid'un risque de surcharge et d'immoque (__) Chaque demande doit être bilité, il est nécessaire d'appliquer examinée séparément, mais il faut avec plus de rigueur les règles de la une stratégie globale.(...) L'élargisse subsidiarité (...) et de réduire le défiune stratégie globale (...) L'élargisse-ment ne doit pas se faire aux dépeas de l'approfondissement. Les deux cit démocratique.

- La question des méthodes de travail, du nombre de membres et de la nature des procédures décisionnelles se pose à toutes les institutions La réflexion n'a pas encore suffisamment progressé au sein de la Com-- Identité européenne : cette notion associe des éléments géogramunauté pour pouvoir y répondre.

Conclusions

• (a) Caudidats

- Turquie: nécessité d'une application plus efficace de l'accord d'association (voir avis de 1989), rôle geopolitique important.

- Chypre: hen entre l'adhésion et - Démocratie et respect des droits le problème de la partition de l'île. - Malte: pas de problème majeur pour l'adoption de l'acquis, mais très nautaire, c'est-à-dire des traités (y petit Etat. La question de sa particicompris Maastricht), des objectifs pation aux institutions devra être

politiques de la législation et des obligations tant actuelles que fatures. Limitation à un strict minimum des - Antriche, Suède, Finlande, Suisse: leur adhésion renforcerait la Communanté sur le plan économique. La compatibilité de leur neutra-lité nvec la PESC soulève toutefois - Economie de marché efficace et compétitive assortie d'un cadre administratif législatif et réglementaire

un problème particulier. • (b) Nouveau partenariat

- Nécessité politique d'un nouveau partenariat et d'un dialogue nvec les pays, qui ne sont pas encore capables d'assumer les obligations inhérentes à l'adhésion. La Commission recom-mande l'établissement d'une structure institutionnelle ao sein de

l'architecture» européenne.(...) o (c) Sectionio

- Les négociations d'adhésion avec 'les pays qui penvent adopter le sys-tème communautaire sans période de préparation peuvent démarrer après la ratificatiun de Maastricht et la conclusion des oégociations sur les ressources propres-et les questions

- Les négociations sont menées séparément avec chaque pays, mais avec une date cible commune à tous en vue.

- Les modifications institutionnelles dorvent être préparées parallèlement aux négociations d'adhésion et en consultation avec les candidats. Les modifications doivent être adoptées dans le contexte de l'adhésion. sans préjudice de la conférence intergouvernementale de 1996.

- La Commission propose de demander à un groupe de personnalités indépendantes de préparer un rapport sur ce sujet avant de lancer les négociations d'adhésion.

DIPLOMATIE

Dans un rapport sur les modalités de l'action en faveur de la paix

M. Boutros-Ghali propose que des forces armées soient spécialement affectées à l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU a rendu public le 18 juin le rapport sur « La diplomatie préventive, la maintien de la paix et le rétablissement de la paix» qui lui aveit été demandé le 31 janvier par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité. M. Boutros-Ghali propose que des forces armées soient spécialement affectées à l'ONU.

NEW-YORK (Nations unles)

de notre correspondant Dès lors que « la guerre froide s'est achevée» et que la pratique du veto qui a entravé l'action de l'ONU pendant quarante ans a cessé, l'organisation so devait de réfléchir aux moyens d'une action plus efficace.

Parmi les nombreuses disposi-tions dont M. Boutros-Ghali suggère la mise en œnvre dans son rapport d'une cinquantaine de pages, la plus importante – et la plus sujette à discussion – est l'in-vitstinn adressée au Conseil de conclure au plus vite les « accords conciere au puis vite les « accoras spécinux » qui permettraient nu Conseil de disposer « de manière ponctuelle ou à titre permonent » de forces armées. Il propose la réactivation du comité d'état-major, un organisme dont l'ex-Union propose la contra de la contra del contra de la contra del la contra de la contra del la c soviétique, puis la France, avaient initialement sonhaité l'intervention, à l'automne 1990, avant de se ranger à l'avis et au comman-dement américaio dans la guerre du Golfe ao sein d'une force

Parallèloment à ces forces armées dont le secrétaire général estime qu'elles pourraient être utiles en cas de menace de faible ampleur, le document prévnit la création « d'unités d'Imposition de ln paix », constituées de volun-taires qui prendraient des risques réels sur le terrain, une éventualité souvent évoquée à propos du

conflit yougoslave. Cette idée avait été avancée par M. François Mitterrand lorsqu'il avait proposé de mettre à la disposition de l'ONU un premier contingent de mille hommes dont te onmbre pourrait être doublé sous qua-

rante-huit heures. Si elle rallie les partisans d'une interventinn rapide des Natinns unies, sans attendre un hypothétisez-le-feu et le consentement des parties, cette double suggestiun n'a guère de ebances

de recueillir l'aval des Etats-Unis qui, par la vnix du secrétaire adjoint au département d'Etat, nnt déjà fait savnir leur npposition à ces idées et, notamment, à la réactivation de comité d'état-

Les suggestions avancées par M. Bontros-Ghali vnot être exa-minées par t'Assemblée générale lurs de sa session annuelle qui s'ouvre en septembre. Le Congrès américain lira sans doute ovec attention te passage relatif au pro

jet d'imputes les contributions des pays membres sur te budget nsfaires étrangères. Le rapport établit un parallèle entre le coût des opérations de maintien de la paix (3 milliards de dullars en douze mois) et celui des dépenses mititaires dans le monde (t 000 milliards de dollars par an, soit 2 millinns de dullars par

SERGE MARTI

Les principales dispositions

Le secrétaire général préconise notamment l'instauration d'un «dispositif d'alerte rapide» qui se déclencherait des qu'une «menace contre la paix» surait été consta-tée. Un edéploiement préventif» devrait selon lui pouvoir le cas échéant intervenir. Toutes ces actions devront toutefois respec-ter la souveraineté da l'Etat concemé, soutigna M. Boutros-

e Rétablissement de la paix Rappelant les articles 42 et 43 da la Charte qui permettent aux Etats membres de mettre des forces armées à la disposition du Conseil, le secrétaire général pré-conise l'utilisation de cette disposition e de manière ponctuelle mais aussi à titre permanent», Il suggère la réactivation du Comité d'état-major composé de représentants militaires des pays parti-cipant à una éventuelle opération

D'autre pert, M. Boutros-Ghal envisage la constitution d'unités e d'imposition de la paixa, composées de volontaires qui aeraient tenus en réserve et plus lourdeplacés sous le commandeme

chef du secrétaire général. · Maintien de la peix

Le secrétaira général rappelle qu'autant d'opérations de maintien de la paix (treize) ont été engagées depuis 1997 qu'entre 1945 et 1987, et qu'elles ont entreîné la dépense de 8,3 milliards de dollars. Il préconise que les contributions soient prélevées sur les budgets de la défense des pays membres plutôt que sur celui des affaires étrangères.

Il demande par ailleurs qu'an fonction des missions, le personnel le plus qualifié soit mis à la disposition da l'organisation at que le secrétariat opère rapide-ment leur transfert an cas da besoin. Très préoccupé par la sécurité du personnel de l'ONU et des ecasques bleus a angagés dans ces opérations, il demanda au Conseil, dans un autre chaptire, de prendre les mesures nécéssaires, y compris dans le cadre du chepitre 7 de le Charte (relatif à la rupture de la paix ou à des actes d'agression) pour garantir cetta

Dans l'esprit du secrétaire général, cette action peut prendre la forme da projets enncrets da coopération mais aussi d'actions telles que le désamnrçaga edes millions de mines qui existant dans les zones de conflits actuels ou passés».

Dans le seul domaine des opérations de maintien de la paix, le retard des ennuibutions ast aujourd'hui da 800 millinns da dollars, M. Boutros-Ghali reprend à son compta plusieurs propositions faites par son prédécesseur. Il s'agit notamment de la création d'un fonds de roulement de 250 millions de dollars, d'un fonds de réserve pour opérations de maintien de la paix de 50 millions et d'un fonds de secours humanitaire d'autant, de l'autorisation de procéder à des emprunts et, enfin, de la possibilité de créer un Fonds de la paix qui pourrait recevoir des contributions des gouvernements, des particuliers mais aussi du sec-

La réunion des ministres de l'Union de l'Europe occidentale en Allemagne

Les Etats membres s'engagent «à mettre à la disposition de l'UEO des unités militaires»

Dans la déclaration dite « de Petersberg », du nom de l'hôtel dominant le Rhin, près de Bonn, où ils étaient réunis, les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union de l'Europe occidentale (1) affirment leur intention de mettre des moyens militaires à la disposition de l'organisation en cas de besoin.

La portée de cette intention est cependent diversement eppréciée : « Je ne pense pas qu'il y ait ici un pays membre qui soit disposé à envoyer des troupes pour combattre », a déclaré le secréteire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, dans une allusion à la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

de notre correspondant

Dans leur déclaration de Petersberg, les ministres de l'UEO se sont fixé pour objectif de e soutenir, au cas par cas (...) la mise en œuvre efficace des mesures de prévention des conflits et de gestian des crises, et notamment les activités de maintien de la paix de la CSCE (2) ou du Conseil de sécurité des Nations unies ». Pour s'eo doooer les moyens, ils ont arrêté les modali-

C La Haye accuelliera le siège de la inture organisation chargée du désarmement chimique. - Trentehnit des trente-neuf Etats do comité des armes chimiques de la Conférence de l'ONU sur le désarmement (l'Autriche s'abstecant) ont préféré La Haye à Vienne pour accueillir le siège de la future organisatioo qui sera chargée de contrôler la convention interdisant les armes chimiques. Les Etats participant à ce comité espèrent parvenir cet été ou à l'automne à une convention interdisant totalement la fabrication et l'otilisation des et resterait e ouverte au reste du armes chimiques. - (AFP.)

tés du « renforcement du rôle opérationnel de l'UEO».

Les Etats membres s'engagent a à mettre à la disposition de l'UEO des unités militaires provenant de tout l'éventail de leurs forces conventionnelles en vue de missions militaires qui seraient menées sous l'autorité de l'UEO».

> Une base multinationale

Ces unités pourraient être ntilisècs e pour des missions humani-taires nu d'évacuation de ressortissants; des missions de maintien de la paix; des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la

Elles seront organisées sur une base multinationale et interarmées. Une cellule de planification sera mise en place le octobre prochain snns la direction du général de l'armée de l'air italienne Caltabiano. Elle rejoindra le conseil permanent et le secrétarint de l'organisation doot le déménagement de Londres à Bruxelles s'effectuera au

plus tard en janvier prochain. La décision de recourir à l'utilisation de ces unités relève do

Conseil de l'UEO. Elle suppose toutefois que la demande eo soit faite par une organisatioo toternationale et laisse à chaque Etat I Le ministre des affaires étrangères de Singapour à Paris. -M. Wong Kan Seng, ministre singapourien des affaires étrangères, a effectué, vendredi 19 jain, and brève visite à Paris, ao cours de

laquelle il s'est entretenu avec son homologue français M. Roland Dumas, et n été reçu à déjeuner par M. Georges Kiejman, mioistre délégué sux affaires étrangères. A cette occasion, M. Kiejman a assuré à son interlocuteur que l'Europe ne se transformerait pas co « forteresse » économique

en mande de la maria da manda de la maria de la completa de la completa de la completa de la completa de la com La completa de la completa del la completa del la completa de la completa del la completa della del la completa della del la completa della della della completa della completa della completa della completa della comp

membre la liberté de participer

La participatino de chaque Etat à des npérations restera cependant du ressort national et e sera prise par les Etats membres conformement à leurs Constitutinns respectives ». Cette dernière elause a été arrêtée à la demande de l'Allemagne doot la Constitution limite de façon draconienne l'emplni de forces nationales hors du théâtre d'opérations de l'OTAN, même snus le convert d'institutions internationales.

L'opposition social-démocrate s'était vinlemment apposée vendredi à Bonn contre la possibilité pour l'UEO de mener des «missinns de cambat ». Dénançant nne militarisatino de l'Unina européenne, elle a mis en garde le gouvernement allemand contre la tentation d'ntiliser l'UEO et le corps militaire franco-allemand pour contourner la Constitution

HENRI DE BRESSON

(1) Appartiennent aujonrd'hui à l'UEO 9 des 12 membres de la Communauté européenne : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal

(2) Conférence sur la coopération et la sécurité en Enrope qui comprend tous les Etats du continent européen ainsi que les Etats-Unis et le Canada.

o M. Kouchner annonce la création au Kenya d'une « base hamanitaire» pour la Corne de l'Afrique. Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Koochner, a annoncé, vendredi 19 juin à Paris, la création à Nairobi d'une «base humanitaire» pour faciliter l'assistance aux pays de la Come de l'Afrique. Il a également indiqué qu'un navire, affrété par la France et chargé de 2 000 tonnes d'aide alimentaire et d'équinements médicaux, partira en juillet à destination de la Somalie puis, évectoellemeot, du Mozambique.

Démission de M. Picco sous-secrétaire général de l'ONU

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

A peine quelques beures après avoir obtenu la libération des deux derniers otages occidentaux du Liban, Pitalien Giandomenico Picco, Phomme des missinns secrètes de M. Perez de Cuellar, a aunnncé, vendredi t9 juin, sa démissinn de son poste de sous-secrétaire général. Le diplomate italien, âgé de quarante-trois ans, aurait accepte la direction des affaires internationales de la société italienne Ferruzzi-Montedison. Il aurait aussi l'intention d'écrire ses Mémoires, pour lesquels une maison d'édition américaine serait prête à lui verser 2 millions de

Grand, bel homme et très discret, l'Italien était deveau célèbre malgre lni. Ayant décidé de faire pression sur les ravisseurs des otages occidentaux, le gouvernement de Téhéran l'avait contacté directement an début de l'année 1991 pour lui demander de servir d'intermédiaire. Les responsables iraniens connais-saient le diplimate qui était inter-venu dans les négociations de ces-sez-le-feu à la fin de la guerre entre l'tran et l'trak.

Selon ses proches, M. Picco quit-terait l'ONU parce qu'il ne jourrait plus, au secrétariat, du statut d'amfant chéri» qui était le sien à l'époque de M. Perez de Cuellar. M. Boutros-Ghali, qui «n'aime pas les vedettes», ne l'avait rencontré que rarement depuis son arrivée à l'ONU. Après la libération des deux otages allemands au début de la semante, on lui aurait proposé de remplacer M. Benon Sevan comme représentant spécial de l'ONU eo Afghanistan, M. Picco a refusé mais a néanmoins accepté de diriger jusqu'à la semaine prochaine les nego-ciations à Vienne avec les autorités irakiennes sur la question de l'embargo pétrolier.

M. Giandamenico Picco avait commence sa carrière diplomatique en travaillant avec M. Perez de Cuellar alors que le fauteuil de secrétaire général de PONU était encore occupé par M. Kurt Wal-dheim. L'Italien et le Péruvica ont travaillé ensemble sur le dossier de Chypre dans les années 70. En 1982, M. Picco devint le conseiller de M. Perez de Cuellar et fit partie de l'équipe qui négocia le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

AFSANÉ BASSIR POUR

POLITIQUE

Compte tenu des votes de l'Assemblée nationale et du Sénat

La révision de la Constitution devrait être approuvée par le Parlement réuni en Congrès à Versailles

La première phase du « combat démocratique» souhaité par M. François Mitterrand sur la construction de l'Union européenne s'echèvera le mardi 23 juin. Accélérant le cours des événements, le président de la République e signé, vendredi, le décret convoquant ce jour-là le Perlement en Congrès eu château de Versailles, et il en s informé par lettre le président de l'Assemblée nationale et celui du Sénat.

Si l'on en juge par les votes positifs intervenus au Palais-Bourbon (388 voix contre 43) et au Palais du Luxembourg (192 vnix contre 117), le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Masstricht, adopté en termes identiques par les doux assemblées, devrait recueillir la majorité des trois cinquièmes des snffrages exprimés requise, en oostitution, pnur que cette réforme devienne définitivement acquise. Ce seuil s'établit en effet,

D MM. Noir et Dubernard rectificat leur vnte. - M. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard. députés (noo inscrits) du Rhône, not indiqué, vendredi 19 juin, qo'ils vonlaient vnter en faveur du texte de révision constitutionnelle, alors qu'ils avaient été portés noo votants. Les deux parlemeotaires avaient confié lenrs procurations à des députés du RPR, qui, comme l'ensemble de leurs collègoes, n'avaicot pas pris part au vntc. MM. Noir et Dobernard avaient quitté le RPR eo décembre 1990.

M. Larché (UDF) : «Nous mes passés à côté d'une crise grave. » - Sénateur (UDF) de la Seine-et-Marne, M. Jacques Larché, président de la commission des lois do Sénat et rapporteur du projet de loi constitutioooelle. a déclaré, vendredi 19 juin, après le vote par l'Assemblée nationale dn texte issu des travaux du Sénat : « Nous sommes passés à côté d'une crise grave et nous avons évité le pire. Si le gouvernement avalt maintenu son opposition [à l'ameodement du Sénat sur le droit de vote des Européens], cela aurait entraîne une mnbilisation du Sénat pour le

~!

si le numbre des participants au scrutin reste le même - à 538 voix – alors que l'ensemble des votes favorables au projet de la constitution selle représente un lni constitutionnelle représente un potentiel de 580 voix. En outre, il n'y a eu au total que 160 votes négatifs alors que la minorité de blocage (deux cinquièmes des suffrages exprimés) se situe à 358 voix (1).

Après les rituelles explications de vote, puis le lent défilé des parle-mentaires à la tribune placée sous l'autorité do président de l'Assem-blée nationale, M. Henri Emma-nuelli, le scrutin public devrait dnoe marquer l'ouverture de l'eu-tre débat, celul qui aboutira à la campagne électorale annoncée pour la rentrée puisque le président de la République à décide de recourir à la procédure du référendum pour demander à l'ensemble des Frantion du traité de Maastricht.

Ce sera la quatrième fois, sous la Ve République, que le Parlement est coovoqué en Cangrès. Le 20 décembre 1963, pour le pre-

des sessinns pariementaires. Le 21 octobre 1974, il s'agissait, sur l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, de modifier l'article 61 afin d'élargir le droit de saisine du Conseil constitutionnel à soixante députés ou soixante sénateurs. La dernière fois, le 14 juin 1976, la révision de l'article 7 de la Consti-tution visait à parer les difficultés pouvant surgir, pendant la cam-pagne pour l'élection présidentielle en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat.

> Un bilan peu reluisant

Premier intervenant devant le Congrès, M. Jacques Chirac, alors premier ministre, avait notamment souligné que dans le domaine des institutions, « comme en d'autres (...), seule la réforme garantit la stabilité ».

Au nom des députés socialistes, Gaston Defferre avait jugé « dange-reuse » cette « réformette » et dénoncé dans le fonctionnement de la V République un «régime bol-teux». C'était l'époque on M. Gis-card d'Estaing était déjà accusé par ses adversaires et par ses rivaux de rieur de la majorité, entre les gaul-listes et leurs alliés les rapports politiques se dégradaient chaque jour davantage...

Seize ans après, le parallélisme des situations est manifeste. Cette fois, c'est M. Mitterrand qui est taxé d'exercice trop solitaire du ponvoir. Les conditions dans les-quelles le président de la République a été contraint de reculer, jeudi soir, devant les exigences du Sénat et devant la résolution des groupes UDF et UDC de l'Assem-blée nationale, après avoir engage une épreuve de force, n'ont fait qn'illustrer son affaiblissement politique. Il a préservé l'essentiel donne maintenant une bonne raison de croire, surtont sprès la «bonne nouvelle» venue d'Irlande, que le débat sur la question euro-péenne connaîtra à l'automne une ssue positive. Mais, pour lui, le bilan de cette première bataille n'est pas très reluisant, car il a payé cet arrangement d'un texte très ambigu pour ce qui concerne l'évectualité de voir les ressortismunicipales et d'une disposition qui modifie, à ses yeux, l'équilibre des institutions.

Sur le premier point, le président de la République s'est finalement rangé à l'avis de MM. Pierre Béré govoy, Rolend Dumas et Michel Vauzelle en voulant croire que, lorsque le traité de Maastricht sera ratifié, son contenu déclenchera une dynamique telle que les ultimes digues nationales ne pour-ront pas teuir longtemps et qu'il suffira de s'en remettre à l'appui dn Conseil constitutionnel pour contourner le Sénat au moment de ques de l'organisation du vote des étrangers européens (qui n'est retenu, pour l'instant, que sous la forme d'une faculté et non d'une obligation). Sur le second point, le chef de l'Etat, qui reprochait au Sénat d'abuser des circonstances pour s'octroyer de nouvelles prérogatives, n's pas voulu se mnntrer plus «royaliste» que les députés à partir du moment où les élus de PUDF et de l'UDC n'y trouvaient rien à redire. Il n'en reste pas moins que ce résultat final consti-

va décupler les ardeurs des candidats à sa succession. Quant à la droite, e'est peu dire, si l'nn se par le RPR à l'UDF, qu'elle paraît aujourd'hui encore plus mal en point qu'en 1976. Mais il n'est pes sûr que pour M. Mitterrand ce constat aît vraiment valeur de consolatinn parce que e'est la e grande explication » qu'il appelle de ses vœux avant le référendum de ratification qui risque de pâtir, aux yeux des Français, de cette nouvelle somme de renoncements et de disputes subalternes peu mobilisatrice.

(et non 577 à la suite de la démission, pour cause de cumul de mandats, de M. Jean-Philippe Lachenaud, député UDF du Val-d'Oise, qui ne sera pas remla ville et 320 sénateurs (et non 321, à la suite du décès de M. André Traband, sénateur centriste du Ras-Rhin suradéant

Le RPR exige de ses partenaires de l'UDF qu'« ils lèvent le doute »

et de l'UDC en faveur du projet de revision de la Constitution, nécessaire pour ratifier le traité de Maastricht e amené le secrétaire général du RPR. M. Alain Juppé, à exiger une « clarification » de la part de ses parte-

Une fois l'affaire européenne passee, a déclaré M. Juppé vendredi 19 juin, les deux composantes de l'op-position devront se mettre d'accord sur une platé-foime de gouvernement et, surtout, passer «un contrat de gouvernementa garantissant qu'elles gouverneront ensemble et «avec personne majorité» de l'UDF ne veut pas as accoquiner avec les socialistes», mais que «chez certains, il y a doute» et qu'« il faut lever ce doute ».

M. Pierre Mazeaud, député (RPR) de la Haute-Savoie, croit possible, lui, wune recomposition rapides du paysage politique, « Entendre les présidents des groupes UDF et UDC, MM. Charles Millon et Jacques Barrot, remercier le gouvernement, cela devrait interpeller les Français qui sont

« certains éléments du RPR», qui «cachent là leur désarroi devant leur impossibilité de faire un choix».

Dans sa «lettre» hebdomadaire, le groupe RPR de l'Assemblée nationale dénonce «l'attitude collaborationniste» de certains responsables de l'UDF qui, en participant à des réunions communes avec les socialistes sur le traité de Maastricht, font preuve d'une «maladresse insigne» et commettent «une double erreur politique». «La comédie du consensus accrédite l'idée d'une recomposition politique qui ne pourrait être que le retour à la IV-Républiques, ajoute le groupe RPR. estime-t-il, que, ce faisant, les présiden-tiables UDF servent leur adversaire le plus redoutable, M. Jacques Delors.» Pour le groupe RPR, la «deuxièmeerreur des croisés de Maastricht» est qu' « ils jouent, en définitive, contre l'Europe», car, « en acceptant la logique mitterrandienne du « tout ou rien», ils desservent la cause qu'ils prétendent défendre».

M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, e déclaré vendredi, à l'oc-

dans l'opposition», a-t-il ajouté.

M. Barrot e répondu en récusant le procès d'intention fait à l'UDF par cédure de ratification du traité de Masstricht, car, « depuis que le. Dane-mark a refusé de ratifier [ce] traité, on sait [qu'il] ne pourra pas être appliqué tel qu'il est». « Il faudra le modifier ou le compléter, a expliqué le député (RPR) de Paris . Cette modification n'est pas encore élaborée. Ce sera l'objet de la conférence qui va se tenir à Lisbonne dans huit jours. La sagesse voulait donc qu'on attende de voir la voulait donc qu'on attende de voir la décision qui va être prise pour sounet-tre au Parlement et au peuple français sur vrai, traité complet, et non pos un traité incomplet. Cette précipitation n'a, purement et simplement, que des motifs de politique intérieure. C'est la raison pour laquelle je ne souhaite pas n'y associer à

> M. Balladur : «se ressaisir»

«Il est exclu, en ce qui me concerne en tout cas, que (_) je participe à ce vote », avait indiqué M. Balladur, auparavant, sur TF1, en précisant que cette décision ne remet pas en question ses a convictions européennes», «Je n'ai pas qualité pour engager quiconque d'autre que moi», a

souligné le député de Paris, qui voit la ratification du traité de Maastricht, dans le réunion du Congrès un épiège «Il y a dans le texte que l'on veut politique». «Je ne veux pas dire anons à l'Europe, donc je ne voterai pas acontres, a-t-il expliqué, mais je ne veux pas participer à une opération qui est une opération de diversion.»

Quant aux divergences entre le RPR et l'UDF, M. Balladur veut croire au maintien de l'union de l'opposition, «parce qu'il n'y a pas d'alternative». Il espère que «chacun saura surmanter les humeurs dues, sans doute, à la fatigue d'un soir et faire en corte a fai dit que nots sachions construire quelque chose que nos concitoyens approuveronts, «Il est urgent que, tous, nous nous ressaisis-sions», a-t-il ajouté, car «il n'y a pas le RPR et l'UDF» et « nous sommes l'accord sur toute la conception de la société qui est la nôtre». Il a déclare « souhaiter de tout ouvr que les respon-sables de l'opposition fassent véritablement l'impossible pour surmonter cette

divergence», qui est «sérieuse». · Autre député de Paris, également membre du RPR, M. Jacques Tou-bon a indiqué, sur France-Inter, qu'il votera, au Congrès, contre la tévision constitutionnelle, mais qu'il se prononcera, au référendum, en faveur de

change, hii, vraiment l'esprit des institutions, a-t-il affirmé. Nous allors donnautoires par la voie de résolutions, la voie par laquelle, dans plus de la moitié des cas, sous la IV République, on a mis en minorité le gouvernement.»

M. Michel Noir (ex-RPR), député du Rhône, maire de Lyon, souhaite que l'opposition «passe son temps à outre chose qu'à s'infiniers, «Au plus fort de la bataille sur les nationalisations, jamais nous ne nous sommes socialistes comme certains ont insulte les responsables de l'opposition qui étaient là pour le « oui », a assuré M. Noir sur RTL. J'ai envie de dire à mes amis saullistes; au est-ce que c'est que cette attitude prétendument gaulliste qui se réfugie dans l'abstention positive ou la «non-participation agressires, a-t-il ajouté, avant de conclure : all faut que l'on revienne au sérieux. Un gaulliste, ça s'engage!»

ANDRÉ LAURENS

A Rungis

Le président sur le carreau

Pendant plus d'une heure trente, M. François Mitterrand a parcouru, vendredi 19 juin dans la matinée, les pavillons du marché de Rungis, visitant tour à tour le carreau des volailles, de la viande, des fromages, dee fruits et léaumes et des fleurs, avant de prendre un petit déjeu-ner su bar des Floralies (nos dernières éditions du 20 juin).

Pour cette visite surorise, le chef de l'Etat eet arrivé justa avant 7 h 30 à Rungis où l'attendaient les responsables du marché national qui l'ont immédiatement conduit vers le début de son parcours. 8 a commencé sa promenade au pavillon des es, immense hall réfrigéré, et l'a terminée dans celui des fleurs, où grossistes et producteurs lui unt tous fait part de leur inquiétude et de leur mécontentement eprès l'augfleurs, passée de 5,5 % à 18,60 % depuis l'été dernier pour cause d'hermanisation

C'est d'ebord le président du syndicet des grossistes en fleurs du marché de Rungis, cause les décisions prises l'été dernier par le ministre du budget, M. Michel Charasse. Il e évoqué la « situation dramati que y de nombreux producteurs et grossistes face à la concurrence des Néerlandais, Insistant sur le caractère urgent d'un réexamen de ce dossier, quitte à parvenir à un compromis sur un taux intermédiaire. M. Char-

ras a offert trois grosses gerbes de rosee rouges au chef de l'Etat avant de lui présenter son épouse et se fille.

A chacun des brefs arrêts devant les étalages de roees, d'iris, d'oelllets ou de fleurs exntiques, M. Mitterrend e entendu la même plainte, la fois depuis les travées plus éloinez aux 5,5 %1»; «On est en train de mourir, vous avez blen fait de venir, mais aidez-nous.» C'est le type même de mesure «arbitraire» a conflé le chef de l'Etat à l'un de ses collaboravoir cette question réexaminée.

Auparavant, M. Mitterrand svait traversé la longue halle cnuverta du cerraeu des viandee. Echangeant quelques mots avec les grossistes, e'at-tardant euprès de quelques forts des Halles, vêtus de leurs larges blouses blanches ensan giantées et s'adressant à lui. carcasses de mnuton eur République a poursuivi son périple au pavillon des fromages.

le chef de l'Etat s reçu un accueil sympathique et plutôt bon enfant de la part des grossistes, producteurs et employés du marché de Rungle. « Il doit mai manger. Il n'est pas oras (... il est maigre comme un coup de trique», e estimé un robuste fort des Halles au visage buriné, après le passage du président

LIVRES POLITIQUES

E bicentenaire de la République mérite d'être célébré chaque fois qu'une occasion s'y prête. On e déjà saisi, ici, celle qu'offrait le publication de plusieurs ouvrages sur le sujet ; en voici une nouvelle avec une eutre livraison éditoriale. Elle permet de revenir sur le dossier que la revue l'Histoire 'a, dans son numéro de mai, consacré aux Splendeurs et misères de la République. Loin d'être purement commémoratif, cet ensemble de contributions s'ouvre sur l'actualité et l'avenir avec, notemment, une question générale posée à des historiens, des philosophes et des hommes politiques - « l'esprit républicain est-il mort?» - et une question particulière soumlee à Gilles Kepel: «L'islam est-il soluble dans le «laique»?» Ce dernier répond : «Si la politique de lutte contre le formation de ghettos, pour la promotion sociale et surtout pour l'intégration au marché du travail des leunes issus de ces populations réussit, alors c'est l'islam laïque qui prévaudra. En cas d'échec, l'islam communautaire l'emportere, car il sere le vecteur principal des revendications face à une France qui sera jugée

Claude Nicolet, auteur il y e une dizaine d'années de l'Idée républicaine en France, reprend dans un ouvrage nriginel das textee Dubliés ou inédits sous le titre la République en France, état des lieux. Il tente de répondre à la lattributions ou les compétences

giobalement hostile, a

Le détour nécessaire

question toujours renouvelée : sur quoi repose la République? Spontanément, il dit : sur le contrat et la libre volonté, en ejoutant que « la République n'est pas autrechose que le détour nécessaire par la politique pour rendre la société habitable ». Détour nécessaire, peut-être le fut-il, rétorquent certains, mais il s'est révélé insuffisant pour résoudre la questinn sociale des exploités et des exclus, tandle que d'autres constatent son impuissance, dans la mesure où, si porteur de Raison et de Progrès qu'il se voulait, il n's pas empêché les pires errements (querres, génocides, haines ethniques et religieuses). Il convient

donc d'argumenter la formule. Claude Nicolet convient que la République n'est qu'une forme en soi et qu'elle se définit surtout par son contenu. Elle ne procède pas de la science, qui ne lui fournit que des moyens, mais de la morale et de la pulitique. «Nous n'en sommes encore qu'à la préhistoire balbutiante de la vrale République » assure-t-IL en montrant que des rouages essentiels du fonçtionnement de la politique échappent au contrôle démocratique. «Rien ne fixe, par exemple dans de grands textes transparents la composition, le recrutement, les

réelles des organes techniques du pouvoir, abandonnés aux nécessités de coulisses ou à des enjeux inavoués», note-t-il. «Qui ne voit, poursuit-il, que le véritable esprit républicain réside dans l'amélioration permanente des éléments du débat, dans l'exhaustivité et la transparence des informations. dans la sollicitation constante de l'opinion publique dans ce qu'elle s de moins passionnel, de plus sérieux et - ce n'est certes pas un heserd – de plus juridique?»

L'esprit républicain repose eussi, selon l'euteur, sur l'axigence lalque « opposable, en fait. à toutes les doctrines tant soit peu exigeantes (par exemple le marxisme), car elle concerne les procédés de pensée, de débat, de propagande, de comportement, beaucoup plus que les contenus». Elle est opposable à la science a quand celle-ci se dévoie ou se dogmatise » et, eussi, à elle-

L'actualité conduit à s'interroger sur les risques de dilution qui manacent l'héritags républicain sous la double pression du supranetionalisme et du régionalisme, il faut, seion Claude Nicolet, n'eccepter de passage à l'un ou à l'autre échelon que si les garanties. républicaines et les valeurs aux-

destin collectif, per exemple l'Etatsolidarité. la laïcité à la française. sont sauvegardées. La dimension universelle de l'idéal républicain, reppelle-t-il, est de traiter les hommes comme des citovens et d'assurer leur participation réelle aux décisions collectives.

On reconnaît dans cette démarche la marque du mandésisme, ce qui n'e rien d'étonnant pulaque Claude Nicolet fut un proche collaborateur de Pierre Mendès France. Voici qui noue amène à signaler un ouvrage que son auteur, Jacques Georgel, présente comme «la reconstruction sous des jours peu connus, souvent inattendus, et parfois insolites » de l'image de l'un de nos hommes politiques qui ont véritablement pensé la République. Pour brosser le portrait de ce Mendès France inconnu, Jacques Georgel e fait notamment appel aux témoignages et sux souvenirs de parents, amis et collaborateurs de l'ancien président du conseil, mort en 1982. Cet ouvrage s pour autre originalité d'avoir été imprimé à Saint-Petsrabourg par la filiale russe de la maison d'édition.

▶ L'Histoire. Splendeurs et misères de la République, numéro 1842, 33 F. ▶ La République en France, état

des lieux, de Claude Nicolet. Seuil, 218 pages, 110 F. ▶ Mendès France inconnu, de Jacques Georgei. Editions de

par le Parlement

men seems . The second

THE TRACTOR

Mr MANG PROFESS THEFT

and the Africant of the article

Commenced in the later taken

神 网络猪科学

Weiger bei fertigeneren be-

different on the state of

The wide to save I see

THE R. P. PRINTERS

the state make the

Course Worked Charles

may a mar it is

weitelenten in mehr i ben men in.

minimum of the state of

Free to the second of

matter to remind at 1

aberte benein alle grade beimen

Secret Special Special Special

the speciment of the second

is the wife with residence

in which is a many opinion in my

the se without a day to be

The second average speed to the party of

American de Santo F.

« ils levent le doute

properties and property for their contracts and a second

The secretary of the same of the property of the same

the Articles and the same with the same of the same of

my it what suppring it distribute and my

The second of th

Section with the section of the sect

where we state the second

The Note of the Control of the Contr

School Service of Service Serv

magnetic and the second of the

guden .

At North April 12 max

Control of the later transfer.

Provide the Print of Barrier

10.5 10

BONG MINE WHEN IN THE TANK THE TANK THE

THE PERSON

minimum, was while it

Set men in lad a.

the employed of the

of Months of Life of the

Late . In contention Care.

Report to have seems and

The state of the s

Aufgement in entere ble 2:

white out it your and in

the real states with the states

TO THE STATE OF THE PARTY OF THE PARTY.

et at daylett tabumg

manager g

1 122.

Dr. e eigente err

Les opposants au redémarrage de Superphénix font pression sur le gouvernement

Après le dépôt du rapport de la Direction de la n'exclut pas pour autant un redémarrage éventue sûreté des installations nucléaires (DSIN) concer-nant Superphénix (le Monde du 20 juin), les pressions des opposants eu redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) sur la gouvernement se multiplient. Ce dernier devrait bientôt faire

Au nom de son mouvement, Génération Ecologie, M. Brice Lalonde e demandé, vendredi 19 juin, une entrevue au premier ministre aur ce sujet, tandis que Greenpeace réclamait, dans un communiqué, «la publication immédiate et intégrale du rap-

La confédération CFDT, pour sa part, créitère sa demande qu'avant toute décision gouvernamentale, les instances de concertation nationales, régionales et départementales puissent se réunir sur les enjeux de Superphénix en possession de toutes les

effaire, e adopté une position très critique, meis France dans le programme Superphénix.

(sous conditions très strictes) du surgénérateur, rappelle « son exigence d'indépendance des autorités de sûreté». Génération Ecologie et Greenpeace, en revanche, ne prennent guère de gants pour dénoncer « les pressions qui s'exercent sur la DSIN au mépris des règles de sûreté rigoureuses indispensables en cette matière ».

Au ministère de l'industrie, on souligne que, si le ministre, M. Dominique Strauss-Kahn, a bien demandé à M. Lavérie, patron de la DSIN, de revoir sa copie, c'est en vue d'obtenir un document dont les choix soient « clairs ». La dernière version du rapport de la DSIN est d'ailleurs plus restrictive que le texte initial. Cette clarté était nécessaire car, estime un expert, une ambiguité sur les raisons techniques d'une éventuelle décision de non-redémarrage pourrait conduire à une demande de remboursement des investissements - 10 à 15 mil-Le syndicat, qui, depuis le début de cette literds de francs - des partenaires étrangers de la

L'avis favorable du Groupe permanent chargé de la sûreté des réacteurs nucléaires

Poor rédiger ses recommandations eu gouvernement, M. Michel Lavérie, directeur de la sûreté des instaliations oucléaires (DSIN), s'est appuyé sur l'evis que les experts du Groupe permanent chargé des réacteurs occiéaires d'avril. Son rapport, qui, en cas de feu vert gouvernemental au redémarrage de Superphénix, recommande un fonctionnement du réacteur limité à 30 % de la puissance, reprend donc une bonie partie des analyses sur la sûreté de la centrale de Creys-Malville. Voici quelques extraits du texte du Groupe perma-

Après les incidents survenus ces a les différents aspects de l'exploita-tion du réacteur ont été réexaminés par l'exploitant et, le cas échéant, ont fait l'objet de modifications;

» - les rècles de condulte et les prescriptions techniques ont été vérifiées de façon opprofondle; et cet examen o conduit à provoquer plus systématiquement la mise à l'arrêt systematiquement la mise à l'arrei du réocteur en cas d'alarme ou d'évolution anormale d'un paramè-tre; il en rèsulte que le domaine de fonctionnement à été réduit (abaissement des seulls d'alarme, raccour-cissement des délais de repli...).

» - l'anolyse de l'expérience d'exploitation o été renforcée en mettant en place one organisation oyant lo capacité d'expertise néces-saire sur les réacteurs à neutrons rupides et permettant de maintenir cette capacité et de prendre en compte les autres réacteurs à neutrons rapides (...) »

D'autre part, le groupe perma-nent considère que les modifica-tions réalisées « répondem de façon satisfaisame à la demande correspondante des ministres d'exploiter la centrale en privilégiant l'acquisi-tion d'enseignements technologiques par rapport à lo disponibilité de production».

«La question des feux de sodium secondaire o été réexaminée pour tenir compte des derniers résultats obtenus dans les installations Esme-ralda du CEN-Cadarache et Fauna du centre d'études de Karlsruhe, ainsi que des enseignements tirès de l'incendie survenu en 1986 sur la centrale solaire d'Alméria et de la Juite ayant affecté en 1990 un circuit auxiliaire de purification du sodium secondaire de la centrale de Creys Molville. Ce réexomen o amené l'exploitant à apporter des améliorations de la défense en profondeur en matière de prévention, de surveillance des fuites de sodium et de réduction des vonséquences des feux de sodium éventuels dans les galeries secondaires (...).

Rendez-vous fin 1992

» Au titre de la réduction des consequences des feux, les exutoires des galeries secondaires ont été modifiés pour prendre en compte les effets de la pulvérisation possible du sodium en cas de fuite (...). Compte tenu du bon état des circuits de sodium (...) oinsi que des améliora-tions apportées (...), le Groupe permanent considère qua lo situation octuelle de l'installation à l'égard des risques de feux de sodium est acceptable pour un fonctionnement d'une durée de l'ordre de deux ans. tel qu'envisagé actuellement par l'exploitant

» Le Groupe permanent o d'autre part noté que, au titre du renforce-ment de la défense en profondeur, l'exploitant a pour objectifs de :

 réaliser de nouvelles améliorations de telle sorte qu'aucune rupture de tuyauterie auxiliaire dans une galerie secondaire n'entraîne de rejet d'aérosois dans le hall du bâtiment réacteur:

- étudier les possibilités de rupture plus sévères pouvant affecter les tuyauteries principales de sodium et les dispositifs permettant de limiter les conséquences des feux pouvant résulter de ces ruptures. » L'exploitant présentera avant la fin de 1992 l'ensemble des moyens qu'il se propose de mettre en œuvre pour otteindre ces objectifs dans des délais compatibles avec lo durée de » Pour ce qui concerne les ensei-

gnements pouvant être tirés des arrêts automatiques sur signal de réactivité négative ayant affecté en août-septembre 1989 et septembre 1990 le réacteur Phénix, dont l'origine n'est pas oujourd'hui connue» (...), le Groupe souligne que les évidence « de possibilité d'introduction de réactivité pouvant mettre en cause l'intégrité du combustible.» Et il « considère que l'exploitant n répondu de façon satisfaisante aux différentes demandes formulées par les ministres charges de l'environne-ment et de l'industria, ainsi que par le directeur de lo sûreté des installations nucléaires, à le suita de lo pollution de sodium primaire et des arrêts automatiques survenus sur le réacteur Phénix

» Compte tenu de ce qui précède et sous reserve de lo prise en compte des recommandations jointes au présent avis, le Groupe permanent émet un avis favorable au redémarrage de l'installation.»

JUSTICE

A la veille du procès de l'affaire des hémophiles contaminés

Les conditions du départ du docteur Garretta de la direction du CNTS mises en cause

Après la demande d'expertise jundique faite par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé at de l'action humeniteire, auprès du garde des Sceaux (le Monde du 20 juin), sur les conditions dans lesquelles le docteur Michel Garretta s quitté en juin 1991 la direction du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), son avocat, M- Xavier Charvet a sommé, le vendredi 20 juln, M. Kouchner de lui communiquer la nature exacte des questions posées à M. Vauzelle, ainsi que le texte de la réponse qui e pu lui être communiquée. Le procès du docteur Garretta et des trois autres médecins inculpés dans l'affaire des hémophiles contaminés par le virus du sida e'ouvrira lundi 22 juin devant la 17 chambre du tribunal correctionnel de Paris.

a Pour que l'institution ne conti-nue plus, au travers de mo personne, d'être mise en cause et parce que je ne veux plus accepter l'inacceptable, j'ai pris la décision de ces-ser l'ensemble de mes fonctions, » C'est en ces termes que le docteur Garretta evait, le 3 join 1991, ennonce sa décision d'abandonner la direction générale du CNTS, épi-logue d'une virulente campagne de presse qui avait fait de ce médecin le priocipal tesponsable de la cootamination de 1 200 hémo-philes français par le virus du sida.

Après le départ du docteur Garretta du poste qu'il occupait depuis 1984 (il travaillait pour la Fonda-tioo nationale de la transfusion sanguine depuis 1972), M. Bruno Duricux, ministre délégué à la santé, avait fait part, en septembre 1991, de son a étonnement » au sujet des conditions financières et matérielles dans lesquelles ce départ avait été organisé (le Mon daté 15-16 septembre 1991). En quittant soo poste, le docteur Gar-retta avait obtenu des indemnités d'un montant de près de 3 millions de francs, ainsi que le droit de conserver pendant toute la durée de son préavis une voiture de fonc-tion ainsi que des « garanties de protection ». M. Durieux précisait alors qu'il o'avait été « aucunement associé aux décisions prises sur le versement d'avantages consentis au

□ Rectificatif. - Dans l'article consacré à l'audience de la cour d'assises de la Haute-Garonne (le Monde du 20 juin), une erreur de transmission a dénaturé le témoignage du médecinlésiste oui e autopsié le bébé mort à la suite de manyais traitements. Il fallait bien entendu lire que l'enfant présentait une «hypotrophie majeure», et non une «hypertrodocteur Garetto sur la base d'un

Dans un entretien accordé eu Monde (le Monde daté 27-28 octobre 1991), le docteur Garetta expliquait dans quelles conditions précises il avait quitté ses fonctions après un loog entretien evee M. Durieux. Son salaire net avait été de 899 540 F en 1990 euxquels il fallait, selon lui, ajouter 200 000 F annuels au titre du holding Espace-Vie. Les 3 millions de fraces correspondaient indiquefraos correspondaient, indique-t-on aujourd'hui, eux clauses pré-vues, soit douze mois de salaire ajouté aux sommes correspondant au préavis et aux indemnités, a pour la réparation du préjudice

Les limites de la convention

L'actuelle polémique tient à la récente découverte, par M. Bernard Kouchner – à l'occasion d'uoc enquête menée par uoe émission de télévision – du texte de l'accord passé l'an dernier entre le docteur Garretta et la Fédération nationale des condamnations pécuniaires pro-noncées éventuellement contre le

docteur Garetto », devait suscitet

Dans une lettre datée du 2 juin, il demandait é M. Vauzelle de lui

Ces « condemnations pécunigires » inclusient-elles, eu-dela versées aux victimes, les sanctions pénales éventuellement prononcées contre le Dr Garretta? Le document, daté du 13 juin 1991, signé du contrôleur d'Etat, ne fournissait sur ce point aucune réponse précise (lire ci-dessous). Pour le conseil du docteur Garretta, ce dernier régle-rait personnellement, s'il devait être condamoé, les amendes le concernant, la FNTS versant pour sa part les indemoités aux vic-times.

Au mioistère de la jostice, oc souligne que les termes de la coovention Garetta-FNTS, pré-voyant pour l'ancien employeur de fournir un défensent sont « licites et courants ». Oo précise d'autre part que la coovention ce peut, eo eucune manière, concerner les coodamoations pénales (qu'il s'agisse de condamnations financières ou d'emprisonnement), les fautes « non intentionnelles » pouvant, quant à elles, parfaitement entret dans le jeu d'une conventioo tenr Garretta et son ancieo

JEAN-YVES NAU

« Un protocole légitime »

Dans une note datée du 13 juillet 1991 adressée au professeut Imbert, président de la Fondation nationale de la transfusion sanguine, M. Jean Sérignan, chef de le mission de contrôle économinismes à caractère social (ministères de l'économie, dee finances et du budget), traitait du protocole de départ du docteur Garretta, directeur général du CNTS : «Le docteur Michel Garretta,

directeur général du CNTS, éga-lement président du directoire d'Espace et Vie, e été l'objet d'une campagne médiatique très intense visant à la fois sa parsonne et la Fondation nationale de la transfusion sanguine. Il e pris la décision de cesser l'enamble de ses fonctions à effet du 1= iuin 1991. Les informations données au conseil d'administration, à la commission des finances et eu bureeu, notamment au cours des réunions les plus récentes, attestent que le docteur Garretta a pris sa décision dans le souci des intérêts de la Fondation et que son départ ne peut en aucun cas être assimilé à une démission pour convenances tions, la signature d'un protocole entre le docteur Garretta et le

président du conseil d'administra tion de la FNTS, agissant ès qua lités, était légitime pour régler les conséquences finencières du départ de M. Garretta. Ce protocole fixe le montant des indemnivail. En outre, les menaces personnelles dont le docteur Garretta a fait l'objet, l'attentat dirigé contra lui, ne pauvent être négligées dens le climet médiatique actuel, et la Fondation continue de prendre en charge la protection par un garde du corpe da son ancien directeur général.

» Enfin, s'agissant d'une mise bilitée exercées ès fonctions, l'assistance juridique de la Fondation est également garantie. Je vous confirme que ces dispositions n'appellent pas d'objection de principe de ma part. J'ai pris acte qu'elles ont été approuvées par le buraau et par la commission des finances de la FNTS au cours de la réunion du 12 juin 1991.

» En conséquence, je erois devoir attester cet accord en donnant à titre exceptionnel le visa du contrôleur d'État sur le protocole que voue evez eigné

REPÈRES

ASTROPHYSIQUE

420 millions de francs pour détecter les ondes gravitationnelles

Le financement du projet franco-italien Virgo pour la détection des itationnelles est désorannoncé, jeudi 18 juin, M. Hubert Curien, ministre de le recherche et de l'espace. Une somme de 420 millions de francs sur cinq ans sera allouée ao CNRS. Elle devrait permettre, sous réserve d'une décision analogue côté italien, de commencer dès janvier prochein la construction de l'instrument sur le site de Cacina, près de Pise.

il s'agit d'uns centenne» extremement sensible, constituée de deux tubes laser de trois kilomètres de long chacun qui, espèrent les scientifiques, devrait pouvoir cepter les ondes gravitstionnelles emises per les objets cosmiques. Ces dernières sont prévues depuis longtemps par la théorie, mais personne n'a encore réussi à les mettre en évidence. Si les délais sont respectés, Virgo, qui devrait être opérationnelle en 1997, sera la première antenne gravitationnelle en

projet américain Ligo (qui n'e pas

encore obtenu l'accord du Congrès), tannique de Géo d'autre part. Faute d'un financement assuré, cette dervière pourrait se joindre au projet Virgo. Una tella coopéracon est indispensable, car la détection des ondes gravitationnsiles – infimes « rides d'espace-temps » générées par le déplacement d'astres massifs - n'est réalisable que par un réseau mondial d'antennes. L'intensité des signaux attendus est, en effet, très faible, et les causes de «bruit»

A terme, les ondes gravitation-nelles pourraient permettre l'étude des phénomènes cosmiques les plus violents : supernovas, étoilas à neutrons et trous noirs.

DOPAGE

Harry Butch Reynolds écarté des sélections olympiques américaines

Fin d'un conflit juridique qui risquair de déboucher sur la disqua-lification de tous les athlètes américains des Jeux Olympiques de Barcelone? La Fédération américaine d'athlétisme (TAC) a obtenu d'un juge de Cincinnati (Ohio) que l'Amé-les moyens » des polices munici-Une colleboration internationale ream Harry Sutch Reynolds, recording pales lors ds la prochaine session man du monde du 400 mètres, ne parlementaire. Reste à régler cerpuisse pas participer aux sélections taines dispositions, a précisé le chez les consommateurs de drogue

américaines. La cour de Cincinnati e rejeté la décision du juge Joseph Konneary (le Moode du 12 juin) qui avait autorisé Reynolds, suspendu deux ans par la Fédération interna-tionale d'athlétisma (IAAF) pour dopage, à participer à ces sélec-tions qui ont commencé le 19 juin à La Nouvelle-Orléans (Louisiene).

L'un des avocats de Reynolds a déclaré que la «bataille (engagée depuis plusieurs mois) était terminées et que le seul recours pout Reynolds serait de faire appel à la Cout suprême. La cour d'appel de Cincinnati a précisé que l'IAAF et le TAC ont le pouvoir - contrairement ce que soutenait Reynolds - de décider quels athlètes sont auton-eée è participer eux réunione d'athiétisme.

SÉCURITÉ

Un projet de loi sur les polices municipales

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, a annoncé vendredi 19 juin à Paris son intention de déposer un projet de loi sur ele statut, les limites et

ministre, dont « le point délicat de t'armement des policiers munici-

Evoquant les e projets locaux de sécurité» annoncés à l'occasion de son plan d'action pour la sécurité publique, M. Quilàn a réaffirmé ou e il va de soi que la sécurité es aux inquiétudes de certains élus locaux, le ministre e répété qu' « il ne s'agissait pes pour l'Etat de se défausser sur les acteurs locaux de la sécurité]. L'État mettra des moyens là ou ses partenaires mettront, aussi, des moyens».

TOXICOMANIE

Une étude sur le comportement

face au risque de sida Une étude financée par l'Association nationale de rechercha sur le sida (ANRS) et réalisée par l'Institut

de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) sous la direction du docteur François-Rodolphe ingold, confirme que le vente libre des seringues a modifié le comportement des toxicomanes face eu risque de transmission du virus du sida (le Monde du 3 mai 1988), Le «non-partage» des seringues semble désormais la règle per voie intraveineuse. Selon cette enquête menée sur un échantillon moyenne d'âge de vingt-eept ans et demi, interrogés dans la rue et dans des centres de soins à Marseille, Metz et Paris en 1990-1991, 95 % achètent eux-mêmes leur seringue en pharmacle. Ils n'étaient que 89 % en 1987-1988. En outre, la proportion de caux qui disent ne jamais prêter leur instrument est passée de 52,1 % à 67,3 %. Les sujets séropositifs ou maledes et ceux dont le statut sérologique est incertain sont toutefois moins vigilants que les séronégatifs sur la stérilisation des seringues.

ZONES D'ATTENTE

humanitaires jugent « crapuleuses » certaines pratiques de refoulement des étrangers

Des associations

L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) estime « très graves pour la liberté des étrangers y les conséquences du projet de loi instituant des «zones d'attente» (exles étrangers non admis sur le territoire et les demandeurs d'asile, pendant le temps nécessaire à un premier exemen de leur situation. Après l'adoption du texte par le Sénat en première lecture (le Monde du 19 juin), l'ANAFE, qui regroupe una quinzaine d'essociatione de défense des droits de l'homme, et des avadicats de personnels de CIMADE, GISTI, CFDT, syndicat des pilotee, etc.) estime que la loi actuelle sur la rétention administrative. - qui n'est pas appliquée aux étrangers non admie - suffirait pourtant à assurer un contrôle aux

Elle considère « excessive » la durée de vingt jours maximum de maintien en «zone d'attente», ainsi que le délei de quatre jours evant l'intervention d'un juge, cat, à son avis, il n'y a pas lieu d'appliquer à des non délinquants des délais « d'ettente » supérieurs à ceux de le garde à vue de droit commun lousrante-huit heures). L'essociation estime que le projet sur les «zones d'attente» est discuté eu moment où se multiplient des epratiques crapuleuses de République bananière». comme le réembarquement forcé. exécuté quelques heures svant qu'un tribunal ait pu se prononcer. «zones de transit») destinées à d'étrangers qui n'ont pas pu faire retenir, dans les ports et aéroports, enregistrer leur demande d'asile.

the last of a district

JUSTICE

Maintenu en détention après le drame de Furiani

Jean-François Filippi quitte la présidence du Sporting-Club de Bastia

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia a décidé vendredi 19 juin « pour des raisons d'erdre publie » le maintien en détention de Jean-François Filippi, inculpé dans le cadre de l'enquête snr la catastrophe du stade de Furiani qui e feit, le 5 mai, 15 morts et 1650 blessés dont 88 sont toujours hospitalisés.

A la suite de cette décision, l'avocat de Jean-François Filippi, M. Antoine Retali, a indiqué que son client a décidé de démission-ner du poste de président du Spor-ting-Club de Bastia. « M. Filippi a eté placé à la tête de ce club par l'opinion publique qui l'avait appelé de tous ses vœux. Dans la mesure eù elle scrait retournée de tolle manière contre lui, il pense qu'il est dans l'intérêt de ce club qu'il quitte la présidence » a déclaré M. Retali aux dirigeants du club qui devaient se rémir pour débattre de son evenir après la décision de le cour les collectivités territoriales d'assurer au elnb des subventions d'un

Des attentats à l'explosif avaient visé à plusieurs reprises, ces der-

EN BREF

D Une résidence de vacances devra D'Une résidence de vacances devra être démolie en Corse. — Le tribunal de grande instance d'Ajaccio e ordonné, vendredi 19 juin, la démolition de la résidence de vacances « Paese di Mere», construite sans permis à Saint-Cyprien (Corse-du-Sud). Les deux gérants italiens de la société immobilière ont été condemnés à 50 000 F et 10 000F d'amende, avec une astreinte de 500 F par avec une astreinte de 500 F par jour en cas de non-respect du juge-ment dans un délai de trois mois. Les querante-deux studios de la résidence «Paese di Mare» avaient été construits malgré une annulation du permis de contruire, en 1985, puis recontruits eprès un attentat du FNLC, en 1989.

D Les deux enfants maliens disparus à Mantes-la-Jolie retronvés morts. - Les deux enfants maliens disparus dans la soirée du 10 juln à Mantes-la-Jolie (Yvelines) ont été midi 19 juin, par la police aux abords du quartier du Val-Fourie. Les cadavres d'Omar N'Diaye, trois ans et demi, et de la fillette, Diariyatou Kamara, deux ans, gisaient dans une zone de taillis difficile d'accès, à quelques centaines de mètres du domieile de leurs parents. Les deux petits corps ne apparentes. Une autopsie des corps devrait être rapidement pratiquée. lis ont été retrouvés au terme d'une nouvelle battue organisée à proximité de la RN 13 grace oux indications d'un automobilist

7.

D Un agriculteur tue un gendarme pour une contravention. - D'un coup de fusil dans le dos, un agriculteur de soixante-quinze ens. Achille Domergue, e tué, vendredi 19 juin à Montredon-Labessonnié (Tern), un gendarme qui venait lui signaler le rans-paiement d'une contraven-tion de 900 F. L'amende avait été infligée deux mois plus tôt à Achille Domergue pour délit d'écobuage (brûlis des pâturages afin de fertili-ser les sols, interdit par arrêté pré-fectoral en raison de le sécheresse). Le vieil homme a tiré sur Gérard Monsarrat, cinquante ans, marié et père de trois enfants, lorsqu'il s'éloignait de la ferme. Le collègue du gendarme a aussitôt maîtrisé le

La révocation d'un policier annu-lée par le tribunal administratif de Paris. – Le tribunal administratif de Paris a annulé la révocation d'un ex-brigadier de police, M. Patrick Dufour, trente-six ans, qui avait conteste cette décision devant ini. M. Dusour avait été révoqué de la police par les instances discipli-naires, le 27 août 1990, pour evoir exerce des brutalités sur une femme placée en garde à vue eu commissa-riat du dixième arrondissement et svoir tenu à son égard des propos injurieux et à caractère raciste. Daté du 22 avril, l'arrêt du tribunal indique que ces allégations « n'ont nucune crédibilités, la jeune femme concernée ne s'étant pas plainte concernée ne s'étant pas plainte cile-même de telles injures ou de tels coups. M. Dufour, qui s'estime victime d'une «cabale» montée par des anciens collègues, demande sa

Sept inculpations dans l'affaire de « Radio-Bale des Anges ». - Sept personnes don! Jean Oltra, ancien collaborateur de M. Jacques Méde cin, et Gérard Renaudo, son ancien directeur de cabinet, ont été inculpées pour faux et usage de faux et complicité dans le cadre de l'instruction sur le fioancement de «Radio Baie des Anges» (RBA), la radio de l'ancien maire de Nice. Une information judiciaire avait été ouverte en 1990 à Nice à la suite nières semaines, des biens apparte nant à Jean-François Filippi ou des comités de soutien au club de football. Autre cible des attentats : les locaux bastiais de la Socotec, la société de contrôle technique impliquée dans le drame du stade Furiani, détruits par une explosion dans la nuit du 17 eu 18 juin.

L'evocat de cette société s estimé qu'elle « a été mise injuste ment en accusation». « En incarcérant Bernard Rossi [le directeur de la Socotec pour la Haute-Corse], la justice a pris des risques car elle s'est trompée de coupable », a déclaré M' Daniel Soulez-Larivière. « La mise en accusation de la Socotec est également injustifiée car elle n'a jamais donné son accord ni son visa à la construction de la tribune qui s'est effandrée», a-t-il ejouté, précisant que ela responsabilité du drame repose sur ceux qui, à plusieurs reprises, ant fait des faux, dans deux procès-verbaux de la commission de sécurité des 29 et 30 avril, afin de pouvoir vendre les billets au public en se prévalant d'un accord de la Socotec qui n'a iamais existé».

d'une plainte déposée par quatre membres de l'opposition munici-pale qui s'étonnaient que cette association «largement subventionnée» ait pu bénéficier des « largesses du système associatif para-municipal». Outre MM. Oltra et Renaudo, cinq eutres personnes dont Lucien Salles. ancien directeur de l'association Nice-Opéra et Hubert Ballay, ancien responsable de l'association Nice-Acropolis, ont été inculpées

u Mgr Guiberteau nommé caré de Saint-Germain-des-Prés. – Mgr Paul Guiberteau, recteur de l'Institut catholique de Paris depuis 1986, a été nommé, mercredi 17 jain, curé de la paroisse de Saint-Germain-des-Prés à Paris et responsable du CEP, l'organisme qui sédère les aumoneries nniversitaires parisiennes. Secrétaire général de l'en-«guerre scolaire» de 1984, le Père Guiberteau prendra ses fonctions le re, en remplacement du Père Jean-Robert Armogathe, nommé directeur de l'école Bossuet.

ciees. – IV. Etre à

cran. Descend de haut

lieu. Préfixe. -

joyeusee théories.

Bianchi enrès evoir

petits lardons (pluriel).
- VIII. Certains pren-

des challes s avant de

nent une bière.

nent souvent leure XI

victimee eu collet. XII

vent « revenir » dec IX

tomber. - X. C'est dans la poche l

(pluriel). Pond à l'époque du renou-

veau. Symbole chimique. -

XI. Sorte de combet evec dea

piques. Fait vieux jeu. - XII. Rap-proche les membres du «corps». Font tourner des disques pendant le

travail. – XIII. Symbole. N'est donc pas couché seul. – XIV. Plus libres. Ne se laisse pas faciliement culsiner. Près de Fontainebleau. – XV. Pour

ce faire, quelques hommes y pren-

VERTICALEMENT

homme ne veut pas la reprendre. 2. Il nous prouve l'existence de la

pesanteur, Passède un petit jeu

1. « Mattra » d'Offenbach. Son

DÉFENSE

Une communauté française du renseignement

Les « yeux », les « oreilles » et le « cerveau »

M. Pierre Joxe date progressivement son ministère de toute une « machinerie » administrative qui l'assistera dans la compréhension du monde extérieur, c'est-à-dire ie recherche d'informations plus ou moins secrètes, leur analyse et leur exploitation à des fins opérationnelles. S'ajoutant aux moyens déjà existants, qu'ils scient de nature civile ou militaire, ont ainsi été créées une Délégation eux affaires stratégiques (DAS) et une Direction du renseignement militaire (DRM).

Dès la fin de la guerre du Golfe, le nouveau ministre de la défense avait, de lui-même, dénoncé la dépendance de la France vie-à-vis des Etats-Unis dans le domaine du renseignement. Sur le chemp de bataille, mais bien au-delà aussi, lee Américains avaient les « veux » et les cornillae » nécesseires pour conduire des opérations au nom de la coalition anti-irakienne. Il ne e'est pae agi dee seule moyens spatiaux d'observation, il e aussi été question des techniques plus traditionnelles nu du savoir-faire hebituel du renselgnement, à eavoir les movens « humains ». comme on dit, c'est-à-dire les personnels formés et disponibles pour recueillir les Informations clandestines. Avec eon passé

pendent la guerre d'Algérie et, olus tard, de ministre de l'Intérieur. M. Joxe s'est donc mie su travail pour tenter de construire à es façon une communauté francalse du renseignement de défense. Il n'e pas hésité à donner de sa personne en allant voir sur place, aux Etats-Unia, en février dernier, comment fonctionne la communauté eméricaine du renseignement et comment l'espace - evec ses satellitea spécielies dans l'observation, l'écoute ou le brouiliage - peut apporter sa pierre à l'édifice.

De longue date, le ministère de la défense dispose, pour le ren-seignement intérieur, de la Direc-tion de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD) ou de la gendarmerie et, pour l'extérieur, du Centre d'exploitation du renseignement militaira (CERM), des « deuxièmes bureaux » des états-majors et de le Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) qui, elle, est à vocation plue interminieténelle que les

Des risques de concurrence

L'intention de M. Joxe a été tout à la fois de «dynamiser» et de coordonner un secteur dispersé entre des structures sinon rivales, du moins rendues allergiquee à le coopération pour des raisons qui tiennent à la préser-vation du secret.

En faisant, le même jour, epprouver par le conseil des ministrec (le Monde des 19 et 20 juin) les nominations de M. Jean-Claude Mellet à la tête de la DAS et du général de divi-sion Jean Heinrich à celle de la DRM, le ministre de la défense parachève son dispositif. Il aura désormels sea « yeux » et ses grandes orellies», evec la DGSE, qu'il renforce en moyene « humains » et techniques, et avec la DRM, qui coiffera les orga-nismea militaires existents. Mais l aura aussi son « cerveau », avec la DAS, qui est plus spécis chergée d'évaluer le situation géo-stratégique d'ensemble à la manière de la direction des affaires politico-militaires au Pen-

miné, par le biais de cette réorgenisation, tous les risques de concurrence entre des services aloux de leur eutonomie ou, au contraire, n'e-t-il pas accru les occasions de conflit du seul fait que chacun d'eux emplate naturellement sur les compétences du voisin en un domaine - le rensei-- eux frontières mai

Rien n'empêche, par exemple, la DGSE ou la DRM d'avancer leur propre appréciation de la situa-tion extérieure et des rapports de forces Internationaux, quitte, au besoin, à svoir une perception différente de celle de la DAS. Rien n'oblige encore la DGSE et la DAS de présenter au ministre convergents sur la prolifération nucléaire et la maîtrise des armements dans le monde. Rien n'interdit à la DGSE - dont les responsabilités dépassent le seul terrain militaire mais qui dispose en propre de moyens importat vernementalee à l'étranger -d'avoir son idée aur un dispositi de défence dont a priori la connaissance relèverait plutôt de

il est certain, en revanche, que tout ministre français de la défense, l'actuel comme ses successeurs, n désormais sous son autorité directe un coutil » toue azimuts de renseignement que peuvent lui envier le premier ministre (en dépit du Secrétariet général de la défense nationele qui dépend de lui) et le ministre des affaires étrangères (malgré ses postes diplomatiques, qu ont déjà bien du mai à contrôle les attachés de défense à l'étranger et qui n'exercent à plus forte raison aucune surveillance sur les agents de la DGSE) .

Demain, avec les satellites d'abservation, d'écoute ou de transmissions qu'il e prévu de lancer et dont les informations seront exploitées par le bese de Creil (Oise) réaménagéa pour le circonstance, le ministre de le défense aura ajouté à sa panoplie les moyens sophistiqués qui lui

JACQUES ISNARD

Des AWACS français participent au contrôle de l'embargo en Yougoslavie et en Libye

François Vallat, qui commande la défense aérienne, des avions-radars AWACS français, basés à Avord (Cher), participent au contrôle de l'embargo décrété par les Nations unies contre la Libye, la Serbie et le Montenegro. C'est la première fois, denuis leur entrée en service que les avions-radars français - au

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5806

HORIZONTALEMENT

I. L'ami du peuple. On y va de pis en pis. - II. Coquelicot ou ceucou. L'un d'eux, qui fut grec, e conquis le monde. - III. Interjection. Est souvent « élevée » dens les serres. Symbole d'une unité. Ses limites sont impré-

V. Souverain. Conduit II
parfole dea gans eu
pare dia >.
VI. Constituent de

Blanchi eprès evoir VI été mis à l'imbre. VII VII. Lettras d'Intro-duction. On y fait sou-

Recouvre certains fonds. - IX. Porte des

fruits ou dee bou- XIV

teilles. Est touché par XV

Selon le général de corps aérien nombre de quatre - interviennent dans le cadre d'une résolution internationale, aux côtes d'eppareils similaires qui relèvent de l'ar-mée de l'air britannique et des torces de l'Ulan.

> « Il suffit d'être au-dessus des eaux internationales, a precisé le général Vallat, pour surveiller le trafic nérien à basse ultitude.» On sait que les AWACS sont des avions qui peuvent tenir l'eir douze heures d'affilée sans ravitaillement en voi et qui peuvent détecter des intrusions entre 350 kilo-mètres (pour des cibles à basse et trés basse altitude) et 800 kilomètres (à moyenne et haute altitudes) de distance.

Dans le cas présent, les AWACS basés à Avord évoluent en se positionnant au-dessus des Alpes francaises (pour surveiller les mouvements aériens en Yougoslevie) et dans le sud de la Corse (pour contrôler l'activité aérienne en Libye). « L'AWACS est le premier outil que l'on envoie lors d'une crise», a notamment estimé le « patron » de la défense aérienne

O Troisième essai maclésire américain lepuis le début de l'année. - Les Etats-Unis ont procédé, vendredi 19 juin, à un essai nucléaire souter rain, au Nevada, d'une puissance inféricure à 20 kilotonnes (l'energie dégagée par l'explosion de la bombe sur Hiroshima en 1945). Cet essai est le troisième depuis le début de l'année et c'est le second depuis que M. Francois Mitterrand, annonçant la suspension des expérimentations française prévues pour 1992 à Mururoa, a invité les autres puissances à imiter l'attitude de la France.



Nominations militaires

Le général de division Michel Brisac reçoit sa quatrième étoile

conseil des ministres du mercredi 17 Juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

◆ Terre. - Est élevé an rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le géoéral de division Michel Brisac.

Sont nommés : directeur du renseignement militaire, le général de division Jean Heinrich; directeur le général de brigade aérienne Claude Chrétieo; sous-directeur technique à la direction du renseigoement militaire, l'ingénieur géné-rai de deuxième classe Marcel Semeria; conseiller technique auprès du chef d'état-major des ermées, l'ingénieur général de deuxième classe Salim Benkheiri.

Est promu commissaire général le division, le commissaire général de brigade André Simon, nommé directeur du commissariat en circonscription militaire de défense

Sont nommés : commandant l'aviation légère de l'armée de terre, le général de division Xavier terre, le general de division Xavier de Reviers de Mauny; sous-chef d'état-major des armées, le général de division Jecques Rinaudo; adjoint au général gouverneur militaire de Marseille, commandant la circonscription militaire de défense de Marseille, le général de brigade Bernard Messana; chef de la division « maltrise des armements » à l'étatemaior des armements » à chémal l'état-major des armées, le général de brigade Gérard Folio; commande brigade Gérard Folio; comman-dant les écoles de Coëtquidan, le général de brigade Pierre Forterre; commandant la Légion étrangère, le général de brigade Bernard Col-comb; directeur de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique, le général de brigade Jacques Favin-Levêque; comman-dant l'école supérieure du géoie militaire, le général de brigade Michel Clavery; adjoint au général commandant la région militaire de défense Atlantioue et la circons-

PREMIÈRE

AUX PUCES

Samedi 20

Dimanche 21 juin

Grand

déballage

marché

Vernaison

de 8 heures à 19 heures

.99, rue des Rosiers

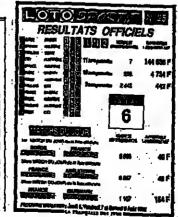
Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le général de brigade Claude Fleury; gouverneur militaire de Nancy et commandant la 4 division aéro-mobile, le général de brigade Claude Bettlo; commandant les écoles du commissariat de l'armée de terre, le commissaire général de brigade Jean-Maurice de Truchis de Verennes; nommé adjoint au énéral gouverneur militaire de général gouverneur militaire de Metz, commandant la région mili-taire de défense nord-est et la circonscription militaire de défense de Metz, le général de brigade François Maillols; chef d'état-major du général commandant mili-taire d'Île-de-France, le général de

brigade Jean Glevarec. Marine. - Sont promus:
vice-amiral, les contre-amiraux
Philippe Canonne et Paul Rémy;
contre-amiral, les capitaines de vaissean André Herrou, Jacques Pichon, Pierre Latourrette et Jean-Guy Delbrel (nommé commandant la force de guerre des mines).

Sont nommés : directeur du centre de l'enseignement supérieur de la marine et commandant l'école supérieure de guerre navale, le con-tre-emiral Miebel de Bonet d'Oléon-Partouneaux; edjoint au commandant la force d'action navale, le contre-amiral Jean Wild; directeur des étades du centre des hautes études militaires, le contre-amiral Claude Musset.

· Air. - Sont nommés : adjoint «tactique» an général comman-dant la force aérienne tactique et commandant le centre d'opérations de la force aérienne tactique, le général de brigade aérienne Emile Sabathe; commandant en second la région aérienne nord-est, le général de brigade aérienne André

at. - Est promu ingénieur général de promière classe, l'ingénienr général de deuxième classe Jean-Pierre Marec.



fune nouvelle

1 7

is légions frai

Eues. Elée. - VI. Iros. Elan. d'osselets, Préfixe. - 3. Haureux VII. Aa. UA. - VIII. Lecture. élu. Vestes à grands revers. -IX. ETA. Songe. - X. Ame. Ti. -4. Cloud au pieu, Blé d'Asie, Pro-nom. - 5. D'aucuns en sont victimes. Crève à petit feu. - 6. Ni lui ni elle. Article. Partie de « billes ». -Verticalement 1. Bouteille, - 2. Rumeur, Etat. -7. «Menées» dans une forêt. Son destin est d'être enfoncé. Symbole. Irénée. Camé. - 4. Ussat. Et. -Ré. Sue I - 6. Avisée. RO. -- 8. Donnant des idées (plusieurs 7. Née. LL. Ente. - 8, Taureau. Gin. mots). Conjonction. Oui se souvient - 9. Surmenage. du premier? - 9. Démonstratif. La **GUY BROUTY**

moitié de la Sexe. Ce qui y pourrit

n'est évidemment pas gâté (pluriel).

- 10. Fait appel. C'est un carré. Frétillent leur vie durant. - 11. La

c bouisie » d'un travailleur. Produit

das cious. - 12. Bruit. De quoi museler. Figure biblique. -

13. Explosait quand on la soulevait. Se débite en tranches. Tête cher-cheuse. – 14. Ecorchée par un coup

de fueil. Tricote dans la rue.

planches. Digne d'un don.

15. Prêtes à monter sur lee

Solution du problème nº 5805

Horizontalement

l. Brillents. – II. Our. Vasu. -

. Ume. Rieur. - IV. Ténues. RM. -

Des régions françaises s'affichent à Séville

مي زمن ريوما،

L'Exposition universelle n'a attiré qu'un petit nombre de collectivités territoriales Contraintes financières et électorales obligent

SÉVILLE

Ser la differente des pomis de m of gentle out in prodection

the state of a matrice des sing.

ment, dans to morde Rentin

or 20 to 19 TALSE - Som les re-

the completion of passent is see

the same and the arms of great as set

ta fanbier in meking erbogen

The activities are

efrange .

. Notes their return that an aspessed

tel defect ou dent a prior b

Character and towards bound

filent tertain on feverine as

men de etterten français de la

The action and a comme set so

יש ביים ביים ביים וויים וויים מונים מונים

autonie denie in come Za

at auffer ein enternabented G.

PRODUCT .. OF FO & DIETRE

men stre met tot du Sentag

Section of the Parties.

the report of the state of

THE PERSON AND THE THE

the Bush to thomstones a

the second second second

they be the continuent of better

A Marie Contract of the Contra

AAV BE TO AMARIE SEE

Committee our de ettern

Die Bieffenten in Geraufe Lie.

saviet of a tree per distance

her function of the hoped body

ereden nie alle in in in de 1 sa sanz-

les characters for thems an

The second of the second second

1.12 - T. 18 - 18 1 18 2

17 ---- 470 88

JACCLES SME

such age out make t

And the second second

general de division Michel Bri

recoit sa quatrieme étoile

Committee of Title:

e inditar i de p

स्थापके के राष्ट्रांत अस्त । अ

and the later than the

August 1 2 cg

横一直 医静脉造 电二元管 电电流

御が城市 きょうばい (は)

emoide pri militares

THE THE ME AND SHOPE

THE PARTY OF THE PARTY

swa waterace to fifther

经支付的代表 5 不是

医 機能 被南门大陆广告。

shake 14 instruction

AND I BOOK TO A TO A

the matter of the

grand and an area

Market and controlled the

***** *** ******

a sympt of theretail is

Charles mertiniten in

Marie officially of \$4 Mil.

the Charles of Account on South

with the Mark Market in the Ar-

April 10 Miles of the

m 70 4 4.2.12

.g.utd V.

1 41 W. W. - CO.

44 Agrania . 82. 14

paid they requirely the many that the

mak tanda yan angugizin "

appropriate the personal sixt.

THE REAL PROPERTY.

These commercials

and the legisla same are

A to beneficial the new

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

stated better the

the season, we consider the

Marian Bulletinia Maria Trans

de notre envoyé spécial

NE maquette de plâtre peint, évoquent des paysages franciliens, sur laquelle des trains électriques et un petit avion font des boucles. Au début du mois de mai, l'aspect naîf du stand de le réginn lie-de-France, instellé pour une semeine, détonne dans l'univers « hi-tech » du pavillon français de l'Exposi-tion universelle de Séville. Pour M. Micbel tion universeue de sevule. Four M. Michel Girand (RPR), président du conseil régional, e il est normal que la plus grande région française soit présente, sur le parillon de la France ». Meis M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), vice-président, ajoute : a Il ourait cependant été préférable que les régions francaises modules et de président que film nous le caises produisent ensemble un film pour le e puits d'images.»

Sept régions sont présentes officiellement à l'expositinn : Alsace, Poitou-Charentes, Lorreine, Champegne-Ardenne, Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Lan-gnedoc-Roussillon. La plupart n'ont été ou ne seront à l'affiche qu'une ou deux semaines. Deux départements sont parte-naires du pavillon de la France : la Vienne, pour toute la durée de l'Exposition, et le Gard qui a présenté, pendant une semaine, les grands travaux engagés sur son célèbre

Comme tontes les «forces vives de la nation» ainsi que les appelle M. Gérard Delage, le commissaire général du pavillon de la France, les collectivités locales ont été invitées à participer à l'Exposition au même titre que des entreprises. Mais la « scénographic » choisic laisse peu de place à une présentetion classique des atouts de la France dens les domeines du tourisme, de la culture et de l'économie. Scule, une galerie autour du « puits d'images », l'ettraction du pavillon de la France, présente à l'aide de « machines à voir » et sur des « espaces », les différents partenaires de l'opération.

Les responsables du pavillan français reconnaissent que l'appet au partenariat des entreprises et des collectivités locales a non seulement témoigné de le volonté de faire une «vitrine» de Séville, mais e également répondu à des nécessités bndgétaires. « Les pouvoirs publics ont investi 350 millions de francs dans la mission de la France à Séville. Les opérations de partenariat nous ont per-mis de rassembler 40 millions de francs supplémentaires », assurent-ils.

Les modalités de ce parteneriat ont sou-

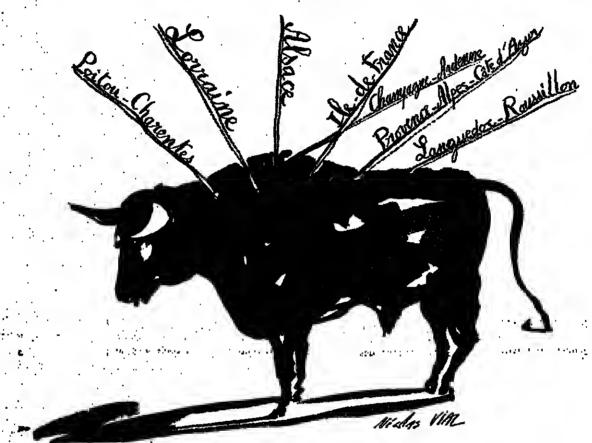
Les modalités de ce parteneriat ont souvent été décidées eu cours de négocietions ponetuelles. Le conseil régional d'Alsace, qui est un des « partenaires officiels » pendant la durée de l'Exposition, a négocié son contrat avec le COFRES (Commissariet général de la France à l'Exposition de Séville) an cours d'une réunion d'information à l'enterne de l'ent tion à l'eutomnc. « Nous n'étions pas intéresses par la proposition officielle d'être pré-sents une nu deux semaines, raconte M= Josiene Lennrmand, directrice de la M= Josiene Lennrmand, directrice de la communication du conseil régional d'Alsace. Nous recherchinns alors, depuis deux ans, un évènement international pour relancer le développement de la région. Et le COFRES a fisalement accepté notre idée de faire de nous un partenaire officiel et exclusif, au titre des collectivités locales. » Une participation dont le « droit d'entrée» est de 3 millions de francs, le même que pour de 3 millions de francs, le même que pour les entreprises partenaires, meis qu'il faut comparer aux 500 000 francs demandés aux eutres collectivités locales pour être présentes nne semaine dans le pavillan à l'architecture audacieuse et an toit tendo entre des piliers chromés.

Douze des vingt-deux réginns françaises avaient, dans un premier temps, répondn fevorablement à l'invitation du COFRES. Plusieurs ont changé d'avis en raison des élections régionales du mois de mars. C'est le cas de la Bourgogne, dont le président, M. Raymond Janot (UDF), qui ne se représentait pas, ne voulait pas engager son successeur. Les 200 000 visiteurs quotidiens de l'Exposition unt ainsi perdu l'occasion d'assister à des vendanges sur le parvis aux dalles transparentes. Jui laisse annaratre. dalles transparentes, qui laisse epparaître marques et logos des partenaires du pavildeux juurs dans le capitele andalouse à quelque deux cents scolaires. Ponr récompenser einq classes de seconde et une classe de cinquième, lauréates d'un concours régional feisant appel à l'imaginetinn, le conseil a proposé sux jeunes une escapade sur les rives du Guadalquivir.

M. Jean-Pierre Raffarin (UDF), président de la réginn Pnitnu-Charentes, est satisfait des choix qu'il e faits, « Nous avons loué un hotel particulier dans la vieille ville jusqu'au 12 octobre. Et nous sous-fauons cette « maison de la région » au club de vingt-cinq partenaires économiques que nous avons créé à cette occasion, ainsi qu'au conseil régional d'Aquitaine, au département de la Loire-At-lantique et à la ville de Bordeaux » Cette

raconte M. Denis Mallet, chargé de la mis-sinn des affaires culturelles eu conseil régionel. Naus pensons que natre présence à Sèville et la reprise de l'Exposition à Mant-pellier en 1993, lors des Jeux méditerranéens, vont favoriser l'image du Languedoc-Roussillon, »

Mais c'est l'Alsace qui a pris le plus de risques en engageant la mnitié des 12 mil-lions de francs de son budget de communi-cation pour être présente à Séville. Dans l'esprit futuriste du « puits d'images », an centre du pavillan français, l'« espace » de l'Alsace comprend trais cent einquantedeux petits écrans à cristaux liquides enchassés dans eutant de dalles de verre qui couvrent le sol et trois murs. Ils sont censés



Mais beancoup de régions ont finalement renoncé à l'Exposition pour des raisons budgétaires, e Le rapport entre le cuût de l'opération et les résultats que l'un pouvait en attendre ne nous a pas semblé favorable », explique M. Jacques Kergoat, directeur de la promotion et de la prospective au conseil régional de Bretagne. « Nous avions eu l'occasion de faire parler de la région Rhône-Alpes avec les Jeux olympiques, notre budget consacré aux relations internationales n'est pas extensible », précise de son côté M. Jacques Gantier, secrétaire général du conseil

C'est justement pour améliorer la rentabi-C'est justement pour améliorer la rentabi-lité de l'opération que, parallèlement à leur participation « officielle », des réginns ant profité de l'Expositinn pour mener à Séville d'entres opérations de relatinns internatio-nales. Grâce à un budget d'un million et demi de francs, qui ne ponveit être utilisé pour cause de campagne électorale, le réginn Poitou-Charentes e décidé d'envoyer un millier de typéens à Séville. Les Pays de un millier de lycéens à Séville. Les Pays de le Loire, non représentés dans l'encleve française, ant chaisi d'affirir un voyage de

npératinn, qui pourrait ne rien coûter, a permis de concrétiser des projets de coopé-ratinn evec l'Andalousie. Près de trois cents entreprises sont enncernées par des échanges dans les domaines de l'equaeulture, de l'eutomobile, de l'aéronautique, des metérieux composites ou de l'egro-alimen-

Le Languedoc-Roussillon avec la Vénétie et l'Andalousie

Bien que partenaire du pavillnn de la France, le Languedoc-Roussillon est présent, pendant six mnis, dans le mnnastère Santa-Maria de Las Cuevas, seule construction historique dans l'enceinte de l'Exposition. Avec l'Andalousie et la Vénétie, cette région enproduit une expositinn sur « Le paysage méditerranéen ». Des chercheurs du CNRS ont proposé eu conseil, après le refus de celui de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de s'associer aux deux autres régions méditerranéennes pour présenter trois cent quatre-vingts œuvres d'art sur le thème de cette mer qui les borde tous. « Le message sur l'environnement nous a tout de suite séduits,

présenter la qualité de l'environnement et des infrastructures de le région. Au centre, des écrans interactifs permettent de faire défiler des séquences de présentetinn de cent entreprises partenaires. Un parti pris qui leiteprises partenaires. Un parti pris qui laisse un pen perplexes les visiteurs, mais qui répond parfaitement, selon les ini-tiateurs de l'opération, à le volunté de faire de l'Alsace une réginn exemplaire dans ses relations avec l'étranger.

Le conseil régional d'Alsace a trouvé dix sociétés et quatre-vingt-dix PME, qui ont versé respectivement 200 000 et 25 000 francs obseune pour s'associer à l'npération. Elles bénéficient d'une aide pour des enntacts directs evec les entre-prises espagnoles. Car une Exposition universelle est aujourd'hui un lieu d'échange de connaissances, mais aussi un moven de cantacts entre les entreprises du monde entier. Et les collectivités locales françaises présentes en Andalnusie ont evant tout sou-heité utiliser Séville comme tremplin pour leur développement économique.

CHRISTOPHE DE CHENAY

A la recherche des entreprises

OUR les professionnels du développement local, le prospection toue azimuts serait la maladie infantile des collectivités en quête d'entrepreneurs. ell faut une stratégies, assurent-ils (le Mande deté 14-15 juin). Oui, mais laquelle? Les quelque deux cents collec-tivités, villes, départements et regions, qui viennent de e'expaser à Paris, à l'occasion du Salan «S'implenter», n'ant guère semblé avoir de doctrina en ce domaine.

Très peu de développeurs prétendeient cibler leure recherches sur un secteur économique précis. « On frappe à toutes les portes. On cherche plutôt les entreprises qui vont evoir des problèmes de taille, car on a de la plece à leur nffrir », déclarait un professionnel de la région Auvergne. De façon unanime, les exposants ee disalent prêts à eccueillir e tout ce qui se présente, hormis les gros pollueurs ».

C'est pourquai leur communicetion ne se vouleit pas sélective. Le plupart faieclent l'Inventaire de leurs innumbrables «atouts», quitte à ce que leur.imege se confande evec celle des concurrentee, elles eussi a désenciavées ». « vouées à jouer un rôle de carrefour », et généralement ectives dans l'agroalimenteire ou la filière « bois ».

les cibles

Rares sont les téméraires qui osaient, telles l'Ouest-Atlentique, essociation créée par le DATAR et plusieurs réginns, mieer tautes leurs cartes sur quelques secteurs de pointe. « On ne veut pas evoir l'eir de faire les difficiles. On risquereit de manquer des entrepreneurs pntentiels », eraignait un prospecteur lorrain.

Une collectivité dnit-elle se donner une imege de marque? Sur cette questian, les evie restalent partagés. « C'est un luxe que nous ne pouvons pas nous offrira, estimait un animateur francilien. «L'imege peut être réductrice. Attention à la mnn-industrie (» s'inquiétait un de ses collègues, saucieux de diversifier le tissu local.

ell faut se faire conneître sur des produits d'appel, mais garder plusieure cordee à enn arc », ennseillait une jeune ennsultente, prenent en compte ses leçons de marketing. Finalement, tout le monde sembleit d'accord sur la nécessité de cibler. A condition, toutefoie, qua les cibles soient

« Il faut créer les conditions d'une nouvelle culture de ville »

nous déclare M. Jacques Auxiette, président du comité de promotion des transports publics

Cinq maires de grandes villes et M. Jacques Auxiette, maire de La Roche-sur-Yon, ont été reçue, mardi 16 juin, par le président de la République pour lui présenter le dossier des transports collectifs urbains. Ces élus souhaitent qu'une taxe additionnelle sur les produits pétrollers participe au financement des transports dans les agglomérations, ainsi que l'explique le président du comité.

« Pourquoi faut-il promouvoir les transports publics?

- Aujourd'hui les transports en commun sont devenus un élément important de la vie de la cité. Les habitants des villes, qu'ils en soient des utilisateurs ou non, reconnaissent la nécessité de ce service. Ils

savent que la voiture individuelle n'est pas le remède miracle aux problèmes de déplacements urbains, un sondage a même montré l'an passé mesures pour diminuer la circulation dans le centre des villes.

Mais, bien souvent encore, ils

maux : les embouteillages et des transports collectifs peu performants. L'objectif de notre comité est de promouvoir une nouvelle culture urbaine. Nous souhaitons aider les maires à expliquer aux citadins que le bus peut faire partie de leur environnement, qu'il est possible d'aug-menter la qualité de l'offre et la quantité des rotations, que d'autres modes de déplacements collectifs

gers ou aux élus?

- Notre première cible est celle des décideurs, qu'ils soient politique trois quarts des personnes inter-rogées étaient fevnrables à des avec les entreprises qui s'acquittent dn versement transport. C'est eux que nous evons voulu convaincre, par l'intermédiaire d'une campagne regient leur conduite en fonction de de promotion, qu'il n'y evait pas ce qu'ils considérent comme deux des aspects négatifs, des bus en retard ou inconfortables, des passagers mécontents ou des conducteurs irascibles. Le décor n'est pas seulement noir, il existe aussi des réussites. Nous avons essayé de les mettre en avant pour aider les maires dans leurs démarches novetrices, pour en convaincre d'antres qu'ils ne devaient pas baisser les bras an premier obstacle.

- Vous avez su les convaincre?

biliser des agrands maires» au problème des transports collectifs. Jusqu'alors les associations, comme le Groupement des autorités responsables des transports (GART), rassemblaient des «seconds couteaux», généralement des adjoints au maire ou des vice-présidents de communautés urbaines. Nous avons réussi à faire passer l'idée que les questions de transports devenaient un enjeu important qui nécessitait l'intervention du plus haut magistrat de la cité. Un message qui a été repris par l'Association des maires des grandes

> Live la suite page 13 Propos recuellis par SERGE BOLLOCH et MARTINE LARONCHE

Le Monde

Collectivités territoriales

UNE NOUVELLE RUBRIQUE SPÉCIFIQUE POUR VOS RECRUTEMENTS

Chaque mardi (daté mercredi) dans :

Le Monde

Renseignements (1) 46-62-73-02.

REPÈRES

AQUITAINE Le rachat d'une caserne permet à Bayonne d'aménager son centre

LA caserne de la Nive, un ensemble de terrains et de bâtiments qui s'éten-dent sur 86 000 mètres carrés au cœur de Bayonne, va changer de pro-priétaire. Le ministère de la défens vient de donner son accord sur les conditions de vente des locaux et des conditions de vente des locaix et des terrains de cette caserne, pour la soume de 25 millions de francs. Un accord qui va permettre à la ville de mettre eo chantier le programme «Caserne de la Nive-Château Neuf», un espace où elle envisage de construire 40 000 mètres carrès.

Dans quelques années, c'est un nouveau quartier de Bayonne qui aura pris place à cet endroit avec la isation d'un groupe scolaire, de ieurs commerces, d'une crèche et même d'une antenne universitaire Au-deià de ce rachat et de cet amé nagement dans le quartier du Petit Bayonne, tout le secteur est appelé : bayonne, tout le secteur est appear a changer de physionomie. Actuelle-ment, les halles sont en cours de démolition, à quelques centaines de mètres du futur quartier, et leur reconstruction doit donner maissance

ILE-DE-FRANCE De faux PV pour prévenir les vols en Seine-Saint-Denis

A FIN d'attirer l'attention des auto-mobilistes sur les vols à l'intérieur des véhicules, les polices urbaines du département de la Seine-Saint-Denis, en partenariat svec la préfecture, organisent, pour la troisième année consécutive, une campagne de sensi-tation des conferences Dès le 22 juin et pendant un mois, les policiers et îlotiers vont apposer sur les parebrise des voitures en stationnement des petits « papillons » verts, semble bles à des contraventions, pour inciter les propriétaires imprudents à ne pes tenter les voleurs.

Pour une plus vaste diffusion de l'information, la Poste et le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA) ont accepté de s'associer à cette campagne. Treote mille brochures relatives au voi à la roulotte, éditées par le CDIA, vont dans tous les bureaux de poste et les commissariats du département. Toutes les lettres en partance de la direction des polices urbaines de Bobigny porteront une flamme spé-ciale « Police conseil : automobilistes ne tentez pas les volcurs, enlevez

HAUTE-NORMANDIE Renaissance de la ligne Dieppe-Newhaven

٦.

DIEPPE a failli voir disparatre ce qui, depuis des années, fait vivre ses quais et aide le commerce local : la ligne maritime TransManche. Une liaison avec l'Angleterre par laquelle transitent, les bonnes années, jusqu'à transitent, les bonnes années, pusqu'à un million de passagers, dont 80 % d'Anglais. La décision de la Société nouvelle d'armement TransManche (SNAT), filiale de la SNCF, de stopper l'exploitation de ses deux cars-ferries à la fin du mois d'avril 1992 était irrévocable. Faute d'alternative, l'économic de l'armeire d'armeire de l'armeire de l'armeire de l'armeire de l'armeire de l nomie dieppoise ne s'en serait pas

La reprise de la ligne par l'arme-ment suédois StenaLine soulage les élus comme les responsables de la chambre de commerce. StenaLine a repris l'ensemble de l'exploitation le repris l'ensemble de l'exploitation le 3 juin avec deux allers et retours quotidiens (quatre heures de traversée) et
a rebaptisé les deux navires StenaLondoner et Stena-Purislen, remettant
à l'honneur le slogan qui faisait de la
ligne Dieppe-Newhaven «le plus
court chemin de Paris à Londres».

POITOU-CHARENTES Nouvel auditorium à Poitiers

LA ville de Poitiers a perdu, provi-soirement, une salle de concert rock baptisée Le Confort moderne. Mais dans le même temps la préfecture de la Vienne s'enrichit d'un nouvel audiprès du conservatoire national de romane de quartier rachetée par la

Désacralisé depuis la Révolution, cet ancien lieu de culte avait servi, ces demières années, d'entrepôt à une société de travaux publics avant d'être reconvertie en brio-à-brac par les compagnons d'Emmaiis. L'église romane transformée doit servir de lieu de travail aux élèves du conservatoire. Elle peut aussi acueillir deux cents mélomanes, et peut-être des rockers privés de musique à la recherche de nouvelles formes d'ex-

Lille séduite par Bruxelles

La préparation du schéma d'aménagement est l'occasion d'une remise en cause du rapport privilégié avec Paris

de notre correspondant

A prochaine réalisation du TGV-Nord et l'onverture du tunnel sous la Manche vont modifier les données de l'aménagement du territoire dans le oord de le Fraoce. La dimensico enropéenne doit être prise en compte dans noe région qui se situe à proximité de plusieurs autres pays membres de la Communanté. L'egglomération lilloise, qui prépare un schéma direcement et d'urbanisme (SDAU), le précédent datant de 1971, s'efforce de réfléchir en fonc-tico de ces données. Les assises organisées les 11 et 12 juin, par la communauté urbaine de Lille, oot été l'occasioo de formuler sune approche nouvelles de l'avenir, selon l'expression de son président,

Depuis 1971, l'environnement a coosidérablement changé. Le SDAU o'est plus conçu comme un simple outil d'aménagement de l'espace, qui viendrait répoodre enx contraintes d'une économie natio-oale eo développement, mais comme l'instrument d'une stratégie définie. Pour Lille et son agglomé-ration, il s'agit d'entrer dans le club des graodes métropoles euro-péennes du vingt et unième siècle.

L'agence d'orbanisme a dooe commandé à M. Charles Gachelon,

universitaire lillois, une étude sur les conditions de emétropolisations d'une agglomération. Au terme d'une enquête meoée dans dix grandes villes à travers le monde, l'auteur a repertorié les conditions nécessaires à la réussite d'un pari comme celui de Lille. Premier critère: l'offre de bureaux, de services, d'équipements doit atteindre un seoil suffisant. Ensuite, qu'ii s'agisse de l'activité culturelle, de l'architecture ou de l'habitat, la cité doit viser le haot de gamme. Elle doit aussi soigner soo image, en s'appuyant sur des esignes urbains-identifiés, un immeuble phare par exemple, des évènements d'importance. Les infrastructures n'échappeot pas à l'inventaire, pas de grande métropole sans séroport international, sans transports en common adaptés, ni oniversité renommée. Enfin, l'aire de amétropolisations doit être conséquente,

Porte de soo millioo d'habitants (soo bassin atteiot un million et demi de personnes et s'étend jusqo'en Beisique), l'agglomération lil-loise oe part pas démunie. Cepen-dant, elle doit evouer de sérieuses faiblesses. Ainsi, sa populatioo se révète insuffisamment qualifiée, le cadre urbain est dégrade dans certains quartiers, il lui reste des friches industrielles,

celie de Hanovre, par exemple, rayonoe sur plus de quarante kilo-

Eo cutre, sa positioo carrefour entre Paris, Loodres et Bruxelles

peut certes, constituer un atout, à peut certes, constituer un atout, à condition de oe pas se laisser étouffer ou écarteler. Le débat qui agite la métropole lilloise sur l'avenir de soo aéroport international est révélateur : lui est-il possible de miser sur cet équipement, alors que dans l'avenir, le TGV metra Lille à cinquante mioutes de Roissy et à seivante de Royaller?

soixante de Bruxelles? Ouels que soient les atonts et les faiblesses, la mobilisation de tous les acteurs devrait permettre d'avancer. A cet égard, le succès de ces asssises semble encourageant. Encore fant-il déterminer les choix stratégiques. Le professeur Gachelin evance, entre autres hypothèses, une sorte de révolution à 180 degrés du positionnement lillois. Il suggère que la ville joue la carte internationale comme «fonction déterminante de la métropolisations. Plus coocrètement, celle-ci devrait, seloo l'universitaire, se tourner plutôt vers Bruxelles que vers Paris.

Le projet de création d'un événement commun

all n'opparaît pas convenable, écrit-il, de tenir une stratégie de positionnement concurrentiel par rapport à Paris et à Londres (...). Par contre, une tout autre strategie est possible vis-à-vis de Bruxelless.
Ville capitale et pôle européen.
Bruxelles est en effet, confrontée à d'importantes difficultés liées à l'exiguité de son territoire et à son

environnement déchiré entre les communantés wallone et flamande. En conséquence, le professeur Gachelin propose d'inscrire Lille dans une nouvelle « métropole bipo-loire» co-delà des frootières actuelles. L'agglomération française fonderait alors « son émergence sur la fonction internationale d'expansion des services et des entreprises liées à lo présence de la CEE dans la ville capitale Bruxelless.

Certains envisagent des lors le développement de l'aéroport lillois eo lien étroit avec celui de Bruxelles, avec, en corollaire, une hiaisoo TGV cadencée entre les deux. D'autres rêvent, à la création d'un « événement» commun. Pourquoi pas les Jeux olympiques en l'an 2004?

«N'alions pas trop vites, a toute-fois insisté M.Pierre Mauroy, soucieux de tempérer les ardeurs et de oe pas froisser ses voisins belges par des annonces prématurées et 000 cooccittes. e Je n'ai pas suffi-samment entendu parler de Londres au cours de ces assises, 2-t-il expliqué en substance. Même s'il faut que en suistance, neeme s'il juit penser international, il ne faut pas nègliger la chance ou le risque que-présente la proximité de Paris. » Chance parce qu'il faut bien penser en termes de métropole d'équilibre pour déseogorger Paris, risque parce que la force d'attraction de la capitale reste très importante. Le maire de Lille oe veut pas non plus oublier le bassin minier qui o'a, selon lui, d'autre aveoir que dans

une relation avec is ville-centre. Deux points que ne nie d'ailleurs pas le professeur Gachelin dans son étude.

Lille ne doit pas attendre son développement de l'extérieur, sur lequel il lui faut évidemment s'ouvrir, mais de ses propres forces. C'est de sa volonté exprimée dans un consensus que pourra naître une véritable métropole. Claude Nenschwander, président du groupe Ten, a affirmé pour sa part que l'avenir de l'agglomération passe-rait d'abord par un « développement

A partir du constat de la polyva-lence do bassin lillois (1), Claode Neuschwander propose trois choix stratégiques: la priorité industrielle (autour du textile, de l'agroalimentaire, insuffisamment reconnu; des iodustries graphiques; de l'équipement industriel; de la micro-électronieur neu présente dans la mem monstriet; de la micro-elec-trooique peu présente dans la métropole en dépit d'un oiveau élevé de la recherche scientifique); le développement de la vente par correspondance et de la grande dis-tribution; le renfocement des ser-vices. Enfin l'émergence d'un pôle transport-logistique avec, pourquoi pas, l'installation à Lille de la direction transports de la CEEI Ce qui reovoie à ce nouvel axe Lille-

(1) Voir à ce sujet l'étude Lille euros

DÉBAT

De la communication politique à la communication citoyenne

par Vincent Guiheneuf et Patrick d'Humières

y a deux ans, le législateur imposait un distinguo subtil entre les dépenses de communication des élus et celles des collectivités. Qu'on s'en souvienne! sentaient que le moment était venu de clarifier leurs rôles aux yeux do public, en séparant le temps de la gestico do temps de l'élection, les professions intermédiaires, publicitaires en tête, crizient à l'étouffement des libertés d'expression.

L'expérience des dernières élections locales a tranché. La loi o'a pas étreint les candidats. On e subs-timé le dialogue direct aux épanche-ments incantatoires en quadrichromie. Et les collectivités oot mis un frein à la personnalisation de leurs messages, s'efforçant maintenant de réfléchir à la pertioence de leurs investissements de communication, autrement qu'en termes de tonnes de papier et de campagnes lessi-

La principale vertu de la loi de 1990 e été de démontrer qu'il existe une ligne de frontière praticable entre la communication de nature strictement politique, visant les élec-teurs, à la charge des candidats, et la communication citoyenne, visant les habitants d'une collectivité, usagers et contribuables, à la charge des ins-titutions. Cette dissociation o'est pas seulement un progrès dans la gestion démocratique, au com du bon usage des ressources publiques. C'est une avancée conceptuelle en

Un enjeu de démocratie

Elle amène à considérer la responconstruire une relation d'échange evec les citoyens, aotrement que d'un point de vue marchand, univo-que et idéologique. Car les Français ne considèrent pas que les collectivités locales pèchent per excès d'infor-mation, ni même qu'elles dépensent trop d'argent à cet effet, comm dique on soodage IPSOS réalisé pour le colloque de Communication et citoyens. On constate dans les réponses des personnes interrogées une demande réelle, voire une incitatioo à faire plus. Pour ces persomes' l'information locale est une récessité moderne qui e son coût, même si l'avertissement est clair : dépenser ce qu'il conviect, c'est-àdire avec mesure et de préférence pour des actions informatives, pas

trop publicitaires, ni politiques. Mais qu'on ne s'y trompe pas : la communication citoyenne qui asso-cie les habitants des villes, des régions et des départements à la vie de leur collectivité, à leur développement et à leur rayonocment n'est pas une communication apolitique

doit de l'être celle des services publics. Elle exprime des choix de gestion engages et elle s'appuie sur des valeurs proclamées. Amaigamer abusivement ce qui ressort de la communication publique, expression du gouvernement d'une part et pédagogie des services publics d'autre part, avec la communication des collectivités locales reviendrait à nier dix ans de progrès de décentra-

En profitant du courant d'opinion qui appelle de ses vœux une plus grande affirmation des responsabilités locales et un accroisse ment de la gestion de proximité, dans l'Europe des Etats, face à des administrations qui ne parviennent toujours pas à penser autremeot qu'eo termes d'usagers, les collectivités oot uo enjeu de démocratie à relever.

Elles doivent donner vie et réalité à cette communication citoyenne, forme moderne de la relatico civique. En modernisant l'information de service, d'abord, pour porter à la comaissance de tous, également, les réalisations, les projets et les activités de la collectivité dont ils peuvent

En osant ooe communi cation interactive et directe, pour faciliter le dialogue, les échanges et l'expres-sion en retour des habitants, sur tous les sujets qui les concernent, à une époque où les bonnes décisions sont seulement celles qui ont été lar-

gement débattues et comprises avant de s'appliquer. En pariant enfin sur une communication de vérité qui doit substituer aux artifices de la séduction les preuves concrètes qui font la force d'une collectivité. «L'image ne fait pas le produit », ou pas très longtemps, aux yeux d'investisseurs ou d'habitants surinformés, mobiles et confrontés à des offres variées et innovantes; de la part de tous les acteurs locaux.

Plus que des principes de fooctionnement, ce sont là les vertus de la communication citoyenne et pour les élos les exigences à intégrer, pour ne plus considérer la communicatioo comme une mode des temps ou une imitation de l'entreprise.

En s'affranchissant des tentations électoralistes et en évitant de reproduire les erreurs commerciales qui font de la forme l'alibi do manque de message et de la dépense dispro-portionnée l'excuse du défaut de réflexion, les collectivités locales, si elles le veulent, peuvent apporter aux citoyens une forme véridique et utile de dialogue qui les réconciliers avec la communication moderne.

▶ Vincent Guihensuf est directeur de la communication gogne et président da Communication et citoyens. Patrick d'Humlères est profesesur

BLOC-NOTES

AGENDA

Fondation pour la gestion des villes organise un colloque intitulé «Intercommunalité, un nouvel essor?», mardi 23 juin, à Paris . Les intervenants feront le point sur les incitations financières et fiscales des nouvelles structures intercommunales instituées par la lo du 6 février 1992, ils compareront

villes et des districts. Ils présenteront la méthode permettant de passer d'une structure à l'autre. >Renseignements au (16-1) 42-56-39-70. Développement local et

intercommunalité. - A l'occasion

de leur fusion, la Fédération des . pays de France, que préside M. Michel Dinet (PS), député de Lorraine, et l'Association nationale pour la développement local et les pays (ANDLP), présidée M. Jeen Gatel (PS), député du Vaucluse organisent une journée d'information sur l'intercommunalité et le développement local, mardi 23 juin, à Paris.

► Renseignements au (16-1) 42-02-04-37. D Communication locale. -«Communication et citoyen». association pour la développement de la communication des

collectivités locales, organise, en 1992, une série de conférences. La prochaine a lieu au Sénat, à Paris, le vendredi 26 juin, à pertir de 9 h 30, sur le thème : a Villes, départements récions : vers une communication citoyenne».

➤ Renseignements au [16-1] 45-79-25-65.

PUBLICATIONS

d'Alsace et de Moselle. ~ Le conseil général du Bas-Rhin vient d'éditer un guide pratique des associations qui rappelle le statut particulier dont elles bénéficient dans le département. Elles ne sont pas soumises, comme les autr associations françaises, à la loi de 1901 mais au code civil local d'Alsace-Moselle. Clair, facile à niliser, ce guide gratuit epporte des réponses concrètes et pratiques à tous les problèmes de la vie

►Conseil général du Bas-Rhin, Hôtel du département, place du Ouartier-Blanc, BP 1012, 67070 Strasbourg Cadex. D Petites villes et

développement. - L'Association des petites villes de France, que préside M. Martin Malvy, maire (PS) de Figeac (Lot), vient de publier un Guide méthodologique du développement des petites villes. Les auteurs, professionnels du conseil, insistent sur la nécessité de suivre une méthode pour faire du développement : établissement d'un état des lieux, définition d'une stratégie, délimitation d'une sphère d'influence, mise en œuvre d'un regroupement intercommunal. ► 65 pages, 150 francs, APVF, 5-7, rue Paul-Louis-Courier, 75007 Paris. Tél. : (16-1) 45-44-00-83.

EXTES

Emplois à temps non complet

N décret modifiant des dispositions reletivas à la fonction publique territoriale est paru eu Journal officiel du 12 luin. Ce texte eméliore la carrière de certaines catégories de personnels : administrateurs territoriaux, secrétaires généraux des villes da 5 000 à 10 000 habitants, dessinateurs, egents techniquae, de

matrise, agents de salubrité. Il précise des dispositions statutsires, concernant les filières culturelle et administrative, et améliore les conditions de gestion des personnels ainsi que le fonctionnement des organismes paritaires. Il élargit, enfin, les modelités de création d'emplois à temps non complet. Cette mesure, qui devrait donner à toutes les collectivités locales la possibilité de créer des emplois è temps partiel, avait été approuvée à une large majorité par le conseil supérieur da la fonction publique territorisie (le Monde deté 8-9 mars).

COURRIER

La situation financière des communes en Provence-Alpes-

Côte d'Azur A la suite de la publication dans le Monde daté 17-18 mai de l'article de Guy Porte «Des communes au bord du gouffre», deux étus du Yar, M. Max Piselli, maire (UDF-PR) de Draguignan, et M. François Léotard, maire (UDF-PR) de Fréjus, protestent contre la citation de leurs communes parmi les cas évoqués dans le bilan d'activité de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 1990.

«Ie tiens à vous signaler, nous écrit M. Piselli, que les finances de Draguignan ne sont pas «plus ou moins dans le rouge» ainsi que peut le laisser supposer votre article et que nous ne sommes pas, tant s'en faut cen état de cessation de paiement (...)». Les résultats des derniers comptes administratifs de 1987 à. 1991 font ressorter un excédent de gestion confortable de 14 à 38 MF pour un budget de l'ordre de 250 MF (_). Cette bonne situation financière nous a même permis de nous désendetter partiellement en

M. Léolard offirme, de même, qu'oncur des « cas » analysés ne peut concerner la commune de Fréjus. «En matière financière et budgétaire, écrit-il, le seul grief qui nous est fait se rapporte à la faiblesse de l'autofinancement net. En regrettant que cet autofinancement net soit insuffisant le mésident lée la chambrel constate. le président [de la chambre] constate que la pression fiscale relevant de la compétence du conseil municipal o'a pas varié à Fréjus depuis 1982». M. Léotard reprend, par ailleurs, l'argumentation qu'il avait employée dans sa réponse à la lettre d'observa-tions provisoires de la chambre en soulignant que «les difficultés à déga-ger un autofinancement net suffisant provieonent de la faiblesse de la dotation globale de fonctionnement».

(Le bline d'activité de la chambre régio-nale des comptes se citait, nommément, anome collectivité. Nous indiquions, tou-

telois, que la piapart des ess cités dans ce bilan étaient extraits de lettres d'observa-tions définitives qui font, elles, l'objet d'une publicité. La chambre a tien exa-miné les comptes de Dragaignan mais sa lettre d'observations portait sur les exer-cices de 1983 à 1987 – c'est-à-dire sur la gestion des prédécesseurs de M. Piselli -et le ces de cette commune avait été évo-qué dans le bilan d'activité de 1989 et usu dans calui de 1990. Il s'agit donc d'une errour matérielle dont nous nous exemptes.

Le cas de frejus est différent puisque la chambre a núreszé à catte comamna, M. Léctard le rappelle ini-méme, me lettre d'observations définitives en date du 14 may 1991 dont le Monde avait d'allleurs renda compte dans son numéro du 5 avril suivant. Les magistrats des comptes narrelllais critiquaient, en affet, l'insuffisance du l'autofisancement net, mais sussi les conditions dans lesquelles avaient été passès les marchés publics dans crite commens sente 1983 et 1985. On aura compris que le document du trente-truis pages de la chambre régionale des comptes na se rapportait pas seniement à la situation financière des commens muis à un ansamble de pratiques legées « aucomades » sar cette juridiction, dont certaines reprochées à Fréjus. Nous a trons donc pas, comme M. Léctard s'est era miterisé à nous le reprocher, « mit à Fréjus et à son maires. G.P.) Le cas de Fréins est différent miseus in

47.5

Ecologie urbaine à Paris

idoy in 150

Espaces de week-end, chemin vert, piste cyclable... la mairie du 13° arrondissement innove en proposant des équipements légers

ÉCIDÉMENT le 13 arron-dissement reste le laboratoire d'urbanisme de la capitale. Après les fuguères tours de béton qui ont « agrémenté » le quartier Italie dans les années 60, la nouvelle opération sur dalle de Seine-Rive-Gauche et les tours avengles de la Bibliothèque de France, voici une nouvelle expérimentation. Celle-ci an moins ne porte pas sur des aménage ments lourds, engageant l'avenir pour des décennies, mais sur des équipements légers, reversibles et qui trans-forment la qualité de la vie, sans coûter grand-chose.

D'ici à la fin de l'année les habitants du 13 pourront profiter de trois novations : des espaces de week-end, un chemin vert d'un bon kilomètre et une piste cyclable. L'équipement de l'arrondissement reste inspiré per le pâté d'âlouette, selon la recette ; un cheval de grands aménagements bétonnés, une alouette d'aménités de quartier. Mais l'orientation est si révolutionnaire pour Paris qu'elle en devient un évalement devient un événement.

Des le mois de septembre, environ 2 000 mètres de rues entourant le parc de Choisy, le plus grand espace vert de l'arrondissement avec ses 4 hectares, seront interdites aux voitures particulières durant les weekends. L'objectif est de ménager autour du jardin, où les tout-petits ont leur espace de jeux, une zone urbaine où les plus grands puissent faire du vélo on du patin à roulettes sans être en danger. Des animations permettront aux familles du quartier de profiter sur place de leur fin de semaine sans aller courir les routes. L'ilot convivial ainsi protégé du bruit et de la pollution couvrirs an total une dizaine

Deuxième nouveauté : un chemin vert va être fléché et aménagé entre la Manufacture des Gobelins et la Buttoaux-Cailles, un endroit qui a conservé son charme villageois. Voilà une idée chère à Jacqueline Nebout qui, depuis quinze ans, comme adjoint de Jac-ques Chirac, s'échine de cent façons à

jours fleuri, de l'Hôtel de Ville elle partie occidentale de son arrondissement un plan de la capitale sur ment, la moins touchée par les ZAC. lequel figurent non seulement les Le chemin vert proposé par le mulant un vilain pignon. montre un plan de la capitale sur lequel figurent non seulement les espaces verts municipaux mais aussi les jardins dépendant des établisse-ments scolaires, des HLM, et des ser-vices publics. Il y en a des centaines, couvrant 570 hectares, mais tous fer-més aux piétons ordinaires. L'idée

conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de Paris (1) reliera à

terme le carrefour des Gobelins nu pare Kellerman. Un parcours d'environ 2 500 mètres traversant cinq jar-dins et plusieurs secteurs historiques me celui de la célèbre Manufac-XIII arrondissement

La pression

Selon une étude menée en 1990, 230 000 Parisiens et habitants de la proche banliene pédalent dans la capitale. Comme disent joliment les fonctionnaires municipaux, ils exercent « une pression croissante sur la voirle ». Mais à quel prix! Les deux roues assurent 4 % des déplacements dans la capitale mais il y représentent 30 % des accidentés. Une proportion en augmentation constante, Voilà qui explique que 470 000 autres proprié-taires de bicyclettes (Paris et petite couronne) ne se servent jamais de leur engin de crainte d'y laisser la vie. Bref, l'agglomération recèle un

«Le part du chemin vert», dit Mª Nobout, c'est la découverte des petits bonheurs de la ville.» Commen-taire de Jean-Louis Vidal, seul repré-tentant des Verts au Conseil de peniant des verts un conseil de Paris: «Le réseau vert que nous avons nous-même proposé est beaucoup plus ambitieux car il est un vrai projet d'aménagement urbain, mais les pro-menades de M= Nebout sont déjà mieux que rien. » En tout cas les Parisiens les ont déjà plébiscitées.

Les projets de chemins verts - ils concernent aussi le 18 arrondisse-ment - ont été présentés durant deux sernaines au Furum des Halles. Le livre d'or de l'exposition est un concert de louanges, parfois tempéré de scepticisme. « Bravo, écrit un septunsévaire, mais je suis peut-être trop âgé pour voir la réalisation de ces che-

des vélocipédistes

Troisième innovation, encore plus « audacieuse»; l'onverture d'un réseau d'itinéraires cyclistes. Les res-ponsables de la circulation ont fini par convenir que les vélocipédistes parisiens étaient «increvables». Non sculement ils ont résisté mix inénarrables et périlleux «couloirs de courtoi-sie» imaginés en 1977, mais ils proli-

mobilistes. Leur mise en auvre prouve qu'une mairie d'arrondissement peut être un lieu de gestion innovant.» a Voilà tout de même un début, assurent les représentants parisiens des Verts, Jacques Toubon, qui est plus fitté que ses collègues, flaire les bons coups et se conduit comme un vrai maire d'arrondissement. L'avenir des déplacements dans Paris passe, en effet, par le partage de la voirie. ». (1) CAUE de Paris : 32, bd de Sébasto

Le conseil régional soutient non exploité, faute de pistes. Jacques Toubon et Patrick Trémège, autre étu une société de capital-risque dn 13. ont décidé d'en explorer la richesse. Ils ont convaincu la voirie

grande traversée de Paris, explique

François Ozanne, directeur de la voi-

rie, mais de répondre à la demande

des usagers qui, selon notre étude, se déplacent dans leur quartier sur 5 à 8

kilomètres en movenne. » En effet le

narcours du 13 ne fera guére plus de

7 kilomètres (et non 13 kilomètres

comme l'annance le document de

l'Hôtel de Ville qui, c'est également

une première, additionne l'aller et le

retour D. a Toutes ces idées, explique

Jacques Toubon, ce sont les Parisiens

qui nous les ont soufflées. Elles repo-

sent sur le partage de l'espace public

au profit d'autres usagers que les auto-

MARC AMBROISE-RENDU

LA société de capital-risque Rhône-Alpes Création, constituée en 1989 à l'initiative du conseil d'ouvrir, dans la partie orientale de l'arrondissement, en pleine transformation, une vraie piste cyclable d'enrégional, va progressivement porter viron 2 800 mètres. Large de 2,50 m et séparée de la chaussée, elle nécessison capital en 1992-1993, de 19.5 millions de francs, à 33 millions de francs, en faisant appel à de noutera trois ans de travaux et quelques millions de francs. On n'avan jamais veaux souscriptenrs, issus de l'inva cela dans Paris. Sur cet a axe prindustrie on des services. L'assemblée résinnale, présidée par M. Charles Millon (UDF), va dane laisser cipal» se brancheront des « itinéraires privilégiés » bénéficiant d'aménage ments plus légers (donc moins proté-«diluer» sa part, fixée à environ gés) mais empruntant des rues à fai-20 %, depuis l'origine de l'entreble circulation et desservant des prise. Dans cette initiative, elle a établissements scolaires et des superdéjà été accompagnée par vingtcinq entreprises ou établissements «Il ne s'agit pas de réaliser la

Les charges de finerinnnement de Rhone-Alpes Creatinn snnt payées avec les produits financiers apportés par le placement d'un fonds de réserve de 30 millions de francs, financé pour dix ans par l'assemblée. Ce fonds doit jouer un « rôle d'amnrtisseur », en prenant en charge une partie des pertes provenant de la dévalorisation de certaines participations.

REPÈRES

RHONE-ALPES

La société a réalisé, à la fin du mois de mai 1992, trente-sept interventions dans de jeunes entreprises, pour un montant total de 17 millinns de francs. Dans ce porte-feuille, elle a enregistré cinq défaillances et des difficultés dans trois entreprises. Les sociétés ayant accueilli des participations de Rhône-Alpes Creation emplnient maintenaot près de deux cent soixante-dix personnes.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Gérard Buétas à Lynn el de nos correspondants : Etienne Banzet (Rones), Martine Boulay-Mérie (Bubigoy), Patrick Basquet (Baynane) et Michel

If the contract of the contract o

gradient with the web 📸

12.00

. a.7.77...

and the second

· mesi The April 2

190 × 190 mm m mm

and the state of the

eran project

Company of the second

:41. :33³⁵ \$

37 7 y 35

- " The state of t

riement

gier les ardeurs des cas.

at the enterion. Quantity

c'er: pen dire, si for &

DF. qu'elle Res

in encore plus mile

a co (Win Mais il n'es

parer M Mitterrad e

all traiment talem à

tion brice das Lat.

1.70° event le referente

patron qui mque & pa

.. ces Français, de me

: somme de renauces

disputer subalterna g

ALAIN ROLE

and the property of

.. :: 1 - 125%

- is the same :

r Ludesprim

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

ar emphasize s

the street was the first

to the character.

w 27 27

V W. =

Capital State of Gall and

in the time but like a and the Company of the attention fra ber

Section the area area

M. A STANDARD TO SEE Lange, war in

ASSESSED 1-4

ANTONESS "老女儿子"。

THE THE PROPERTY AND A PARTY OF

新城市 精液性 好

Be The Man

natural file generalis

MM- 14 44 ...

without a market

A. . Marin Specimen

DESTRUCTION OF THE PERSONNELS

Salari a Salari Salari

While his recommend with the

· 多 / 通出期的中枢中

alabati melantata, Mi

Spenier in the second

the state of the

property for t

Marie 2 44. 18 1831

mille miente Todas.

fiften berteiten in berteit ber

Many reference of a fair of the latest

· 一个一个 1700 1900

may your marry wa

« Créer les conditions d'une nouvelle culture de ville»

empruntant les petites rues et reliant

ces différents points verts, publics ou aprivées, de manière à proposer des promemades à l'abri de la grande cir-

culation et de ses nuisances. Jacques Toubon, le maire du 13, a accepté

Un entretien avec M. Jacques Auxiette

» Je pense que, de nos jours, les transports ne sont plus un enjeu de politique partisane, comme ils l'ont été lors de précédentes élections municipales. Le comité de promotion des transports publics cherche à éviter que les choix stratégiques ou techniques de moyens de loco motion ne reconpent des elivages politiques. Le VAL n'est pas bon à Lille et manvais à Rennes nn à Bordeaux. Le tramway n'est pas bon à Grenoble et mauvais à Stras-bourg ou à Rennes. Il faut relativi-ser les vérités politiques lorsqu'elles prennent pont support la technique.

- Les maires vous suivent dans cette démarche censen-suelle?

- L'idée de départ consiste à ras-sembler nos moyens, nos diversités afin que se développe en France une politique concertée des trans-ports qui intègre les besoios des habitants mais aussi les préoccupa-tions des exploitants et des indus-triels de notre pays. Les maires ont participé dès la création du comité, en avril 1991, à une réflexion stra-tégique sur la priorité à accorder aux transports en commun. Des aux transports en commun. Des personnalités politiques, comme Dominique Baudis, Pierre Mauroy ou Robert Vigouroux; nnt décide d'aller plaider ensemble le dossier du financement des transports publics par la création d'une taxe additionnelle sur les produits pétroliers. Cette démarche est intéressante car elle prouve que des élus peuvent se rassembler au-delà des clivages babituels.

sur le choix des modes de trans-port?

- En aucus cas, nons n'interve-nons dans ce domaine. Il n'existe pas d'éléments de rationalisation. pas d'elements de l'anonausation. Il s'agit d'un choix décentralisé et il appartient aux autorités locales seules. Elles doivent l'assumer en prenant en compte les techniques ainsi que les sommes mises à disposition par l'Etat. Le problème des transports met également en jeu l'image de la ville ou de l'agglo-mération. Une cité peut décider de faire un investissement lourd pour modifier son apparence, sa perception par les habitants on les visisur le problème de financement, les collectivités soient bien informées des aides que l'Etat peut apporter. Les subventions directes doivent être connues et respectées sur la base d'un coût d'objectif de telle sorte que les choix puissent être les

> Nous sommes européens »

mêmes pour tous.

- Comment éviter que l'aide de l'Etat soit fluctuante dans ce

- Je le répète, l'interventinn publique doit être clairement prépublique doit être clairement pré-sentée et garantie. Des investisse-ments aussi importants ne peuvent être soumis à des querelles secon-daires an pian local on à des aléas de politique budgétaire. Il fant, comme pour les routes, mettre en œuvre une contractualisatinn qui engage les parties et non seulement l'Etat. Il s'agit de projets et de réa-lisatinn qui nnt une durée de vie d'une vingtaine d'années, ils ne peuvent donc être considérés à la légère. L'Etat ne peut se prévaloir de décider seul de l'aide qu'il apportera à telle ou telle agglome-ration. Il ne peut pas s'agir d'une ration. Il ne pent pas s'agir d'une démarche bilatérale mais de règles nationales connucs.

- Strasbourg a choisi de fairs appel à une société italienne pour son transway, que pensez-vous de ce choix?

- Nous ne sommes pas la pour faire de la caporalisation. Nous sommes européens et notre action ne peut en aucun cas limiter l'autonomie locale. Nous mettons à la disposition des élus tontes les options possibles proposées par les constructeurs. Tout exploitant a le choix de son matériel. Il ne s'agit pas d'édicter des règles.

Le choix des transports en e site propre », métro ou tram-way, se heurte souvent à l'op-position des commerçants. La volonté politique suffit-elle pour les convaincre?

- Tons les élus locaux sont confrontés à des oppositions qui peuvent être celles des politiques, des commerçants, des écologistes on d'associations de protection des sites. Il faur être capable de les surmonter. C'est la que la «culture» des transports collectifs devient la seule réponse. Les voies piétonnes, jugées négatives naguère, sont bien acceptées aujourd'hui. Il est vrai que la misc en piace de transports en commun peut entraîner des modifications de circulation défavorables à certains commerces. Dans ce cas, les élus doivent accompagner les mutations

Pista cyclabia

Espace Wask-and

ture, la Butte-aux-Cailles et le curienx

quartier pavillonnaire dit des « veuves de guerre». Il a falla obtenir l'autori-sation de travesser un jardin d'HLM,

une cour d'école et un immenble privé. Le parcours sera jalonné de

Infraire privilégie

» La dimension urbanistique d'une politique de transports est devenue prioritaire. Un maire me disait dernièrement qu'il n'accep-tait pas de lotissements sans que, en amont, on apporte une solution au problème de déplacement. Il faut que, dans un certain nombre d'agglomérations, les plans de circulatinn soient reconsidérés pour dissuader les automobilistes de circuler en centre-ville. Ce type de décisions n'est évidemment pas facile à assumer par les élus.

> Les exemples de Saint-Etlenne et de Strasbourg

- Quel soutien peut leur spporter le comité de promo-tion?

- Il faut créer les conditions

d'une nouvelle culture de ville, intégrant les transports collectifs, pour aider les maires à surmonter ces difficultés, pour qu'ils ne se sentent pas seuls mais au contraire épaulés par l'ensemble des élus. épaulés par l'ensemble des élus.

Nons nous efforçons de promonvoir l'action des villes. En décembre 1991, l'inauguration de lu
deuxième ligne de tramway à
Saint-Etienne n fait l'objet d'une
campagne de publicité, il s'agissait
de mettre en avant une innovation
qui prouve qu'en matière de transports collectifs il est possible
d'améliorer la qualité. En février,
avec la limitation de la circulation
automobile dans le centre de Strasboure et, en mars, avec le lancebourg et, en mars, avec le lancement d'une ligne de bus à plancher bas à Caen, l'objectif était le même. Il est possible de promou-voir une nouvelle image de la ville à travers les transports en com-

> Propos recueillis par SERGE BOLLOCH **81 MARTINE LARONCHE**

Points de vue sur la Ville

"Aujourd'hui parler politique est le moyen le plus sûr de ne pas se faire entendre, et regarder nos villes se développer, la meilleure façon de prendre peur.

Pourtant la politique de la ville, lorsqu'elle place l'homme au cœur de sa réflexion est le seul moyen de mettre l'imagination de chacun au service de tous."

> Gilles CATOIRE Maire de Clichy-la-Garenne Conseiller Général

du 18 juin au 6 juillet (de 11 h à 20 h) Clichy expose des actions, des idées pour un Projet de Ville



Parc Salengro rue du Général Roguet à Clichy-la-Garenne Renseignements au 47153000

Nouvelle présidence à le tête Arts plastiques du Centre Pompidou: nouvelle direction è le tête du Musée national d'art moderne (MNAM) comme è la tête de l'Institut de recherche et de coordination ecoustique-musique (IRCAM): nouvelle politique eu Centre de création industrielle (CCI); travaux engagés dès l'eutomne è la périphérie du bâtiment; Beaubourg s'interroge sur son avenir. Et, pour «menifester» oette interrogation, organiae une rétrospective géante intitulée,

justement, «Manifeste». Remise en question encore nébuleuse, elle débouche déjà sur une meilleure utilisation des espaces imaginés au début des ennées 70 par les erchitectes Richard Rogers et Renzo Pieno. Ce demier e supervisé le réaménagement des plateaux, débarrassés de leurs cloisons lebyrinthiques, de leurs grilles techniques ou de leurs structures

Les œuvres, tirées des réserves du MNAM, respirent mieux. La nouvelle collection de design peut se déployer à son aise. L'architecture a désormais droit de cité. De nouvelles échappées ont été ouvertes sur la ville. Mais cet indispensable lifting, ce test grandeur nature reste cenendant superficiel, un exercice de style. Dominique Bozo, président du Centre, Germain Viatte, responsable du MNAM comme du CCI, et Laurent Bayle, directeur de l'IRCAM, doivent faire preuve d'imagination pour permettre à l'institution voulue par Georges Pompidou de passer sans encombre le cap du millénaire.

Le temps rattrapé

Sait-on que la collection du Musée national d'art moderne est l'une des toutes premières?

Au moment de la création du Centre Pompidou, engranger des œuvres récemment créées a'était pas dans les habitudes des musées français. Si les foads du Musée netional d'art moderne étaient pauvres et troués dans le domaine – qu'on a avait pas encore nommé – des classiques de la modernité, dans celui de l'art contemporain, la collection était quesi inexistante.

Depuis 1968, l'équipe du Centre astional d'art contemporain, dont faisait partie Germain Viatte, l'actuel directeur du musée (le Monde a publié, dans son édition du 17 juin, un entretien avec le directeur du un entretien avec le directeur du MNAM et commissaire général de l'exposition « Manifeste »), tentait de « réparer » en achetant aussi bien Dubuffet, Bacon ou Rothko que les nouveaux réalistes. Le musée, de son côté, allait, avec Dominique Bozo, déjà, et Jean Leymarie, étargir le champ de ses collections, en achetant potenment un Gorky et un Policok. notamment un Gorky et un Poliock. La nouvelle perspective d'un musée international sur le plateau Beaubourg allait mobiliser les énergies canaliser les budgets, inciter aux dons, legs et donations. Poutus Hulten, le patron, pouvait, avant l'ouver-ture du Centre en 1977, être fier des

L'esteur existe

Ils ne faisaient, bien entendu, pas l'unanimité. Pas plus que ne le feraient, après, les nouvelles acquisi-tions. Elles seraient critiquées, jugées trop liées aux phénomènes de mode, au marché, à l'Amérique... Tant pis, les directeurs et les conservateurs du musée, de Pontus Hulten et Dominique Bozo à Jean-Hubert Martin, d'Alfred Pacquement et Bernard Bis-tène à Catherine David, chacun avec leurs dadas, allaient pourchasser des œuvres, de Flavin, de Richter, de

Ryman, de Viallet, de Takis, de Benys, de Merz... La valse des conservateurs au sein du musée, en crise depuis plusieurs années, a pu nuire à l'image de la maison, dont les programmes sem-bisient s'avoir plus mi queue mi tête. Elle pourrait avoir été, en lui assu-rant l'éclectisme, un bien pour les collections. En tout cas, le resultat est là, dans « Manifeste », où pour la première fois on peut évaluer correc-tement l'intérêt et l'ampleur des acquisitions portant sur la création de ces trente dernières années. Bien qu'il s'y soit proposé qa'un tiers environ de ce qui a été jugé utile ou digne d'être montré sujourd'hui, en une exposition, fitt-elle vaste.

L'Igloo de Giap,

lario Merz (1968)

Parmi les acquisitions, il est assu-rément des pièces qui doublonnent,

ou qui ne sont pas assez fortes au fondatrices pour être incluses dans le parcours construit autour des courants principanx apparus depuis le nouveau réalisme. Cela ne veut pas dire que, pour antant, elles sont per-dues pour tout le monde : on peut les envoyer ailleurs, par exemple à Strasbourg (1). On sait aussi qu'en matière d'art très contemporain, l'er-reur – définitive ou provisoire – existe, et qu'il vant mieux mettre de obté certaines œnvres. On sait bien enfin qu'il faut de la place pour exposer l'art actuel dont une des spécialités est de tordre, en échappant au cadre du tableau et au socie de la sculpture, les normes muséales. C'est la raison pour laquelle la collection contemporaine, logée habituellement au 3 étage, n'a jamais pu être déployée. Et me des raisons qui ont amené à « Manifeste ». Les œuvres y sont regroupées par courant dans quatre lieux du Centre

Les galeries contemporaines resaccueillent les nouveaux réalistes, qui y font la pige aux pop'artistes. D'une Accumulation de masques à gaz d'Acman au Ghost Drum Set d'Oldenburg, une nature morte sculptée, en toile écrue, de la respiration joyeuse d'America America de Martial Raysse, à l'Olympia de Larry Rivers, on s'y plaira. Une salle a été donnée à Klein, son bleu et son or. Non loin, les ensembles minimaliste et conceptuel tiennent bon. Les Stells, les Robert Morris sont de bons achats et le grand tableau aux couleurs subtiles, à la circ, disposées en T par Brice Marden s'impose,

En mezzanine toujours, mais de

l'autre côté du forum qui a'en a'est plus un, dans l'espace des expositions temporaires du CCL, entièrement dégagé, sont logés les Italiens. La pré-sentation n'est pas parfaite, les œuvres ent un peu trop l'air d'avoir été posées sur le sol (dost la moquette a heureusement été enle-moquette a heureusement été enle-vée), il s'empêche, c'est bien. Il y a là des œuvres importantes, fonda-trices, comme l'Igloo de Giap, de Mario Merz, un pied griffu de Fabro, une pierre déboussolée d'Anselmo, et bien d'autres propositions montant la teque la richesse la proétiume la tenue, la richesse, la poétique d'Arte Povera: A noter parmi les lta-liens, un cercle d'ardoixes de l'An-glais Long, et l'étrangeté de Seven Poles, une des dernières sculptures de

Une façon de préparer l'avenir

C'est Didier Semin, un nouveau venu au musée, qui a été chargé de des rapprochements de formes et de langage, qui sont aussi des écarts. Pourquoi pas? Jusquo là, il a plotôt eu la main heureuse. Au 3 étage, on est moins satisfait. Il est vrai que l'espace – qui était en partie prédéterminé par des grandes installations (Plight, la pièce feutrée, de Benys) – regroupe des courants quelque pen indéterminés (les travaux de Fluxus, la photo, la vidéo, le cinéma...) et pas tout à fait maîtrisés par notre commissaire. On peut s'y faire, cepen-dant, une idée de la collection vidéo a travers phasicurs installations, dont celle, ancienne, de Nam June Palk sur les phases de la lune, qui a'a

jamais fait plus beau, ni mieux depuis.

Au 5. étage sont présentées les figurations et les abstractions en Europe. C'est le règne de la penture, donc des Français. A commencer par ceux de Supports-Surfaces, ses toiles libres, ses empreintes, ses échelles et ses cordes. Tandis que Buren, Mos-set, Parmentier et Toroni, soit le groupe BMPT, sont relégnés parmi ies chaises. Ils ne doivent pas être très contents. On y retrouve Bol-tanski avec un grand mur de boîtes tanski avec un grand mur de tones en fer, dans les parages d'un grand tableau de Kiefer et d'une sculpture de Ruckriem: de bons achats, mais le rapprochement, qui fait certes de l'effet, est un peu génant, quant au fond. Erro, Mosory avec un bon tableau de la série Meurtres, Rancillac, Fromanger... presque tous les peintres de la figuration narrative sont là, parfois avec des dessins. Dans la foulée, on croise Combas.

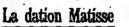
An fur et à mesure qu'on avance, on se rapproche de l'aujourd'hui, et de l'incertain, donc de la possible costestation des choix et de leur interprétation. Le David Salle ne serzit-il pes un peu démesuré, et le Baselitz, figures tête en bas, sur jaune, moins bon que d'autres du même auteur? Et l'importance de Tremlett un peu gonflée? On peut trouver que le Panamarenko est gêné dans son envol par une maison de Schitte. On s'accordera peut-être sur la place du Bequié, une bonne pièce, avec messages qui défilent dans la lucurne d'une construction bizarre, mi-train, mi-appareil photo.

« Manifeste » n'étant pas un bilan, mais plutôt une façon de préparer l'avenir, il n'y a pas à tirer de traits ni de conclusion de cette exposition temporaire, donc provisoire et transitoire. Mais l'art contemporain, ce n'est pas rien. Au Musée national d'ast andeme, the n'e des perdu son temps. Ni notre argent.

...... :: GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Un dépôt de 77 teuvres du MNAM d'art moderne de Strasbourg qui sera

► L'exposition « Manifeste » a ouvert sez portes eu public le 18 juin et, selon les sections s'achèvers entre le 28 septembre et le 9 novembre. Un forfait de 50 F (tarif réduit 25 F donna accès à toutes les sections Ouvert tous les jours sauf le merdi; de 12 heures à 22 heures; sauf les samedis et dimenches, de 10 houres à 22 houres. Tél. : 44-78-12-33. Visites de groupes admises uni-quement sur réservation, par téléphone : 44-78-46-73.



Pierre, fils d'Henri

En 1989 mourait Pierra Matisse, file cadet d'Henri. Son père aauhaitait faire de lui un musicien. Lui-mēma se voulait peintre, naturellement. Il ne fut ni musicien ni paintre, mais l'un des plue célèbres marchande da tableaux de son époque ~ célè-bre par la justesse de ses choix et non par l'étendue de sa fortune. En 1931, 5 s'établit à New-York, y étent arrivé avec, pour toutes ressources, son nom et une suite de lithographies de son père. Dès l'année suivante, il expose un jeane Catalan peu connu, Joan Miro.

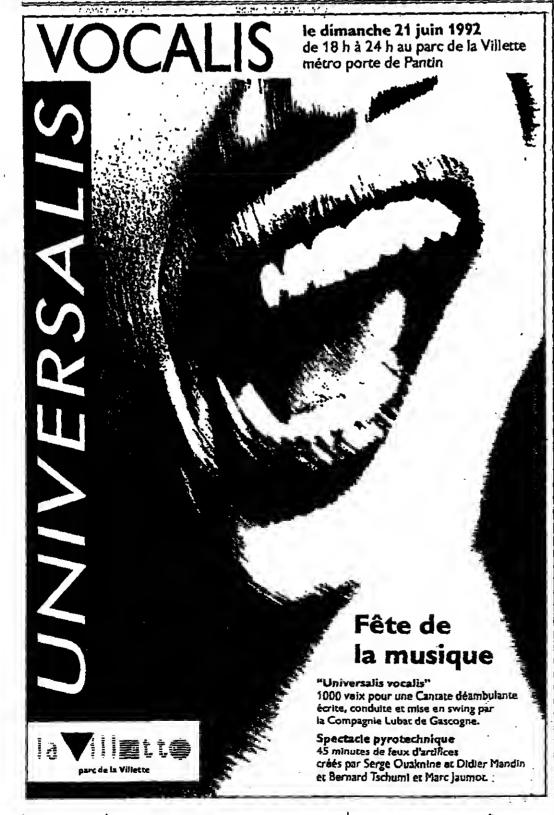
La lista des artistes qui se sont succédé par la suite au 47 East 57th Street manifesta le même lucidité. Des surréalistes, Pierre Matisse e défendu ainsi, outre Miro, Giorgia De Chinco, Yves Tanguy et André Masson. Parmi les sculpteurs, Alexandra Calder et Alberta Giacometti. Parnii les peintres apparus après-guerre, Jean-Psul Riopelle, Sam Frencis et Antonio Saura, puis, plua tard, Françoie Rouan. Et panni les inclassables du siècle, Baithus et Dubuffet. Pour nombre d'entre eux, les pramières expositions furent difficiles, les ventes rares, les gains plus aléa-toires encore. Maie Pierre Matisse avait de son métier une canceptian eventureuse. Il ee voulait l'emi et le soutien da tses > artistes, et non point un financier heureux. Fils de peintre, il vivait avec eux, et non à leurs dépens: A Riopelle, il dit einsi, un jour d'inquiétude : « Si vous coulez, je coulerei avec vous.

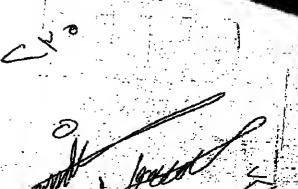
La dation par laquella sea héritiers ea sont ecquittés de leurs droits de succession rend plus hommage eu fils d'Henri Matiese qu'eu galeriste éclairé. Pour plus de la moitié, ella se compose d'études et de bronzes venus de l'atelier paternel. Les sculptures à des œuvres précoces, le Jaguar dévorant un lièvre, imité de Barye, de 1899, lea Deux Négresses, de 1908, et une Etude de pied, de 1909, qui montre Matisse très soucieux de l'exemple de Rodin au moment d'exécuter see images de la danee. A la méma périoda celle de la formation et du développement du fauvisme. . renvolent aussi un autoportrait à l'huila de 1900, plue instructif que sédulsant, et deux œuvres de la collection personnelle du peintre, une gousche de Roundt très sombre et virulente et, plus paisible, un portrait de madaine Cézanne qui rappelle cambien déterminant fut alors l'enseignement de Cézenne.

Un second groupe se rapporte aux dernières années de Matisse, celles des gouaches découpées sont, là encore, des œuvres pour nent l'occasion de suivre étape eprès étape le processus crésteur, ses incertitudes, les correctione, les stylisations qui culminent dane des constructione épurées et fortement géométri-

Du marchand et découvreur Pierre Metisse, le dation n'a retanu que deux engagements. Miro et Dubuffet - ce qui est un peu court tout de même, court at simplificateur. Pour Miro, il s'egit cependent de deux grandes gouaches des années 30, deux l'étes excellentes, burlesquee, eniriques et chamar-rées. Jean Dubuffet, dont on aurait pu croire que les musées nationaux possédaient déjà des callections aufficantes, est à l'évidence l'eutre héros de la detion. A un portrait de Piarre Matisse de 1947, qui n'est assu-rément pes le meilleur des por-traits exécutés par Dubuffet dans cea ennées-là, s'ejautent une suite de douze gouachea satiriques, le Métro, une sculpture en éponge et des huiles sur toile qui seront dispersées dans quelques musées de province. Ajouteront-elles besurcoup è la gloire de leur auteur? On peut en douter.

PHILIPPE DAGEN Musée national d'ert moderne, Pompidou e, Centre Georges ou; jusqu'au 13 sep-





a ... Lu esta : E

- - 5 - 8400 comme 10. 20.00 11<u>-11-11</u>

are an exposure and agr Court of States

on County (In

- 4 1 7772

್ಯಾಗಿ ಕ್ಯೂಡಿಕ್ಸ್

The second secon

11.5

itrangen

1975 A 1887 15

en 1997 1.2

ner ret

-1120000 30 5 and the second

> . , et 226. 11.20

- 122 E 377

The same of the same of

NOW !

THE RESERVE

1 30 6 2 35

The state of the s

THE PARTY OF THE P

 $e^{n^{1/2}}$

AND STREET THE some Bandwick district. was deviced deep in

THE RES THE PERSON NAMED IN

THE STATE OF 5400 F

Hongkong dont plusieurs magnettes sont alignées à Beaubourg. On est assez joyeusement conduit à mettre dans le même panier ue second ensemble, où se retrouveat des plasti-

riens de l'espace tels que Partzam-parc (la Cité de la musique), le Por-tugais Siza (la maison Duarte), l'Américain Gehry (le futur Centre américain de Bercy) ou même le pit-toresque italien Rossi, malgré l'usage qu'il lait de son archéologie person-

Ainsi est-on conduit à mettre

ensemble Nonvel, Koolhaas, Toyo Ito et même Shinohara, quoique cer-tains en fassent un eplasticien avant

tout ». Points communs de ces quatre figures : leur œuvre et le commen-taire qu'ils en font, ou qui en est fait,

ne sont pas encore dissociés, décam-tés. Les mots et les choses se confor-

dent sur le thème de ruptures radi-cales. C'est le deuxième point commun, avec les «habitudes» de

ieurs contemporains, plus ou moins âgés. Ruptures formelles, ruptures dans les modes de représentation,

dans les modes de representation, rupture dans la conception même des espaces et des circulations, ruptures dognatiques et quelquefois hautaines qui renouent, c'est là leur risque, avec le rêve perdu d'architectes déminiges qui n'auraient de compte à rendre qu'à leur propre génie.

· La collection du CCI nous met, et

cela est salutaire, «au pied du mur»,

si tant est que cette expression soit présentement utilisable : comment

M FREDERIC EDELMA

au Centre Georges-Pompidou

Architecture

Les desseins secrets du hasard

Les espoirs d'une jeune collection

En apparence, il n'y a guère de logique dans la sélection des douze architectes que nous présente le Centre de création industrielle (CCI); un amaieur ou un étudiant qui se risquerment sans vale mecum dans cette dixième et dernière section du « Manifeste» pompidolien pourraient rester perplexes. Pourquoi deuze, pourquoi ceux-là, quelle logique enfinordonne cet ensemble hétérochite de dessins et de maquettes? Les réponses sont, en fait, simples et, pour faire simple, belles.

Il v a longtemps, en effet qu'on

Il y a longtemps, en effet qu'on attendait du Centre Pompidou qu'il se dote d'un fonds d'architecture. Il y avait même un étonnant paradone à ce que cet établissement reste vierge d'une telle collection alors que son architecture, adulée ou vilipendée en son temps (1971-1977), fit l'effet d'un électrochoc dans le monde entier.

Voici donc la première raison du choix en apparence limité et arbitraire que présente cette section : ce sont les premiers dons reçus, on encore les premiers achats qu'a pu s'offrir le CCI depuis la décision, prise voici huit mois, d'acquérir ces traces tangibles du travail d'architecte. Il convient de noter que cette

Pourtant, le seul hasard – des dons ou des achais – ne donne pas la clef d'un tel ensemble. Il explique sans doute la présence du Japonaus Shino-hara plutôt que le plus effeture Tadao Ando. Celle de Toyo lio plutôt que de Puissas ou d'Alson. Il explique les absences, en vrac, de Meier, de Ciriani, de Rogers, de Stirling, de Scarpa, etc. Mais cela n'excint pas une véritable cohérence, serait-elle embryonaire, et qui nous paraît être embryonnaire, et qui nous paraît être le souci de dessiner une histoire des avant-pardes contemporaines, avec le caractère, un peu fané, que la justa-position de ces mots peut comporter parfois.

Trois tendances s'y lisent à peu près chairement. L'une prend sa source dans le mariage, act souligné d'un trait un peu forcé, du poète-ingénieur français Prouvé (1901-1984) et du groupe «tectmo» Archigramme qui réunissait six Anglais imaginatifs dans les années 60. Piano et Rogers, les architectes du Centre, y trouveront leur légitimité, ou eacore l'oster, auteur d'une tour prestigieuse à

wit 420 to 1,40 to 1

Design

Le grand fourre-tout

Une exposition inédite, sage comme une image Voici donc la toute jeune collection du Centre de création industrielle : 1969, le Centre de création industrielle, avant qu'il-ne soit transféré à 300 dessins, maquettes, prototypes, pièces uniques, affiches alignés sur le vaste plateau qui occupe une bonne partie du rez-de-chaussée du bâtiment. Le projet est là : montrer à la fois la Beaubourg. Rivalités de personnes. donc de projets, qui se réduisent ving ans plus tard, dans l'unifocmité, à une guerre anonyme et amnésique de place occupée par les créateurs et les entreprises, proposer une histoire du design, depuis le fonctionnalisme l'image pour l'image.

triomphant sics années 60, xuito nouveau design des années 60, xuito Le visiteur circule dans un espace très acté. Un nince Billiur toise une table « néo-barbare» de Garouste et Bouetti, le lampadaire urbain de Philippe Starck (pour Dennit), planté comme un étendand, domine un ensemble bétérocite lié à l'environnement quotidien : machines, fauteuils, tables. Trois décennies sont dispersées : à chacun de retrouver le fil, la mémoire de l'environce de la fauteuils, de l'environce de la fauteuils. mémoire, de l'emphorie op et fonction-naliste des années 60 aix coups d'éclat

naliste des années 60 anz coups d'éclat formels des années 80.

Fixés sur des aocles, calés dans des cages en Plexi, les meubles, les objets, se tiennent, là, solitudes rangées ofte à côte, comme les figurants d'un film dont ils ne connaîtraient pas le titre. C'est un déballage propret : pas de flèche, pas d'innéraire thématique ou chronologique, tout au plus quelques repères. Certains designers out le privilège d'une fiche biographique (Eitore Sottasss, Roger Tallon, Gaetann Pesce...) et d'un échantillon représentatif de leur création. Plein les yeux, rien dans la tête? L'exposition se prolonge au sous-sol, avec, entre une voiture de course et des ordinateurs personnels, un Mirage III E à alles delta (1964) de la société Dassanit.

En avril 1989, l'exposition un peu

personnels, un Mirage III E à ailes delta (1964) de la société Dassanit.

En avril 1989, l'exposition un peu confuse « Culture de l'objet, objet de culture», organisée par le Centre, annoncait la constitution d'ane collection d'objets-clefs: couvrant la denxième moitié du vingüème siècle. On y métangeait la création plastique et le design dans un parcours simulé de situations très conceptuelles. Plus rien de tout cela aujourd'hui : les formes sont livrées à elles-mêmes, dans ce qui, au nom du verbe montrer, réduit le projet à celui d'un catalogue sur papier giacé.

Sur la trace des premiers musées à collectionner le design – le MOMA de New-York (1932) et le Stedelijk d'Annsterdam (1934) – nombre d'institutions, out, un cours des années 80, ouvert ou enrichi des départements spécialisés. Des musées du design out même été créés par des sociétés privées. Les modèles ne manquent donc pas . Hélas, ici, tout se passe comme si, une nouvelle fois, Paris, en optant pour l'exhaustivité, se refusait à faire un véritable choix. La peur de se tromper a pour conséquence une accumulation trop uniforme. Le résultat est là, beau et lisse, au bord de cet ensui qui tue la curiosité des uns et engloutit le projet des autres, dans le grand fourne-tout de l'Histoire.

Non loin de là, rue de Révoli, le Musée des arts décoratifs, sous le titre,

Non loin de là, rue de Rivoli, le Non loin de là, rue de Rivoli, le Musée des arts décoratifs, sous le titre, « Design 1950-1990», présente actuellement 50 acquisitions du Fonds national d'art contemporain qui s'ajoutent aux 6 000 œuvres déjà enregistrées depuis 1976, Avec bien des signatures qui figurent au CCL On peut se demander, alors, à qui peut profiter ce doublon. Il est dommage que le visiteur fasse aujourd'huig les frais de vieilles luttes institutionnelles parisiennes : c'est au sein de l'Union des arts décoratifs que fut créé, en

7

Refaché en décembre 1933, il se réfugie en Tchécoslovaquie, où il présente sa première exposition personnelle. Il parcourt l'Europe, expose gravures et aquarelles à La Haye, et finit par se fixer à Paris après un intermède clandestin durant la guerre. En 1949, il y fonde, avec Albert Flocon, l'atelier de l'Ermitage, qui formera plusieurs générations de graveurs. Naturalisé français en 1952, il ouvre le cours de gravure du Musée d'aut moderne de Rio en 1959. En 1966-1967, il est professeur à l'Académie d'été de Salzbourg. C'est alors qu'il revient, parallèlement à ses activités, à la peinture qu'il avait abandonnée en 1940. Il expose dans le monde entier.

Lui qui devait exceller dans toutes les teciniques, mixies ou pas, burin, pointe sèche ou forte, aquatinte, miaile, avait commencé par la gravure en noir et blanc, avec, notamment, le Recueil des douze rèves commigues et les treixe eaux-fortes pour la Saison des amours, de Paul Eluard. Puis c'est l'explosion inouïe de la couleur aux éclais maîtrisés qui permet l'épanouissement de tout un antre monde. On ne saurait mieux le définir qu'en salvant les six magistrales aquatintes accompagnant le texte des Illuminations.

prendre le meilleur de la vitalité d'un Nouvel ou d'un Koolhaas, sans y amaigamer leurs jeux de piste, leurs manipulations, leur usage du vertige? Comment prendre l'avant-garde pour ce qu'elle est, à savoir la piste la plus brillante – et à cet égard la plus Cette « musique polyphonique » que commente à l'envi Robert Sidney Horn justifie à son tour le double sens franco-anglais de ces enhuminures hallucinées et peut s'étendre à toutes les productions polychromes d'un artiste qui, lui aussi, se fait voyant. Avec toute sa sensibilité, son style raffiné, son sens du merveilleux. académique, — et celle qui portera en elle, demain, quand les dessins auront un peu jauni, les plus évidents stéréotypes d'une époque?

Mort du peintre graveur Johnny Friedlaender

Il s'est éteint le 19 juin à Paris, deux jours avant son quatre-vingtième anniversaire. Déjà, il était absent de son récent veraissage le
14 mai dernier à La Hune, où il avait jadis présenté sa première exposition personnelle. Johany Friedlaender est né le 21 juin 1912 à Pless, en
Haute-Silésie. À Breslau, après le
lycée, il suit les cours de l'École des
beaux-arts avec Otto Muller, puis
Carlo Mense. En 1930, il est à
Dresde, en 1932, pour trois mois à
Paris. A son retour en Allemagne, il
est interné par les nazis dans un
camp de concentration.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiée chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; p Film à éviter ; « On peut voir ; » « Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

Le Monde ● Dimanche 21 - Lundi 22 juin 1992 15

Samedi 20 juin

TF 1 20.50 Variétés :
Surprise sur prise.
Avec Francis Perrin, Martine
Saint-Clair, Charlotte de Turckheirn, Pleatic Bertrand, Lio,
Gérard Holtz.

22.30 Série : Columbo. 0.10 Formule sport, Spéciel Vingt-quetre Heures du Mana ; Football ; Euro 92 ; Voile : Europe 1 Star.

20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Laurent Cabrol. 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardis-son. Invité : Frédéric Dard.

23.55 Journal des courses. Journal et Météo. 0.15 Bai populaire.
Présenté per Pescal Sevran.
En direct de la place de la
Bastille, à l'occasion du
docume anniversaire de la
Fête de la musique.

FR 3

20.45 Feuilleton ; Edouard at ses filles, De Michel Lang, avec Plerre Mondy, Sydne Rome.

21,40 Soirée spéciale : Soirée spéciale :
Samedi en fête.
Présentée per Alain Duault et Vincent Perrot. Dix voix pour une décennie, à l'occasion du dixièrne armiversaire de la Fête de la musique. Avec Luciano Pavarotti, Ruggero Raimonti, Julia Migenes, Piacido Domingo, Barbera Hendricks, Roch Volsins, Charles Tranet, Patrick Kass, Mory Kante, Patrick Bruel.

22.40 Journal et Météo. 23.00 Traverses.
Vietnam à l'extrême, de Philippa Franchini, Georges
Condomines et Serge Duval.

23.55 Magazine : L'Heure du golf. Cent ans du golf.

20.30 ➤ Těléfilm :

De Jean-Luc Trotignon, a Zabou, Martin Lamotte. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Sport: Boxe américaine.
Championnat du monde de kickboxing, en direct de Levellois. Rob Kaman (Paya-Bas)-Jean-Yves Theriault (Canada).

23.30 Sport : Athlétisme. Sélections olympiques améri-caines à La Nouvelle-Oriéans, en direct. Spécial 100 m.

0.00 Le Journal du cinéma. O.05 Cinéme :

Placard de l'angoisse
(Cameron's Closet).

Film américain d'Armand
Mastroianni (1987). Avac
Cotter Smith, Mei Harris,
Scott Curtis.

M 6

20.40 Téléfilm: Preuves à l'appui. De Red Holcomb. 22.15 Téléfilm : Surfin'USA, les Beach Boys. De Michael Switzer.

23.55 Six minutes d'informations.

O.00 Musique:

Le Concert de Wembley.
Hommage à Fraddis Mercury.
Avec Queen, Elton John,
David Bowle, George Micheel,
Gune'n'Roees, Extreme, Lise
Stanfield, Liza Minnelli, Paul
Young, U2, Seal, Robert
Plant, Zucchero, Roger Daltrey, Joe Eliott, Mengo
Groove, Bob Geldof, Montserret Cabellé.

ARTE

20.30 Magazine ; Premières Vues. Injustice et arbitralre.
 De Claude Massot, Catherine
 Arnaud et Claire Doutriaux. 22,15 Cinéma d'enimation :

Home on the Rail, De Paul Driessen. 22.25 Cinéma d'animation :

Au bout du fil. 22.35 Documentaire

Dimanche 21 juin

TF 1

20.00 Sport : Football (et à 21.15), Euro 92 : Demi-Sinale, en direct de Stockholm.

21.00 Mi-temps, Météo et Tiercé. 22.15 Tapis vert.

22.20 Magazine : Cîné dimanche. 22.25 Cinéma : L'Homme

Handle State of State

A 2

20.50 Cinéma :
Pacific Palisades. D
Film français de Bernard
Schmitt (1989). Avec Sophie
Marcasu, Adam Coleman
Howard, Anne Curry.

22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invitée : Françoise Chander-23.45 Journal et Météo.

0.10 Documentaire: tinésaire d'un etné-fils. De Régis Debray, Pierra-An-dré Boutaing et Dominique Rabourdin (1° partie). Hom-mage à Serga Daney. FR 3

20.35 Cinéma : La Symphonie des héros. si Film américain de Ralph Nel-son (1967). Avec Charlton Heston, Maximilien Schell. 22.20 Journal et Météo.

22.20 Journal et Météo.
22.40 Comédie musicale :
Black Baliad.
De Franck Cassenti et Christian Gauffre. Musique d'Archie Shepp. Avec La Velle, Archie Shepp. Youvai Misenmacher, le Ballet Nimba. En direct du parvis de la Défense.
Une histoire du Jazz, de l'Afrique à l'Amérique.

CANAL PLUS 20.30 Cinéma : Madame Bovary. ***

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Film français de Claude Cha-brol (1991). Avec Isabella Huppert, Jean-François Bal-mer, Christophe Malavoy. 22.45 Flash d'informations.

22.50 L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Vol-ley-bail : France-Corée du Sud; Boxe; sélections olym-plques américaines à Wor-cester (Messachusetts); Athlétisme; sélections olympiques américaines; Golf: 4. journée de l'Open des

M 6

20.40 Variétés : Les Starclips. Avec Patrick Bruel, les Inconnus, Guesh Patti, Renaud, indochine, M. C. Solasr, Carole Leure, Jean-Louis Foulquier, Marc Levoine. Distribution de prix aux clips de l'année.

22.05 Megazine: Culture pub. 22.35 Cinéma : La Clé. 🗆 Film italien de Tinto Bress (1983). Avec Stefania San-drelli, Franck Finley, Franco

0.25 Six minutes d'informations. ARTE

20,25 Court métrage : Pas de cercue pour les pantins. De Michel Dufourd.

20.45 Court métrage : Pour quelques

« Je ne t'aime plus » . De Marc Adiali. 20.55 Cinéma :

Toute une nuit. Film franco-beige de Chantal Akerman (1982). Avec Aurore Clément, Netalia Akerman, Angelo Abazogiou.

22,30 Documentaire : Equipes de nuit. O'Antonia Lerch.

23.30 Spectacle: Second European Jezz.

Le Monde L'ÉCONOMIE



THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Courteline... Guitryl: 15 h et 20 h 30. La Journal incime de Sally Mara: 19 h. L'amour est aveugle: 22 h 15.

ANTOINE - 81MONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Fille sur la benquette arrière: 20 h 45, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Le Poisson volent: 20 h 30, dim. 17 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Venin du théâtre: 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (48-08-49-24). Personne d'autre: 21 h. BASTILLE (43-57-42-14). L'Inquisitoire : ISASTILLE (43-57-42-14). L'inquisitore : 18 h 30, dim. 15 h 30.

8 ATEAU-THÉATRE NAUTILUS (40-51-84-53). Martin Eden : 20 h 30. Gare aux kinnes : 22 h 15.

BERRY (43-57-51-55). Paty, OK, Ytap, KO: 18 h 30. Les Coulaurs de la pluie : 20 h 30.

Dim. Les Champétres de jois : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24).

Sens mentir : 18 h et 21 h dim. 15 h 30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
Sars mentir: 18 h et 21 h, dm. 15 h 30.
80 UFFONS-THÉATRE DU XIX(A2-38-35-63). La Cerisale: 20 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé à la
menthe ou r'es citron: 20 h 15. Dfm. Festival d'expression arristique: 20h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AGUARISEL (27-27-60-81). L'Ebeu: de des dessir RIUM (43-74-99-61). L'Etau ; Je rêve (mais RIUM (43-74-99-81). L'Etau; je rêve (mais peut-être pas): 21 h, dim. 18 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEM-PÈTE (43-28-36-36). Salle i. Le Seconde Surprise de l'amour: 20 h 30, dim. 18 h. Salle il. Dis, quel cindina tu nous fais là? CAYEAU DE LA RÈPUS LIQUE (42-78-44-45). Y e t-il un communista dans la salle?: 21 h, dim. 15 h 30. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le jeu de l'amour et du hassard: 20 h 30, dim. 17 h 30. 17 b 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard Mabile: 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES
(47-23-37-21). Péreouchrok: 21 h.
COMÉDIE JTALIENNE (43-21-22-22).
L'Epouse prudeme: 21 h. dim. 15 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Vol-

taire's Folies: 19 h et 21 h. COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Caligula : 20 h 30.Dim, La Malada imaginaire : 20h30. Bal masqué : 14h, CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le livre d'heures: 18 h 30. Le Rol Lear: 18 h 15, dim. 17 h.Dim. Les Larions: 15h. DÉCHARGEURS (TLD) (42-38-00-02). Souris blanche: 21 h 30, dim. 17 h. DEUX ANES (46-06-10-26). Gry Montagné dura Misteire redices: 21 h cens rescores croses; 21 n. EDGAR (43-20-86-11), Le Petit et le Grand; 20 h 15, Les Babas cadrés; 22 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figero; 18 h, dim. 15 h 30. La Mouette; 20 h. Moderte: 20 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42), Selle I. Ture proviscire: 20 h 30, dan, 18 h. Selle II. Et si je?: 20 h 30, dan, 15 h. FONTAIME (48-74-74-40). Le Clan des Verves: 15 h 30 st 20 h 45, GALER(E CHR(ST)AN SIRET (42-51-46-04), A la rencontre de Mercel GRANO THÉATRE O'EOGAR (43-20-90-09). Oui va à la chasse... : 20 h 15. Eric Thomas dens son nouvéau spectacle : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-81). Un pour le route : 18 h. Vic-MONTPARNASSE tor ou les Enfants au pouvoir : 20 h 15. J'aurais tellement voulu être un fait divers :

22 h 15. 22 h 15. HOPITAL EPHÉMÈRE (46-27-03-28). L'in-dien cherche le Bronx : 21 h. HOTEL OES MONNAIES (46-33-39-56). Seint-Christophe Colomb? : 20 h 30, dim. HUCHETTE (43-26-38-99). La Centatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. LA BRUYERE (48-74-76-98). C'était bien : 21 h, dim. 15 h. LA VIELLE GRILLE (47-07-22-11(. Gledys : 20 h 30. LE BOURVIL (43-73-47-84). Me Souriente Algérie: 20 h 30.
LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Hortense a dit Je
m'en fous: 21 h. Angèle: 22 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45.
L'Amérique, l'Amérique...: 20 h. Le film de
Tchekhov: 21 h 30. Théâtre rouge.
8ereshit: 18 h 15. Feu la mère de
Mattemal: 20 h.
MAODE FINE (42, 85-77-09). M-Louise. Madamai ; 20 h.

MADELEINE (42-65-07-08). N'écoutaz pas,
masdames : 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DE LA POESIE (TERRASSE DU
FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des fernmes: 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80). Snow White and the three Frenchmen (spect. en angleis): 18 h. My Dinner with André (spect. en angleis): 19 h 3D. Savage Lovs: 21 h 15.

٦,

METAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rilve : 21 h, dim. 15 h. MICHEL (42-55-35-02). Les Aviateurs : MICHODIÈRE (47-42-95-22). La Puce

à l'oreille : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Cuisine et dépendances : 18 h 30 et 21 h. NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Les Jumestur : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 20 h 30. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17), Grande salle. Jean-Marie Bipard: 20 h 30. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sens rancune: 15 h et 20 h 30. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Selle 1 Madame de La Carière: 21 h, dim.

16 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32).

Câmbre et le Cardinal: 17 h 30 et 20 h 30.

POTINIÈRE (42-81-44-16). Chental Ladesou fait le Potinière: 21 h.

PRÉ-CATALAN (JARDIN SHAKESPEARE) (43-71-14-26). Mangeront-Ra? : 15 h et 18 h 30, dim. 17 h 30, PROCREART (42-06-69-91). Le borgne est roi : 21 h. RANELAGH (42-88-84-44). Exercices de

etyle: 20 h 30, dim. 17 h. Le Troislame Ligne: 22 h. dim. 20 h 30. RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Java des mémoires: 17 h et 21 h.Dim. Le Barbier de Séville: 20h30, ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Ciberia : 21 h. dim. 17 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin sauls1 : 20 h 45. SHOW-BUS (42-82-36-56).Dim. Show Bus: 14k30. THEATRE 13 (45-88-52-22). Oh, les bosux

THEATRE 13 (45-88-52-22). Oh, les besus jours! : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE CLAVEL (43-71-93-73). Athenais entre en acène : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE OE OIX-HEURES (46-06-10-17), Prends garde à tol : 20 h 30. Christian Briend dens Tout est show-beise : 22 h THEATRE GREVIN (42-48-84-47). Un Soir

au bout du monde : 20 h 30. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR SELLE-DE-MAI (48-06-67-89). La Ronde : 21 h, dim. 17 h, Salle de Mai. Au coeur, la brûkre : 17 h. Selle de Mel. Au coeur, la brûtere:
19 h. dm. 18 h.
THÉATRE OE LA MAINATE
(42-08-83-33). Le Premier: 20 h 30, dim.
18 h 30.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU
(42-23-15-85). Histoire de la fille qui ne
savait pas s'agenouiller: 20 h 30,
THÉATRE NATIONAL OE CHAILLOT

THEATRE NATIONAL OE CHAILLOT (47-27-81-15), Ubu rol: 20 b 30, dim. 15 h. Salig Jean Vier, La Nuit des rois: 20 h 30. THÉATRE NATIONAL OE LA COLLINE (43-86-43-80). Grande salie. Greek (A la grecque): 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salie, Kverch: 21 h, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL OE L'ODEON NETTEE SALIES (42-25-70-20). Budrale. (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Bufapla-nètes : 18 h 30, dim. 18 h 21 h 30. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04(. Veil-THEATRE DE NESLE (48-34-61-04), Veil-lée funètre : 20 h 30. THEATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96), L'Heure du thé chez les Pan-diebury : 20 h 30, drn. 17 h. TOURTOUR (48-87-82-48), L'Homme sur le parapet du pont : 19 h. Agnès de Dieu : 20 h 30.

TRETAUX OE L'ARSENAL (42-77-47-64). Le Professeur Frosppel: 20 h 30. TRISTAN-BERNARO (45-22-08-40). Patrick Timsk: 21 h.

RÉGION PARISIENNE AULNAY-SOUS-BOTS (ESPACE JAC-QUES-PREVERT] (48-68-00-22) Dim. Las Palmes de M, Schutz: 16h. BAGNEUX_(THEATRE VICTOR-HUGO) AGNETA THEATHE A COURSEYOLE

(47-35-58-78), Abel et Gordon dans la

Danse des poujes : 17 h.

BATEAU-THEATRE A COURSEYOLE

(QUA) MARECHAL-JOFFRE)

(40-51-84-53), Esotérick Satie : 2D h 30. HOULOGHE BILLANCOURT (THÉATRE)
H6-03-60-44), L'Ours ; On purge bébé :
20 h 30, dim. 15 h 30.
CERGY-PONTOISE (THÉATRE DES ARTS) (30-30-33-33). Le Chant des Signes : 21 h. COURBEVOIE (ESPACE CARPEAUX) (47-68-51-60).Dim. Demes des noyés : 20145. ETAMPES (THEATRE) (69-82-95-26).

Familie d'artistes : 20 h. LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHITHÉA-TRE PABLO-PICASSO) (46-30-45-29). La ville dont le prince est un enfant : 21 h, dirt. MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-43-45). La Double Inconstance : 20 h 30. MEAUX (60-23-40-00). Spectacle historique de Nuit : 22 h 30. MONTREUIL (STUDIO-THÉATRE DU TEMI (48-58-92-09). Jeux de massacre : 21 h die 18 h 21 h. dlm. 18 h. 27 n, gm. 18 n. MONTRELIIL (TJS) (48-58-93-93). Histoke d'un perit monsieur : 20 h 30, dm. 17 h. MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLEQUIN((89-04-13-70).Dim. Mademe Marguerne :

17h.
RUEIL-MALMAISON (CENTRE EDMONDRUSTAND) (47-51-85-45). Poétique sur
l'amour et l'humour : 20 h 45.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉATRE
ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). La
Controbesse : 20 h 45.
VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN-ROLLAND) (47-26-15-02). Villejuif sur scène : 20 h 30, dim. 17 h.
VITRY-SUR-SEINE (STUDIO-THÉATRE)
(46-81-76-50). Les Bonnes : 21 h.

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

CINÉMA

SAMEDI Une histoire du film policier français : les Vampires (1915-1816), de Louis Feuillade, 12 h.

DIMANCHE Une histoire du film policier français : Out (1971-1974), de Jacques Rivetts, 1D h. PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Histoire permanente du cinéma : Mes Petites Amoureuses (1874), de Jaan Eustache, 18 h 3D ; Una partie de campagne (1938-1946), de Jean Renoir, 21 h.

DIMANCHE Histoire permanente du chéma : Buriesques français, 18 h 30 ; Buriesques américains, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI SAMEDI
Le Cinéma poloreis ; la Clepsydre (1973, v.o. s.l.f.), de Wojech J. Has, 14 h 30 ; le Guichet (v.o. e.l.f.), de Krzysztof Klesłowski ; Tramway (1988, v.o. s.l.f.), de Krzysztof Klesłowski ; Concert des melleurs vous (1987, v.o. s.l.f.), de Krzysztof Klesłowski ; Brève Histoire d'amour (1988, v.o. s.l.f.), de Krzysztof Klesłowski, 14 h 30 ; Damton (1982, v.o. s.l.f.), de Andrzej Waids, 20 h 30. Wajda, 20 h 30.

DIMANCHE LIMMANUTIE
La Cinéma polonais: Mère Jeanna des
Anges (1961, v.o. s.t.1.), de Jerzy Kawalerowiez, 14 h 30; Sans in (1984, v.o. s.t.1.),
de Krzysztof Kieslowski, 17 h 30; Une viepour une vie (1990, v.o. s.t.f.), de K.
Zanusei, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Seint-Eustsche Forum des Halles (40-28-34-30)

SAMEDI SAMEDI
Polars en Seine: Enquêtes policières:
Bende annonce: Filo Story (1975) de Jacques Deray, Paris tod folie (1985), Peur sur la ville (1975) de Henry Verneuil, 14 h 30;
Détectives privés: Autour de Libo Malet (1984) de la Vidéorhèque de Paris, 18 h 30;
Parodie: Snark (1984) de Michel de Vides, le Voyou (1970) de Claude Lelouch, 18 h 30; le Miieu: Bande annonce: le Cave se rebiffe (1961) de Gilles Grangier, Touchez pas au grisbi (1864) de Jacques Becker, 20 h 30.

DIMANCHE Polers en Seine: Justiciers: l'Equipe Feul-lade (1965) d'Albert Dagnant, Judex (1963) de Georges Franju, 14 h 30 : Parodie : de Georges Franju, 14 h 30; France: .
Banda annonce: le gentlemen d'Epsom (1961) de Glies Grangier, le Cave se rebiffe (1961) de Glies Grangier, 18 h 30; Courses poursuites: Bande annonce: Alphaville (1965) de Jean-Le Godard, Fami américain (1877) de Wim Wanders, 18 h 3D; le Milieu; le Carde rouge (1970) de Jean-Fierre (1966) de 20 h 30 Metville, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A SRIGHTER SUMMER DAY (Taiwan No.); 14 Juilet Parnasse, 6 (43-28-58-00). L'AMANT (Fr. Brit., v.o.); Irrapes d'alleurs, 5 (45-87-88-09); Grand Pavois, 15-(45-54-88); v.f.: Les Montparnos, 14-(43-27-52-37). HES AMANTS DU PONT-NEUF [Fr.] : Ciné Beeubourg, 3- (42-71-52-36); Denfert, 14-(43-21-41-01). AP8ES L'AMOUR (Fr.) : UGC Odéon, 6-

(42-25-10-30); UGC Rotonde, 8-(45-74-84-94); UGC 8larritz, 8-(45-62-20-40). ARRÈTE OU MA MÈRE VA TIRERI (A. ARRÈTE OU MA MÈRE VA TIRER! (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1-(42-33-42-25[: UGC Normandie, 8-(45-63-18-18[: v.f. : Rex. 2-(42-38-83-93]: Paramount Opéra, 8-(47-42-58-31): UGC Lyon Baetille, 12-(43-43-01-59): UGC Gobelins, 13-(45-61-64-65): Mistrel, 14-(45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14-(43-39-52-43); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Chiry, 16-(45-22-47-94): Le Gembetta, 20-(48-36-10-96).
ATTACHE MOII (Esp., v.o.): Studio ATTACHE MOII [Esp., v.o.(: Studio Gelande, 5: (43-54-72-71) : Studio Gelande, 5: (43-54-72-71).

5- (43-54-72-71).

AUX CŒURS DES TÉNÈBRES (A., v.o.):

14 Julier Odéon, 8- (43-25-59-83): Pathél

Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82).

BARTON FINK (A., v.o.): Ciné Beautourg,

3- (42-71-52-36): Grand Pavois, 15
(45-54-46-85): Saint-Lambart, 16
(45-32-91-89).

(45-54-46-86); Saint-Lambert, 16-145-32-91-88).

BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.); Forum Horizon, 1-146-08-57-57; Patini Impérial, 2- (47-42-72-52); UGC Darston, 8- (42-25-10-30); UGC Rotende, 6- (45-74-94-84); George V, 8- (45-82-41-48); UGC Normandie, 8- (45-82-41-48); UGC Normandie, 8- (45-75-78-78); UGC Maillot, 17- (40-58-00-18); v.f.; Rex. 2- (42-36-83-93; UGC Montpanasse, 6- (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-36-43); Paramouet Opéra, 9- (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-81-48-485); Mestral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clicty, 18- (45-22-47-94); La Gembetta, 20- (46-36-10-96).

LA SELLE HISTORIE (Fr.): George V, 8- (45-82-41-48).

LA SELLE HISTORIE (FT.): George V, 5-(45-62-41-48). BEZNESS (Fr.-Tun.); Puthé Impérial, 2-(47-42-72-52); Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-36); Espace Salmt-Michel, 5-(44-07-20-48); Elysées Lincoln, 8-(43-59-38-14); Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20). (43-20-32-20). BORDER LINE (Fr.) : Images d'allieurs, 5-(45-87-18-08); L'Entrepôt, 14-(45-43-41-83).

(45-43-41-63). CEUNE (Fr.) : Utopie, 5- (43-26-84-65). CINQ FILLES ET UNE CORDE (TAWAN,

v.o.): 14 Juliet Odéon, 6: (43-25-59-83). CONTE D'HIVER (Fr.): Las Trois Luxembourg, 6: (48-33-97-77); Denfert, 14: (43-21-41-01).

CONFÉRENCES

LE COUP SUPRÈME (Fr.): Utopia, 5[43-26-84-65].
CROC-BLANC (A., v.l.): Cinoches, 6[48-33-10-82]; Grand Pavois, 15[45-54-46-85]; Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-83-83); Lucer-naire, 6- (45-44-57-34); v.f.: Rex Se Grand Rex), 2- (42-36-83-83). rem, 2 (42-30-35-83).
DEAD AGAIN (I (A., v.o.) : Gaumont |
Ambassade, 6: (43-59-19-08).
DELICATESSEN (F.) : Forum Drient |
Express, 1= (42-33-42-26); Rex, 2= (42-38-83-83); UGC Triemphe, 8= (45-74-83-50); UGC Convention, 15= (45-74-83-40). 45-74-83-40) DIEN BIEN PHU (Fr.) : Grand Pavols, 15-(45-54-8-85) ; Seint-Lambert, 15-(45-32-91-88). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr. Pol., v.o.): Epéé de Bois, 5- (43-37-57-47); Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34).
EPOUSES ET CONCUSTRIES (Fr.-Chin., v.o.): Publicia Saimt-Germain, 6-(42-22-72-80); Bysées Lincoln, 8-(43-59-36-14).
FACE A FACE (¶ (A., v.o.): Cinoches, 6-(45-22-10-21). FACE A FACE (*† (A., v.o.) : Cinoches, 6(46-33-10-82).

FACES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 6(45-61-10-80) : Le Beatille. 11(43-07-48-60).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : UGC
Triomphe, 8- (45-74-93-50) ; Saint-Lambert.
15- (45-32-91-68) ; v.f. : UGC Montparness, 6- (45-74-94-94) ; UGC Montparness, 6- (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9(45-74-95-40).

LE FESTIN NU (*† (Brit., v.o.) : Epée de
Bols, 6- (43-37-57-47).

FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 8-

FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 8-(46-33-10-82). GOLEM, L'ESPRIT DE L'EXIL (Fr.) : GULEM, L'ESPAIT DE L'EAU (FL): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). L'HOMME DE MA VIE (FL): Geumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.): (Lopis, 6-(43-28-84-65), HOOK (A., v.o.); George V, 8-(45-62-41-48); v.f.; Cinoches, 6-(48-33-1D-62); George V, 8-(45-62-41-46); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37); Seini-Lembert, 15-(WAS ON MARS (A., v.o.): 14 Juilet Par-

nessions, 14- (43-20-32-20).

MIGHT ON EARTH (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); images d'alleurs,
5- (45-87-18-05).

LA NUHT DE L'OCÉAN (DRAME): Larins, 4(42-78-47-85).

OMBRES ET BROUHLARD (A., v.o.):
Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouwer, 5(43-84-42-34); Lucarnaira, 5(45-44-57-34); Dendart, 14- (43-21-41-011.)

OPERING NIGHT (A., v.o.): Gesmont Les
Halles, 1- (40-26-12-12); Le Saint-Germaindes-Prés, Salle G. de Besuvagerd, 6(42-22-87-23); Les Trois Balzac, 6(44-61-10-5D); Escuriel, 13(47-07-28-04); Gaumont Pernesse, 14(43-35-30-40). 43-35-30-401. |43-35-30-40).
PATRICK DEWAERE (Fr.): Reflet Médicis |
Logos salie Louis-Jouwet, 5: (43-54-42-34). |
(A PLANÈTE BLEUE (Car.): La Géode, 19: |
(40-05-80-00). |
(A PRISE DE BEVERLY HILLS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-28); George V, 8' (45-82-41-46); v.f. Rex, 2' (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6' (45-74-94-94); Paramount Opéra, 8' (47-42-56-31). [47-42-90-31]. PROSPERO'S 800K& (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- [42-71-52-36] ; Denfert. 14- [43-21-41-01]. | Crofe Beaubourg, 3 | 162-71-52-36) | Denfert, | 14 | (43-21-41-01) | LE QUATRIÈME HOMME (*) (HoL, v.o.) | Accatone, 5 | (45-33-86-86) | RETOUR A HOWARIDS END (Brin, v.o.) | (Baumont Les Helbes, 1 | (40-26-12-12) | (Baumont Opéra, 2 | (47-42-60-33) | 14 Juli | (et Odéon, 6 | (43-25-59-83) | Le Pagode, 7 | (47-05-12-15) | Gaumont Ambassade, 8 | (43-63-19-08) | Publicis Champs-Elysées, 8 | (47-20-78-23) | Le Bestille, 11 | (43-07-48-60) | Gaumont Grand Ecran, 13 | (43-07-48-60) | Gaumont Grand Ecran, 13 | (43-35-30-4D) | Gaumont Alésia, 14 | (36-65-75-14) | 14 Julier Georgenelle, 15 | (47-70-33-98) | Pathé Montparnasse, 14 | (43-20-12-06) | Gaumont Convention, 15 | (48-28-42-27) | Pathé Wepler (f. 18 | (45-22-47-94))

12. (43-43-04-67); UGC Lyon Bas-

134 (43-43-01-59); Farrette, 13 (43-31-60-74); Gaumont Alésie, 14 (38-65-75-14); Pathé Montpar-nesse, 14 (43-20-12-06); Gaumont

Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA PUTAIN. (*) Film américain de Ken Russell Hines, v.o. : Chré Beau-bourg, 3* (42-71-52-36); Epée da Bols, 5* (43-37-57-47); George V. 8* (45-62-41-46); v.f. : Pathé Cilchy, 18* (45-22-47-94).

LE RETOUR DES CHARLOTS, Film

(45-62-41-46); v.f.: UGC Montparnesse, 8-(46-74-94-94); Pammount Opéra, 9-(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95); Mistral, 14-(45-39-52-43); UGC Convention, 15-(45-74-83-40).

UGC Convention, 15 (45-74-83-40).
MON COUSIN VINNY (A., v.o.): UGC Siarritz, 6: (45-62-20-40).
IMY OWN PRIVATE IDAHO (7: (A., v.o.):
Studio des Ursulines, 5: (43-25-19-09);
Lucarmire, 8: (45-44-57-34).
LES NERPS A VIF (7: (A., v.o.): Sept Parressiens, 14: (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

AU PAYS DES JULIETS, Film fran-AU PAYS DES JULIETS. Film tran-cais de Mehdi Charef: Geumont Les Halles, 1 40-28-12-12!; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Hautefeulle, 6 (46-33-79-38); Gau-mont Ambessade, 8 (43-59-19-08); Reflet Républiqua, 11/48-05-14 (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-35-30-40); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

CARNE. (**) Film français de Gasper. Noe: Saint-André-des-Arts (, 6- (43-26-48-18].

ET OEMAIN... HOLLYWOOD, Film français de Jean-François Villemer: Ciné Beaubourg. 3* (42-71-52-36); George V, 6* (45-62-41-46); Pathé-Cichy, 18* (45-22-47-94). JERSEY GIRLS. Film américain de

David Burton Morris, v.o. : Forum Hortzon, 1= (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-58-83); George V. 8• (45-62-41-46]; Paramount Opera, 9• (47-42-58-31); 14 Juillet Bestille, 11• (43-57-90-81); 14 Juillet Besu-11- (43-57-90-81); 14 Julitet Beau-grenella, 15- (45-75-79-78); Bienve-nue Montparnasse, 15- (45-44-25-02); v.f.: UGC Gobelins, 13- (48-51-94-95); Miremar, 14- (43-20-89-52); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Wepler II, 16- (45-22-47-94); La Gambetta, 20- (46-36-10-96). LE PÈRE DE LA MARIÉE . Film américein de Nancy Meyers et Charles Shyer, v.o.: Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12); Pathé Hautefeuille, 6-(46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-62); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); Pathé Fran-çais, 9- (47-70-33-88); Les Nation,

(48-28-42-27); Kinopenoreme, 15-(43-08-5D-50); UGC Malilot. 17-(40-68-00-16); Pathé Wepler, 18-(45-22-47-94); Le Gambette, 20-

JFK (A., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82).

KAFKA (A., v.o.(: Lucerneire, 8-(45-44-57-34) ; Sept Parnessians, 14-(43-20-32-20).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.): Ciné Secubourg, 3- (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09).

LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47).

(Bois, 5- (43-37-57-47); MAMAN, J'Al RATE L'AVION (A., v.1.) = ILB Berry Zabra, 11- (43-57-51-55) ; Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68); MEDICINE MAN (A., v.o.) : Forum Orient, Express, 1* (42-33-42-26) ; George V, 8-

46-38-10-96).

ERTOUR DES CHARLOTS, Hin français de Jean Sarrus: Pathé Mart-gnan-Concorde, 8º (43-58-92-82); Pathé Français, 9º (47-70-33-88); Gaumont Alésia, 14º (36-66-75-14); Pathé Montpernasse, 14º (43-20-12-08); Pathé Circhy, 18º (45-22-47-94); Le Gambetta, 20º (46-36-10-98). 10-96). VERSAILLES RIVE GAUCHE. Film français da Bruno Podelydes : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25). LE ZÈBRE, Film français de Jean Polret : Forum Horizon, 1º (45-08-57-57) ; UGC Denton, 6º (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6º (46-10-30); UGC Montparnasse, 6· (45-74-94-94); Gaumont Ambassade, 6· (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8· (43-62-20-40); Pathé Français, 9· (47-70-33-88); Les Nation, 12· (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12· (43-43-01-59); Gaumont Alésia, 14· (36-65-75-14); Miramar, 14· (33-20-89-52); 14· Juillet Beaugrenelle, 15· (45-75-79-79); UGC Maillot, 17· (40-88-00-16); Pathé Wepler, 18· (45-22-47-84).

ILES IMPOSTEURS (Brit., v.o.): Ciné Beau-Bourg, 3 (42-71-52-36); Sopt Pamessiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: George V, 8-(45-62-41-46). TNDOCHINE (Fr.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-28): Bretagna, 8-(42-33-42-28). LE RETOUR DE CASANOVA (Fr.) : Gau-LE RETOUR DE CASAÑOVA (Fr.): Gaumont Opára, 2: 447-42-60-33).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS

[A., v.o.): Grand Pavois, 15
(45-54-46-85); Saint-Lambert, 15
(45-32-81-68).

LE ROI EBAHI (Esp.-Fr.-Por., v.o.): Gaumont Opára, 2: (47-42-80-33); Latina, 4
(42-78-47-86); Studio dea Ursulines, 5
(43-26-19-09); Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

SAILOR ET LURA (*) (Brit., v.o.): Ché Beaubourg, 3- (42-71-52-35); Studio Galande, 5
(43-54-72-71); Grand Pavois, 15
(45-54-46-85).

SANG CHAUO POUR MEURTRE OE [45-52-41-40].

INIDOCHINE [Fr.]: Forum Orient Express, 1[42-23-42-28]; Bretagna, 8[42-22-57-97]; UGC Danton, 8[42-25-1D-3D]; Gaorge V, 8[45-62-41-46]; Pathé Marignan-Concorda, 8[43-63-62-82]; Saint-Lazara-Pasquier, 8[43-87-35-43]; UGC Dybra, 8[43-87-35-43]; UGC Lyon Bastille, 12[43-43-01-59]; Gaumont Convention, 15[48-28-42-27].

195 [Fr.]: Gaumont Las Halles, 1[40-25-12-12]; Gaumont Opéra, 2[47-42-60-33]; Rex, 2[42-36-83-33]; Linder Odéon, 6[46-33-78-38]; La Pagoda, 7[47-05-12-15]; Gaumont Antheasade, 8[43-59-19-08]; Publicis Champs-Bysées, 8[47-20-78-23]; 14 Juillet Bastille, 11[43-43-01-59]; Gaumont Antheasade, 8[43-43-01-59]; Gaumont Grand Ecran, 12[43-43-01-59]; Gaumont Afésia, 14[43-68-77-00]; Gaumont Afésia, 14[43-68-77-00]; Gaumont Convention, 15[48-28-42-27]; Kinopanorame, 16[43-06-50-50]; UGC Maillot, 17[44-06-50-50]; UGC Maillot, 18-

(45-54-45-85).
SANG CHAUO POUR MEURTRE DE SANG-FROID (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 6: (43-59-92-82); v.f.; Pathé Françaia, 9: (47-70-33-88).
SANS UN CRI (Fr.(: Epée de Bots, 5-42-27-87-47). SANS UN CRI (Fr.(: Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). LA SEMAINE DU SPHINX (it., v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). LA SENTINELLE (Fr.): Germont Opéra, 2-(47-42-80-33): Faith Hautsfeuille, 8-(43-379-38): Germont Ambassade, 8-(43-58-19-08); Le Bestille; 11-(43-07-48-6D); Fauvatta, 13-(43-160-74). LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A. v.o.): LE SILENCE DES AGNEAUX [") (A., v.o.) :

LE SILENCE DES AGMEAUX (**) (A., v.o.) :
Forum Orient Express, 1* (42-33-42-25);
Cind Beaubourg, 3. (42-71-52-36);
Cincches, 8* (48-33-10-82); George V. 6*
(45-62-41-45); Grand Pavois, 15*
(45-52-91-68); V.1; Rex, 2*
(45-32-91-68); Selection (ex-Reflet Penthéon); 5* (43-64-15-04); Studio des Ursufines, 5* (43-64-15-04); Studio des Ursufines, 5* (43-64-15-04); Especa-Saint-Michel, 5* (44-07-20-49);
TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Forum Orienz Express, 1* (42-33-42-26); UGC Thomphe, 8* (45-74-93-50); Blenvende Montparmessa, 15* (45-74-93-40);
UGC Opéra, 9* (45-74-93-40).

TERMINATOR 2 (*) (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) : Grand Pavole, 15-(45-54-46-85). 145-54-46-95).
THE PLAYER (A., v.o.): Forum Horizon, 1(45-08-57-57); UGC Odéon, 6(42-25-10-30); UGC Rotonda, 8(45-74-94-94): UGC Champe-Ehysies, 8(45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11(43-57-90-81); UGC Gobalins, 13(45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrandla, 15(45-75-79-79); UGC Maillott, 17- (40-68-00-16); v.f.: UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37); Pathé Wapler II, 18(45-22-47-84); Le Gambetta, 20(48-38-10-86).

10 h

. . .

n = 13 - 13

* ... * · · · · ·

(

5

 $\int_{-1}^{1/2} \frac{d^{2}}{2\pi} d^{2} = \frac{1}{2\pi} \int_{-1}^{1/2} \frac{d^{2}}{2$

· · · · ·

- 17 mm

10 mm

71 200

11.4.1.2 g

21:48

. .

....

g : " "

g/ 1 * 41 •

200

: 7 5

100 miles 100

25 15 14

17 0 00

~ 18 Mar

8 L

⇒

√

1.2

27.5

1.00

12 .

 $F_{A_{n-2}, \alpha}$

70.77

St. 1884

(48-36-10-98).

THELMA ET LOUISE (A. v.o.): Ciné Basubourg, 3- (42-71-52-38); Cinoches, 6-(48-33-10-82); Ciub Gaumont (Publicis Metignon), 9- (43-59-31-97); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); V.J.: Paramount Opére, 9- (47-42-56-31); Lee Montpernos, 14- (43-27-62-37).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.): 14

Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00); UGC

Triomphe, 8- (45-74-93-50); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

TOUTES PEINES CONFONDUES 67-(1):

13 MO-04-40-80).
TOUTES PEINES CONFONDUES Fr.(:
Images d'allieurs, 5- (46-87-18-09).
TRULY, MADLY, DEEPLY (Bric.): Utopia,
5- (43-26-84-85).

TRUST ME (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6: (43-26-58-00).

TWIN PEAKS (*] (A., v.o.): Geumont Las Halles, 1* (40-26-12-12): Geumont Opéra, 2* (47-42-60-33); USC Odéon, 6* (42-25-10-30); Gaumont Champa-Ehysées, 8* (43-59-04-87); Pathé Merignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); Max Linder Panorama, 9* (48-24-88-83); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14* (36-65-75-14); v.f.: Paramount Opéra, 9* (47-42-66-31); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95); Miramar, 14* (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15* (45-81-94-95); Miramar, 14-(43-20-89-52); Geomont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94). URGA (Fr. Sov., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-35); Lucarneire, 6-(45-44-57-34); Grand Pavois, 15-(45-44-85).

190-54-90-59:
VAN GOGH (Fr.): Studio des Ursulines, 5(43-26-19-08).
LE VENT SOMBRE (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Danton, 6(42-26-10-30): UGC Montparnesse, 6(45-74-94-84); UGC Bigrritz, 8(45-74-94-84);

(45-62-20-40). LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Ciné Seeubourg, 3-(42-71-52-36); Grand Pavols, 15-(45-54-48-85).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A TOUTES VITESSES : Cinaxe, 15 BRAZIL (Brit., v.o.) Studio Galande, 5-143-54-72-71) 16 h BUGSY-{A.; v.o.; :- Seint-Lambert, 15-(46-32-91-88) 2.1 h. LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 18 h. DANZON MASS (45-87-18-09) 17 h 55.

(45-87-18-09) 17 h 55.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouver, 5- (43-54-42-34).

DOMANI, DOMANI (tt., v.o.): La Berry Zabre, 1+ (43-57-51-55) 18 h 30.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Dersiert, 14- (43-21-41-01) 18 h 40.

LES ENCHAINÉS (A., v.o.): Saint-Lambert, 15- (46-32-81-68) 21 h.

EYCAL RESIE (A., v.o.): Saint-Lambert, 15- EYCAL RESIE (A., v.o.): Saint-Lambert, 15-EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 21 h. FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 18 h. GOTHIC (1) (Brit., v.o.) : Accerone, 5/ (46-33-86-86) 18 h 1D. HA(RSPRAY (A., v.o.) : La Basulle, 11-(43-07-48-60) 0 h. HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.(: Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) D h 35.

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.): Sudio Galande, 5 (43-54-72-71); Studio Galande, 5 (43-64-72-71) 16 h 20. LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14-(43-21-41-01) 21 h. MARY POPPINS (A., v.1.(: Salm-Lambert, 15- (45-32-91-68) 15 h 30. METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-64-46-86) 0 h 30. MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (A., v.o.): Las Trois Balzac, 8-, (45-61-10-60) 17 h 50, 18 h 50, 21 h 50, MIDNIGHT EXPRESS (**) (8rt., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-65) 17 h 45. MUSIC LOVERS (8rt., v.o.): Accesore, 5- (46-33-86-86) 17 h 50. PINK FLOYD THE WALL (8rt.-A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) D h 30. POINT BREAK (?) (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-64-46-85) 22 h 30. LA PREMIÈRE FOILE DE WOODW ALLEM

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN (A., v.o.(: Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) 18 h. PRINCE DES MARÉES (A., v.o.): Grand Pavois. 15: (45-54-48-85) 20 h. Qui a PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A. v.o.): Studio des Ursulines, 5: (43-26-19-05) 21 h 50. SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (*) (k. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) D b 10 ; Accatone, 5-(46-33-86-80) 22 h. 46-33-86-83, 22 h.

SHADOWS (A., v.o.): La Bastille, 1143-07-49-60) 18 h. 16 h. 20 h. 22 h, 0 h.

TAXI DRIVER (**] (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-82-36) 0 h 15.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.):
Studio des Ursulines, 5- (43-28-19-09)
18 h 15. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*((A., v.o.(: Studio Galande, 5-(43-54-72-71(22 h 30, LES VALSEUSES (") (Fr.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 16 h.

IA VIE DES MORTS (Fr.) : L'Empaper, 14-(45-43-41-83) 22 h. 20 000 LIEUES SOUS LES MERS (A. v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 18 h 30. 18 h 30.

LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chin., v.o.):
L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 18 h.

WOODSTOCK (A., v.o.): (a Berry Ziére,
11- (43-57-51-55) 22 h 15.

YOUNG SOUL REBELS Brit., v.o.): Images
d'aileura, 5- (46-87-18-09) 16 h. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14

PARIS EN VISITES

MARIGNY (42-56-04-41), Le Misanthrope : 21 h. dim. 15 h.

LUNDI 22 JUIN

a La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logie pari-aiens a, 1D h 3D, métro Rambureau, sortle rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autrefois).

a La religion du Buddha 8 : Mima-layae, d'étranges visiones, 14 h 30, Musée Guimet (Cavalier bleu). s Ousrier des Gobelins, histoire de la Bièvre et des teinturiers, origine de la Manufacture », 14 h 3D, métro Place-d'italie, devant maine du trei-zième arrondissement (Peris capitale

s Fastes et mystères à l'Opéra Garniers, 14 h 30, en heut des marches, à l'extériour (Connelssance de Paris). Le viaux village d'Auteuil s. 14 h 30, métro Églisa-d'Auteuil (Europ explo).

s Les selons dorés de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, antrée rue Lobau s Le sculpteur Clodions, 15 heures, Musée du Louvre, sous la Pyramide,

devant l'ascenseur (Approche da l'art). s La Nouvelle Athànes, le quartier du tout Parie des arts et des lettres à l'époque romantiques, 15 heures, 12, rue de la Rochefoucauld (Paris et son histoire).

a Les passages couverts de Paris s. 15 heurse, amrée passage Vardeau, 31, faubourg Montmartra (Peris et son histoire).

« Hôtels célèbres du Merais at sions littéraires», 17 heures, métro eint-Paul-Le Marais (Lutèce visites). «Les hôtels célèbres du Merais Ilu-minés », 21 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

23, quei de Conti, 14 h 45 : s Les pouvoirs du juge d'instruction », par M. Delmes Marty (Académie dea sciences morales et politiques).

• Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 juin 1992 17

ECONOMIE

BILLET

La CGT en ébullition

Il va falloir s'y habituer : les

débats internes de la CGT sont

désormais visibles au grand jour. Plusieurs indices récents viennent de le confirmer. A la Fédération des finances, une solution d'attente a été . trouvée. Estiment avoir été mis en minorité, le secrétaire général, M. Jean-Christophe Le Duigou (« rénovateur a membre du comité central du Parti ... communiste) avait démissionné. . A la demande du bureau, il est revenu sur sa décision et, fort logiquement, un congrès extraordinaire aura lieu en novembre. En revanche, la

crise ouverte décienchée après que le leader du syndicat des impôts eut maladroitement réclamé la tête de quatre responsables communistes n'est toujours pas réglée.

Chez les dockers, les agents de maîtrise et les conducteurs d'engins de Dunkerque, désireux « d'assurer la viabilité du port», ont annoneé vendredi qu'ils. faisaient acission. A l'UGICT, la fédération qui regroupe les ingénieurs, cadrea, techniciens et agents de maîtrise CGT, une! pertie de bras de fer oppose les a traditionalistes », favorables à un appel à voter anon » au référendum sur la ratification du traité de Maestricht, et les amodernistes », qui lugent plus efficace de mettre en exerque les aspects négatifs de ce traité sans pour autant donner une consigne de vote.

Cette effervescence est plutôt

bon signe. Elle témoigne qu'au sein de la CGT l'existence de débats internés n'est plus " considérés comme une maladie honteuse. Mais les cégétistes n'osent pas encore assumer le contenu de leurs controverses. L'enjeu, pourtant, est clair. Dernère l'affirmation de la nécessité d'adopter « de ... nouvelles pratiques . revendicatives», e est bien la question de l'indépendance à. l'égard du PCF qui est posée. Les temps, en effet, ont changé. Ainsi, c'est contre l'avis du parti que Mª Maîté Demona devrait être élue dimanche à le tête de l'UGICT. Mais tout cela reste dans le domaine du non-dit. Sur le fond, les «rénovateurs» de la CGT - qui ne se confondent pas tout à fait avec ceux du PCF - en restent . toutefois à des e positions de classe > parfaitement orthodoxes et à des analyses économiques assez simplistes. Pour aux, il suffirait de « satisfaire les ... besoins des traveilleurs » pour que chômage et exclusion

camarades I », aurait-on anvie de laur lancer. JEAN-MICHEL NORMAND

reculent. « Encore un effort,

Le syndicat des dockers accepte des négociations locales et nationales

La Fédération CGT des ports et docks s fsit connaître, vendredi 19 juin, son intention de participer aux oégociations locales et nationales proposées par le gouverne-ment afin de modifier le statut de

Pour la première fois, la CGT s'inscrit donc dans le cadre défim par la loi votée le 15 mai par l'Assemblée nationale et le 26 mai par le Sénat, estiment que le patronat a apporté des e réponses positives » à plusieurs revendications. «Les dockers aborderont cette negociation avec l'esprit offensif qu'on leur connait », souligne un communique de la CGT, qui rappelle que les négociations locales porteront sur «l'organisation du travail, les plans sociaux et les revendications locales » alors que la discussion nationale portera sur a les relations. entre ious les dockers ei les employeurs de manutention ».

L'opposition paysanne à la réforme de la PAC

La Coordination rurale veut bloquer les accès de Paris dans la nuit du 22 au 23 juin

La Coordination rurale a décidé de « bioquer les accès de Paris » dans la muit du lundi 22 au mardi 23 juin, a annocé vendredi 19 juin son porte-parole, M. Domi-nique Rougeaut (nos dernières édi-tions du 20 juin). Cette décision a été prise par un «collectif» de la Coordination réuni à Ecublé, près de Chartres (Eure-et-Loire), où un quartier général a été installé. Un cercle de tracteurs autour de Paris sera organisé par les agriculteurs venus principalement de la grande couronne, qui se verront renforcés par des délégations venues de pro-vince, a affirmé M. Rougeaut.

Une circulaire

et un décret précisent

de nouvelles règles

pour le travail

du dimanche

La liste des dérogatinus à l'in-

terdiction dn travail du dimanche

ministère du travail. Ces déroga-

tions, dites individuelles, pourront

être accordées par les préfets, sous le contrôle du tribunal administra-

tif, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la loi.

Aux industries en cootinu, aux

services minimum nécessaires à la

vie sociale (hôtels, cafés, restao-

rants) et aux commerces alimen-

taires, un décret ajontera une série.

d'activités qui, avec le temps, sont deveoues essentielles et qui,

jusqu'à présent, s'exerçaient dans

Au nombre de dix-buit, ces

les boutiques d'aéroports, les gui-chets de change, les services après-

les bureaux de vente immobilière

Une dérogation ponrra aussi

être accordée pour les zones ou les

llenx touristiques, communes nu

sites qui connaissent une situation

d'affluence exceptionnelle, périodi-

exceptions concernent notam

et les penges d'autoroutes.

Créée il y a six mois par un groupe d'agriculteurs du Gers autour du refus de la réforme de la politique agricole commune (PAC), la Coordination a «conseillé» à M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, de démissionner au lendemain de la rencontre, le 18 juin, entre le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et les principales organisations agricoles, qui, selon elle, n'a donné « aucun résultat tangible ».

M. Bérégovoy avait annoncé i l'issue de cette rencontre la création de trois groupes de travail

du 20 juin).

« La mise en place de commissions constitue un aveu officiel de l'absence de la moindre étude préa-lable à l'adoption de la nouvelle politique ngrienie commune (PAC) a estime la Coordination.

De leur côté, la Fédératinn nationale des syndicats d'explni-tants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) unt annoncé qu'ils ne se joindraient pas à l'initiative de la Coordination de bloquer les accès

Négociations entre les partenaires sociaux

Le CNPF propose une allocation-chômage unique et dégressive

Surprise : en un peu plus de deux heures, la deuxième séance de négociation sur le régime d'assurance-chômage était terminée, vendredi 19 juin. Les partenaires vient d'èrre précisée par une circu-laire, en date du 17 juin, a annancé vendredi 19 juin le sociaux se sont quittés, sans diseussion, après que les experts de l'UNEDIC leur ont communiqué, nralement, le chiffrage des différentes mesures qui pourraient être envisagées. Les ayant étudiées, ils se retrouveront le 23 juin pour en débattre ensemble an cours d'une réunion qui promet d'être plus mouvementée en raison d'une propositinn nouvelle du CNPF.

Parmi les solutions à l'étude figure en effet l'hypothèse d'une allocation unique et dégressive qui se substituerait à l'actuel système d'indemalsation pour le chômeur, constitué dans un premier temps d'une allocatinn de base, suivie le cas échéant d'une prolongation, puis d'une allocation de fin de droits, éventuellement complétée à son tour d'uoe prolongation. Le montant de cette nouvelle allocacalcule sur la base du taux plein de l'allocation de base et attein-drait, à sa fin, un niveau qui ne saurait être inférieur à celoi de l'allocation de fin de droits. Mais, entre les deux termes, il lui serait appliqué un abattement de. 15 % qui interviendrait tous les trois mois. En outre, la durée de verse-

ment serait établie par rapport au temps de cotisation. Selon les éva-luations faites par l'UNEDIC, une telle formule rapporterait, eo année pleine, 3 milliards de francs la première année, 6 milliards la deuxième et 9 milliards la troi-

D'autres solutions out aussi été

chiffrées. En application de la décision « provisoire » de M= Mar-tine Aubry, ministre du travail, le doublement de la somme versée à PUNEDIC par l'entreprise pour le licenciement d'un salarié âgé prévu par «l'amendement Dela lande» (qui passerait de trois à six mois de salaire daos le cas du licenciement d'un salarié âgé de plus de cinquante-cinq ans), amè-oerait 1,4 milliard de fraces de plus dans les caisses, soit 2,8 milliards, au total. La participation des chôme urs au financement de leur retraite complémentaire permettrait d'écocomiser 450 mil-linns de francs. Chaque journée supplémentaire pendant laquelle le iement de l'allocation serà différé, et qui viendra s'ajouter aux trnis juurs déjà instuures depuis décembre, funruira 250 millions. Le CNPF, qui évoque la possibilité de porter ce délai à sept jours, escompte donc trouver ainsi I milliard de francs.

ALAIN LEBAUBE

que ou continue. Guerre commerciale programmée au GATT

Le litige entre les Etats-Unis et l'Europe sur le soja entre dans une phase aiguë, Un affrontement pourrait avoir lieu à la fin du mois d'août

(Communautés européannes)

de notre correspondant

Dans le litige qui les oppose à la Communauté à propos de la politi-que qu'elle pratique en faveur de ses producteurs d'oléagineux (colza, tournesol, soja), les Etats-Unis restent gourmands et dange-

Leur objectif demeure d'obliger la CEE à modifier son régime de soutien, autrement dit à réduire les aides versées à ses agriculteurs de telle manière que sa production diminue et que leurs exportations de soja, prenant ainsi la place libé-rée, puissent s'accroître. Pour y parvenir, les Américains n'ont pas du tont renoncé à imposer à la CEE des mesures de rétorsion qui prendraient la forme de très forte prendraient la forme de tres forte nagmentatinna des droits de donane perçus sur des produits importés de la Communauté (dont le vin, le cognac et les fromages) et porteraient sur un volume de com-merce d'un milliard de dollars. C'est ce qui ressort de la réunion du Conseil du GATT, l'arganisa-tion qui réglemente le commerce international, qui s'est tenue ven-dredi 19 juin à Genève.

Compte tenu des positions en ence, à terme, l'affrontement, c'est-à-dire la mise en œuvre de mesures de rétorsion par Washing-ton, semble difficilement évitable. C'est du moins l'avis de bon nombre d'observateurs bruxellois. Compte tenu des procédures enga-gées, il devrait se prodoire vers la fin du mois d'août, déclenchant alors peut-être des représailles de la part de la CEE.

Devant le Conseil du GATT, les Etats-Unis out opéré, avec une certaine habileté, une modeste retraite tractique. Le « panei», e'est-à-dire l'instance d'arbitrage du GATT qui avait instruit le litige et dont les conclusions étaient favorables aux Américalns, avait proposé, au choix, deux solutions pour régler le différend. Soit la Communauté révisait la réglementation qu'elle rétorsion contre la CEE. 1

applique à ses producteurs d'oléa-gineux, soit elle conservait inchangée cette réglementation, mais engageait des négociations an titre de l'article 28 du GATT avec ses principaux fournisseurs (Etats-Unis, Brésil, Argentine, Pnlogne, Canada, Pakistan), afin de leur accorder des contreparties tarifaires (diminution des droits de douane perçus sur d'autres produits importés) pour compenser le préjudice

> Un puissant lobby

Sans accepter les conclusions du panel (qu'elle tronvait et qu'elle continue à trouver particulièrement inéquitable), la Communauté avait indiqué qu'elle était disposée à se plier à ses injonctions. Elle écartait l'idée de réviser une seconde fois, à cause du GATT, sa réglementation sur les niéngineux, mais en revanche se déclarait prête à ouvrir des nécociations au titre de l'article des négociations au titre de l'article 28 pour dédommager ses fourois-seurs du préjudice supposé subt. C'était là une positinn parfaitement conforme à la légalité du GATT.

Elle suscita néanmoins la colère des Américains: ce que veut leur association des producteurs de soja, à l'origine de la plainte, c'est contraindre la Communanté à moins produire d'oléagineux avec l'espoir de pouvoir alors euxmêmes davaotage livrer au Vieux Continent: la perspective d'obte-nir, grâce à la négociation propo-sée, quelques rédoctions de droit sur des produits qui ne les intéressent pas, les laisse évidemment de marbre. Aussi l'administration Bush, très à l'écoute de ce puissant lobby, fit-elle d'abord savoir que cette négociation au titre de l'arti-cle 28 ne l'iotéressait pas et aononça, dans la foulée, son intention d'appliquer des mesures de

Négliger ainsi les propositims du panel et agir de manière aussi spec-taculairement unilatérale ne pouvaient que braquer enntre Washington la majnrité des «parties contractantes » du GATT. Vendredi, les Américains, qui l'ont compris, ont rectifié le tir. Ils ne se sont pas opposés à la demande pré-sentée par la CEE d'ouvrir des négociations an titre de l'article 28 (ils auraient pu le faire puisqu'an GATT les décisions se prennent par consensus). Mais ils ont rap-pelé que leur préoccupation demeurait de voir la CEE modifier son régime de soutien.

Au cours des semaines à venir la

Au cours des semaines à vent la Communanté va engager des consultations avec ses différents fournisseurs de soja, dont les Amé-ricains. Elle va leur faire des pro-positions pratiques : peut-être leur garantir un volume d'importations dans la CEE au niveau atteint en 1990 pur 1991 : et en pintant des 1990 nu 1991; en ajuntant des compensations tarifaires pour le manque à gagner résultant de l'existence de la réglementation communantaire. Mais, sauf change-ment de cap improbable, il y a tout lieu de croire qu'elle refusera de revoir sa réglementation. Les Etats-Unis constateront alors que les offres de la CEE sont insuffisantes et, ayant fait semblant de chercher un accommodement, se trouveront plus à l'aise pour renouer avec la voie de l'affrontement.

Aux termes des règles du GATT, ces négociations de l'article 28 peuvent dnrer jusqu'à deux mois. Dans l'intervalle, pour réchauffer l'ambiance, les Américains miront sans doute publié leur liste définitive de mesures de rétorsion, laquelle doit porter, on le sait, sur I milliard de dnilars. Tout sera alnrs en place pour qu'ils eo déclenchent l'application. C'est la un scénario de guerre commerciale auquel il pourrait être bon de se préparer sans attendre la dernière minute. Car c'est aussi le scénario le plus vraisemblable.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour améliorer les liquidités et étaler le remboursement de la dette

L'Etat propose d'échanger pour 140 milliards de francs d'emprunts

L'Etat lance une offre publique d'échange (OPE) sur quarante ciaq emprunts, dont le montant cumulé atteint 140 milliards de francs. Le gros de l'échange porte sur vingt-neuf emprints d'Etat (117,22 milliards de francs), dont la durée de vie moyenne est de 2,73 ans, donc vie moyenne est de 2,73 ans, donc assez proche du remboursement final. Sont compris également, dans l'affre d'échange, seize emprunts obligataires émis par des établissements publics, dont l'Etat a repris le service de la dette, pour 22,76 milliards de francs: il s'agit de la Caisse nationale de l'industrie (CNI) et de la Caisse nationale des banques (CNB) créées en février 1982 ques (CNB) créées en février 1982 pour assurer l'amortissement et le paiement des intérêts des obligations émises en échange des actions des sociétés industrielles et des banques nationalisées à la même époque. S'y

ajoutent le Fonds d'intervention sidérurgique (FIS), créé en 1982 afin d'émettre des emprunts dont le produit permettait de souscrire aux obligations convertibles lancées par les groupes sidérurgiques Usinor et Sacilnr, et le Fonds spécial de grands travaux (FSGT), créé également en 1982 pour financer des tra-

Cette OPE, d'un montant considérable, a pour objet d'affrir nux porteurs des obligations assimilables du Trésor (OAT) d'une durée de six souvent décotés, peu négociés et, finalement, peu liquides. Elle per-mettra aussi d'étaler le remboursement de la dette de l'Etat sur une durée plus longue (lire page 21).

A l'origine des soubresants de la Bourse de Tokyo

La conjoncture japonaise reste particulièrement incertaine

Dure semaine pour la Bourse de Tokyo, qui a atteint son niveau le plus bas depuls octobre 1986 avant de se reprendre in extremis vendredi 19 juin. Mais derrière les soubresauts desordonnés du Kabuto-cho se profilent les interrogations sur la santé de l'économie japonaise.

TOKYO

de notre correspondant La vague de pessimisme des financiers japonais a été directement déclenchée par la publication d'une série de statistiques gouver-nementales doot les conclusions sont contrastées. L'enquête trimestrielle de conjoncture de la Banque da Japon mantre une persistance de la morosité chez les industriels dont l'indice de confiance reste faible (augmentation des stocks, recul des investissements). En revanche, le rapport de l'agence de planifica-tion, publié en débnt de semaine, indique, lui, une croissance de 4,3 % au cours du premier trimestre. Uo chiffre gonfle par certains facteurs techniques qui, seloo la plupan des économistes, masque la réalité de la situation économique.

> Un budget supplémentaire

Difficile de se faire une opinion tranchée. SI des signes de reprise (dans la construction, les commandes de machines) tendent à apparaître, les iovestisseurs sembient plus sensibles au piétinement de la croissance. Selon le président de la Bourse de Tokyo, M. Minoru Nagaoka, qui participait jeudi 18 jum à un séminaire organisé par le journal Yomluri, e le marché ne reflète pas les données fondamen-tales de l'économie, dont la situatinn, pour être morose, est inin d'être mauvaise comparée à celles des autres pays». En revanche, estime M. Nagaoka, «la persistance de cette perte de conflance des investisseurs pourrait avoir un effet négatif certain sur l'économie natio-nale et par contrecoup sur l'écono-mie mondiale ».

Devant la commissioo des finances, le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, a déclare le même juur que « des mesures seraient prises en temps opportun», suggérant qu'un budget supplémen taire pourrait être oécessaire. Le premier ministre a néanmoins ajouté qu'il n'avait pas l'intentioo de recourir « pour l'instant » à une telle mesure. Le ministre des finances a, pour sa part, déclaré qu'il n'envisageait pas une oouvelle réduction du taux d'escompte, estimant que la précédente (en avril) o'avait pas encore porté ses fruits.

Si le principe d'un budget supplémentaire semble acquis, le moment et le montant de celui-ci o'oot pas été arrêtés : seinn la rumeur, M. Miyazawa pourrait annoncer au sommet de Munich une rallonge de 3 000 à 5 000 milliards de yens (de 125,6 à 209,3 milliards de francs) destinée à être mise en œuvre à l'antomne. Le gouvernement maintient que l'économie devrait redémarrer au dernier trimestre.

La «purge» de l'économie, afin de permettre un redéploiement vigoureux dans la seconde moitié des années 90, reste assurément l'objectif des autorités, estime M. Kenneth Courtis, analyste de la Deutsche Bank Capital Markets. Le gouvernement n'en doit pas moins modifier sa politique de refroidis-sement : « à moins d'un budget supplémentaire destiné à soutenir la demande interne, la croissance au cours de l'année fiscale 1992 (qui s'achève en mars 1993) sera loir d'atteindre les 3,5 % prévus : elle no dépassera pas les 2 % ».

Ce soutien à la demande interne paraît d'autant plus nécessaire que le Japon est en train d'accumuler un excédent commercial d'un mon-tant recard (583 milliards de francs). Au cours du premier trimestre, l'excédent des comptes courants représentait 3,1 % du PNB (produit national brut), soit le pourcentage du dernier trimestre 1987. Cette augmentation de l'exeédent commercial essentiellement due à un recul des importations

PHILIPPE PONS

Effaçant l'excédent enregistré en avril

Le déficit budgétaire américain a atteint 46,9 milliards de dollars en mai

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a totalisé 46,9 milliards de dollars eo mai (248 milliards de francs), effaçant le léger excédent enregistré en avril. Sur les huit premiers mois de l'exercice fiscal 1992, le déficit budgétaire a totalisé 231,7 milliards de dollars, eo hausse de 32 % sur le déficit enregistré pendant la même période

Les experts tablent sur un déficit budgétaire pour l'ensemble de l'anoée fiscale, qui s'achèvera le 30 septembre, d'environ 330 mil-liards de dollars, soit largement plus que le déficit record de 269,5 milliards de 1991.

Appliquant l'accord avec le FMI L'Algérie libère les prix de plusieurs produits de base

Le mioistère algérien do commerce a publié, vendredi 19 juin, une liste des produits dont les prix ne seront plus soutenus par l'Etat à partir du samedi 20 juin. Parmi ces produits figurent l'hoile, le sucre. les légumes secs et les pâtes alimen-taires. Cette décisinn devrait eotraîner des augmentations de prix. Par contre, le lait, le pain et la semoule, resteront subventionnés mais lenrs prix seront majorés.

La soppression du soutien des prix fait partie de l'accord de réajustement structurel passé le 3 iuin 1991 avec le Fonds monétaire international (FMI). La libération des prix sera compensée par un soutien direct concernant les personnes sans revenus et celles disposant d'un reveon meosnel inférieur à 1 700 francs. - [AFP.]

ou d'enthousiasme er ons. Le premier mis mmédiatement sais n:e riandais en la en -- aastricht pour porter imp enntre le des é un des porte panie s vendredi 19 pia pe ivenus depuis le me à

es reactions en France

A TANAMEST STATE

with the section

i - a describe

1 - 1 - 10 FZ

تحدث ب

......

. p. 1000 ±76±

the many of the

· - : ... to part

77

1

Language 1.2

and the TE

. - :- : 1 - 32

.... 1. 142.20

...........

· WARESTE 13.50

1,000

10 mg 100 mg

THE PARTY OF

16 17 16 18 18 28

196.0°E

1.00

3. 80.

5.

lan.

1 1 77

1. -1 -2 25 25 25

the free de la jour de -- Irante de Masser mi mi preside in Befeitelle, ie ge-Heathern Guston, age A 11/2 fc. marge The state of the state of A to Tomath Mary in Marian Mil ... firmer wings: 1 Court 12 (2) A CAN DOES 1/57 PE - - - 12 - 220 V音量

Avec des bénéfices en hausse

Rhône-Poulenc Rorer

concentre les programmes

de recherche

Après avoir daublé en 1991, le

résultat de Rhône-Pnuiene Rurer

(RPR) devrait encore croître de 25 % à 30 % cette année. Son

bénéfice devrait se situer aux alen-

tnacs de 420 millinus da dollars (2,3 milliards da francs), ont pré-cisé, mardi 16 juin, les dirigeants

de ce groupe pharmaceutique, contrôlé par Rhône-Poulenc.

Deux ans après ce rapproche

ment franco-américain, M. Robert E. Cawthorn, président de RPR, a présenté les priorités du groupe. Le préoccupatinn essentielle réside

dans la concentration des pro-

grammes de recherche, la diminu

tion du nombre de projets et l'ac-célération du développement de

nouveaux médicaments vendus sur ordonnance. Un effort jugé indis-

pensable a quand on sait qu'un pro-

pensance e quara on suit qu'un pro-duit pharmaceuitque noveau coûte en moyenne de 200 à 250 millions de dollars pour passer de sa décou-verte à sa mise sur le marché, avec

seulement trois chances sur dix de

Parallèlement, le groupe s'interroge sur ses capacités financières de développer, en même temps que cotte recherche, le marché de l'automédication, qui représente 10 % de son activité. « Dans ce secteur, la clef du succès, e'est l'investissement publicitaire », a indiqué le directeur général, M. Jean-Jacques Revirand, en précisant que d'ores

Bertrand, en précisant que d'ores

et déjà le groupe (qui se classe au neuvième rang mandial dans ce

domaine) s'est concentré sur quatre

familles de produits. Sans ahan-donner ce creneau, l'une des idées

pourrait être de s'associer pour la

Anniversaires

distribution de ces médicaments.

récupérer ces dépenses ».

ECONOMIE

INDUSTRIE

Le numéro un mondial de sièges automobiles contesté par ses actionnaires

Epeda-Bertrand Faure va changer de président

M. Pierre Richler, PDG ds Epeda-Bertrand Faure, premier fournissaur mondisi de sièges pour sutomobilas et l'un des fleurons des égulpemantiers, frençais, est aujourd'hui confronté à la fronde de certains de ses actionnaires. Devant leur assemblée générale, réunie le 18 juin, il e annoncé qu'il mettrait à exécution son intention, proclamée en 1990, de partir avant la fin de l'ennée 1992. Son succasseur sera désigné lors du prochain conseil d'administration, qui aura lieu début juillet. Ssion toute vraisembiance, il devrait s'egir de M. Daniel Dewayrin, ectuellement président de Bertrend Faure et de Ratier-Figeac, filiale aéronautique du groupe.

Actinnaires contre dirigeants. La bataille dunt Epeda-Bertrand Faure (EBF) est aujourd'hui l'objet est un exemple type des diver-gences d'intérêts entre un groupe industriei, menant une stratégie à lang terme, d'une part, et des actionnaires pour qui la firme est un placement non stratégique dont ils souhaitent tirer une plus-value à relativement court terme, d'autre-

L'actinunariat de EBF est aujnurd'hui entre les mains d'un numbre limité d'entreprises : Michel Thierry, fabricant de tissus et fournisseur de EBF, est le plus important avec 18,7 % du capital; viennent ensuite la société espaganle Flabesa (14 %), le groupe d'assurances Axa (14 %), l'italien Marco De Vecchi (9 %), le CCF (3 %), la Société générale (5 %), la famille Richier (4 %) et les salariés

COMMUNICATION

Le Syndicat national de l'édition

phonographique (SNEP), repré-senté par MM. Gilles Paire, PDG

de Pnlygram-France et président du SNEP, Heuri de Bodinst, direc-

teur général de Sony Music-France,

et Bertrand Delcros, directour

général du SNEP, a présenté mer-credi 17 juin au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) un projet de

«chaîne de télévision à dominante

musicale». Ce projet de chaîne

hertzienne, qui répond au nom de

Paris musique services, souhaite occuper le réseau hertzien «Multi-

villes», résean dont les émetteurs

sont situés dans de grandes agglo-

Un des constructeurs

du tramway de Strasbourg

a de graves

difficultés financières

Strasbourg. L'italien Socimi, chargé

de réaliser le projet avec la collabo-

ration du groupe ABB, traverse des

difficultés financières sérieuses. A

l'époque, le choix d'un construc-

teur étranger avait été vivement

critiqué, certains reprochant à

Strasbourg de tester en France un

tramway italien. L'accord sur le

point de se conclure avec le groupement français Alsthom-de Die-

trieh n'avait pu se faire, compte

tenu du surcoût réclamé par ce

dernier pour réaliser un «plancher-bas intégral», comme le réclamait

Cette unuvelle péripétie ne devrait pas pour autant remettre

en cause la réalisation du tramway.

Le groupement « conjnint et suli-

daire» des deux constructeurs fait

nbligation à l'un des constructeurs,

en cas de défaillance de l'autre,

d'exécuter la commande. Le grou-

pement helvético-suédois ABB, l'un des plus importants constructeurs

ferroviaires en Enrope, est suffi-

samment solide pour mener le projet à son terme. Le contrat de

354 millions de francs prévoit la

livraison de vingt-six rames pour

une mise en service du tramway le

premier septembre 1994.

la cité strasbourgeoise.

Nouvel aléa pour le tramway de

TRANSPORTS

mérations.

7.

Destiné au réseau « Multivilles »

Le projet de chaîne musicale hertzienne

du syndicat des éditeurs de disques

da groupe via un plan d'épargne groupe (2 %). Venus au secours de cette entreprise en 1988, époque à laquelle la société avait du résister à une affre publique d'échanges (OPE) lancée par Valco, certains actionnaires financiers sont aujour-d'hui déçus des résultats de la firme. Pourtant, son chiffre d'af-faires – de 11,3 milliards de francs en 1991 - a progressé de près de 30 % et son résultat, certes en baisse de 44 % par rapport à l'exercice précèdent, reste positif et s'établit à 111 millions de francs.

Mais la société continue de souf-frir des conséquences de l'OPE. A l'époque, pour assurer sa défense, elle avait du souscrire un emprunt d'hui son endettement demeure très lourd : il atteint 2,2 milliards de francs pour des funds propres de 1,4 miliard (y compris 646 mil-linns de francs de TSDI, titres subordonnés à durée indéterminée). Le cours de l'action a chuté : de 1 250 francs, valeur à laquelle les actinnaires « chevaliers les actinnaires « chevalters hancs» l'avaient achetée en 1988, elle est aujnurd'hui tumbée à 860 francs. Une dépréciation qui n'est guère du goût de certains. Ils estiment que la stratégie poursuivie depuis 1988 par M. Richier n'a guère visé la satisfaction de ses actionnaires.

Un achat peu rentable

EBF s'est développé dans l'automobile principalement. Bertrand Faure, la filiale chargée de cette activité, réalise 78 % du chiffre d'affaires du groupe. Elle est la sixième entreprise française dans le secteur des équipements pour auto mobiles et l'un des rares équipe-mentiers français fournisseurs des Japonais en Europe, mais aussi au Japon. Paur accroître sa part de

dent pas être opérateurs de cette chaîne (au coût estimé à environ

150 millions de francs la première année, dont 100 millions pour les

programmes) mais sont disposés à prendre environ 45 % du capital de

cette « télévision de l'environnement

musical ». «La diffusion hertzienne

commencerait par la région pari-

sienne pour s'étendre progressive

relle dans le paysage audiovisue

français, sans pour autant concur-rencer le câble ni les autres chaînes hertziennes ».

D Euro Disney favorable à la créa-tion d'un troisième parc. – La société Euro Disney s'est félicitée,

vendredi 19 juin, du feu vert

donné par le gouvernement pour la réalisatinn d'un deuxième parc,

dant l'auverture est prévue en

1996. L'investissement, de l'ardre

de 18 milliards de francs, prévoit

la construction d'un parc à thème

Euro Disney s'est aussi prononcée

en faveur de la construction d'un

troisième parc à l'horizon 2000 sur le site de Marne-la-Vallée, qui

pourrait s'inspirer de l'Epcot Cen-

ter de Disneyworld en Floride. Elle

n demandé « au premier ministre et

aux autres autorités de mettre à profit cette période de mise au point

pour inscrire elairement dans le plan-programme à terme du projet la possibilité de réalisation sur le

site d'un troisième parc à l'horizon

Fin de la grève des marias de la SNCM. - Les marins de la Société

natinuale Corse-Méditerranée

(SNCM) ont accepté, dans la soirée du vendredi 19 juin, les dernières

propositions de leur direction et

voté, à une très large majorité, la

reprise du travail. Le service entre le contineat et la Corse devait

reprendre samedi matin. La direc-

tion et les syndicats se sont mis

d'accord sur l'application du proto-cole signé en décembre 1990, dont les interprétations divergentes

étaient à l'origine du conflit. Selon M. Paul Morachini, secrétaire général des marins CGT, « la SNCM a accepté 594 titulaires des

cet hiver, soit un effectif supérieur à celui qui assurera la saison estivale

sur l'ensemble de la flotte.»

2000 ».

EN BREF

ment à d'autres villes», précise le SNEP qui estime que « ce concept original trouverait sa place natu-

marché nuprès des constructeurs allemands en particulier, elle a acquis en 1991 la société alle-mande Rentrop. Ce qui l'a propul-sée au premier rang mondial des fournisseurs de sièges pour automobiles. Sans cette acquisition, le chiffre d'affaires de Bertrand Faure aurait régressé de 17 %. Grâce à elle, il a progressé de 34 %. A titre de comparaison, le chiffre d'affaires ginhal des équipementiers français a progressé de 1 % en 1991 et a diminué du 1,6 % en France. Mais cet achat se serait révélé d'une rentabilité médiocre; il aurait été payé trop cher, affir-ment aujourd'hui ses détracteurs.

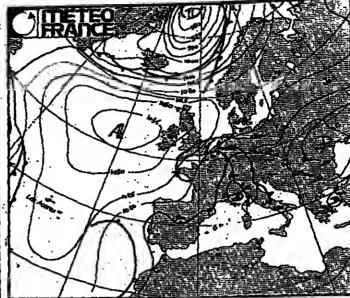
Pour parer les effets cycliques de l'automobile, le groupe a maintenu plusieurs pôles d'activités : dans la literie (Epeda et Merinos), les bagages avec Delsey, l'adronautique (Ratier-Figeac). «Il aurait da chai sira, disent anjourd'hui ses oppoment, il pouvait soit mener une stratégie de recentrage sur l'auto-mobile, qui lui aurait permis de céder ses autres actifs, au demeurant plus rentables, soit conduire une stratégie de diversification, pour répartir les risques, mais sans s'endetter davantage en procédant à des acquisitines. Il n'avait pas les s de conduire les deux à la fois, lui reproche-t-on.

Le successeur présume de M. Pierre Richier, M. Daniel Dewayrin, devra satisfaire leurs exigences. Il semble que la stratégie de recentrage sera privilégite. ell devra montrer rapidement s'il est capable de diriger le groupe. Sinon, l'entreprise sera une proie idéale. Et si un industriel propose un prix attractif, tous les actionnaires se jet-teront dans ses bras », prédit l'un

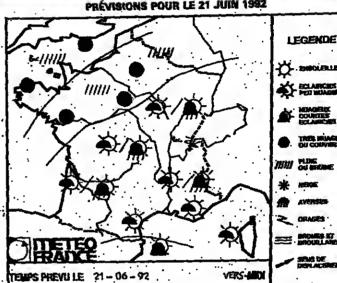
ANNIE KAHN

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN 1992



n'empéchera pas les nuages de reste majoritaires. Des averses pourront se La rosjeure partie des régions fran-calises se réveilleront dimanche dans le ; griseñie ou sous un c'el brumeux. Il pleuvra faiblement sur la Bretagne et au nord de la Seine. Seul le pourtour médi-

terranéan, maigré la présence persis-tente de nuages, verre le solai du main es sois. Le soleil reviendra progressivement en cours de journés, sur de nom-breuses régions: Seules la Bretagne, le Normandie, la Picardie et le Nord-Pas-Days de Loire, l'île de France et Cham-pagne-Ardenne, les pluies s'arrêterent avent midi meis le soleil pa fera que de timides apparitions dans l'après-midi.

déclencher par endroits dans l'eprès midi, elles sont plus probables sur l Les températures restent netter

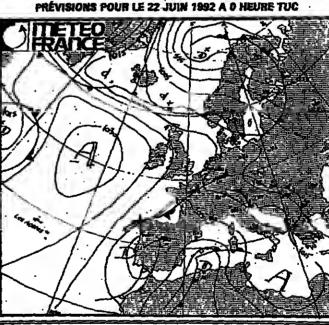
melgré un heissa seguille par apport semed. Les températures minimales volsineront 11 degrés, mais elles pourrant descendes fusion à 6 degrés Massif Contral at no pass

Les maxima serom légèrement inté-neurs à 20 degrés au nord d'une ligne Bordesus/Nancy et légèrement supé-

les gestes qui

elenant actionn

Plus su sud, le retour du stileil



L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS Tél.: 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

> Pour accompagner vos C.V. Pour renouveler vos papiers d'identité Pour offrir à vos amis...

PHOTO SERVICE EVASION

C'est l'un des premiers magasins de la région parisieure équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante vidéographique. Technologie à la pointe du progrès: vous posez... vous choisseez votre meilleure expression sur un écran vidéo et. I minute plus tard, le photographe vous remet i cliché de 6 photos d'identité, au format international, en couleurs ou en noir et hlanc

pour seniement 32 F.

Décès

- Bestrice Berghauer, Olivia Berghaver,

Henri Raymond, ont la Iristesse de faire part du décès de

Helese BERGHAUER,

purvenu le 15 juin 1992, à Paris.

Les obsèques unt cu lieu le lundi 17 juin, à Paris, dans la plus stricte intimité.

 Foruz et Michèle Chahid-Noural, Jean-Pierre Behrouz et Michèle Chahld-Noural, Noël Behzad

et Martine Chabid-Noural, Le général Moayed-Moghodam et M., née Zarrine Chabid-Noural, Cécilo-Maryam, Alexis, Letti et Gairy Chabid-Noural, Kameran et Roberth Moural

ant la priscose de faire part du décès de

leur tante et grand-tante, M" OZZ CHAHID-NOURAL

survenu à Téhéran, le 17 jula 1992. De la poussière nous venons, Au vent notes allons...»
Omas Khayylin.

Nous avons la douleur de faire

part de la mort de Roger RIETHMULLER

inspecteur départemental de l'éducation, en retraite,

survenne le 17 juin 1992, à l'âge de

Les familles en deuil.

Les obsèques auront lieu au cime-tière de Lutterbach (Rhin), lundi

Cérémonie religiouse à la basilique du Sacré-Cœur de Lusterbach, à 14 à 30.

3, rue de Mulhouse, 68110 Ulzach.

- Su famille et ses amis, ont la profonde douleur de faire par

Helène ZYLBERBERG. survenu le 19 juin 1992, dans sa qui

L'inhumation aura licu, le mardi 23 juin, 2 10 h 15, au cimetière du Montparnasse (entrès principale).

CARNET DU MONDE Renseignements: 55 F la ligne H.T 40-65-29-94

Nandor CHESNEY

« Le vrai tombeau des morts, c'est le cour des vivants.»

> Avis de messe Une messe sora célébrée, le von-dredi 26 juin 1992, à 19 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Scine, à la mémoire de

Marie-Thérèse RETHORÉ,

décédée le 14 février 1992,

colonel Charles RETHORE,

décédé le 22 soût 1962,

- Une racese à l'intention de

Gérard PAQUIER,

sera célébrée le mardi 23 juin, à 17 h 30. en l'église Soint-François-Xavier.

12, place Président-Mithouard, 75007 Paris.

Avis de recherche

- M= Zeide Soowske Szeft (Sheft).

SZAFT Chaim-Itzhak,

SZAFT Brajus,

SZAFT Hauta

disparus en septembre 1942, dans le ghette de Baranowiczi.

Contacter Z. Snowska : (1) 43-67-88-98.

Communications diverses

Le Centre d'études et de réflexion anlaié par Jean Elleinstein organise, le mardi 23 juin, à La Coupoke, de 8 h 30 à 10 h 30 un potit déjeuner-débais sur le libème : «Le danger de prolifération nucléaire, un exemple : le cas irakien », 102, boulevard du Montparnasse, à Paris.

Soutenances de thèses - M. Torfi Tulinius sontiendra sa thèse de doctorat : « La matière du Nord ». Saga légendaire et fiction dans la littérature islandaise en prose du XIII siècle, le mardi 23 juin, à 9 h 30.

salle Louis-Liard, naiversité de Paris-IV, Sorbenne, I, rue Victor-Cou-

THESES Tarif Etudiants

Siège social : Institut britannique de Paris

DANS LE MONDE DE LA PHOTO 28. rue des Etats-Généraux, à VERBAILLES

Des photos instantanées d'une qualité parfaite

UNE RÉVOLUTION



TÉOROLOGIE

ME POUR LE 2" JUIN 1952



• Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 juin 1992 19

Il y a des gestes qui vous coûtaient. En devenant actionnaire de TOTAL, ils vous rapporteront.

Vous êtes dans une station-service. Fermez les yeux et posez-vous cette question : où suis-je? Dans une station-service TOTAL? Probablement. Avec 3 500 stations-service, nous sommes le premier réseau en France. Alors forcément, vous avez toutes les chances de faire votre plein chez nous.

Aujourd'hui, devenir actionnaire de TOTAL, c'est aussi choisir un groupe qui a su se développer dans plus de 80 pays. C'est cette capacité d'adaptation et d'intégration qui nous permet d'être l'un des grands pétroliers de classe mondiale.

Devenir actionnaire de TOTAL, c'est considérer la hausse très nette de nos résultats (+ 43 %) en 1991, la forte progression du dividende par action (+ 22%) et de notre titre.

Une saine gestion financière qui fait de TOTAL un des groupes pétroliers les moins endettes et les plus performants.

L'État va mettre en vente 12,4 % du capital de TOTAL. Notamment, une offre publique de vente sera lancée en Bourse de Paris. Elle portera sur environ 8 millions d'actions (jouissance 1º janvier 1992). Le prix de vente sera net de tous frais pour les acquéreurs et communiqué par voie de presse avec le calendrier détaille au moment de l'ouverture de l'OPV. La réalisation de l'offre aura lieu au plus vard le 10 juillet 1992. Le document de référence enregistré par la COB et le communiqué publié dans la presse le 16 juin 1992 sont disponibles auprès de la Société en appelant le N° Vert 05 05 05 92. Les conditions définitives de l'offre seront portées à la connaissance du public le jour de l'ouverture de l'offre

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Tresor Public,

Vous ne viendrez plus chez vous par hasard.

PARIS

Du soulagement dans l'Eire

Mise durement à l'éprauve cette semeine, la Bourse de Paris a pu, cette fois, confondre ses détracteurs en faisant preuve d'une résistance presque

faire face à une avalanche de mauvaises nouvelles provenant simultanément des marchés de taux, de Wall Street, de Tokyn, de l'Assemblée nationale... et de nos campagnes. Il aura fallu attendre la demièra séance de la semaine pour qu'arrive d'iriande un petit coin de ciel bleu, pour mettre une touche de envieur dens la grisaille ambiante. Et effectivement, comme en convensit un opérateur, vendredl 19 luin, au terme des échanges, « on e bien limité la casse». Ne serait-ce que pour eppuyer ses dires, en cinq séances, l'indice des quarante principales valeurs n'aura, au final, abandonné que 0,75 %, et surtout terminé au-dessus du sauil osychologique dee 1 900 points, à 1 913,92 points.

Dès lundi, le ton était donné. Pour la sixième séence consécutive, toujours sous le coup du «non» denoie à Maastricht, ainsi que de l'annonce d'un référendum en France sur ce sujet à l'automne, le marché parisien continueit de céder du terrein (- 0,53 %). Reprise sensible, des le lendemain, où les valeurs françaises rege-gnaient 0,69 %. L'embelle sera de courte durée : mercredi et jeudi, l'indice se dépréciera respective ment, eu cours de ces deux séances, de 1,17 % et de 0,89 %, pour revenir à des niveaux délaissés depuis la fin du mois de mars, sous le barre des 1 900 points, à 1 891,80 points. A cela, deux raisons au moins : le retour sous le seuil symbolique des 3 300 points à Well Street, les investisseurs

Banques, assurances, sociétés d'investissement

AGF______AXA (ex-Cie Midi) .

C. Local de France

Société générale

magasins

BHV....

Gal. Lafayette.

Ciments français ...

<u>Pétroles</u>

ob. Phénix .

La Redoute

Filatures, textiles

Sovac ____. Sucz (C⁴ fin.).

Bancaire (C-)...

12-6-92 Diff.

7,50

62 .

- 9 - 55 - 69 + 2 - 5,10 - 25 + 9 - 20 - 5,60 - 16

DiΩ.

- 40

+ II

- 9,90 + 20 - 21 - 90 - 6,90

67 11,90

8,89

Diff.

Diff.

215,10 ~ 16,10

481 929 112

19-6-92

800

820

3 2 LZ

347 2 170

Bătiment, travaux publics

170 770 5 790 14,90

19-6-92

19-6-92

110

758 180,50

doutant une fois encora de la reprise américaine et, surtout, le très vif recul du marché japonais au plus bes depuis six ans.

Vendredi, au terme d'une séance heurtée, l'indice regagnait 1,17 %. La reprise de la Bourse tokyote, de Wall Street ainst que la conviction du succès du coul » irlandais au référendum organisé sur le traité de Maastricht – les résultats définitifs ne devant être connus qu'en fin d'après-midi - rassurèrent les opéreteurs. Ceux-ci, par eilleurs, svaient déjà été favorablement influencés, dèe l'ouverture, par la volte-face du gouvernement, se relliant finalement au texte voté par le Sénat et permettant à l'Assemblée nationale d'adopter, dans le nuit de jeudi à vendredi, le projet de révi-sion constitutionnelle issu des tra-vaux de celui-ci. Selon les opérateurs, le crainte d'un dauble référendum « eurait amplifié la confusion politique déjà soistantes.

> Total, le GAN et la COB

Cette reprise de demière séance aisse entrevoir, pour certains anelystes du moins, un mouvement plus durable. C'est en tout cas le point de vue qu'affiche M. Teddy Clarke, Pour ce chartist (analyste sur graphique) chez Baring Securities, cité par l'agence Reuter, « la reprise technique observée vendredi e d'ores et déjà brisé la ten-dence balssière». Selon lui, la prochaine résistance se situe à 1 980 points; et le franchissement de ca nouveau seuil pourrait porter l'avance de l'indice à 2 350 points.

Aux valeurs, cette semaine, on l'annonce des modelités de cession per l'Etat de 12,4 % du capital de Total eavant le 10 juillet 1992 si les conditions du marché le permettert». A terme, la participation directe de l'Etat dans Total devrait

19-6-92

111,90

35,10 + 558 +

120,20

19-6-92

118

Nombre de contrats: 179 995 environ

JUIN 92

107,22

107,42

106,84

106,90

107

12-6-92

2 150 023

103,7

15-6-92

527,1

Produits chimiques

itut Mérieux ...

Synthelabo ---

Imp. Chemical Norsk Hydro ...

COURS

RM ...

Comptant R. et obl.

Françaises . Etrangères .

ndice gen.

745 752

Diff.

2,50

- 33 0,20 8

2,90

Out

55 74

IJ

MATIF

SEPT. 92

197,38

107,74

197,12

197,18

107,20

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

(base 100, 31 décembre 1987)

16-6-92

1 757 586

17-6-92

15-6-92

1 533 672

7 194 009 16 009 485 21 725 564 188 133 199 920 197 554

16-6-92

526,4

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 19 juin 1992

Valeurs diverses

CGIP coupon 30 F.

Europe L.

GAN et les AGF, cul détensient jusqu'alors 2,3 % du capital porte-ront leur participation à 10 %. D'autre part, 12,4 % (soit 22,9 millions d'actions) seront mis sur le marché en trois tranches. Une tranche française, sous forme d'une offre publique de vente comportera 8 millions d'actions. Un

placement public sera effectué aux Eters-Unis pour 7,4 millions d'actions et, enfin, un placement international portera sur 7,5 millions de En outre, l'Etet échangers les certificats pétroliers contra des actions Total dans le cadre d'une OPE (offre publique d'échange) por-tant aur 6,5 % du capital. La partié retenue restent celle annoncée au mois de mai, soit quatre certificats

pétrollers contra trois ections. Notons à ce propos que la Société des Bourses françaises (SBF) e fixé à 188,50 F le cours de compensation des certificats pétroliers Total, dont la cotation est suspendue jus-qu'au feu vert des autorités boursières à l'offre publique d'échange (OPE) lancée par l'Etat sur ces titres. La fostion d'un cours de compensation doit permettre d'assurer le liquidation des opérations à règlement mansuel sur le certificat.

Notons encore, pour cette semaine, l'ennonce faite par M. François Heilbronner au cours de l'essemblée générale des actionnaires du GAN de la décision de diviser per quatra la nominal de ses actions afin d'eélargir le merchés. Cette décision sera précédée d'une augmentation de capital par incorporation de primes, permettent d'élever le nominal de l'action de 37 F à 40 F. Le nominal de l'action passers ensuite de 40 F à 10 F, à uns date qui n'e pas encore été arrêtée.

Le Conseil des Bourses de valeurs a per ailleurs déclaré rece-vable l'offre publique d'achet sim-

Générale des caux.

Scal-Avionica

ÉCHÉANCES

DÉC. 92

107.58

107.90

107,52

107,52

197,42 .

2 338 706

des Nouvelles Galeries néunies. La constion des actions, suspendue le 9 juin, sera reprise luncă 22 juin sur le marché officiel à règlement mensuel. En revanche, la SBF e sus-pendu vendredi après-midi la cotation des titres participatifs décembre 1987-décembre 1988 émis par l'Union laitière normande (LFLN) sur le marché officiel au

comptant « dans l'attente, de la

publication d'un communiqué de presse a. Suspension, également - mais, dans ca cas précis, à la requête de la Commision des opérations de Bourse (COB) - de la SMCI (Société de missions et de coordination immobilièret, filiate du groupe Pelège. Cette mesure, plutôt inhabituelle, est prise quand des doutes sur les comptes peuvent nuire aux investisseurs. Or les commissaires aux comptes de la SMCI unt émis des réserves sur les résultats 1991 communiqués à la suite du conseil d'administration du 15 juin le Monde du 18 juin).

Enfin, pour conclure, s'expriment au cours d'un séminaire organisé per l'institut d'études politiques de Paris avec le concours de la COB; M. Dider Davydoff, responsable du service de développement des marchés de la COB, e déploré l'in-suffisance de l'offre de titres et le montant en moyenne relativement faible des transactions, «L'insuffisance du nombre de blue chips cotées est une faiblesse de la Bourse de Paris. » De plus, les actionneires ne représentent que 10 % de la population française contre environ 20 % aux Etats-Unis el en Grande-Bretagne, Toutefois, la création du plan d'épargne en actions, cette ennée, et la poursuite du mouvement de privatisation devralent selon lui laisser entrevoir des perspectives plus епсоштадеапсав,

FRANÇOIS BOSTNAVARON

19-6-92

676

275 268

151 - 2,1 505 + 15 335,50 - 4,7 352 - 4 2 256 - 26

MARS 93

107,68

197,68

107,68

107,68

197,48

2 634 145

101,4

19-6-92

Diff.

Métallurgie, construction mécanique			Mines, caom	chouc	
COUSU OCLION				19-6-92	Diff
Alspi Dassault Avintion De Dictrich Fives-Lilie Peagot SAGEM Strafor, Facon Valoo	315 400 1 765 394 745 2 175 806 766	Diff. + 2 + 2 inch. - 8 inch. + 55 - 34 + 10	Géoghysique	710 331 86,80 197,30 59,70 4,10 –	- 27 - 4 - 6,26 - 9,26 + 8,26 - 0,15
Valoure: 205,60 - 25,40 Matériel électrique		DE COURS HEBD			

lianne %	Valoris	Raissc
. 47	Vallutine:	- L3.6
+ 3,1	Imm. Phoms	- 10.6
+ 3	Metaleurop	- 103
		- 9,9
+ 1,2		. 9,8
6 1	UK-UNI	. 15
+ 0,9	Ession last	. 93
+ 23	Rockette (La)	- 9,2
		. 9
+ 0.7	Klepterre	- 9
+ 25	Radiotochnique.	- 8.5
	W710	
	\$ 433 411 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	54.7 Yakurree + 3.1 Imm. Phenix + 3. Metricsrop + 3.4 Metricsrop + 1.2 CEF Commun. - 1.2 CEF Commun. - 1.2 CEF Commun. - 2.5 Rocheste (Lu) - 2.5 Rocheste (Lu)

Carefour -	U Task (F	e pàr) · 8.1
VALEURS LE TRAIT	PLUS ACT	
	Nbre de	Val. ca
1	titres	CED. (F)
Alcatel Alsth	1496310	938 959
Persect	564 850	420 607
Total	1 594 736	411296
Michelia	1970370	396 078
St Gobain	703 080	393 170
Sucz	1 259 525	385 048
LVMH	88 435	345 470
Eaux (Gle des).	147740	339 467
Lyon E Dun	585 995	315 123
BSN	288415	312 552
Ciments franc.	619875	301 489
Eurotunnel		274919
Elf Aquitame	676014	255 3 (2

Ordal (L') 280 (*) De jendi 28 anni 19 1992 inclus.	-	246 366 edi 3 juia
MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
	Cours 12-8-92	Cours 19-6-92
Or the fills on burns?	56 306 331 386	58 600 36 780 336 346
Piles sainer (20 fr.) Piles intine (20 fr.) Piles intine (20 fr.) Piles tuckrisens (20 fr.) Staventin Staventin Staventin	324	375 336 340 435 446
Demi-contenia: Pilor de 20 dolles 10 dolles 6 dolles	311 2 080 380 650	330 1 920 960 980
- 50 peaks	2165 415 249	2 170 406

216

NEW-YORK

Dure semaine

POCEDON LORS feiblesse de la Bourse de Tokyo et par la détermination apparente de la Réserve fédérale

américaine (Fed) de

ne pas assouplir

pour le moment sa politique monétaire alors que persistent les incertitudes sur la reprise économique, Wall Street a accentué ses pertes au cours de la semaine écoulée, principalement sous la pression de ventes sur programme informatique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 285,38 en baisse de 68,98 points (- 2,06.%) par rapport à la semaine dernière. Le principal indicateur s perdu 3,75 % depuis le 1 juin, date à laquelle il avait établi son dernier record (3 413,21 points).

Les investisseurs continuent à douter de la fermeté de la reprise économique et, jusqu'à ce que la situation s'éclaireisse, peu de détenieurs de portefeuilles veulent en modifier le contanu. Les opéraleurs allendent maintenant la publication vers la mi-juillet des résultats des entreprises américaines pour le deuxième trimestre.

Les espoirs d'assouplissement de la politique monétaire ont été une nouvelle fuis écartés par le constat établi par la Fed selon legnel l'éco-

nomie américaine continue à s'eméliorer. Tuutefois, pour M. Richard Hoey, économiste chez Dreyfiis Corp., «ce n'est pas parce qu'ils (les responsables de la Fed) estiment qu'ils ont assez relaché leur politique pour donner de l'élan à l'économie que nous n'aurons pas une autre baisse des taux d'intérêt

à court terme ». M. Hoey ajoute qu'a ils pensaient qu'ils en avaient fait assez il y a un an aussia, et l'économie svait flanché à nouveau.

Indice Dow Jones du 19 juin : 285 28 (- 2 354 39)

263,38 (C. 3 334,37).					
	Cours 12 juin	Cours 19 juna			
Nicona NTT Socing Those Mon. Bank by Pont de Noneurs astman Kodak xxxxxx General Electric General Motors Goodyear BM TT Mobil Oil	76 1/2 43 3/8 43 7/8 43 7/8 51 3/4 39 7/8 52 1/2 66 5/8 93 64 1/4 68 1/2	73 1/2 42 1/4 42 1/4 42 1/4 42 1/4 50 3/4 39 3/8 62 1/2 46 76 43 7/8 63 5/8 64 1/2 69 1/2:			
fizer chfumberger (exaco IAL ('orp. (ex-Allega) Jalon Carbide Jaited Tech Westinghouse (erox Corp	66 1/2 64 7/8 117 1/4 27 3/8 51 18 1/4 71 1/8	66 63 1/4 116 5/8 27 50 1/2 17 5/8 67 7/8			

TOKYO

Nouveau plongeon

fort du « krach an ralenti» du mois d'avril, la Bourse de Takyo a de nou-vezo effectué un véritable plongeon

Comme au plus

cette semaine. Il a espéré vendredi. 19 juin pouc, voir le marché japonais repasse, au des-aus de la barre symbolique des 16 000 points de l'indice Nikkei et limiter un peu les dégâts. Le Nikkei termine thut de me semaine sur un recul de 863,81 paints (-4,96.%) à 16 519,87 points et a touché jeudi 18 juin son niveau le plus bas depuis octobre 19861

Contrairement à ce qu'espéraient la plupart des observateurs, l'expi-ration vendredi 12 juin des contrats à terme sur le Nikkei n'a pas permis au Kabuto-cho de se ressaisir, bien su contraire. La publication du thermomètre tri-

mestriel de la Banque du Japon indiquant que la confiance des entrepreneurs était au plus bas depuis cinq ans a provoque un véritable trou d'air. Plus que des ventes massives, c'est surtout l'absence totale d'acheteurs qui a fait lougiement chater la Boucse, D'ail-leurs, le volume des transactions a été faible, avec 260 millions de titres traités contre 325,8 millions de titres la semaine précédente. Indices du 18 juin : Nikkei

16 519,87 (c. 17 383,68); 1 267,27 (c. 1 328,36).

	Cours 12 juin	Coms 19 juin
Akai Bridgestone Carion	1 260 1 180 1 390	1 200 £ 150 1 360
Fuji Bank	1 380 1 450 1 320 578	1 260 1 360 1 280 543
Sony Corp	4 110 1.490	4 160 1 430

LONDRES Sous les 2 600 points -0.7 %

Les valeurs ont enregistré leur quatrième semaine consécutive de baisse à la Baurse de Londres, affectées par les incertitudes sur la reprise économique en Grande-Bretagne el aux Etats-Unis. L'indice Footsie des cent grandes valeurs est tombé en dessous de la barre des 2 600 points pour la première. Inis depuis dix semaines, perdant 18,9 points, soit 0,7 % par rapport vendredi précédent à

2 584.8 points. Les noérateurs se sont focalisés sur une série de nouvelles maussades, ignorant les indices encourageants du chômage, des ventes de détail ainsi que de la production industrielle et manufacturière. Le marché a aussi été surpris par le retrait du projet d'introduction en Bourse de GPA Group, dont l'offre 274 919 255 3(2) publique de vente devait porter sur 246 366 un montant d'environ I milliard

de dollars.
La faiblesse des marchés américain el isponais s contribué à assombrir la tendence en entrainant les valeurs internatio-

nales vers le bas. Indices «FT» du 19 juin : 100 valeurs, 2 584,80 (c. 2 603,70); 30 valeurs, 2 006,60 (c. 2 025,30); fonds d'Etat, 88,73 (c. 88,82);

mines d'or, 103,40 (c. 103,70).				
	Cours 12 juin	Cours 19 juint		
Allied Lyons	6,56 2,63 4,70 4,83	6,50 2,50 4,74 4,71		
De Beers	13,75 7,22 14,80 12,90	13 7,10 15 12,16		
Reuters RTZ Shell Unilower	11,23 6,10 5,11 9,33	11.12 6,12 5,05 9,38		

FRANCFORT Attentisme - 0,52 %

Ramenée à quatre séances en raison d'un jour chômé en Alicmagne, la semaine boursière s'est achevée sur un repli général des valeurs vedettes. L'indice DAX a fini la semaine à 1 772,89 (-0,52 %) soit près de dix points en dessous de son niveau du

Les pessimistes l'ont emporté, esti-

mant que la consolidation engagée depuis quinze jours pouvait donc se poursuivre. Les volumes d'affaires sont restés faibles, même s'ils ont été supérieurs à la semaine précédente qui était également écourtée. Le manque d'activité a été attribué à l'attentisme prudent des opérateurs. Les professionnels s'attendaient à un regain d'activité vendredi 19 juin, jour d'une quadruple échéance sur le marché à terme des options, mais il n'en a rien été : le marché n'a même pas réagi au « oui » du référendum irlandais, qui avait pourtant dopé la tendance sur d'autres places euro-

Si l'ensemble des professionnels s'accordent à prévoir une poursuite de la baisse, les analystes sur gra-phique estiment qu'elle sera très limitée, situant un seuil de résistance vers 1 780 points sur le DAX, niveau autour duquel l'indice a évolué toute la semaine passée. Indice DAX du 19 juin : 1 772,89

(c. 1782,27).

	Cours 12 juin	Cours 19 juin
NG.	205	129
WAS.	247.30	245
Bayer	290.80	286.60
Commerchank	257,10	256,80
Deutschehonk	694.60	694.10
Hoechst	26-4-50	256
Korstacit	621.50	630
Manacanian	- 304	. 304
Siemens	677.80	673,60
Volkswagen	105,80	102.10

139 524 9 532 165 17 743 077 39 498 704 30 287 989 17 248 942 INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991) 18-6-92 ufice CAC 40 ... | 1918,14 | 1915,24 | 1908,84 | 1891,30 | 1913,92

518.4

375,30 771 720 420 236 673 - 46 461,60 - 13,40 Alimentation 19-6-92 1.085 2 605 152,70 658 Erid. Bég.-Say. 1734 3895 Guyenne-145,50 1583 3540 1 288 1 700 Source Perrier

٦.

CREDITS, CHANGES, GRANDS MARCHES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Espagne rééquilibre sa dette

espérer que le «oui» de l'Irlande au traité de Maastricht permettra au marché international des capitaux de se stabiliser. Ils attendent que le calme revienne dans ceux des com-partiments qui ont le plus souffert du référendam danois, c'est-à-dire ceux des emprunts libellés en écus ceux des emprunts libellés en écus et dans les monnaies européennes auxquelles sont associés des taux d'intérêt élevés. Mais nombreux sont anssi ceux qui redoutent que l'amélioration ue soit que passagère et que certains grands investisseurs, effrayés par l'évolution de ces dernières semaiues, ne profitent de l'accalmie qui s'annance pour procéder à d'importants dégagements. L'euromarché demeure, en fait, sons le choc de la décision du Danemark qui, en refusant de ratifier les accords de Maastricht, a fait s'effondrer tout un échafaudage qui reposait sur la conviction des opérateurs que les taux de rendement en Enrope étaient destinés à se rejoindre puisque, dans les différents pays, on affait suivre des politiques communes.

la Russie

Le compartiment du mark a été Le compartiment du mark a été le seul en Europe à vraiment échapper à la tourmente, ce qui n'a pas manqué d'attirer certains des débiteurs les plus prestigieux. L'Espagne, qui s'y présentait à son tour, s'y est procuré on montant très élevé, de 2 milliards de deutschemarks, pour nne durée de dix ans. Les obligations seront rémonérées en function de l'évolutions du lover de l'arrent. de l'évolution du loyer de l'argent. L'intérêt sera refixé tous les six mois, à 1/16 % de moins que le Libor. Pour la première période, il devrait être de l'ordre de 9,70 %,

2.0

Private EPRI di: sat des in

Pour le Trésor public de Madrid, la transaction n'a que des avantages. Son côté spectaculaire – c'est la plus grande euro-émission en marks jamais lancée en une scule tranche – souligne la détermination de l'Espagne en matière de change. Ce pays vent suivre une politique de monnale forte; il u bésite pas à emprunter dans une monnaie forte. De plus, cet emprunt lui permet, à un coût relativement peu élevé, de rééquilibrer la composition de sa dette extérieure et de diminuer le poids qu'y avait pris le dollar, monquelque 30 % du montant de ses emprimis étrangers.

L'opération espagnnle n'a toute-fois pas eu le retentissement qu'on aurait pu prévoir car elle a été sévè-

rement critiquée par certains des principaux acteurs du marché allemand. Elle est placée sous la direction d'une des plus grandes banques du pays, la Dresdner Bank, mais deux de ses concurrentes, la Deutsche Bank et la Commerzbank, ont refusé de s'y associer, jugeant ses conditions trop sévères. On s'attendait généralement que les titres procurent un rapport de l'ordre du Libor et non pas inférieur à cette référence.

En fait, pour apprécier pleine-ment cette émissinn, il convient d'évaluer l'impact d'un élément technique, d'ordre fiscal, qui jone en faveur des émissions internatio-nales espagnoles. En Autriche et an Luxembourg, des conventinns conclues nvec l'Espagne dans le but d'éviter une double imposition font que, finalement, les investisseurs peuvent compter sur la totalité des revenus que procurent les titres revenus que procurent les titres émis par le Trésor de Madrid. On estime qu'environ un quart du total de ce gigantesque emprunt a été placé dans ces deux pays.

Activité soutenue en eurofrancs

Dans le compartiment de l'euro-franc, trois nouvelles émissions ont vu le jour depuis le milieu du mois. Leur rénssite est indéniable, Pour-tant, les spécialistes se gardent d'en tirer aucune conclusion quant à la situation du marché. Les nouveaux emprante amediennent à des caté. situation du marche. Les nonveaux emprants appartiennent à des catégories trop bien définies pour qu'on puisse leur attribuer une signification générale. Le cas le plus évident est celui de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la CECA, qui vient de se procurer 300 millions de francs pour une très longue durée à on coût très avantalongue durée à on coût très avanta-geur. Il s'agit d'obligations à taux variables qui viendront à échéance dans vingt ans et qui ne rapporte-ront à leurs débiteurs qu'un revenu uettement inférieur au Pibor, le taux de référence du marché moné-taire. Dirigée par la Banque natio-nale de Paris, l'affaire a entièrement été placée en Italie. Dans ce pays, le revenu des obligations de quelques rares emprunteurs, dont la CECA. rares emprenteurs, dont la CECA, normalement un précompte est pré-levé à la source

Cela fait que les investisseurs jusqu'à 18 %. transalpins sont prêts à accepter des conditions très sevères de la part de CHE

ces débiteurs privilégiés. Les fonds sont destinés à la SNCF.

La situation est nn pen plus nuancée en ce qui concerne la dernière émission du Crédit foncier de France, dunt on dit que les titres ont trouvé preneurs dans plusieurs pays. Il reste que, pour l'essentiel, ils vont probablement être placés en Suisse. L'affaire, dirigée par J. P. Morgan & Cie, porte également sur 300 millions de francs. Elle se décompose en deux éléments. D'une part, des obligations de dix aus de part, des obligations de dix ans de durée et, d'autre part, des bons perdurée et, d'autre part, des bons per-mettant durant deux ans de profiter de toute hansse des finnds d'Etal français qui viendront à échéance en 2002. Les obligations et les bons sont offerts à qui veut les acquérir ensemble, à un prix d'émission très proche de la valeur nominale des seules nbligations, celle à laquelle ces titres seront remboursés.

En fait, les deux éléments ne sont associés qu'à l'émission et on peut immédiatement les séparer. Ce pro-cédé permet de justifier que les obli-gations soient assorties d'un taux d'intérêt facial inhabituellement bas, puisque, déduction faite de la valeur puisque, déduction faite de la valeur des bons, elles vont être offertes à un prix très inférieur à leur propre valenr nominale. En l'occurrence, les obligations du Crédit foncier sont munies de coupons de 4 % seulement l'an, mais les investisseurs qui les auront acquises à leur prix de départ (69,40 %) pourront compter sur un rendement de 8,83 %. Ce nivean ue dépasse celui des fonds d'Etat que de sept points de base nivean ne dépasse celui des fonds d'Etat que de sept points de base (ou 100° de point de pourcentage). Pour un emprunt normai, le débiteur aurait du proposer un revenn beaucoup plus important. Certains souscripteurs acceptent sans rechigner d'être défavorisés de la sorte si le fisc de leur pays u'impose pas le gain en capital qu'ils espèrent réaliser. Quant aux bons, ils sont souvent placés auprès d'autres investisseurs.

La troisième euro-émission en francs a été émise pour son propre compte par le Crédit lyonnais. Elle est également d'un montant de 300 millions. Sa durée est de quatre ans. Les coupons seront déterminés chaque année en fonction de la performance passée de la Bourse telle que l'aura reflétée l'indice CAC 40, le rendement annuel pouvant aller

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar toujours faible

Le soulagement provoqué par la victoire du «oui» an référendum victoire du «oni» an référendum irlandais, s'il n légèrement entamé la fermeté du deutschemark, monnaie européenne de référence quoi qu'il arrive, n'a guère favorisé le dullar. Malgré une légère remontée en cours de semaine, il s'est affaibli à la veille du week-end, à l'annonce d'une angmentation du déficit commercial des Etats-Unis, 6,97 milliards de dollars en avril, chiffre le plus élevé depuis dix-sept mois, alors que les proaostics ne portaient que sur 5,7 milliards de dollars. Voilà donc le «billet vert» en dessous de 1,57 DM et de 5,30 francs n 5,2850 francs.

de 5,30 francs à 5,2850 francs.

Selon M. René Defossez, du service des études de la Banque française de commerce extérieur, le française de commerce extérieur, le franchissement, à la baisse, du seuil de 1,60 DM au début juin donne toute latitude à la devise américaine pour tester les prochams niveaux de supports (1,56 DM et 1,55 DM). Si l'activité se redresse aux Etats-Unis, «le profil fondamental demeure trop mou aux veux des opérateurs face à un écart de six points d'intérêt entre l'euro-dollar à trois mois». Comme cet écart n'u guère mois ». Comme cet écart n'u guère

de chance de se réduire d'ici la fin de l'année, M. Defossez n'est pas très optimiste pour le dollar dans les

La lire attaquée

se porter, se situant, désormais, en queue du Système manétaire euro-péen (SMÉ). An milieu de la semaine, une rumeur courait, selon laquelle la maison américaine Goldman Sachs préparait une étude prévoyant une dévaluation de 5 % à voyant une dévaluation de 5 % à 8 % de la devise italienne avant six mois. M. Lamberto Dini, sous-gouverneur de la Banque d'Italie, a qualifié cette rumeur d'a irresponsable » et affirmé qu'« une dévahation était hors de question». On peut le croire puisqu'une telle opération, dans les circonstances actuelles, serait vouée à l'éches.

Certes, la lire est notoirement sur-évaluée, de plus de 6 % selon les comparaisons de parité de pouvoir d'achat (PPA) calculées par le ser-vice des études de la BNP. Mais une dévaluation, pour réussir, doit être

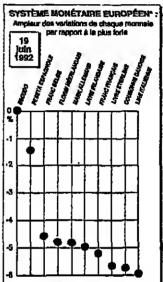
PLACE	Livre	SEU	Franc français	Franc	D.mark	Franc helge	Florin	Lire italienne
New-York	1,2610		18,9215	78,6464	63,7349	3.8979	56,5771	6.08841
LEGAR- I OFF	1,8558		18,8929	70,3730	63,6336	3,0921	55,4972	0,00841
Paris	9,8354	5,2858		373,3663	336,8388	16.3724	299,0099	4,4430
F##	9,8185	5.2930		372,4842	336,8120	16,3667	299,0395	4,4488
Zonich	2,6342	1,4155	26,7833		90,2167	4.3851	80,0849	L,1900
CURCH	2,6360	1,4210	26,8468	-	90,4232	4,3939	80,2825	1,1944
Francfort	2,9199	1.5690	29,6878	110.8442		4,8606	88,7694	1,3190
Lambour -	2,9151	1,5715	29,6902	110,5911	-	4,8593	88,7853	1.3209
Brunce Kes	60,9731	32,28	6,1079	22,8947	28,5736	,	18,2631	2.7137
DI MONTHE I M	59,9907	32.34	6,1100	22,7586	20.5791	-	18,2712	2,7182
Arnstardam	3,2893	1,7675	334,43709	1,24868	112,65137	5,47553	_	1,485918
Withing	3,2834	1,7700	334,40393	1,24560	112,63124	5,47310		1,487787
Mileo	2213,66	1189,50	225,0710	848,3391	758,1262	36,84944	672,5844	-
Marie	2206,99	1189,75	224,7780	837,2625	757,0792	36,78881	672,1751	
Pikys	236,87	126,85	24,80189	89,61498	80,84767	3,92968	71,76803	0.10664
	234.56	126,45	23,89004	88,98663	80,46452	3,91002	71,44068	110128

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 19 JUIN 1992

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 19 juin 4,1663382 F contre 4,1858442 F le vendredi 12 juin 1992.

accompagnée d'une série de mesures énergiques et toujours douloureuses : réduction drastique du déficit budgétaire, diminution ou suppression des augmentations de salaires et de

Dans les conditions du moment, et en l'absence de toute volonté politique, personne ne voit comment on gouvernement serait espahle de prendre ces mesures et, surtout, de les faire appliquer. Donc une déva-luation ne servirait à rien. En attendant, la Banque d'Italie intervient pour soutenir sa devise et manie vigourensement l'arme du taux : en quinze jours, elle a porté de 12,36 % à 14,81 % le taux mayen de ses concours aux banques. Une perspective, toutefois, commence à se dessiner si un gouvernement n'arrive pas à imposer à l'Italie une cure d'austérité, la lire sera dévaluée, et le compte à rebours a commencé.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao au plus bas depuis seize ans et demi

Les cours mondiaux du cacao faire sentir leurs effets sur les arrivages dans les ports», note ainsi le
cyclope, énumérant cas par cas les
difficultés du continent africain, en ont touché cette semaine un nou-vean plancher, le plus bas depuis seize ans et demi, à 531 livres la tonne sur le marché londonien. Les professinnnels expliquaient cet aceès de faiblesse par les vertes professinnnels expliquation cet aceès de faiblesse par les ventes ivoiriennes bien plus importantes que prévu. Mais il faut se reporter à ce qu'écrit le très sérieux «Rapport Cyclope», dirigé par Philippe Chalmin (1), pour comprendre l'actuelle évolution du cacao: «Après sept années d'excédent, la campagne 1991-1992 devralt être déficitaire et les stocks mondiaux, pourtant encore fort élevés, devralent diminuer de 150 000 tonnes au moins (177 000 tonnes selon les estimations des courtiers britanniques Gill and Duffus et Man).» ques Gill and Duffus et Man).

Voilà ce qu'attendait le marché vona ce qu'attendait le marché en début de campagne : une réduction sensible de la production qui aliait, pour la première fois en sept allait, pour la première fois en sept ans, causer un déficit de l'offre sur la demande. Les rapports d'experts, nuuris par une série d'abserva-tions dans les zones de récolte, fai-saient état d'un recul général des productions en Amérique latine comme en Afrique. «La désorgani-sation des filières et la baisse des prix au planteur commencent à

PRODUITS	COURS DU 19/6
Cuivre b. g. (Louiss)	-1 260 (+ 15)
Taxis mois	Livres/tonne
Absolution (Leader) Trois mois	t 276 (+ 19) Dollars/tonne
Nickel (Louise)	7 216 (- 56)
Trois mois	Dollara/tonne
Sucre (Puis)	288,5 (- 8,5)
Actut	Dollars/tonne
Caff (Lordes)	682 (- 18)
Juillet	Dollars/tonne
Cacso (New-York)	837 (+ 9)
Juillet	Dollars/tonne
Hié (Chicago)	357 (- 3)
Ivillet	Cents/boissean
Mais (Chogo)	251 (- 8)
Smilet	Cents/boisseau
Seje (Chrap)	180,8 (- 3)
Juillet	Dollars/L. courte
•	1 20

Le chiffre coure parenthèses indique la

Côte-d'Ivoire, au Nigéria et au Cameroun, compensées en partie par l'essor de la cacanyère du Ghana.

Quant à l'Amérique latine, c'est surtout au Brésil que la production montre des signes de faiblesse. Les plantations sont moins bien entretennes, voire délnissées, et les arbres souffrent de maladies graves, comme celle dite du «balai de sorcière». «La seule croissance notable de lo production provient d'Asie, non pas de Malaisie, dont on peut estimer que les plantations oni atteint un plafund (entre 220 000 et 250 000 tonnes), mais d'Indonésie qui est devenue en 1991-1992 le quatrième producteur mondial», observe le Cyclope. Quant à l'Amérique latine, c'est

Effondrement à l'Est

Devant pareil retournement de conjoncture, on pouvait s'attendre en bonne logique, à voir les prix remonter. Il n'en est rien. En premier lieu, les stocks mondiaux continuent d'alourdir la tendance. «Ce n'est que vers la fin de 1991 qu'ils ont commencé à baisser, rappelle le Cyclope. Au le octobre 1992, ils devraient quand même représenter encore 1,3 à 1,4 million de tonnes. Il s'agit là de stocks « stotistiques » (e'est-à-dire pour partie théoriques) mais on peut est lmer que 500 000 à 700 000 tonnes de cacao excédentaires, stockées pour l'essentiel à taires, stockées pour l'essentiel à Amsterdam, pèsent sur le marché » Et de rappeler que dans ce total figurent les 245 000 tounes déte-uues dans le cadre de l'accord international aujourd'hui paralysé. Les opérateurs ne peuvent oublier la présence des stocks mas-sifs de cacao entreposés en Europe.

Autre motif de baisse, les prévisions de déficit de l'offre sur la demande n'ont cessé d'être révisées a la baisse. On ne parle plus désor-mais que d'un déficit de 100 000 tounes (contre les 150 000 tonnes initiales), voire moins. A mesure que le ramassage des fèves commençant dans les pays producteurs, on s'est aperçu que la

récolte serait plus importante que prévu, notamment en Afrique, en particulier en Cote-d'Ivoire...

Paralièlement, la consommatinn sera mnins soutenue qu'on ne le pensait, en raison de son effondrement à l'Est. Les broyages de fèves de cacao en 1991-1992 sont tumbés à 126 000 tonnes, contre 297 000 tonnes deux saisons auparavant. D'après un groupe français de négoce, l'ex-URSS n'a acheté depuis le début de l'année que 65 000 tonnes l'année précédente, et 140 000 tonnes en moyenne pendant les années 80. Les entrepôts de la République de Russie ne contiendraient à l'henre actuelle que 8 000 tonnes de cacao, mais les problèmes de paiement Paralièlement, la consommatinn mais les problèmes de paiement sont tels que les espoirs de voir les achats s'intensifier sont bien mai-

Dans ce contexte, la réunion extraordinaire des producteurs de cacao à Abidian, la semaine passée, ne ponvait que déboucher sur un constat désabusé: « Il est à craindre que la baisse concomitante des prix mondiaux et des recettes d'exportation ne soit davantage exocerbée, déclarait ainsi le ministre ivoiriem des matières premières. bée, déclarait ainsi le ministre ivorien des matières premières, M. Alain Gauze. A moins de 5 francs français (250 francs CFA) le kiln, le cacao ne représente même pas, en francs ennstants, moyens le tiers de sa valeur entre 1945 et 1985.»

En juillet, producteurs et consommateurs de caçao se retrouveront à Genève pour tenter de négocier un cinquième accordinternational le mécanisme actuel, en snumeil depuis deux ans, devant expirer à l'automue. Ils courront se souvenir m'au Sompourrout se souvenir qu'au Som-met de la Terre de Rin les liens ont été affirmés entre les dégradations de l'environnement et le sous-développement Mieux payer le cacao serait un premier pas, faute de mieux, pour aider les pays producteurs à rembourser leur dette et ralentir l'exploitation «minière» de leurs espaces fores-

ERIC FOTTORINO

(I) «Rapport Cyclope» 1992. Sons la direction de Pbilippe Chalmin. 467 pages, 400 francs.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'Irlande sauve les meubles

Heureusement, les Irlandais not dit «nui» au traité de Maastricht l dit «nui» au traité de Maastricht l
S'ils avaient dit «non», la déroute
de marché financier de Paris se
scrait transformée en désastre.
Mais la levée de l'hypothèque
irlandaise, annoncée vendredi
19 juin dans le courant de la matinée, n'a soulagé que très brièvement le marché, affligé d'un «trou
d'air» dans l'après-midi du vendredi, tant les inquiétudes restent
randes. En conséquence les cours grandes. En conséquence, les cours du MATIF, malgré quelques tenta-tives de raffermissement, ont ter-miné la semaine en nouveau recul, revenant de 107,60 à un pen plus de 107 sur l'échéance septembre, et de 107,30 à 106,80 sur l'échéance juin, ce qui assigne à l'OAT dix ans un rendement de 8,83 % contre 8,75 % il y a huit jours.

L'écart entre l'OAT dix ans et le Bund allemand de même échéance s'est creusé à 0,85 point, ce qui est beaucoup, et complètement injustifié nux yeux des analystes. Mais vnilà l Les grandes manœuvres antour de la ratification du traité de Meastricht ne cessent de perturde Maastricht ne cessent de pertur-ber les marchés et d'y catretenir ce mal suprême, l'incertitude, dans l'attente du référendum français, à l'attente du reterendum franças, a l'nutimme prochain. En début de semaine, le rapport annuel de la Banque des règlements internationaux (BRI) présenté par son directeur général, M. Alexandre Lamfalussy, faisait l'effet d'une bombe en critiquant univertement le projet d'union monétaire européenne et en mettent en doute le capacité de en mettant en doute la capacité de la future banque centrale européenne à fonctionner sans un consensus politique des Douze.

M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a réagi vivement, estimant « à titre personnel » que ce rapport e non objectif et fortement biaisé » n'était pas counu du comité des gouver-neurs du groupe des Dix avant sa publication. Certains, néanmoins, font remarquer perfidement que pour M. Helmut Schlesinger, prési-dent de la Banque fédérale d'Allemagne, « la situation comporte maintenant des risques » et que, « pour continuer, il faut l'accord des Douze», y compris le Danemark, qui devra organiser un antre réfé-rendum. Touchante unanimité!

Sur le marché obligataire, tou-jours morose, en raison de la fai-blesse du MATIF et des iuquié-tudes sur la ratification du traité de Maastricht, trois émissions ont totalisé 2,8 milliards de francs.

1,5 milliard de francs eu deux tranches, un à 9 % et 14 ans, l'autre à 8,60 % et 8 ans (8,96 % de rendement réel) avec la garantie inconditionnelle de l'Etat, le tout sous la houlette de la BNP, du Crédit commercial de France et du Crédit du Nerdi du Nerdi de l'Etat, le tout sous la devenir de la BNP, du Crédit du Nerdi de l'Etat, le tout sous la houlette de la BNP, du Crédit du Nerdi de l'Etat, le tout sous la houlette de la BNP, du Crédit du Nerdi de l'Etat, le tout sous la le faudra pas attendre par le complexité de la le faudra pas attendre l'autre de l'échange permettra néant de l'éch Crédit du Nord.

L'accueil a été mitigé, les inves-tisseurs institutinnnels (les « zin-zins ») Ironvant trop langue la durée de la première tranche et trop courte la rémunération de la nde. D'une manière générale, ees investisseurs, peu enelins à souscrire des nbligations en ce mnment ponr trente-six raisous, jugent insuffisants les rendements offerts par les émetteurs, qui, de leur côté, s'efforcent de limiter au maximum ce rendement. Vieux

La réaction a été la même pour les 700 millinns de francs du GOBTP (Groupement pnur le financement des nuvrages de rinaneement des nuvrages de bâtiment, travaux publies), sons l'égide du Crédit lyonnais et de la BNP, à 9,15 % nominal et on peu plus de cinq ans. Dans ce cas pré-cis, néanmoins, e'est le public, sol-licité la semaine prochaine et ama-tenr de rendements nominaux élevés qui sera très roybeblement élevés qui sera, très probablement, meilleur client que les «zinzins». Même scénarin pour le Comptnir des entrepreneurs (750 millions à cinq ans et demi et 9,15 % nomi-nal), l'émission étant conduite par la Société générale et le Crédit du

Une OPE «Mammouth» de l'Etat

Prenant la suite d'EDF, du Cré-Prenant la suite d'EDF, du Crédit local de France, de la RATP, etc., l'Etat lance une offre publique d'échange (OPE) sur quarante-cinq emprunts émis par lui, ou assimilés (CNI, CNB, FSGT et FIS), dont l'encours atteint 140 milliards de francs, sur une dette tntale de 971 milliards de francs (lire en page 17). Les porteurs se verront proposer, à due concurrence, des OAT à eréer, d'une durée de six, dix et setze ans. L'opération, prédix et seize ans. L'opération, pré-sentée par la Caisse des dépôts et la BNP, a pour objet essentiel non de créer de nonvelles « lignes » d'emprunt massives pour la com-modité des négociations (elle existait déjà), mais surtout de proposer aux porteurs des titres «modernes», très liquides, ce que ne sont pas ceux des empruuts offerts à l'échange.

Finansder, qui émet pour le compte des Sociétés de développement régional (SDR), a levé remboursement comprise entre

un rendement énorme : quelques dizaines ou centaines de milliers de francs par nn, au terme d'une simulatinn hypothétique. En effet, 50 % à 60 % des titres offerts ont été souscrits par des particuliers, dont une grande partie détiennent et gèrent leurs titres eux-mêmes. Dans ces conditions, le Trésor estime qu'un taux d'échange de 20 % scrait déjà un succès.

Les investisseurs institutionnels, en revanche, échangeront certaine-ment leurs titres, quitte à céder à des particuliers, au travers de leurs guichets, les OAT reçues, pour cinq à sept milliards de francs peut-être. à sepi milliards de francs pent-etre.
Lesdits partieuliers pourraient,
enfin, détenir directement des
OAT, dont la souscriptinn actuellement est réservée aux investisseurs
institutinnnels lurs des adjudications mensuelles. Étant donné que
les transactinns portent sur des montants élevés, supérieurs au mil-lion de francs, le modeste épargnant est découragé, plus nu moins poliment, par les banques nu se fait proprement « jeter».

Autre initiative du Trésor (nn Autre initiative du Trésor (nn n'arrête pas le progrès), ce dernier est autorisé à émettre des l'itres (OAT ou Bons) au profit du Fonds de soutien des rentes (FSR) afin de « promouvoir la liquidité du marché secondaire des valeurs du Trésor». Le fonds de soutien a été créé en 1937 pour intervenir sur les marchés secondaires des titres de la dette publique afin de gestair les della dette publique afin de gestair les dette publique afin de garantir la bonne tenue de la signature de l'Etat, la liquidité de ces marchés et, le cas échéant, d'alléger cette dette. Il est intervenu avant la der-uière guerre et, en 1952, dans la période difficile précédant le lance-ment de l'emprunt Piuay, iudexé sur la pièce d'or de vingt francs.

Le titre créé par le Trésor, et mis en réserve auprès du Fonds, ferait l'objet de prêts et d'emprunts, ou de pensions livrées pour de courtes périodes au bénéfice des teneurs de marchés agréss, spécialistes et cor-respondants en valeurs du Trésor, afin de leur permettre à tout moment de fournir à leurs acheteurs le «papier» d'Etat demandé. Les titres créés ue ferout jamais l'objet de ventes fermes, et donc ne contribueront pas au financement

FRANÇOIS RENARD

A l'Assemblée nationale

Approbation des textes sur les assistantes maternelles, la lecture publique et le tourisme

Au cours de la séance du vendre li 19 juin, eprès avoir autorisé la ratification du traité portant sur la non-prolifération nucléaire et adopté définitivement le projet de loi modifiant le code forestier, les députés ont adopté à la quasi-unanimité, en seconde lecture, eprès avoir rétabli sa version initiale, le projet de loi relatif aux assistantes meternelles, présenté per M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à le famille, eux personnes âgées et aux rapatriés.

Le projet de loi défendu par M. Cathala modifie les conditions d'attribution de l'agrément préalable des naurrices, améliare leur rémunération et prévait una périnde de formation. Seul le groupe communiste s'est abstenu. Les députés nut adapté plusieurs amendements tendant à revenir, après les travaux du Sénst, au texte qu'ils avaient voté en première lecture. Ils nut supprime la nutinn restrictive d'« necueil permanent discontinn», introduite par le Sénat ct qui correspond su cas nu l'enfant n'est accueilli que les samedis, dimanches et juurs fériés. Les

France auprès des Communautés

[Né en 1938, ancien élève de l'ENA, M. Jean Vidal a suivi une carrière très

(1972-1977) avant de domain a rac-ministration centrale (1977-1979) pais de retourner à Bruxelles comme représen-tant permanent adjoint (1979-1984). Discreter des affaires économiques et

députés ont ramené de trois ans à deux aus ln délai maximal prévu pour suivre les cent vingt heures de formation imposées aux assistantes maternelles à titre permanent. Dans le même registre, ils nnt réta-bli l'obligation de formation pour les nourrices à titre permanent déjà agréées, comme pour les nourrices exerçant, cette fnis, à titre non per-

Les députés ont adopté, ensuite, le projet de loi déjà vaté par le Sénat relatif à l'action des collecti-vités locales en faveur de la lecture publique et des salles de einéma, présenté par M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collec-tivités locales. Les députés unt retabli le texte du gonvernement dans sa version initiale pour ce qui concerne le financement des bibliothèques municipales à vocatinn réginnale, qui doivent être asso-ciées à la future Bibliothèque de eiées à la future Bibliothèque de France. Elles recevront un montant de 31 millions de francs, prélevé, à partir de la dutatinn ginbale de décentralisatinn, sur les crédits transférés aux départements pour les bibliothèques centrales de prêt. Seul le groupe socialiste a voté en faveur du texte, la droite s'est abstenue, de même que le PC.

Les parlementaires ont consacré aussi leurs travaux au tnurisme. Ils

projet de loi sur l'organisation et la vente de voyages nu de séjours, présenté par M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué an tourisme. Ce texte prévoit, notamment, une meilleure protection du consomma teur, un imposant aux profession-nels de justifier de leur compétence et de leur solvabilité; nuvre la commercialisation de furfaits, actuellement réservée aux agents de voyages, à d'autres professions touristiques; il harmonise la légis latinn française nvec les règles communautaires. Le PS et l'UDF ont voté à pour ». Le PC, le RPR et l'UDC se sont abstenus.

Les députés ont adopté, enfin, à l'unanimité, une proposition de loi rédigée par le sénateur Georges Monly (Rass. dém., Corrèze), adop-tée également à l'unanimité, le 17 juin, au Sénat. Ce texte, qui avait pour objectif initial de dou-ner une base légale aux comités départementaux du tourisme, secteur négligé par les lois de décen-tralisation, a été modifié par les députés afin de prévoir, plus généralement, la répartition des compé-tences entre l'Etat, les communes, les régions et les départements en matière de tourisme.

La visite du président russe en Amérique du Nord

M. Eltsine exhorte les milieux d'affaires canadiens à « prendre des risques »

MONTRÉAL

correspondence

Averti d'emblée que le gouverne ment canadien n'était pas enclin aux largesses en ces temps de récession économique persistante, le président russe Boris Eltsine venant des Etats-Unis, est arrivé jeudi soir 18 juin au Canada pour une visite officielle de deux jours, a insisté sur le rôle que les investissements privés canadiens pourraient jouer en Russie. S'adressant vendredi aux deux chambres du Parlement réunies pour l'écouter, M. Elisine a exhorté les milieux d'affaires à « prendre des risques » pour ne pas manquer cette « occasinn unique ». Il a reconna que toutes les conditions économiques n'étaient pas encore réunies en Russie pour rassurer totalement les investisseurs occidentaux mais o affirmé que les réformes en cours étaient irréversibles et everti qu'e en 1994, il sera trop tard, le

marché sera déjà pris ». « Tant que vous maintiendrez le cap sur la démocratie, les Canadiens seront à vos côtés » l'a assuré le premier ministre, M. Brian Mulroney. Mais ce dernier a laisse GILLES PARIS entendre, su cours d'une confé-rence de presse, que le Canada

estimait avoir financièrement fait

L'aide déjà promise par Ottawa lnrs de la première visite de M. Elisine au Canada, en février dernier (2 milliards de dullars canadiens, essentiellement en lignes de crédits pour l'achat de blé), n'est dépassée, per capita, que par celle de l'Allemagne au sein du groupe des sept pays les plus indus-trielisés, a souligné M. Mulroney.

Les deux dirigeants ont signé vendredi plusieurs accords bilatéraux de coopératinn. Ainsi, an niveau commercial, le Canada a nfiert à la Russie le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Il a quadruplé son aide techni-que aux pays de Pex-URSS pour la porter à 100 millinns de dollars canadiens an cours des trois prochaines années dont les deux tiers iront à la Russie. Ottawa consacrera en outre 30 millions de dol-lars canadiens à un programme de trois ans visant à réduire les risques d'accident dans les centrales nucléaires de ces pays, et 10 millions de dollars canadiens à un programme de bourses qui permettra à des étudiants russes de s'initier à la gestion et à l'administration publique, dans les universités

M. Eltsine a exprimé enfin le désir de conclure, avant son départ dn Canada, samedi, l'achat d'un million de tonnes de blé canadier supplémentaire, pour livraison dans les deux prochains mois, en attendant la récolte en Russie Avant son arrivée à Ottawa, des responsables canadiens avaient fair part de récents « dérapages » dans les paisments de la Russie pour des livraisons antérieures. Les arrièrés cusses sur les crédits céréaliers garantis par le gouvernement cana dien seraient de l'ordre de 80 millions de dollars canadiens.

CATHERINE LECONTE

Après une brève accalmie

Les combats ont recommencé à Sarajevo

Bombardements et combats ont repris vendredi 19 juin à Sarajevo, où ils se poursuivaient toujours, samedi matin, alors que l'accalmie de ces derniers jours avait fait naître l'espoir d'un succès rapide de l'opération de protection de l'aéroport. Des tirs de mortier venus des hauteurs tenues par les iégeants serbes ont de nouveau frappé le centre de Sarajeva, la

ngeant dans la peuc. Des affrontements se sont également déroulés dans des quartiers proches de l'aéroport et du quartier général de la FORPRONU (Force matin, un porte-parole de cette dernière avait émis l'espoir de voir l'aéroport de Sarajeva prochainement rouvert, à la snite d'un accord conclu la veille entre les belligérants sur les mndalités de contrôle des armes lourdes autour des installations aéroportuaires. Cet accord prévoyait le retrait des batteries anti-aériennes serbes à «une certaine distance» des pistes et la concentration des chars ainsi que de l'artillerie serbes se trouvant dans un rayon de 30 kilomètres en six points placés sous le

contrôle de l'ONU: L'artillerie serbe a, d'autre part, bombardé Dubrovnik pendant deux heures vendredi, à partir de positions situées à Trebinie, en Bosnie-Herzégovine voisine, aiusi que depuis les zones encore occunées nar les Serbes à l'est de la cité médiévale. Celle-ci, selon des témoins, a subi de nnnveanx dégâts. L'agence Tanjug de Belgrade a, quant à elle, indiqué que les forces croates avaient bombarde Trebinje.

tre le président serbe Slobodan Milosevic s'est poursuivie à Belarade, où l'occupation par plus de 15 000 étudiants de trois facultés de la ville dure depuis cinq jours. Le mouvement s'est étendu à la province, à Nis (230 km au sud de lelgrade), l'un des fiefs du président Milosevic, ainsi qu'à Navi Sad (80 km au nord de la capitale),

chef-lieu de la Volvodine. Enfin, le président de la Confévie. Inrd Carrington, a décidé de reprendre ses négociations à Strasbourg le 25 juin lors d'une réunion qu'il a prévue avec les présidents Alija Izetbegovic (Bosnie), Franjo Tudiman (Croatie) et Slobodan Milosevic (Serbic). - (AFP.)

Le GATT exclut la Yougoslavie

Le conseil du GATT (Accord général-sur les tarifs douaniers et le commerce) a décidé, vendredi 19 juin, d'exclure la délégation yougoslave da see travaux, en ettendant de savoir qui sera habilité à représenter l'ancienne Fédération de Yougoslavie. Si la représentant yougoslave, M. Naste Calovski, n'pu siéger vendredi au conseil du GATT, il a été interdit de parola et de vote.

Malgré les critiques de la Communauté internationale **Nominations** à l'Elysée M. Jean Vidal, ancien ambassa-deur, représentant permanent de la

M. Bazin a pris ses fonctions de premier ministre à Haïti Prince. Un porte-parole du déparrance aupres des Communates européennes à Bruxelles, a été nnmmé conseiller diplomatique à la présidence de la République en remplacement de M. Pierre Morel, nommé ambassadeur de France à Moscou, seinn un arrêté paru au Journal officiel du 18 juin.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondent

Investi en grande pompe, vendredi 19 juin, le nouveau premier ministre, M. Marc Bazin, jouit du soutien de l'armée et de l'oligarchie souten de l'armée et de l'organime traditionnelle. Cet ancien fonction-naire de la Banque mondiale, agé de soixante ans, n'a en revanche pas réussi à convaincre la commuou acon vius à suivi une carrière fres curopéenne il a été en poste à Rome [1967-1972] et à la représentation perma-neute auprès des Communautes (1972-1977) avant d'être nommé à l'adnauté internationale que sa namicoup d'Etat par M. Jean-Jacques Honorat allait permettre de résoudre la crise haltienne.

Directeur des affaires économiques financières du Quai d'Orsay, de 1985 Seul parmi les diplomates accréavait été nommé, cette unnée-li leur aux Pays-Bas.] dités à Part-au-Prince, le annoce apostatique, Mgr Lorenzo Baldis-sièri, s'est jaint aux représentants de la bourgeoisie haltienem invités au Palais national pour la cérémo-Par le même arrêté, M. Jean Lévy, chargé de missinn à l'Elysée pour les affaires étrangères, devient nin d'investiture, qui a été boudée par la population de Part-anennseiller technique chargé du

SOMMAIRE

tement d'Etat américain a réaffirmé mercredi que la nomination de M. Bazin ne constituait pas la «solution de consensus» approuvée par l'Organisation des Etats améri-cains (OEA), et qui prévoit la res-tauration du président en exil Jean-Bertrand Aristide.

Dans son discours d'investiture, nouveau premier ministre s'est déclaré prêt à négocier avec le pré-sident renversé il y a près de neuf mnis. Comme gage de bonne valonté, il e ananacé que les maires élus, y compris le premier magistrat de Part-an-Prince, M. Evans Paul, un partisan du retnur du président Aristide, seraient rétablis dans leurs finnc-

M. Bazin, qui a nommé trois membres du PANPRA (le parti membre de l'Internationale socia-

plus enclin an dialogue qu'il s'est fixé comme premier objectif la levée de l'embargo imposé par l'OEA après le coup d'Etat. Un embarga inégalement appliqué. nntamment par la République dominicaine voisine : dans son disconrs d'adieu, M. Honorat a remercié les pays, qu'il n'a pas nommés, qui ont aidé Haîti à tourner les sanctinns commerciales. Mais les Etats-Unis paraissent décidés à resserrer les contrôles : les nutorités donanières viennent de enisir à Minmi trois carons charpés de marchandises officiellement des tinées à la République dominicainn, mais qui avaient été

JEAN-MICHEL CAROIT

acquises par des commerçants hai-

EN BREF

telles pratiques.

dix ans de prison de M. Indamiro

Restano, président du mouvement

Armonia et ancien journaliste, qui

avait déjà été emprisonné en 1985

pour avoir accordé une interview

au New York Times. «Reporters

sans frontières» dénonce également

l'agression dont a été victime le

23 mai notre collaborateur Ber-

trand de la Grange alors qu'il se

trouvait devant le domicile d'un

D ESPAGNE : arrestation de six

roa» (qui noère surtout dans la

région de Navarre, dans le nord de

l'Espagne), de l'organisation indé-pendantiste basque l'ETA, ont été

arrêtés, vendredi soir, 19 juin à

Pampelune, en Navarre, a indiqué

un porte-parole de la préfecture de

cette province. Ces deux personnes

avaient échappé à une opération

policière menée mardi et au cours

de laquelle huit personnes avaient été arrêtées (le Monde du 18 juin).

Jeudi, la police avait arrêté quatre

autres personnes sonponnées de

collaborer avec l'ETA. - (AFP,

res ou collaborateurs présu-

més da commando « Nafar-

dissident (le Monde du 26 mai).

més de l'ETA. – Deux mei

Il y a cent vingt-cinq ans : las Etats-Unis achatent l'Alaska à la

ÉTRANGER

Tchécoslovaquia : accord emre MM. Klaus et Meciar sur la partition du pays.... Le cauchemar yougoslava (ii), par

André Fontaine Afrique du Sud : le Congrès national africain condamne le gouverne-Après la victoire massive du e oui » au traité de Maastricht en Irlande 6

La ratification d'un pays à l'autre 6

POLITIQUE

DATES

La réforma constitutionnalla et le lébat sur le traité de Maastricht convocation du Congrès à Var-sailles le 23 juin ; La querelle entre Livres politiques : « La détour récessaire », par André Laurens . 8

Les opposents au redémarrage de Superphénix font pressinn sur le Les conditions du départ du doctour Garretta de la direction du CNTS misea en cause...... 9 Les «yeux», les «oreilles» et le

HEURES LOCALES

 Des réginns françaises s'affichent à Séville e Un entretien avec

enmité de promntion des transports publics e Lille séduite par Bruxelles e Débat : de la communication politique à la communication citoyenne e Ecologie urbaine à

CULTURE

L'exposition « Manifeste » au Cen-tre Georges-Pompidou.... 14 et 15 La mort du peintre graveur Johnny

ÉCONOMIE

La Coordination rurale yout bioquer lee accès de Paris dans la nuit du

Pour étaler le remboursement de la dette, l'Etat propose d'échanger pour 140 miliards de francs d'emprunts ... Guerre commerciale programmé

La succesaion à la tête d'Epéda-Bertrand Faure, numéro un mondie de sièges automobiles.....

Services

Abonnements

Cernet.. Loto sportif Mote crokes 15 Spectacles. La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM

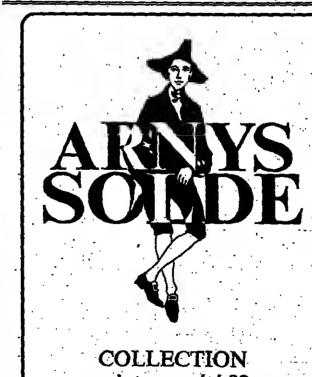
Ce numéro comporte un cahie « Radio-télévision » Le numéro du « Minude » daté 20 jain 1992 a été tiré à 440 844 exemplaires

D ITALIE : le ministre de l'inté-CHINE : secord sino-américain sur le contrôle de l'exportation de rieur croit à une pista étrangère dans l'attentat contre le juge Fal-cone. - Le ministre de l'intérieur duits fabriqués deux des prisons. - Péirin et Washington sont parve-nus à un accord visant à empêcher italien, M. Vincenzo Scntti, a confié à des inurualistes du Club l'exportation vers les États-Unis de de la presse étrangère à Rome, produits fabriqués par des détenus vendredi 19 inin, que « la décision dans des prisons chinniscs, a annuncé le New York Times. Cet et l'organisation de l'attentat contre se juge anti-Mafia Giovannil Falaccord, signé jeudi 18 juin, devra être approuvé par les deux gouvercone n'ont pas eu lieu uniquement nements. La loi américaine interdit à Palerme, mais qu'il s'agit d'une l'importation de produits proveiration de la Mafia sicilienne et nant du travail forcé. Pékin svait d'autres preanisations criminelles langtemps démenti se livrer à de étrangères». M. Scotti n'a pas précisé à quels pays pouvaient appartenir ces arganisations, mais il a indiqué qu'il n'y en svait « pas D CUBA : « Reporters sans fromtières » proteste contre la condamnation d'un ancies journaliste. beaucoup dans le monde aui soient capables d'organiser ce type d'atten-L'arganisation «Reporters sans tat » et a souligné la rapidité avec frontières» proteste contre la laquelle le FBI américain a proposé condamnation le 20 mai dernier à

> D PARAGUAY : manœuvres militaires et rumeurs de comp d'Etat. L'armée a annoncé vendredi 19 inin dans un communiqué que des unités de blindés et d'armes innrdes seront déplacées entre dimanche et mercredi jusqu'à des villes distantes de 80 kilomètres de la capitale Asuncion pour des manœuvres où seront opérés des etirs réels». Cette information est intervenue alors que des rumeurs sur l'interruption du processus démocratique circulent dans le pays. Elles se fondent sur la décision du Parlement d'empêcher le chef de l'Etat, le général Andres Rodriguez, de se représenter à la présidence. - (AFP.)

de collaborer à l'enquête. - (AFP.)

O VIETNAM: arrestation d'un « boat people » déporté de Hougkong. - Trente-huit «boat people» vietnamiens ont été déportés de force, vendredi 19 juin, de Hongkong vers Hanol L'un d'entre eux, qui était accompagné d'un enfant la été arrêté dès son arrivée à l'aéroport de la capitale vietnamienne.



printemps-été 92

ARNYS 14, rue de Sèvres - VII - Tel. 45 48 76 99

